

55e ANNÉE – N° 16824 – 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE — SAMEDI 27 FÉVRIER 1999 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

LE MONDE STYLES

■ Stockholm, Londres, Chicago
■ Mode masculine en capitales



La nouvelle croissance française selon « DSK »

● En 1998, l'activité a progressé de 3,2 %, meilleure performance depuis 1989 ● En janvier, le chômage a encore baissé ● Le ministre de l'économie affirme au « Monde » que la France est entrée dans « un régime de croissance » à l'américaine ● « 1998 a été l'année des records »

LES DERNIÈRES statistiques publiées, vendredi 26 février, par l'Insee et le ministère de l'emploi font apparaître que la conjoncture est moins déprimée que prévu. La croissance a, en effet, atteint 3,2 % en 1998 au lieu des 3,1 % qui étaient initialement escomptés par le gouvernement. C'est la meilleure performance depuis 1989. Le marché du travail est lui aussi bien orienté. En décembre 1998, le nombre des chômeurs avait diminué de 41 000. Les experts redoutaient que cette baisse atypique soit compensée par une hausse en janvier. Or ce n'est pas le cas. Au cours du mois dernier, une nouvelle baisse de 4 000 a été constatée, ce qui porte à 2 895 900 le nombre des demandeurs d'emploi.

Dans un entretien au « Monde », Dominique Strauss-Kahn, le ministre de l'économie, estime que ces bons résultats valident sa thèse selon laquelle l'économie française ne traverse qu'un « *trou d'air* ». Il affirme que, dès l'été, la France « *reviendra au ryhme de croissance qui est potentiellement le sien* », soit « *2,5 % à 3 % par an* ». « *1998 aura été l'année des records de la décennie*, insiste-t-il. *Record de croissance, record de consommation, record d'investissement, record de créations d'emplois. Mais surtout, vertu cardinale, c'est l'année de la confiance retrouvée. (...) Nous sommes donc devenus un des moteurs de la croissance européenne.* » Pour justifier son optimisme, le ministre de l'économie et des finances fait aussi valoir que « *la France est en train d'entrer dans un nouveau régime de croissance, plus durable, car porté par les nouvelles technologies, comme cela s'est passé aux Etats-Unis* ». Vantant le dynamisme du modèle américain, il estime toutefois qu'il « *ne faut pas laisser les inégalités se développer* ».



Lire pages 6 et 7

Avalanches meurtrières : soixante morts dans les Alpes en février

***LES AVALANCHES** ont tué au moins soixante personnes depuis le début du mois de février dans les Alpes. La catastrophe la plus meurtrière a eu lieu à Galtuer, dans le Tyrol autrichien, où le bilan s'élevait, vendredi 26 février, à trente-quatre morts et quatre ou cinq disparus. En France, deux avalanches ont encore fait un mort et trois blessés, jeudi, dans les Hautes-Alpes. Mais pour les météorologistes, ces chutes de neige s'expliquent par une « situation remarquable mais pas exceptionnelle ». En Savoie, les trois rescapés de la Vanoise ont survécu grâce à leur bonne connaissance de la haute montagne, alors même que leur randonnée était une « imprudence caractérisée », selon la protection civile.*

Lire pages 10 et 25

La désunion Paris-Bonn

■ Français et Allemands s'opposent toujours sur la réforme de la PAC

■ Les Quinze constatent leurs désaccords sur le financement de l'Union

■ Un sommet des chefs d'Etat réunis à Bonn pour débloquer la discussion sur l'Agenda 2000

Lire pages 2 et 3 et notre éditorial page 15

Cet évêque belge de choc qui prêche le Carême au Vatican

BRUXELLES
de notre correspondant

C'est peu de dire que Mgr André-Mutien Léonard, évêque de Namur, ne fait pas l'unanimité chez les catholiques de Belgique, laïcs et clercs confondus. Intellectuel brillant formé par les jésuites et à la Grégorienne de Rome, cet homme de cinquante-neuf ans, nommé en 1991 par Jean Paul II au siège épiscopal le plus important de la Belgique francophone, malgré les réticences de la conférence des évêques du pays, se considère comme un soldat de Jésus, serviteur sans états d'âme de la ligne évangélique tracée par le pape.

Sous le regard réprobateur de ses collègues évêques, il pourfend allègrement tout ce qui constitue à ses yeux une dérive progressiste du dogme catholique. Ainsi, il s'en est pris récemment à une personnalité en vue du clergé belge, le Père Gabriel Ringlet, vice-recteur de l'Université catholique de Louvain, en le traitant d'« *irresponsable* » pour avoir soutenu, dans son livre *L'Evangile d'un libre-penseur* (Albin Michel), que l'enfer, le purgatoire et le paradis n'étaient que des catégories inventées pour maintenir les gens dans la peur. Il invite l'auteur de cet ouvrage à tirer les conséquences de ses prises de positions en déclarant à l'hebdomadaire *Le Vif-L'Express* : « *Dans son livre, il compare l'Eglise à une belle-mère acariâtre (...). On ne peut avoir le beurre et l'argent du beurre. Vous, si vous êtes en désaccord profond avec votre journal que vous considérez comme ringard, vous ne travaillez plus pour lui...* » Gabriel Ringlet se défend en accusant carrément Mgr Léonard de « *malhonnêteté intellectuelle* ».

Actionnaire principal du groupe de presse Vers l'avenir, le deuxième en Belgique francophone, l'évêque de Namur s'est attaché à en remettre les titres dans le droit chemin, imposant un billet mensuel intitulé « Visite pastorale à domicile ».

Au point que les vieilles familles catholiques de la bourgeoisie et de l'aristocratie wallonnes, pourtant peu soupçonnables d'écouter les sirènes des « curés rouges », se sont retirées à grand fracas, en décembre 1998, du conseil d'administration du groupe de presse, laissant ce dernier dans une situation économique très précaire. Contesté par la majorité du conseil presbytéral de son diocèse, Mgr Léonard n'en a cure : il fait intervenir, à la place des curés contestataires, des prêtres influencés par le Renouveau charismatique, qui jouit d'une grande influence dans la famille royale de Belgique.

En désignant cet évêque pour prêcher, du 21 au 27 février, le Carême au Vatican, Jean Paul II pèse de tout son poids pour soutenir un prélat contesté sur ses terres. Et lance, du même coup, un nouvel avertissement à l'Université catholique de Louvain. Cette institution, qui joue un rôle majeur dans la vie intellectuelle et la formation des élites belges francophones, n'est pas en odeur de sainteté au Vatican, où on lui reproche des recherches sur des sujets qui hérissent Rome, comme la procréation médicale assistée. Le vice-recteur Gabriel Ringlet ne s'émeut pas outre-mesure de cette défiance papale : « *Notre autorité de tutelle n'est pas le Vatican*, précise t-il, *mais le chancelier de l'université et primat de Belgique qui n'a pas, jusqu'ici, condamné notre activité scientifique.* »

Luc Rosenzweig

■ Ingres, virtuose impitoyable

Deux cents dessins et peintures du peintre français sont exposés à la National Gallery de Londres et célèbrent son côté primitif, nordique, par des portraits à la précision impitoyable. p. 26

■ Procès du sang

Les avocats des ministres demandent à la Cour de justice de la République qu'elle s'en tienne uniquement au droit pénal. p. 9

■ Manœuvres dans l'aéronautique

L'industrie aéronautique et de défense européenne se prépare à une nouvelle vague de rapprochements après la constitution de champions nationaux comme Aerospatiale et Matra. p. 16

■ Sauvegarde des races rustiques

Vache ferrandaise, porc noir du Pays basque, cheval de trait : de nombreux programmes de sauvegarde tentent d'enrayer la régression de la biodiversité du cheptel français. p. 12

■ L'utopie publicitaire

Pour vendre des outils informatiques, les publicitaires veulent démontrer que les technologies de l'information peuvent rendre la vie plus simple et surtout plus humaine. p. 18

■ Parfums sexués

Chanel, Armani, Saint Laurent et même Calvin Klein ou les jeunes créateurs conjuguent désormais les senteurs au masculin et au féminin. Les ventes confirment la reprise. p. 24

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 227 - 7,50 F

La nouvelle Allemagne, ou le malentendu social-démocrate

ON SE TROMPE sur l'Allemagne. L'Allemagne se trompe sur elle-même, ce qui excuse toutes les erreurs que l'on commet sur son compte. On croit l'Allemagne passée à gauche, elle s'est tout juste arrangée, comme elle l'a pu, pour envoyer Helmut Kohl à la retraite ; on croit l'Allemagne très engagée dans la construction européenne, tournée vers les nouvelles marches slaves de l'Est, elle est en réalité désireuse de pratiquer une pause afin de se redonner enfin une identité nationale et une stratégie qui lui soit propre après avoir, depuis 1945 comme pendant la désastreuse guerre de Trente Ans, offert son territoire démembré à une nouvelle guerre de religion qui la traversait de part en part.

Que sait-on de l'Allemagne, que comprend-on de son avenir quand son passé lointain nous obsède ? Son passé proche nous rassure par son insipidité apparente ; aucune nation moderne n'est – il est vrai – allée aussi loin, d'abord dans l'affirmation solipsiste et meurtrière de soi, puis par expiation dans la négation d'elle-même. Dès 1943, ses jeunes bourgeois s'enthousiasmaient pour le jazz, avant même l'apothéose au ciel de Glenn Miller ; ses communistes créèrent une petite Sibérie sur la Spree, bien à eux. Quant à la jeune génération, à l'invite de Fritz Lang, qui, de retour de Hollywood, consacrait son premier film allemand d'après-guerre au « *Temple hindou* », et de Bertolt Brecht, qui transportait son public de l'Est berlinois vers le Sichuan et sa bonne âme, elle voulait passionnément être ailleurs, c'est-à-dire nulle part, s'identifiant volontiers à des opprimés imaginaires, ou, mieux encore, à des espaces aussi vides que ceux des films canoniques de Wim Wenders. A la fin des fins, elle opta pour le tourisme. C'est en France, en réalité, sous l'impact durable de 1940, que la vieille culture allemande s'est survécue en traduction. De Gaulle, sitôt terminée la tragédie algérienne, eut le génie de dire tout cela à un grand peuple abattu et renaissant, dans sa langue, et il jeta ainsi les bases d'une politique française lucide, qui, seule, permit de faire l'Europe dont nous héritons aujourd'hui.

Alexandre Adler pour Le Monde

Lire la suite page 15

Infortune de mer

MARC THIERCELIN fait route vers les îles Malouines où il devait arriver samedi 27 février pour réparer son mât. Le monocoque *Somewhere* a en effet démâté, jeudi, alors que le navigateur français se trouvait au large des côtes d'Argentine en tête de la course autour du monde en solitaire (Around Alone). Après avoir déclenché sa balise de détresse, il a finalement réussi à hisser un gréement de fortune. Marc Thiercelin avait déjà dû faire escale après le cap Horn afin de réparer sa bôme endommagée. Après le chavirage d'Isabelle Autissier, l'Italien Giovanni Soldini (*Fila*) reste à bord du seul bateau « valide » dans sa catégorie. Il est attendu à l'arrivée de l'étape, à Punta del Este, lundi 1er mars.

Lire page 22

Un patron à cinq pattes



JEAN-CYRIL SPINETTA

« C'EST TOUT sauf un mou, plutôt une enclume : on peut taper dessus, il ne bouge pas ! » Un syndicaliste décrit ainsi Jean-Cyril Spinetta, PDG d'Air France depuis septembre 1997. Petit-fils de cégétiste, fils d'un militant de la SFIO, neveu d'un des fondateurs de Force ouvrière, cet homme de gauche a conquis les marchés boursiers. Portrait d'un patron discret et inclassable qui confie, modestement : *« J'ai un côté ruminant, je n'ai pas la science infuse. »*

Lire page 13

QUINZE Le conseil européen informel, vendredi 26 février, à Petersberg, sur les hauteurs de Bonn, devait se tenir dans un climat franco-allemand crispé. Les négociations sur la réforme de la politique agricole commune se sont soldées par un échec dans la nuit de jeudi à vendredi à Bruxelles. ● LA POLÉMIQUE sur le dossier du nucléaire, la mésentente sur la PAC et les divergences sur l'ampleur de la diminution de la « contribution nette » allemande au budget européen, donnent l'impression que le couple franco-allemand est en panne. ● LA FRANCE défend le principe d'une « dégressivité » des aides agricoles. Paris rejette les propositions allemandes en faveur d'un cofinancement des aides agricoles. ● DANIEL COHN-BENDIT déplore, dans un entretien au *Monde*, le *« manque de volontarisme »* européen. *(Lire aussi notre éditorial page 15.)*

Les mésententes franco-allemandes menacent l'Europe agricole et budgétaire

Les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze, réunis pour un sommet informel vendredi 26 février à Bonn, devaient constater leurs divergences sur le financement de l'Europe jusqu'en 2006. La veille, à Bruxelles, les négociations sur la réforme de la PAC n'avaient pu aboutir

LE MOTEUR franco-allemand est en panne et les contentieux se sont accumulés entre les deux pays. La réforme du financement de l'Union européenne, en particulier de l'agriculture, qui doit être abordée vendredi 26 février par les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze réunis à Bonn, a tourné à l'affrontement franco-allemand. Ce clash intervient quelques semaines après la polémique sur le nucléaire qui s'ajoutait déjà aux irritations précédentes, comme celle provoquée en France par le refus de Gerhard Schröder de participer aux cérémonies du quatre-vingtième anniversaire du 11 novembre.

L'arrivée au pouvoir de la gauche en Allemagne à l'automne 1998 avait été saluée en France comme l'occasion d'un nouveau souffle. Les relations entre les gouvernements Jospin et Kohl n'étaient pas bonnes, ceux-ci ayant des conceptions économiques opposées, tandis que l'ombre de François Mitterrand planait sur le couple Kohl-Chirac. Paris rêvait de coordination des politiques économiques, d'harmonisation fiscale et sociale en Europe, de lutte coordonnée contre le chômage, d'un approfondissement de l'intégration européenne préalable à l'élargissement aux pays de l'Est. Bonn considérait tous ces thèmes comme tabous.

L'élection de Gerhard Schröder devait être l'occasion d'une relance. Quelques mois sont passés et l'espoir s'est transformé en ressentiment. La couleur commune des deux gouvernements pluriels n'a eu aucun effet. M. Kohl avait beau être devenu, lors des dernières années de son règne, presque eurosceptique sous l'influence de ses alliés bavarois, il n'en a pas moins porté l'euro jusqu'au bout, contre l'avis de sa population. En 1993, lors des négociations du GATT, c'est Helmut Kohl qui a permis d'éviter l'isolement complet de la France et sa défaite.

BRUTALE MALADRESSE

Lors de la nomination du Néerlandais Wim Duisenberg à la présidence de la banque centrale européenne en mai 1998, c'est encore Helmut Kohl qui a sauvé la face de Jacques Chirac en le laissant affirmer que le Français Jean-Claude Trichet serait nommé à demi-mandat.

Rien de tel chez M. Schröder. Ses convictions pro-européennes sont mises en doute lorsqu'au printemps 1998, pendant la campagne, il traite la monnaie unique d'*« enfant prématuré »*. Le dossier nucléaire fera apparaître sa brutale maladresse. Il n'a visiblement pas informé le premier ministre Lionel Jospin, venu en visite privée en Allemagne, de son intention d'interdire quelques jours plus tard le retraitement des déchets nucléaires dès le 1er janvier 2000. Devant les protestations de la Cogema, il affirme que l'Allemagne ne paiera pas d'indemnités... avant de consulter son ministère de la justice, qui le fera changer d'avis. Ensuite, il fera machine arrière. Non par égard vis-à-vis des partenaires de l'Allemagne mais sous la pression des producteurs allemands d'électricité. Et il cherchera à faire porter le chapeau à son ministre Vert de l'environnement Jürgen Trittin.

Les socialistes français mettaient beaucoup d'espoir dans le Sarrois Oskar Lafontaine, président du parti social-démocrate (SPD) et ministre des finances, dont l'engagement européen ne fait pas de doute. En dépit d'une complicité affichée avec son homologue français Dominique Strauss-Kahn, M. Lafontaine, obsédé par l'application de ses convictions macroéconomiques keynésiennes, complique surtout les choses. Avocat intarissable de la baisse des taux et d'une restructuration du système financier mondial, il a endossé l'habit *« anti-pensée unique »*, naguère réservé à la France aventureuse en finance, tandis que M. Strauss-Kahn a cru devoir devenir orthodoxe, tempérant les ardeurs de son ami.

A force d'attaquer la Banque centrale européenne, M. Lafontaine retarde la baisse des taux, au grand dam de Bercy. En criant à la déflation, il sape le moral des agents économiques, alors que M. Strauss-Kahn s'emploie au contraire à créer des anticipations positives. Au niveau des fonctionnaires des finances, le torchon brûle. Bercy peste contre les professeurs d'économie théoriciens qui peuplent le ministère des finances allemand et les dossiers n'avancent pas.

L'Allemagne voulait marquer sa présidence de l'Union au premier semestre par un accord sur l'Agenda 2000. Les Français, fin 1998, avaient proposé aux Allemands de jouer à deux pour applanir les difficultés. Bonn a commencé par s'attaquer au dossier agricole, proposant un cofinancement de l'agriculture par les budgets nationaux, provoquant stupeur puis colère à Paris.

Certes, la position française est loin d'être entièrement défendable. Son agriculture doit une partie de son succès aux subventions de Bruxelles, largement financées par l'Allemagne. Il n'est pas équitable que l'Allemagne verse à elle seule 60 % de la contribution nette au budget européen, soit 11 milliards d'euros, et que la France, dont les habitants ont un niveau de vie comparable à celui des Allemands, paie treize fois moins.

EXCÉDENT COMMERCIAL

Car l'Allemagne de 1999, frappée par le chômage et le coût de la réunification, n'est plus la RFA prospère des années 80. Elle ne peut plus régler les problèmes de l'Europe en sortant son carnet de chèques, comme l'a reproché M. Schröder à M. Kohl. Mais les Allemands finissent par oublier qu'ils sont les premiers bénéficiaires du marché unique intérieur : en 1997, leur excédent commercial vis-à-vis des pays de l'Union européenne dépassait 280 milliards de francs, quatre fois leur contribution nette au budget européen !

Au fond, le discours politique allemand est très eurosceptique, voire nationaliste. Début décembre à Sarrebruck, M. Schröder a fustigé *« l'argent allemand flambé à Bruxelles »*. En proposant de faire financer par les budgets nationaux une partie des dépenses agricoles, Bonn veut *de facto* renationaliser la politique agricole. Cette tentation est révélatrice d'une Allemagne égoïste, influencée par le ministre-président de la riche Bavière Edmund Stoiber, qui veut être libre de subventionner l'agriculture et l'industrie chez lui mais libre d'exporter chez les autres.

A Paris, où le volontarisme pro-européen a également disparu au profit d'un même égoïsme national, le gouvernement et l'Elysée n'acceptent qu'une réforme cosmétique de la PAC et s'interdisent de répondre positivement aux attentes de Bonn. Par dessus le Rhin en crue, le courant ne passe plus.

Eric Le Boucher et Arnaud Leparmentier (à Bonn)

Le « marathon » agricole se solde par un échec

BRUXELLES (Union européenne)
de notre correspondant

Après quatre jours de négociations, les ministres de l'agriculture des Quinze se sont séparés, vendredi 26 février à l'aube, sur un échec, passant ainsi dans les plus mauvaises conditions le relais aux chefs d'Etat et de gouvernement qui se retrouvent le même jour à Petersberg, sur les hauteurs de Bonn. Ils ont décidé de reprendre leurs travaux dès mardi 2 mars, à Bruxelles, en espérant que, dans l'intervalle, l'hypothèque financière qui a tant pesé depuis lundi sur leurs débats serait au moins en partie levée.

Le pronostic de Jean Glavany, le ministre français de l'agriculture, qui, voici une semaine, avait estimé qu'aucun accord agricole ne serait possible aussi longtemps qu'il n'y aurait pas un rapprochement entre les gouvernements sur l'ensemble des dossiers constituant l'Agenda 2000, ainsi que sur la manière de prendre en charge la demande des Allemands, des Néerlandais, des Autrichiens et des Suédois, de réduire leur « contribution nette » au budget européen, s'est révélé fondé. Les Français redoutaient la manœuvre qui aurait conduit à faire constater que la seule manière de satisfaire à cette requête insistante des Allemands serait de charger les Trésors nationaux du cofinancement des aides versées aux agriculteurs.

RÉDUCTION PROGRESSIVE DES AIDES

Durant toute la durée du « marathon », M. Glavany a eu comme priorité de ne pas se laisser entrainer dans cette voie et, *in fine*, il s'est félicité de constater que plusieurs Etats membres avaient estimé préférable, avec la France, d'accepter l'interruption des discussions plutôt que de s'engager, comme le proposait Karl-Heinz Funke, le ministre allemand qui présidait les travaux, dans une réforme coûteuse de la PAC.

Pour aider à régler le problème budgétaire allemand, mais aussi parce qu'elle estime que c'est dans cette direction que doit évoluer l'Europe verte pour garder une suffisante légitimité vis-à-vis de l'opinion, la France proposait de s'en tenir à une réforme de la PAC *« économe »* et, au-delà, de dégager des moyens supplémentaires grâce à la *« dégressivité »* des aides versées aux paysans.

Le projet de compromis présenté jeudi par la présidence allemande n'allait pas du tout dans ce sens. Les différents aménagements qu'il prévoyait par rapport aux propositions de la Commission se seraient traduits par un surcoût de 4 milliards d'euros sur la période 2000-2006. Comme il maintenait l'idée de réviser l'organisation commune du marché (OCM) du lait, ce que la France trouve superflu, ce surcoût, par rapport au maintien de la dépense réelle au niveau atteint en 1999 (l'objectif de Paris) se situait autour de 10 milliards d'euros. *« Ces propositions consacrent un dérapage budgétaire inacceptable et non financé »*, avait fait savoir le ministre français dans un communiqué publié jeudi soir. Ce fut une position partagée par le Royaume-Uni, l'Irlande, la Belgique, la Suède, le Danemark et l'Italie.

Au-delà de cette critique de nature financière, M. Glavany reprocha au compromis de la présidence d'être *« fondamentalement déséquilibré en défaveur de la France »*. *« La dégressivité a été au centre du débat »*, s'est félicité M. Glavany à l'issue de la réunion. De fait, une large majorité du conseil s'est prononcée en faveur de cette formule préconisée par Paris, à tel point qu'il semble acquis que le concept d'une réduction progressive des aides sera adopté au bout du compte. C'est même là sans doute le principal acquis du « marathon » qui vient de s'achever. *« On peut considérer que, mardi prochain, on repartira à zéro »*, a observé M. Glavany. Le pari de Gerhard Schröder de conclure la réforme de la PAC et l'ensemble des discussions sur l'Agenda 2000 lors du conseil européen des 24 et 25 mars n'est pas encore gagné !

Philippe Lemaître

Nombreuses divergences sur l'Agenda 2000

PETERSBERG (Bonn)
de notre envoyé spécial

La montée d'adrénaline entre Paris et Bonn, provoquée par le blocage des négociations sur la politique agricole commune, laissait mal augurer d'un compromis sur l'Agenda 2000. Dans leur huis-clos de Petersberg, sur les hauteurs qui dominent le Rhin, les principaux dirigeants européens n'avaient pas trop des quelques heures à passer ensemble pour esquisser les compromis politiques qui leur permettront d'arriver à un accord lorsqu'ils se retrouveront, les 24 et 25 mars, à Berlin, cette fois avec leurs ministres, pour boucler un accord sur le financement de l'Union européenne jusqu'en 2006.

Lors du sommet de Vienne, en décembre, les Quinze s'étaient entendus sur l'idée que, par ces temps d'austérité budgétaire qui ne permettent plus d'augmenter les dépenses communautaires, chacun devait accepter sa part de sacrifices. Il s'agit non seulement de la crédibilité de l'Europe monétaire après le lancement de la zone euro, le 1er janvier, mais aussi de prévoir le futur élargissement de l'Union aux pays pauvres d'Europe centrale, lequel oblige à revoir le fonctionnement des politiques communes si l'on ne veut pas que leur coût échappe à tout contrôle.

Chaque gouvernement est sous pression à domicile pour ne pas céder sur ses acquis, et les ministres des finances n'ont pas envie de voir remettre en cause l'équilibre de leur comptabilité nationale. La négociation tourne sur trois grands sujets : comment limiter la part des dépenses agricoles dans les budgets globaux ; comment mieux cibler les aides structurelles pour les affecter aux tâches prioritaires (emploi, restructurations, retards de développement) ; et, enfin, comment se répartir l'effort financier de ces réformes ? L'affaire est d'autant plus délicate que le précédent gouvernement allemand du chancelier Kohl avait miné le terrain pendant la campagne électorale de 1998, en exigeant un rééquilibrage des contributions des principaux payeurs.

CONFRONTATION DIRECTE

Par le jeu des règles qui déterminent les retours financiers, l'Allemagne, qui, en raison de son poids économique, a la plus forte contribution au budget commun, reçoit proportionnellement moins que d'autres des politiques communes. Du coup, elle en était de sa poche de 11 milliards d'euros en 1997, alors que la France, grâce à la politique agricole, n'a eu qu'à débourser 780 millions d'euros. Quant à la Grande-Bretagne, qui se trouvait un peu dans la même position que l'Allemagne, elle avait obtenu en 1984 qu'une partie de sa contribution nette soit financée à l'avenir par ses partenaires.

Ce problème ne pouvait que placer Paris et Bonn en situation de confrontation directe. Celle-ci a jusqu'à présent occulté les autres conflits potentiels. A la veille du sommet de Petersberg, les Français ont tenté de dédramatiser cette crispation bilatérale, en soulignant que c'est au tour des Espagnols, des Italiens, des Britanniques de faire savoir la part de sacrifices qu'ils sont prêts à consentir. Une manière aussi de rappeler au chancelier Schröder qu'il ne résoudra pas tous ses problèmes sur le dos de son principal partenaire et qu'il lui faut, en tant que président en exercice de l'Union, commencer à jouer son rôle d'arbitre entre les intérêts de tous.

Henri de Bresson

Les nouvelles propositions allemandes

BRUXELLES (Union européenne)
de notre correspondant

La présidence allemande a soumis aux pays partenaires de l'Union européenne une note indiquant quelques lignes directrices qu'elle voudrait voir approuvées à Petersberg par les chefs d'Etat et de gouvernement afin de *« donner un coup de fouet »* aux travaux d'ici au conseil européen des 24 et 25 mars.

S'écartant des propositions de la Commission, elle se prononce pour une stabilisation *« en termes réels »* des dépenses communautaires. Bruxelles tolérait une progression en fonction de la croissance, évaluée à ce jour à 2,5 % par an pour la période 2000-2006. S'agissant de l'agriculture, il est proposé de plafonner la dépense à 40,5 milliards d'euros par an jusqu'en 2006, étant entendu que si ce montant est dépassé au début de la période, les dépenses devront alors lui être inférieures à la fin de celle-ci. Les crédits affectés au développement rural ne sont pas compris dans ce montant. On notera que le compromis présenté jeudi à Bruxelles par le ministre de l'agriculture allemand dépassait largement le seuil ainsi recommandé ! Il est suggéré d'approfondir la notion de *« dégressivité »* des aides agricoles proposée par la France, mais sans écarter la possibilité d'instaurer un cofinancement. L'appel pressant de la France pour éliminer une telle solution n'est donc, à ce stade, pas entendu.

S'agissant des fonds structurels, y compris le fonds de cohésion, l'Allemagne suggère de retenir, comme base de départ pour la discussion, des crédits limités à 200 milliards d'euros pour la période, ce qui est moins que le maintien au niveau de 1999 (216 milliards) et encore moins que ce que proposait la Commission et que l'Espagne, le Portugal et la Grèce considéraient comme un minimum. A propos du *« chèque britannique »*, il est indiqué que son assise, c'est-à-dire les dépenses qui servent à son calcul, pourrait être revue.

Bonn suggère que l'ensemble des pays débiteurs nets bénéficient à titre de filet de sécurité d'un mécanisme de correction qui permettrait d'*« écrêter »* leur contribution nette, par exemple lorsqu'elle dépasserait un certain niveau du PNB.

Ph. L.

Recettes et dépenses du budget européen

ANNÉE 1997	CONTRIBUTION AU BUDGET EUROPÉEN (millions d'euros)	CONTRIBUTION EN % DU BUDGET	AIDES AGRICOLES REÇUES (millions d'euros)	NOMBRE D'AGRICULTEURS (en milliers)	PART EN % DU TOTAL DES AIDES AGRICOLES	FONDS STRUCTURELS ET DE COHÉSION (millions d'euros)	PART EN % DU TOTAL DES FONDS	CONTRIBUTION NETTE (perte ou gain net) (millions d'euros)
ALLEMAGNE	21 217,3	28,2	5 778,4	1 046	14,2	3 636,0	14,0	– 10 943,5
FRANCE	13 185,9	17,5	9 149,0	1 072	22,5	2 460,3	9,4	– 781,1
ROYAUME-UNI	8 928,1	11,9	4 399,7	511	10,8	1 928,9	7,4	– 1 798,8
ITALIE	8 667,1	11,5	5 090,8	1 332	12,5	2 895,0	11,1	– 61,3
ESPAGNE	5 367,6	7,1	4 605,6	1 065	11,3	6 376,8	24,5	+ 5 936,0
PAYS-BAS	4 837,6	6,4	1 757,3	247	4,3	421,3	1,6	– 2 276,2
BELGIQUE	2 971,4	3,9	983,4	104	2,4	357,9	1,4	+ 1 079,5
SUÈDE	2 326,0	3,2	747,0	130	1,8	230,6	0,9	– 1 129,5
AUTRICHE	2 110,4	2,8	861,3	269	2,1	364	1,4	– 723,6
DANEMARK	1 505,8	2,0	1 235,7	102	3,0	169,6	0,7	+ 68,6
GRÈCE	1 178,4	1,6	2 730,8	784	6,7	2 643,7	10,2	+ 4 371,8
PORTUGAL	1 077,8	1,4	656,9	541	1,6	2 941,5	11,3	+ 2 721,8
FINLANDE	1 061,9	1,4	570,6	161	1,4	379,9	1,5	+ 56,1
IRLANDE	687,9	0,9	2 034,0	148	5,0	1 211,2	4,7	+ 2 676,7
LUXEMBOURG	170,7	0,2	22,8	4	0,1	19,9	0,1	+ 725,4

Source : Commission européenne

Les chiffres de la Commission européenne montrent que l'Allemagne est le plus gros contributeur net au budget des Quinze, puisqu'elle verse près de 11 milliards d'euros de plus qu'elle ne reçoit d'aides communautaires. La France, de son côté, n'est «déficitaire» que de 781 millions d'euros. *Les principaux pays bénéficiant de la solidarité européenne sont l'Espagne, la Grèce, le Portugal et l'Irlande, mais la Belgique et le Luxembourg profitent aussi de la manne communautaire. Dans le domaine agricole, la France est le premier bénéficiaire des subventions communautaires, avec une moyenne* de 8 534,5 euros par an et par agriculteur. L'Allemagne en perçoit 5 524,3, l'Italie 3 821,3 et l'Espagne 3 817,4.

Autoroutes et logements : l'Espagne profite de la manne bruxelloise

MADRID
de notre correspondante

Paradoxalement, l'Espagne va-t-elle payer le fait d'avoir été un des meilleurs élèves à l'examen de passage de l'euro, elle qui vient de présenter son plan de stabilité, avec les félicitations du jury ? Sans doute pas, mais à l'heure des discussions sur l'Agenda 2000 Madrid ne peut empêcher que des pays riches qui exigent un allégement de leur contribution au budget communautaire, comme l'Allemagne, ne jugent que le long chemin parcouru par l'Espagne montre que celle-ci est désormais à même de voler davantage de ses propres ailes. En d'autres termes, qu'il est temps qu'elle s'habitue à recevoir moins d'aides.

Réflexions, on s'en doute, qui n'ont rien pour réjouir les Espagnols. Et si certaines régions développées, comme la Catalogne, ne sont pas très partageuses à l'intérieur d'un pays aux revenus régionaux très inégaux, en revanche c'est avec une union parfaite que toute l'Espagne, prête à se battre pour garder ses avantages, rappelle aux autres Européens leur devoir de *« solidarité »* envers les pays les plus démunis.

Il suffit d'un rapide coup d'œil sur les campagnes espagnoles pour voir champs et routes hérissés de panneaux attestant la présence de la manne européenne. Cette aide massive, qui a largement aidé le pays à rénover ses infrastructures et à poursuivre sa marche vers la modernité, se résume à quelques chiffres : chaque année, l'Espagne absorbe environ 25 % des fonds structurels et 55 % des fonds de cohésion alloués par Bruxelles. Sommes qui devraient s'élever cette année, pour les premiers, à plus de 1 006 milliards de pesetas (6,04 milliards d'euros), et à 181 milliards de pesetas (1,08 milliard d'euros) pour les seconds. Ainsi, par exemple, pour la tranche 1994-1997, l'Espagne a reçu, en fonds structurels, environ le double du Portugal, le triple de la France, ou le quintuple de l'Irlande.

En ce qui concerne le Fonds de cohésion, l'Espagne fait partie du groupe des quatre pays bénéficiaires les plus pauvres, avec la Grèce, l'Irlande et le Portugal, mais c'est elle, de loin, qui emporte la mise. Pour l'année écoulée, 55 % de ces fonds ont été affectés à des projets de préservation et d'assainissement de l'environnement, et le reste à des projets d'infrastructures lourdes, notamment dans les transports.

POINT D'HONNEUR

Des exemples ? C'est grâce au Fonds de cohésion que Madrid, régulièrement congestionnée, a pu s'offrir la « ceinture autoroutière » M 40, destinée à réduire la pollution et la circulation en ville, ou que le vieux centre de Barcelone, régulièrement asphyxié, va se voir doté de places aérées et de logements rénovés. Autant dire que l'Espagne est motivée : si l'élargissement de la communauté se fait, ce sera *« aux frais de tous, et non de certains »*, a répété le gouvernement. Pour elle, il ne saurait être question de réduire les fonds structurels sans contrevenir à l'esprit et à la lettre des accords d'Edimbourg d'il y a sept ans sur la cohésion économique et sociale. Quant aux fonds de cohésion, ils sont absolument « inattaquables », aux yeux des Espagnols. Madrid en fait presque un point d'honneur : d'une part, elle estime être dans son droit le plus absolu en continuant à les toucher jusqu'à ce que le PIB de l'Espagne s'aligne sur le PIB moyen européen (ce qui ne devrait pas se réaliser avant 2005-2006, selon les prévisions officielles) ; d'autre part, elle envisage même, au cas où les aides agricoles seraient diminuées, qu'intervienne alors une *« compensation »*, sous forme d'une augmentation du Fonds de cohésion.

Reste l'épineux dossier général du financement communautaire : là, Madrid, plus malléable, verrait d'un bon œil un système qui, renonçant à la TVA, se fonderait sur des contributions calculées en fonction du PIB de chaque pays. L'effet serait plus doux pour un pays comme l'Allemagne, et pratiquement indolore pour l'Espagne.

Marie-Claude Decamps

Daniel Cohn-Bendit, tête de liste des Verts aux élections européennes

« Il y a, au niveau européen, un manque de volontarisme évident »

« Comment jugez-vous la position de Gerhard Schröder sur la réforme de la politique agricole commune et la contribution allemande au budget de l'union ?

– La rhétorique du chancelier Schröder, qui réduit le problème de l'Agenda 2000 et de la réforme de la PAC à celui de la contribution allemande, peut être fatale à l'élan européen. On ne pourra assurer à long terme l'élargissement de l'Europe en gelant ses dépenses. L'Allemagne s'honorerait en prenant l'initiative de maintenir le niveau de sa contribution, tout en revendiquant la nécessité de réformer le budget européen. Au lieu de raisonner sur la base d'un égoïsme national, elle devrait faire le choix stratégique d'un intérêt économique européen, dont on ne parle plus beaucoup ces derniers jours.

– Les Verts européens se réunissent à Paris ce week-end pour mettre au point leur programme. Comment définissez-vous l'Europe verte ?

– Les Verts ont fait le choix radical de renforcer les institutions européennes et l'Europe politique. Nous sommes aussi pour une harmonisation par le haut des politiques de l'environnement et des politiques sociales. L'Europe verte, c'est définir le "vivre ensemble". La difficulté que nous avons tous, c'est de créer une citoyenneté européenne.

– "Pour une Europe démocratique et sociale"... C'est aussi le programme des socialistes ?

– Non. Quand Pierre Moscovici déclare que la plupart des décisions resteront prises au Conseil des ministres européens, il renforce une Europe-confédération des nations, mais pas les institutions communautaires : la Commission, le Parlement, la Cour de justice européenne. Pourquoi les socialistes, qui tiennent tous les ministères de l'intérieur, ont-ils choisi de ne pas laisser aux policiers qui se baladent en Europe leur immunité – une ineptie, dès lors qu'on est favorable au droit européen ? Les socialistes sont-ils prêts à adapter leur politique des drogues ? A harmoniser leur politique de l'immigration avec les Grecs ou les Italiens, qui viennent de régulariser leurs sans-papiers ? Non, les socialistes ne font pas le choix des institutions européennes.

– Vous êtes favorable à une politique de grands travaux européens. Comme Jacques Delors ?

– Il faut préciser à quels grands travaux chacun pense... C'est vrai que Delors l'avait proposé, que Romano Prodi l'a repris à son compte, et que le gouvernement français se montre maintenant d'une prudence totale. Il y a, au niveau européen, un manque de volontarisme évident.

– Pourquoi avoir choisi Romano Prodi, un démocrate-chrétien, comme votre candidat pour la présidence de la Commission, lors de son renouvellement, en juin ?

– A l'heure où on s'apprête à élargir l'Europe, je suis pour un président du Sud, plutôt qu'autrichien ou allemand. Prodi me paraît le meilleur : il a très bien géré sa majorité, il a l'intelligence d'un fonctionnement non hégémonique, il a fait de son gouvernement une vraie structure de dialogue, à la différence de l'Allemagne ou de la France, où la pratique de Lionel Jospin s'apparente plus à la traditionnelle union de la gauche.

– Vous vous moquez des dirigeants français qui conduisent la liste de leurs partis aux élections du 13 juin. Et si c'était enfin la preuve de l'intérêt des responsables politiques pour l'Europe ?

– A condition de siéger ! Ce qui me fascine dans le débat actuel sur la chasse et qu'on ne dit pas, c'est que, lors de ce fameux vote par le Parlement européen, le 16 février 1996, si tous les communistes avaient été présents, si le FN et les amis de Philippe de Villiers avaient été présents, cette résolution du Parlement européen aurait été battue ! C'est hypocrite : on dénonce le "*manque de démocratie européenne*", mais il y avait la possibilité de combattre démocratiquement cette proposition. Elle n'a pas été utilisée. Les députés qui dénoncent ce texte n'ont pas fait leur travail. Si l'on adopte une réforme de la Constitution qui définit une nouvelle souveraineté européenne, il faut être présent pour lui donner forme.

– Quelle analyse faites-vous des derniers différends franco-allemands sur le nucléaire ?

– La majorité réunie autour de Gerhard Schröder a eu du mal à définir la façon de sortir du nucléaire, bien qu'elle soit très unie sur le principe de cette sortie. Le ministre de l'environnement, le Vert Jürgen Trittin, a très mal géré les conséquences internationales de la décision allemande. Il n'a eu aucune stratégie de coordination au niveau européen. On ne peut pas avoir un discours pro-européen et l'oublier dans les actes. La sortie du nucléaire doit être coordonnée. Et sortir du nucléaire, c'est aussi compliqué que de passer du socialisme réel à une économie de marché.

– La réaction française vous a-t-elle paru légitime ?

– Elle s'explique par la connivence entre une grande partie des forces politiques françaises et les entreprises nucléaires. Mais la France n'échappera pas au débat sur sa politique de l'énergie en 2010-2015, quand on commencera à fermer les centrales. Ce débat se posera au niveau européen.

– Lors des élections régionales dans le land de Hesse le 7 février, les Grünen doivent en partie leur revers à une perte des voix des jeunes. Sont-ils démodés ?

– Pour une partie de la jeunesse urbaine, qui a été fascinée par le discours des Verts, les thèmes écologistes n'ont plus le même impact. Les jeunes veulent un discours sur une société capable de solidarité, mais qui leur propose aussi une perspective individuelle. Par exemple, ils sentent très bien qu'ils n'auront plus un seul métier toute leur vie, mais plusieurs. Ils veulent qu'on leur offre cette flexibilité des formations. En fait les Verts ont le même problème que la presse écrite. Retrouver des lecteurs jeunes, ce n'est pas simple. Trouver des représentants politiques capables d'exprimer cette évolution non plus.

– En Europe, les partis verts pourront-ils sortir de la marginalité ?

– Alors qu'ils étaient des partis protestataires, les Verts ont à se bâtir comme parti de gestion et de pouvoir. Leur avenir dépendra de leurs capacités, des personnalités politiques capables de gérer ces nouvelles obligations. Je serais heureux s'ils arrivaient à se stabiliser en Europe dans la gamme des 10 %, comme étape historique transitoire. »

Propos recueillis par Ariane Chemin et Hervé Kempf

Onze ministres Verts en Europe

Les partis Verts se réunissent de vendredi soir à dimanche, à Paris, pour le deuxième congrès de leur fédération européenne. Sous l'étendard du « Rôle de l'Europe dans le monde », l'événement constitue, pour les écologistes, le lancement de leur campagne pour les élections européennes de juin prochain. Les 213 délégués venus de 30 pays se féliciteront des progrès accomplis depuis leur premier congrès, à Vienne en 1996 : ils comptent maintenant onze ministres en Europe, dont trois en Allemagne. Le discours de Joschka Fischer, ministre allemand des affaires étrangères, attendu samedi matin, constituera sa première intervention publique en France à ce niveau de responsabilité.

Le jargon communautaire

● **Le budget des Quinze.** Les ressources propres de l'UE (85,7 milliards d'euros, soit 565 milliards de francs en 1999) ont les origines suivantes : perception de 1,24 % de la TVA collectée par chaque Etat membre ; versement d'une contribution basée sur les PNB nationaux (l'une des propositions sur la table des négociations prévoit que les contributions seraient moins fondées sur la TVA, et davantage sur le PNB) ; droit de douane à l'entrée de l'Union ; prélèvement agricole et cotisations à la production de sucre. Les dépenses recouvrent l'agriculture, les actions structurelles, les politiques internes et les actions extérieures.

● **La PAC.** La politique agricole commune résulte de l'article 39 du traité de Rome. Elle repose à l'origine sur le marché unique, le respect de la préférence communautaire et l'existence d'une solidarité financière entre Etats. La précédente réforme remonte à 1992 : elle s'orientait vers un système d'aides directes aux revenus, et non plus vers un soutien par les prix. La réforme en cours prévoit notamment des dispositions en faveur de l'aménagement rural et de la qualité de l'environnement.

● **La « dégressivité» des aides.** La France est à l'origine de cette proposition, consistant à baisser de 3 % par an pour les grandes cultures (céréales et oléagineux), et de 1 % pour les autres productions, le montant des aides directes versées aux agriculteurs. Selon Paris, ce système, qui épargnerait les petits exploitants, permettrait de ramener les dépenses agricoles de 40,5 milliards d'euros en 1999, à 37 milliards d'euros en 2006.

● **Le cofinancement des dépenses agricoles** (proposé par la présidence allemande), c'est la prise en charge par les budgets nationaux d'une partie des aides versées aux agriculteurs. Paris rejette catégoriquement cette solution, qui passerait par des baisses généralisées des prix garantis, qu'il assimile à une renationalisation de la PAC, et donc au démantèlement de la plus « commune » des politiques de l'Union.

● **Agenda 2000.** C'est le vaste projet dont l'objet est de réformer les finances de l'Union (pour la période allant de 2000 à 2006), notamment dans la perspective de son élargissemnt aux pays de l'Est. Outre la politique agricole commune, il englobe la réforme des fonds structurels ainsi que la correction des déséquilibres budgétaires pénalisant l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Autriche et la Suède.

● ***Fonds structurels et Fonds de* cohésion.** Les actions structurelles représentent le deuxième poste budgétaire (35,3 %) de l'UE. Ces dépenses visent à moderniser les structures économiques régionales. A l'origine, il s'agissait de combler le fossé existant entre zones de prospérité et d'expansion et d'autres apparemment condamnées au sous-développement et à l'émigration. Cet effort a été accru par la création d'un Fonds de cohésion économique et social, visant à aider les pays les plus pauvres (Irlande, Portugal, Grèce et Espagne) afin qu'ils puissent participer à terme à l'Union économique et monétaire (UEM).

● **La « contribution nette ».** C'est la différence entre ce qu'un pays verse au budget communautaire et ce qu'il reçoit en retour en termes d'aides agricoles ou de fonds structurels. L'Allemagne est l'exemple le plus significatif, puisque sa « contribution nette » est de près de 11 milliards d'euros.

● **Le « rabais » britannique.** Estimant anormal que la Grande-Bretagne paie plus pour la Communauté qu'elle ne reçoit d'elle (le fameux *« I want my money back »*), Margaret Thatcher avait obtenu en juin 1984 un rabais sur le montant de sa contribution. Londres réclame le maintien de ce « rabais », alors que ses partenaires veulent en limiter le montant.

L'OTAN confirme d'importants mouvements de troupes serbes en direction du Kosovo

Belgrade se dit résolu à « réprimer le terrorisme »

La situation au Kosovo, vendredi 26 février, demeurait *« extrêmement tendue »*, selon la mission de vérification de l'OSCE qui, la veille, avait évité de nouveaux affrontements entre les forces de sécurité serbes et l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Les Occidentaux redoutent le déclenchement d'une offensive serbe. Selon le Pentagone, Belgrade a massé plus de 4500 soldats et des chars aux abords de la province.

LES ÉTATS-UNIS ont mis en garde Belgrade, jeudi 25 février, en affirmant que toute offensive au Kosovo se traduirait par une *« forte action militaire de l'OTAN »*. *« Si Belgrade était assez stupide pour attaquer l'UCK* [Armée de libération du Kosovo] *dans un vain effort visant à détruire la rébellion avant qu'un accord ne puisse entrer en vigueur, Belgrade rencontrerait une forte action militaire de l'OTAN »*, a déclaré le sous-secrétaire à la défense, Walter Slocombe.

Le général de brigade canadien Michel Maisonneuve, qui dirige les opérations de la mission de vérification de l'OSCE (KVM) dans le sud-ouest du Kosovo, a déclaré que ses hommes étaient parvenus à ramener le calme entre des membres des forces de sécurité serbes et des combattants de l'UCK qui se faisaient dangereusement face entre Orahovac et Suva Reka. *« Ce genre d'incident démontre la fragilité de la situation. C'est extrêmement, extrêmement tendu*, a-t-il dit. *Nous patrouillons 24 heures sur 24. »*

Le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, a menacé les parties en conflit d'une réaction internationale au cas où elles profiteraient de la situation *« pour changer la réalité sur le terrain »*. Dans une conférence de presse à Valence (Espagne), M. Solana a confirmé l'existence d'un *« redéploiement »* des forces yougoslaves aux abords du Kosovo. Selon le Pentagone, les Serbes ont massé 4 500 soldats à la frontière avec le Kosovo, appuyés par plus de 60 chars, 50 véhicules blindés de transport de troupes et 60 pièces d'artillerie. A l'intérieur du Kosovo, quelque 70 chars et autant de véhicules blindés, ainsi qu'une cinquantaine de pièces d'artillerie ont été sortis des casernes, a indiqué un porte-parole du Pentagone.

Le vice-premier ministre yougoslave, l'ultranationaliste Vojislav Seselj, a démenti ces accusations. *« La Serbie ne prépare aucune offensive au Kosovo mais elle est résolue à réprimer le terrorisme »*, a-t-il dit. M. Solana a souligné que les deux parties, qui se retrouveront en France le 15 mars, devaient accepter la totalité de l'accord. Sans forces internationales sur le terrain, *« l'accord n'est que du papier*, a-t-il ajouté. *Nous avons trois semaines, trois semaines qui sont fondamentales, pour obtenir une paix définitive, et nous allons faire tout ce qui est possible pour que ces jours soient consacrés à la consolidation et non à la préparation d'une confrontation »*.

L'OTAN a accéléré jeudi, deux jours après la conférence de Rambouillet, la mise en place de l'avant-garde de sa force de paix au Kosovo, en envoyant, *via* Salonique (nord de la Grèce), des troupes et du matériel vers la Macédoine. Au total, une vingtaine de navires de pays de l'OTAN participant à la force d'extraction sont attendus d'ici au 25 mars à Salonique, selon des sources militaires grecques locales. Plusieurs rotations d'avions de transport sont également prévues.

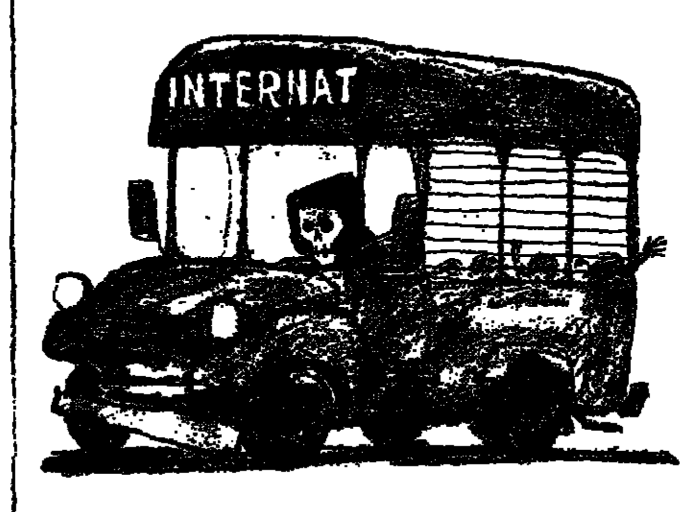
Une manifestation de plusieurs milliers de personnes opposées à la présence des forces de l'OTAN, organisée par la Ligue des communistes de Macédoine et par deux partis de la minorité serbe, a eu lieu, jeudi, à Kumanovo (Nord), qui abrite l'état-major de la force d'extraction. – *(AFP, Reuters.)*

La télévision russe lève le voile sur les « internats-mouroirs » pour enfants handicapés

MOSCOU
de notre correspondant

Ces trois derniers jours, les Russes ont découvert des images insupportables, diffusées par les journaux télévisés. L'internat Krasnaïa Doubrova, près de Moscou, est l'un des 150 orphelinats russes où sont consignés de jeunes handicapés. Dans ce bâtiment sans âge vivent, dans d'effroyables conditions, 145 enfants de 4 à 18 ans, certains gravement polyhandicapés, d'autres trisomiques, d'autres encore souffrant de déficiences mentales ou de handicaps moteurs plus légers.

Les images télévisées, venant après de nombreuses photos publiées en décembre 1998 par l'ONG américaine Human Rights Watch, laissent entrevoir les conditions avilissantes faites à ces enfants condamnés à passer leur vie dans ce type d'institution. La « salle de repos » de Krasnaïa Doubrova est une longue pièce faite de deux rangées de lits qui, le plus souvent, se touchent. Là, demeurent en permanence une quarantaine d'enfants incapables de marcher.



« CONDITIONS INHUMAINES »

Souvent nus sur leur couche, visages émaciés, tête rasée, peaux marquées par des esquarres, des bleus ou des griffures, la plupart sont d'une maigreur squelettique, présentant tous les signes d'une grave malnutrition. Si la nourriture, officiellement, ne manque pas, l'insuffisance de personnel empêche d'alimenter correctement chacun de ces enfants. S'ils bénéficient de quelques soins de base, aucune activite – jeux, promenade, apprentissage du langage, sans même parler d'éducation – ne les soustrait à cette salle où bon nombre mourront avant l'âge de dix-huit ans.

Le premier de ces reportages, réalisé en caméra cachée par le *Sunday Times* et diffusé par la chaîne NTV, a causé un immense choc dans une société russe qui ignore ses handicapés. Durant une courte journée, l'internat Krasnaïa Doubrova s'est ouvert à d'autres équipes télévisées qui n'ont pu que confirmer l'horreur. Embarrassé, le gouvernement a tenté quelques explications. *« Il est vrai que les conditions sont inhumaines*, a reconnu un ministre. *Ces institutions sont chroniquement sous-financées, mais le personnel fait de son mieux. »*

Boris Eltsine, selon son porte-parole, Dmitri Iakouchkine, aurait été *« très ému en tant qu'homme et président »*. Ordre fut donc donné à son administration d'enquêter sur ces *internaty*, où vivent plus de 30 000 enfants handicapés, pourtant décrits depuis des années par quelques médias russes et étrangers. Le Kremlin a aussitôt contacté Sergueï Koloskov, responsable d'un collectif de parents d'enfants trisomiques, la *Down Syndrome Association*. Lui-même père d'une petite fille trisomique, il se bat depuis 1992. *« Krasnaïa Doubrova donne une image assez exacte de la situation*, explique M. Koloskov. *J'ai vu de nombreux* internaty *et tout concorde. Ces enfants sont laissés à eux-mêmes, considérés comme perdus, non-éducables. On trouve dans ces salles de repos toutes sortes de jeunes, souffrant de handicaps très divers mais tous laissés en perdition. »*

Depuis des années, Sergueï Koloskov tente de convaincre autorités et corps médical qu'une prise en charge éducative permettrait de limiter l'horreur. Son association, qui a créé un établissement spécialisé à Moscou hébergeant une centaine de jeunes trisomiques, travaille également avec des familles à qui il est généralement demandé de laisser leurs enfants handicapés en institution. *« C'est toute une culture qu'il faut changer*, estime M. Koloskov. *Nos médecins apprennent qu'un enfant ayant des déficiences intellectuelles ne peut aimer, sentir, progresser, qu'il est irrécupérable et ne vivra pas vieux. Ils ne sont pas véritablement considérés comme des êtres humains. »*

ERREURS DE DIAGNOSTIC

Dans son rapport de décembre 1998 sur l'ensemble du système d'orphelinats russe, Human Rights Watch dénonce les innombrables *« abus, violences, cruautés et négligences »*. L'Association détaille surtout l'implacable mécanique de tri des orphelins : entre trois et quatre ans, l'enfant est examiné par une commission médicale qui le décrète *« normal »*, *« débile »* (légèrement handicapé), ou *« imbécile »*. Ces derniers sont orientés vers *« les* internaty, *institutions closes qui ressemblent le plus souvent aux asiles du XIX[e] siècle »*. L'organisation estime que les erreurs de diagnostic sont monnaie courante et que le personnel ignore généralement la nature précise du handicap dont souffre l'enfant. En 1990, la Russie a signé la Convention internationale des droits de l'enfant. Human Rights Watch juge *« qu'au moins vingt-quatre des quarante et un premiers articles »* de ce texte sont violés et que les droits fondamentaux de la personne sont quotidiennement bafoués.

François Bonnet

30 % meurent avant 18 ans

● **Les *internaty* pour les handicapés :** ils accueillent actuellement (jusqu'à l'âge de dix-huit ans) 30 000 enfants handicapés, considérés par la commission médicale comme *« imbéciles »* ou *« idiots »*. Environ 6 000 d'entre eux, étant dans l'incapacité de marcher, sont consignés dans les « salles de repos ». Human Rights Watch cite une statistique nationale ukrainienne de 1996 indiquant que 30 % des enfants d'*internaty* meurent avant l'âge de dix-huit ans.

● **Un lourd bilan de 600 000 orphelins :** la Russie compte plus de 600 000 enfants sans parents, dits orphelins *« biologiques »* ou *« sociaux »*, c'est-à-dire abandonnés ou retirés à leur famille, selon l'organisation américaine Human Rights Watch et l'association russe Droit de l'enfant. Ce bilan est confirmé par les statistiques officielles. En 1997, 113 000 enfants sont passés sous la responsabilité de l'Etat, soit deux fois plus qu'en 1992.

● **Le système clos des orphelinats :** 200 000 à 250 000 de ces enfants vivent dans le système clos des orphelinats russes. Jusqu'à l'âge de trois-quatre ans, ils sont accueillis dans les *« maisons de jeunes enfants »*. Après examen par une commission médicale, ils sont orientés vers différentes institutions.

Polémique autour d'un projet de cathédrale monumentale en Roumanie

BUCAREST
de notre correspondant

« Je remercie ceux qui ont approuvé ce projet pour Jésus-Christ. » Du haut d'une tribune dressée en plein centre de Bucarest, le patriarche Teoctiste, numéro un de l'Eglise orthodoxe roumaine, a béni par ces mots, au début du mois de février, en présence de nombreux dignitaires, l'endroit où doit se construire une cathédrale de dimensions monumentales baptisée *« la Rédemption du peuple »*. Haute d'une cinquantaine de mètres, elle occupera, selon les plans, un périmètre d'environ 1 km². Situé au-dessus de deux lignes de métro et de la rivière Dimbovita, qui traverse Bucarest, l'emplacement de la future cathédrale suscite déjà des controverses. Certes, le ministère des travaux publics et de l'aménagement du territoire a donné un avis favorable, mais la majorité des élus de la municipalité s'y opposent en raison des rapports très critiques des architectes.

La taille de la future cathédrale fait également l'objet d'un conflit. Bon nombre de prêtres rappellent discrètement que les églises orthodoxes roumaines se caractérisent par l'intimité de leurs dimensions. Ils estiment, par ailleurs, qu'une telle construction serait un affront à la population roumaine, dont plus de la moitié vit en dessous du seuil de pauvreté. Seule la classe politique semble unanimement favorable à ce projet estimé à environ 250 millions de francs (38 millions d'euros).

Le jour de la bénédiction du lieu figuraient solennellement sur la tribune, aux côtés du patriarche, le chef de l'Etat (chrétien-démocrate), Emil Constantinescu, le président du Sénat, (social-démocrate) Petre Roman, le premier ministre, Radu Vasile, et l'ancien président Ion Iliescu, réputé pour son athéisme.

Dans une Roumanie qui se revendique à 87 % orthodoxe, l'Eglise semble prendre un poids de plus en plus important dans la vie publique, avec d'ailleurs l'assentiment d'une grande partie de la hiérarchie religieuse. Et la majorité des politiciens se prêtent au jeu dans l'espoir d'en tirer un jour des dividendes électoraux. *« J'espère que cette cathédrale incarnera l'esprit roumain*, a déclaré par exemple le président Emil Constantinescu : *elle nous aidera à entrer dignement dans le troisième millénaire. »* En attendant, la majorité des Roumains y entrent paupérisés.

Mirel Bran

Pékin met son veto à la force de l'ONU en Macédoine

NATIONS UNIES. Mettant sa menace à exécution, la Chine a opposé un veto, jeudi 25 février, à la reconduction de la force de prévention de l'ONU (Fordeprenu) en Macédoine, pour punir Skopje d'avoir établi des liens diplomatiques avec Taïwan. Les 1 050 hommes de la force devraient donc en principe plier bagage dès dimanche, à moins qu'une solution diplomatique, qui est actuellement recherchée, soit trouvée d'ici là. C'est la quatrième fois seulement que la Chine use de son droit de veto au Conseil de sécurité. La Russie s'est abstenue lors de ce vote. Alors que de nombreux pays, dont les Etats-Unis, qualifiaient d'indispensable le maintien de cette force pour éviter un débordement de la crise du Kosovo, le représentant chinois a simplement assuré qu'il n'en voyait pas la nécessité et que les ressources qui lui sont dévolues seraient mieux utilisées à régler les conflits en Afrique. – *(AFP.)*

Abdullah Öcalan a rencontré ses avocats

ISTANBUL. Le chef séparatiste kurde, Abdullah Öcalan, capturé le 15 février à Nairobi par les services secrets turcs, a, pour la première fois jeudi 25 février, rencontré deux de ses avocats. Hatice Korkut et Ahmet Zeki Okcuoglu, hués par des centaines de personnes brandissant des drapeaux turcs et jetant des pierres sur leur autocar, ont embarqué dans la localité de Mudanya vers l'île-prison d'Imrali où est détenu le chef du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). La rencontre, à laquelle assistait un juge, a duré vingt minutes et aurait porté uniquement sur l'état de santé de M. Öcalan. Les responsables turcs ont d'autre part confirmé que les observateurs internationaux ne seraient pas autorisés, en tant que tels, à assister au procès, qui sera, en revanche, *« ouvert à la presse internationale »*. – *(Corresp.)*

Boris Eltsine et son premier ministre réfutent les rumeurs de conflit

MOSCOU. Apparaissant de façon inhabituelle ensemble à la télévision, le président et le premier ministre russes ont déclaré, jeudi 25 février, qu'ils étaient mécontents des rumeurs selon lesquelles Evgueni Primakov convoiterait le poste de Boris Eltsine. A l'issue d'une réunion au Kremlin, M. Eltsine a répété qu'il resterait président et que M. Primakov s'était engagé à diriger le gouvernement jusqu'à l'élection présidentielle, prévue en l'an 2000. Mais ni l'un ni l'autre n'a précisé si M. Primakov briguerait alors la succession de Boris Eltsine. Ce dernier a rappelé que M. Primakov n'avait acccepté, en septembre, de diriger le gouvernement qu'à condition de pouvoir le faire jusqu'en l'an 2000. *« J'en ai assez de ces rumeurs dans la presse »*, a dit ce dernier. – *(Reuters.)*

AFRIQUE

■ **ALGÉRIE : l'Algérie** est devenue l'an dernier le premier client de l'industrie sud-africaine d'armement, avec un total de 84,8 millions de rands (environ 17 millions d'euros), selon les chiffres publiés jeudi 25 février par le Comité national de contrôle des armes conventionnelles (NCACC) en charge des licences d'exportations. – *(AFP.)*

■ **Sept candidats à l'élection présidentielle** ainsi que le secrétaire général – déchu – du RND, *« le parti du président »*, ont présenté, jeudi 25 février, une *« charte électorale »* où ils réclament des *« élections libres et régulières »*. Ils demandent également que toutes les étapes du scrutin soient ouvertes à *« l'observation des citoyens, d'organisations civiles locales et d'observateurs internationaux »*. Hocine Aït Ahmed (FFS), les islamistes Mahfoud Nahnah, et Abdallah Djaballah, Louisa Hanoune (Parti des travailleurs), Tahar Benbaïbèche (RND), Ahmed Taleb Ibrahimi et Mouloud Hamrouche sont les signataires du document. – *(AFP.)*

EUROPE

■ **CROATIE : deux entreprises israéliennes,** le groupe Israel Aircraft Industries (IAI) et Elbit Systems Limited, ont été retenues pour moderniser trente à quarante avions de combat *Mig-21* anciens en service dans l'armée de l'air de Croatie. Le contrat est de 570 millions de francs. Il pourrait être suivi d'un second, à savoir la livraison aux aviateurs croates de missiles israéliens Python-4 guidés par infrarouge.

■ **IRLANDE DU NORD : la police** irlandaise a relâché, jeudi 25 février, deux hommes qui avaient été interpellés pour interrogatoire dans le cadre de l'enquête sur l'attentat d'Omagh (Ulster). L'un d'eux est Francis Mackey, président du « Groupe de souveraineté des 32 comtés », une organisation extrémiste républicaine hostile à l'accord de paix de Stormont conclu en avril 1998. L'attentat d'Omagh avait fait vingt-neuf morts le 15 août de la même année. Il avait été revendiqué par l'IRA Véritable, un groupe républicain dissident opposé au processus de paix. – *(Reuters.)*

■ **SLOVAQUIE : les députés slovaques** ont voté, mercredi 24 février, par 83 voix contre 52, la levée de l'immunité parlementaire de Gustav Krajci, ex-ministre de l'intérieur du gouvernement Meciar. M. Krajci est inculpé par la justice slovaque qui l'accuse d'avoir saboté, en mai 1997, un référendum sur l'entrée dans l'OTAN. Le Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS) de M. Meciar a protesté contre cette décision comparée aux *« procès politiques* [communistes] *des années 50 »*. – *(Corresp.)*

AMÉRIQUES

■ **ÉTATS-UNIS : les accusations à caractère sexuel** lancées contre Bill Clinton, mercredi 24 février, sur une chaîne de télévision américaine par Juanita Broaddrick, à propos d'une rencontre survenue en 1978, n'ont pas fait recette. La plupart des grands quotidiens américains ont relégué ce témoignage dans leurs pages intérieures. Invérifiables faute de témoins, ces accusations ont été démenties pendant de longues années par l'intéressé. – *(AFP.)*

ASIE

■ **INDONÉSIE : les affrontements** se poursuivaient, vendredi 26 février, pour la quatrième journée consécutive à Ambon, capitale des Moluques, (Est de l'Indonésie) entre chrétiens et musulmans. Le nombre de morts est, selon les sources officielles, de dix-huit, mais d'autres sources non vérifiables donnent des chiffres beaucoup plus importants. 3 300 maisons, selon l'agence officielle Antara, ont été détruites et des milliers de personnes déplacées. Des centaines de chrétiens ont protesté vendredi contre la *« partialité »* des forces de l'ordre arpentant aux cris de *« Ne nous tirez pas dessus »* les rues dévastées de Ambon. – *(AFP.)*

Pas d'avancée spectaculaire du « pacte sur l'emploi » en Allemagne

BONN. Syndicats, patronats, et gouvernements allemands se sont retrouvés autour du chancelier Gerhard Schröder, jeudi 25 février à Bonn, pour poursuivre l'élaboration d'un « pacte sur l'emploi ». La rencontre, menacée ces dernières semaines par les négociations salariales entre les partenaires sociaux, a conduit à un accord de principe sur la création d'emplois pour les jeunes. Le patronat a affirmé son intention de fournir une place à tous les candidats à l'apprentissage cette année. Des groupes de travail vont être constitués pour étudier la mise en place de bas salaires, et d'un *« impôt écologique »* dans le cadre d'une réforme fiscale en gestation.

Le Nigeria se choisit un président civil après quinze ans de pouvoir militaire

Deux candidats sont en lice pour succéder au général Abdulsalam Abubakar

L'élection présidentielle organisée, samedi 27 février, au Nigeria, est la dernière étape du processus de retour à un régime civil rapidement mis en œuvre par la junte militaire après la mort du plus intransigeant de ses dirigeants, le général Sani Abacha, le 8 juin 1998. Les militaires avaient annulé les résultats de l'élection présidentielle de juin 1993, *remportée* par Moshood Abiola, et confisqué le pouvoir.

ABEOKUTA
de notre envoyé spécial

On a beau être à *quelques kilomètres* de la ferme d'Olusegun Obasanjo, les foules d'Abeokuta ne se sont pas déplacées en masse, jeudi 25 février, pour acclamer le favori de l'élection présidentielle nigériane qui doit avoir lieu samedi. Deux mille à trois mille personnes se sont retrouvées devant le palais de l'Alake (roi yorouba, l'ethnie majoritaire dans le sud-ouest du pays), vêtues de tous les oripeaux d'une campagne à l'américaine – T-shirts, casquettes, badges et fanions – alors que les accessoires typiquement *africains*, comme les pagnes à l'effigie *du candidat, brillaient par leur* absence. C'est le dernier meeting de la campagne de l'ancien président qui aspire à revenir aux affaires. Avant d'accéder à ce statut de favori, M. Obasanjo a dû prendre le contrôle du Parti démocratique du peuple (PDP) et obtenir de cette *formation, fondée en réaction au régime militaire de Sani Abacha*, qu'elle fasse de lui, général en retraite, son candidat.

Reste à se faire élire par les 62 millions de Nigérians inscrits sur des listes électorales constituées à la hâte après la mort du dictateur, le 8 juin 1998. Le successeur de Sani Abacha, *le général Abdulsalam* Abubakar, a *mené le pays à marche forcée vers un retour des civils* au pouvoir, après quinze ans de régime militaire ininterrompu. C'est peut-être pour cela que les bonnes gens d'Abeokuta ne se sont pas déplacées en masse. Après des années pendant lesquelles les militaires ont imposé le silence, emprisonnant et assassinant les opposants, le Nigeria est au bord de la surdose de politique politicienne. En moins de six *mois, des partis sont* nés et morts, des alliances se sont nouées et défaites pour ne laisser en présence que deux candidats, le général Olusegun Obasanjo et Olu Falae *(lire ci-dessous)*.

La situation est donc simple en apparence. *D'un côté*, un parti, le *PDP, qui a fédéré plusieurs oppositions* au régime militaire : des jeunes générations du Nord du pays qui veulent défaire leur région du stig*mate que lui ont imposé les juntes venues de Kano et Kaduna aux poli*ticiens qui ont brièvement exercé des fonctions ministérielles lors des intermèdes civils qu'a connus le Nigeria depuis son indépendance.

En face, l'alliance qui réunit l'Action pour la démocratie (AD) et le Parti de tout le peuple (APP) risque de ne pas faire le poids. Signe de découragement, son candidat, Olu Falae, a finalement renoncé à apparaître lors du meeting de sa *campagne organisée à Lagos*, la capitale économique. Dans l'hypothèse de son élection, M. Falae devrait de toute façon faire face à un Parlement, élu le 20 février, où le PDP dispose de la majorité absolue, *à la* Chambre des représentants *comme* au Sénat. D'autre part, l'alliance est instable. AD est un parti essentiellement régional, qui regroupe les *Yoroubas du Sud-Ouest, particulièrement les opposants radi*caux aux régimes militaires venus du Nord. L'APP, en revanche, a été formé à la hâte à la mort de Sani Abacha par certains partisans de l'ancien dictateur qui ont tenté de se refaire une virginité politique. Le caractère hétéroclite des coalitions qui soutiennent les deux candidats et la brièveté de la campagne (à peine deux semaines) n'ont guère favorisé le débat d'idées.

A Abeokuta, chacun des interve*nants s'est contenté de faire scander* à la foule une variation sur le slogan du PDP : *« PDP, Power »* (« le pouvoir »). Cette absence d'idées s'explique en partie par la crainte qu'inspirent toujours les militaires, qui resteront au pouvoir jusqu'au 29 *mai. Comment traiter de la corruption ou des privatisations* sans fâcher les principaux intéressés ? Ce sont les généraux qui promulgueront, dans les semaines à venir, la Constitution déterminant les pouvoirs du président et des deux Assemblées. On a appris, trois jours *avant le scrutin, que le mandat pré*sidentiel serait de quatre ans, renouvelable une fois. Mais certains redoutent toujours que les généraux nigérians ne tentent un coup d'Etat constitutionnel.

Même si la plupart des opposants *à la victoire* du général Obasanjo se *sont résignés à cette éventualité*, beaucoup de Nigérians *redoutent* de voir ce dernier se comporter en représentant de l'état-major. L'appui d'un autre ancien chef d'Etat et général à la retraite, le richissime Ibrahim Babangiba, a certes donné à Olusegun Obasanjo les moyens matériels de réussir une campagne *aussi rapide qu'efficace, mais elle a ravivé les souvenirs de la corruption généralisée* qui a régné sous le régime des généraux Babangida et Abacha. L'actuel candidat, qui apparaît comme celui de l'armée, jure qu'il remettra de l'ordre dans la Maison Nigeria. Mais il est loin de convaincre tout le monde.

Thomas Sotinel

Olusegun Obasanjo contre Olu Falae

C'est peut-être son séjour dans les geôles du dictateur Sani Abacha qui aura *été le* meilleur argument de campagne d'*Olusegun* Obasanjo. Emprisonné en 1995, *après la découverte d'un « complot »*, il n'a été libéré que trois ans et demi plus tard. Sa détention avait suscité l'émoi dans le monde. Chef d'Etat de 1976 à 1979, le général Obasanjo avait été porté au pouvoir par ses collègues de l'état-major après l'assassinat d'un autre dictateur, Murtala Mohamed. Tenant la promesse de son prédécesseur, Olusegun Obasanjo avait remis le pouvoir aux civils.

L'autre candidat, Olu Falae, n'était connu des Nigérians que comme l'homme de l'ajustement structurel. Alors qu'il était ministre des *finances du général Babangida*, M. Falae a été l'*auteur de la seule tentative de mise aux normes internationales des finances publiques* qu'ait jamais connue le pays. Cette tentative, qui allait à l'encontre des intérêts financiers des militaires, a fait long feu. Olu Falae a donc laissé de bons souvenirs aux bailleurs de fonds internationaux, mais il a conservé l'hostilité des syndicats du secteur public.

Le Nord a donné ses dictateurs au pays, mais la région n'en a pas profité

KADUNA
de notre envoyé spécial

REPORTAGE
La manne pétrolière n'a bénéficié qu'à une petite élite politico-militaire

A quarante kilomètres de Kaduna, la métropole économique du nord du Nigeria, Kwanan Farakwai est un gros village peuplé d'Haoussas et de Peuls. Depuis plus de quinze ans, les généraux qui dirigent le Nigeria sont issus de l'une ou l'autre de ces ethnies, des peuples islamisés qui ont fondé les *premières grandes villes d'Afrique de l'Ouest. C'est un lieu commun* de la vie politique africaine : le Nord gouverne le Nigeria.

« Si le Nord a le monopole du pouvoir, pourquoi reste-t-il la région la moins développée du pays ? », demande Festus Okoye, avocat, défenseur des droits de l'homme, *qui exerce à Kaduna*. A voir les ruelles boueuses, la misérable école et les maisons en *banco*, on comprend sa question. La population de Kwanan Farakwai vient de faire l'expérience de cette marginalisation. Le 17 janvier, un incendie s'est communiqué des câbles à *haute tension* qui passent au-dessus du village jusqu'au réseau local. Treize personnes sont mortes électrocutées, une cinquantaine ont été plus ou moins grièvement brûlées. Ce fait divers s'est prolongé « à la nigériane » : la Nigerian Electrical Power *Authority, la compagnie d'électricité*, a attendu plus d'un mois pour prendre en charge l'hospitalisation des blessés, qu'il a fallu emmener jusqu'à Kaduna. Le village, malgré ses 30 000 habitants, n'a pas de docteur.

Les secours sont venus des politiques. Après la mort du dernier dictateur, *le général Sani Abacha, originaire de Kano*, le Nigeria va élire, samedi 27 février, son premier président civil depuis 1983. Avant que le processus de nomination se soit terminé, les candidats à la candidature se sont succédé dans le village, faisant assaut *de charité publique en faveur des* victimes. Des hommes politiques de la région sont venus, mais aussi Olusegum Obasanjo, un Yorouba – donc un homme du Sud -, ancien président (le seul, parmi les militaires qui se sont succédé à la tête du Nigeria, à avoir remis le pouvoir aux civils, en octobre 1979), et grand favori du scrutin.

Au Nord, *tout le monde* en est conscient : sauf réaction de dernière minute des « durs » de l'armée, le Nigeria va se donner un président sudiste. On appelle ça le *« power shift »*, le glissement du pouvoir, qui devrait satisfaire la très ancienne revendication du Sud, dont les ressortissants *contrôlent* l'essentiel de l'*activité* économique et des médias, mais qui ont été tenus à l'écart du pouvoir – la dernière fois en 1993, lors de l'élection annulée du milliardaire yorouba Moshood Abiola.

Les jeunes intellectuels nordistes refusent d'assumer l'héritage de ces dictatures militaires *successives qui n'ont profité qu'à « un petit groupe d'officiers supérieurs et de bureaucrates de haut niveau »*, assure Yakubu Alyu, rédacteur en chef du quotidien régional *New Nigerian*. Mais dans le reste du pays, et à l'étranger, cette élite politico-militaire est identifiée à ce Nord *musulman, où le haoussa est la lingua franca*.

PÉNURIE DE CARBURANT

Pourtant, la pauvreté de la région saute aux yeux. Loin des champs pétroliers de la côte, le Nord subit plus rudement encore que le reste du Nigeria la terrible pénurie de carburant qui fait tourner l'économie au ralenti. En attendant que la firme française Total ait fini de réhabiliter la raffinerie de Kaduna, ravagée par l'impéritie et la corruption de la Nigerian National Petroleum Company, l'essence vaut, au mar*ché noir, une fois et demie* plus cher qu'à Lagos.

La manne pétrolière n'a servi qu'à tracer des routes permettant aux limousines allemandes de l'élite politico-militaire de circuler à toute allure. L'équipement en écoles, les structures sanitaires restent insuffisants. Dans les années 70, le *mirage pétrolier* a ravagé l'agriculture. Attirés par les salaires exorbitants du secteur public, les paysans ont délaissé les champs de coton ou d'arachide. Alors que le reste du Sahel vient de profiter d'un lustre de boom cotonnier, le Nigeria ne produit même pas assez de fibres *pour fournir ses usines*.

URGENCE

Ce retard économique a plusieurs causes. Les sociétés nordistes, peule ou haoussa, sont très hiérarchisée, et les forces conservatrices y sont plus vigoureuses qu'ailleurs. Beko Ransome Kuti, *vétéran yorouba de la lutte pour les droits de l'homme*, l'affirme : *« On ne peut rien pour ces gens, ils ne veulent pas se défendre. »* Ce mépris de l'intelligentsia sudiste hérisse la jeune génération du Nord qui aime à rappeler que, lors du dernier épisode démocratique qu'ait connu le pays, Kano et Kaduna ont élu des gouverneurs *gauchisants*, dont l'intégrité était reconnue par tous.

Les dernières élections locales ont d'ailleurs déjoué les pronostics. Le parti que l'on estimait le plus proche des militaires, l'All People's Party (APP) a été largement *devancé* par la *formation* du général Obasanjo, plus proche de l'opposition au régime militaire.

Bien sûr, certains notables ne se résignent pas de gaîté de cœur à voir un Sudiste accéder à la magistrature suprême. *Al Hadj Okene, qui préside le* Forum des anciens du Nord, défend le bilan du régime Abacha et exprime ses craintes sur l'instabilité chronique du Sud. Mais d'autres, comme Yakubu Alyu, espèrent que l'éloignement des élites nordistes du pouvoir permettra à la région de *« mieux négocier son développement »*. Une urgence dans une région où l'existence de poches de richesse extrême, au milieu d'une pauvreté extrême, favorise le développement de la contestation islamiste.

T. S.

La stratégie de Séoul envers la Corée du Nord déconcerte Washington

Kim Dae-jung prône la conciliation avec Pyongyang

SÉOUL
de notre envoyé spécial

Bien que les États-Unis et la Co*rée du Sud partagent les mêmes* préoccupations à l'égard de la menace que constitue Pyongyang (production d'armes de destruction massive), les deux alliés divergent sur les priorités. La Corée du Nord est, avec l'Irak et le Kosovo, l'un des *grands problèmes extérieurs de* l'administration Clinton : à la veille de son départ pour Pékin, le secrétaire d'Etat Madeleine Albrigth a déclaré que ce pays représentait *« une énorme menace »*. Les Coréens du Sud sont les premiers concernés. Mais, alors que les Amé*ricains sont obsédés par deux problèmes* (la suspicion d'une reprise du programme nucléaire – en dépit de l'accord de 1994 prévoyant d'y mettre fin en échange de la fourniture de deux centrales à eau légère et d'une aide économique – et la production de missiles), *Séoul pense qu'ils ne peuvent être résolus que dans le cadre* d'un accord global.

Personne ne s'attend à de grands résultats du nouveau *round* de négociations qui s'ouvre, samedi 27 février à New York, entre Américains et Coréens du Nord à propos des *installations nucléaires*. Allant plus loin, *on fait valoir à Séoul que, même si Pyongyang finit par accep*ter l'inspection du site nucléaire, il est évident qu'il ne présentera rien de suspect et que, le jour venu, surgiront de nouvelles installations suspectes afin d'obtenir de nouvelles concessions.

La politique d'ouverture du président Kim Dae-jung en direction du Nord (baptisée *« sunshine policy »*), à laquelle il se tient en dépit des provocations armées (infiltrations) de Pyongyang, a le mérite de *la constance, après les mouvements* erratiques de la diplomatie de son prédécesseur. Elle reflète aussi un pragmatisme que le président Kim a résumé en ces termes : *« Nous devons donner au Nord ce que nous pouvons, et il doit nous offrir ce qu'il peut. »* En d'autres termes, *d'un côté* obtenir des assurances sur l'arrêt de la production d'armes de destruction massive, et, de l'autre, apporter une aide économique assortie d'une normalisation des relations avec les Etats-Unis et le Japon et de la levée des sanctions américaines.

Pour le président Kim, la *« sunshine policy »* n'est pas un geste unilatéral de conciliation, mais un moyen de jeter les bases d'une réconciliation fondée sur trois principes : ne pas tolérer de provocations compromettant *la sécurité, s'engager à ne pas déstabiliser* le Nord (et encore moins à l'absorber) et fournir une aide économique. *« Nous n'avons aucune certitude que cette politique portera ses fruits*, a admis le président, *mais c'est certainement la meilleure que nous puissions imaginer pour le moment. »*

Depuis un an, *Kim Dae-jung a donné des gages de sa détermination*. Aujourd'hui, un faisceau d'indices semble indiquer qu'une synergie est peut-être en train de se mettre en place. En matière de relations Nord-Sud, les initiatives du groupe industriel Hyundai – livraison au Nord de bétail et lancement d'un programme touristique au mont Kumgang, *sur la côte*, qui devrait rapporter à Pyongyang quelque 900 millions de dollars (818 millions d'euros), plus que ses exportations d'une année... – indiquent un changement de climat : de telles initiatives étaient impensables il y a encore deux ans. En 1998, en outre, il y a eu plus de visiteurs sud-coréens au Nord (3 000) *qu'au cours des neuf dernières années*.

INITIATIVES DIPLOMATIQUES

Pyongyang, de son côté, a proposé, début février, de reprendre le dialogue de gouvernement à gouvernement, rompu après la mort de Kim Il-sung en 1994. Il y a certes *mis des conditions inacceptables* pour Séoul (comme l'abrogation de la loi sur la sécurité nationale), mais le président Kim est en train de répondre partiellement aux exigences du Nord, avec la libération de dix-sept espions nordistes – dont il est prêt à négocier le retour vers leur pays en échange de prisonniers de guerre *du Sud détenus par Pyongyang* – et l'annonce d'un amendement de la loi sur la sécurité nationale. Séoul est aussi prêt à livrer inconditionnellement 500 000 tonnes d'engrais au Nord.

Plusieurs initiatives diplomatiques incitent enfin à penser que la situation évolue : l'ancien secrétaire *à la défense américain*, William Perry, *chargé par le président Clinton de redéfinir la politique américaine* vis-à-vis du Nord, pourrait se rendre en mars à Pyongyang (il s'agirait du contact au plus haut niveau entre les deux pays depuis la visite de Jimmy Carter en 1994). Des rumeurs circulent d'autre part *quant à un sommet*, dans les prochains mois, entre le président chinois Jiang Zemin et le Nord-Coréen Kim Jong-il.

Pékin ne souhaite ni une détérioration de ses relations avec Pyongyang ni une aggravation de la tension autour de la péninsule. Or, par *leurs menées belliqueuses (le lancement d'un missile au-dessus du Japon)*, les Nord-Coréens ont fait sauter les réticences de Tokyo à participer au programme antimissiles de théâtre des Etats-Unis qui, dans la région, constitue un frein aux ambitions hégémoniques chinoises. Outre les énormes problèmes *(afflux de réfugiés)* qu'il provoquerait, la chute du régime de Pyongyang impliquerait pour la Chine le risque d'avoir sur sa frontière une Corée réunifiée alliée des Etats-Unis. Ce dont elle ne veut en aucun cas.

Philippe Pons

CONJONCTURE Selon les comptes nationaux publiés vendredi 26 février par l'Insee, la conjoncture économique apparaît plus soutenue que prévu. ● LA CROISSANCE a atteint 3,2 % en 1998, au lieu des 3,1 % escomptés par le gouvernement. Les résultats du quatrième trimestre sont, en particulier, bien meilleurs qu'attendu. ● LE MINISTRE DES FINANCES, Dominique Strauss-Kahn, explique dans un entretien au *Monde* que ces résultats valident son analyse selon laquelle l'économie hexagonale ne traverse qu'un « trou d'air ». Selon lui, la France commence à connaître un modèle de développement assez proche de celui dont profitent depuis huit ans les Etats-Unis, grâce à l'essor des nouvelles technologies et des activités à haute valeur ajoutée. ● LE CHÔMAGE reste, lui aussi, bien orienté, avec une baisse, en janvier, de 4 000 du nombre des demandeurs d'emplois.

Dominique Strauss-Kahn discerne les indices d'une nouvelle croissance

Dans un entretien au « Monde », le ministre des finances estime que le ralentissement sera passager et que la France, grâce au développement des nouvelles technologies, commence à connaître un nouveau régime de développement proche de celui des Etats-Unis, les inégalités en moins

« Quel est votre diagnostic sur la conjoncture ?

– Il commence par une excellente nouvelle : la France a connu une croissance de 3,2 % en 1998, supérieure aux 3 % que le gouvernement avait prévus – et qui avaient été contestés. Et encore cette croissance est-elle sensiblement inférieure – au moins d'un demi-point – à ce qu'elle aurait été sans la crise asiatique.

» Le ralentissement en Europe et en France a commencé plus tôt qu'on ne le pensait : il est visible, dès l'été 1998, surtout pour la production industrielle. Ainsi l'activité de l'industrie manufacturière est-elle sur un rythme de croissance de 5 % au début 1998 et de moins de 2 % à la fin de l'année. Quand, en octobre, les entreprises ont fait leurs premières prévisions d'investissements pour 1999, la crise russe battait son plein. Aujourd'hui, le paysage est moins sombre, même si les perspectives pour l'industrie restent mitigées.

» A l'inverse, la consommation se porte exceptionnellement bien. En moyenne, elle a progressé de 3,8 % en 1998. Les Français ont bénéficié d'une forte hausse de leur pouvoir d'achat, de 3 %, notamment grâce à de fortes créations d'emplois et à une inflation plus faible que prévu. Les activités de services et de BTP sont très dynamiques : ainsi les mises en chantier dans le BTP enregistrent une croissance de 39 % entre le troisième et le quatrième trimestre.

» Enfin, et surtout, l'emploi a considérablement augmenté en France l'an dernier, avec environ 300 000 nouveaux emplois marchands et 100 000 emplois non marchands créés. C'est notre meilleure performance depuis trente ans. Sur les 18 derniers mois, il y a eu 16 mois de baisse du chômage, y compris celle de janvier annoncée vendredi. 1998 aura été l'année des records de la décennie en termes de croissance, de consommation, d'investissement, de créations d'emplois. Mais, surtout, vertu cardinale, c'est l'année de la confiance retrouvée, confiance qui ne faiblit pas début 1999. Depuis juin 1997, une nouvelle pratique politique, plus à l'écoute des Français, plus respectueuse des engagements pris – ce que certains ont appelé la "méthode Jospin" – a pu y contribuer.

– Quelles sont, d'après vous, les perspectives économiques ?

– Il y a, depuis l'été 1998, et dans toute la zone euro, une divergence entre les anticipations des ménages et celles des industriels. On a déjà constaté un tel écart, mais il n'a jamais persisté aussi longtemps. Toute la question est de savoir laquelle des deux courbes de confiance – celle des ménages, qui atteint des sommets, ou celle des industriels, à un niveau nettement plus bas – rejoindra l'autre. Plusieurs éléments laissent penser qu'il y a une probabilité sérieuse de voir la confiance des ménages, qui se traduit par une croissance de leur consommation, se diffuser vers les chefs d'entreprise. La dernière enquête de l'Insee fait apparaître que les industriels ont, par rapport à l'automne dernier, révisé de cinq points à la hausse leurs prévisions d'investissement pour 1999.

– Maintenez-vous votre prévision d'une croissance de 2,7 % pour 1999 ?

– La France résiste plutôt bien au choc de la seconde moitié de 1998. Ce que j'ai appelé le scénario du "trou d'air" – c'est-à-dire l'hypothèse que le ralentissement ne serait que passager et suivi d'un rebond après le premier trimestre 1999 – semble pour le moment validé. Certes, les prévisions de croissance que nous avions élaborées en août n'intégraient pas, par définition, ce qui s'est passé en septembre, notamment le contrecoup de la crise russe. Nous verrons donc fin mars, après les travaux habituels des experts, s'il faut procéder à une révision limitée. Mais je pense que, dès l'été 1999, la France reviendra au rythme de croissance qui est potentiellement le sien en ce moment, et pour les années à venir : 2,5 % à 3 % par an. Une croissance voisine de 2,7 % reste donc, à mon avis, la perspective centrale de la croissance française, même si celle-ci doit être affectée en 1999 par le "trou d'air".

» Nous sommes donc devenus un des moteurs de la croissance européenne. Entre 1995 et 1997, la France avait fait moins bien que la moyenne de nos partenaires de l'euro 11. En 1998, l'ordre est nettement inversé. En 1999, nous devrions creuser l'écart avec l'Allemagne et l'Italie.

– Comment expliquez-vous cela ?

– Il y a la confiance et le redémarrage de la demande des ménages depuis 18 mois. Mais, plus fondamentalement, j'ai la conviction profonde que la France est en train d'entrer, plus vite que ses voisins, dans un nouveau régime de croissance, plus durable, car porté par les nouvelles technologies, comme cela s'est passé aux Etats-Unis, il y a plus de six ans. On dit souvent que la moitié de la croissance et des emplois créés outre-Atlantique vient des activités de nouvelles technologies et des services à haute valeur ajoutée qui y sont associés.

» Certes, nous sommes en retard par rapport aux Etats-Unis – seulement 15 % de notre croissance vient aujourd'hui des nouvelles technologies ; c'est déjà 0,5 % de croissance en plus en 1998. Mais nous sommes, à notre tour, en train de commencer d'inventer, avec obstination, la nouvelle croissance du XXIe siècle, qui doit être innovante, mais aussi porteuse de solidarités : c'est ce qui fondera le progrès solidaire.

> « Il ne faut pas laisser les inégalités se développer, comme aux Etats-Unis. C'est cela le pari européen. C'est aussi à cela que se mesurera, historiquement, le succès de la gauche en Europe »

– En quoi l'année 1998 s'est elle inscrite dans cette évolution ?

– L'année 1998 a été une année de forte croissance, sans inflation et avec une augmentation limitée des dépenses publiques. Ce constat met à mal deux dogmes, ou plutôt deux prétendus dogmes, du keynésianisme mal compris. Le premier est celui selon lequel il n'y a pas de croissance sans inflation. Le deuxième est celui selon lequel il faut toujours augmenter le déficit budgétaire pour soutenir la croissance. A l'inverse, ce qui est pour moi le fondement même du keynésianisme – la priorité donnée à l'investissement avec une forte impulsion publique – a trouvé sa pleine justification en 1998. Les comportements de prise de risque et de création de nouveaux marchés génèrent une forte croissance.

– Pour un homme de gauche, prendre l'économie américaine pour modèle, n'est-ce pas périlleux ? Car le modèle de croissance dont vous parlez, c'est aussi celui de la flexibilité et de la précarité du travail...

– Ce serait surtout stupide, car il n'est ni possible ni souhaitable de substituer le modèle américain au modèle européen. Il nous faut examiner attentivement ce qui explique la vigueur et la durée de la croissance américaine – les nouvelles technologies et la nouvelle politique économique – tout en s'appuyant sur ce qui fait la force du modèle social européen. Il ne faut pas laisser les inégalités se développer, comme cela s'est passé aux Etats-Unis. C'est cela le pari européen. C'est aussi à cela que se mesurera, historiquement, le succès de la gauche en Europe.

– Les autorités américaines reprochent aux Européens de ne pas faire leur part d'effort pour soutenir la croissance mondiale. Comprenez-vous cette critique ?

– Les Américains nous demandent rituellement d'avoir une croissance plus forte et pour cela d'ouvrir davantage nos marchés. La réponse des Européens est tout aussi classique : on observe fréquemment que le taux d'épargne américain est particulièrement faible et que cette situation conduit à une absorption des capacités d'épargne japonaise et européenne. Pour y remédier, il est nécessaire que nous ayons une coopération renforcée dans la gestion des grands équilibres mondiaux. La récente réunion des ministres des finances du G 7 à Bonn a montré que la prise de conscience de cette nécessaire régulation du système monétaire international progressait : stabilité des changes, lutte contre ces "trous noirs" que sont les paradis bancaires ou les hedges funds.

– C'est donc une fin de non-recevoir que vous adressez aux Américains ?

– Pas exactement. Nous leurs disons que nous sommes tout à fait prêts – et que nous avons même commencé – à faire notre part d'effort pour soutenir la croissance mondiale, mais il faut aussi que des règles de fonctionnement du système soient mises en place : le libéralisme débridé a montré une nouvelle fois ses limites avec la crise financière.

DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

– Et alors, concrètement, quelle est la part d'effort que l'Europe peut consentir ?

– Comme ministre des finances et comme socialiste, je viens de participer, au nom de Lionel Jospin, aux travaux des socialistes européens présidés par le premier ministre portugais, Antonio Guterres. Ensemble, nous défendons une vraie politique de croissance européenne : plus de coordination et plus d'innovation pour plus d'emplois. Plus de coordination : pour disposer d'une croissance durable, l'Europe doit impérativement mettre en place un bon "policy mix", avec d'un côté une politique budgétaire sérieuse et, de l'autre, une politique monétaire soutenant la croissance. Il faut trouver le bon équilibre entre les deux. Et c'est, en particulier, la raison pour laquelle la France continue de viser une résorption de ses déficits. Les dernières estimations du FMI, que je vous livre, font ainsi apparaître que le déficit structurel français – celui qui ne tient pas compte de la conjoncture –, qui était égal à 1,3 % du produit intérieur brut en 1998, reculerait à 0,7 % en 1999, soit une amélioration de 0,6 point. Par comparaison, pour les onze pays de l'Euroland, les déficits moyens reculeraient, de 1,1 % à 0,9 %. Contrairement à ce que l'on dit parfois, l'effort fait par la France pour réduire ses déficits est sensiblement supérieur à celui de ses voisins : je vous précise que, pour 1998, notre déficit effectif sera de 2,9 %, soit moins que les 3 % prévus.

– Si le "trou d'air" se prolonge, poursuivrez-vous cet effort de réduction des déficits ?

– Dans la programmation triennale des finances publiques que nous avons récemment arrêtée, nous avons procédé à ce qui est, pour notre pays, une petite révolution : fixer un objectif de dépense et non de déficit budgétaire. C'est une bien meilleure politique que celle qui était menée par les libéraux, consistant à ne s'intéresser qu'au solde, ce qui pouvait masquer de très grandes fluctuations du côté des recettes comme du côté des dépenses et aggraver la récession en période de ralentissement.

– Quels que soient les soubresauts de la conjoncture, il n'y aura donc pas de régulation budgétaire ?

– Nous défendons la thèse, bien comprise par la plupart de nos collègues européens, des "stabilisateurs automatiques". S'il y avait des changements structurels de long terme, il faudrait sans doute que nous changions notre norme de dépense en volume. Mais si les changements sont seulement conjoncturels, nous nous en tenons à cet objectif.

– Etes-vous sûr que les dirigeants de la Banque centrale européenne aient la même vision que vous du bon "policy mix" à conduire ?

– Ce qui compte, c'est d'avoir une politique monétaire qui assure à la fois la stabilité des prix et une croissance forte. La Réserve fédérale américaine y est parvenue avec beaucoup de pragmatisme. Je suis convaincu que la Banque centrale européenne y parviendra aussi.

– La politique fiscale a donné lieu, ces dernières semaines, à des controverses particulièrement obscures. Quelles sont vos véritables intentions ?

– Le gouvernement fera, comme l'année dernière, connaître ses choix après une large concertation et un débat sans tabou. Mais, pour le moment, ce débat ne s'est pas encore ouvert au sein du gouvernement. Tous ceux qui évoquent actuellement des projets de réforme fiscale ne s'exposent donc qu'à une seule chose : être démentis par les faits.

– Certaines déclarations ont pu laisser penser que, même s'il n'avait pas encore arrêté ses projets, le gouvernement avait changé de philosophie fiscale...

– Non, pour le gouvernement, les réformes recherchent toujours les mêmes objectifs : soutenir la croissance et l'emploi, réduire les inégalités, simplifier le système fiscal. »

Propos recueillis par Virginie Malingre et Laurent Mauduit

Le contrecoup de l'inflation zéro

Les salariés ont profité de la croissance en 1998. Selon le ministère du travail, l'indice du salaire mensuel de base de l'ensemble des salariés a progressé de 0,3 % au quatrième trimestre 1998 et de 1,7 % sur l'ensemble de l'année. La progression a encore été plus forte pour les ouvriers, dont l'indice du salaire horaire de base a progressé de 0,3 % au dernier trimestre 1998 et de 2 % sur l'année.

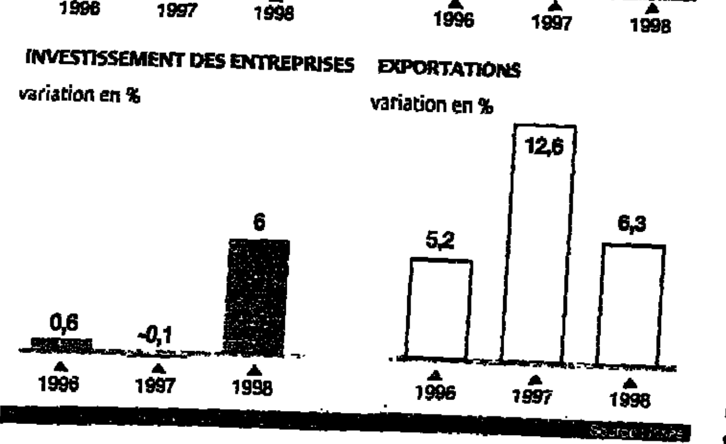
Si ces augmentations n'apparaissent pas extraordinaires, elles ne s'en sont pas moins traduites par une forte augmentation du pouvoir d'achat des Français. En effet, les employeurs se sont trompés dans leurs prévisions économiques au moment où ils ont pris leurs décisions en matière de salaires : ils ne s'attendaient pas à ce que l'inflation soit aussi basse que ce qu'elle a été en 1998 (en augmentation d'à peine 0,3 %). Ajouté à la progression de l'emploi, cela s'est traduit pour l'économie française par une forte augmentation du pouvoir d'achat des ménages, de plus de 3,5 %. Et par un rebond de la consommation, qui a progressé de 3,8 %.

L'activité de l'économie française s'est accrue de 3,2 % en 1998

CROISSANCE, consommation, emploi : tous les indicateurs ont été au vert en 1998. Selon l'Insee, qui a publié, vendredi 26 février, les comptes nationaux 1998, le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 3,2 %, la consommation de 3,8 % et plus de 400 000 emplois, dont 120 000 emplois-jeunes, ont été créés. Aussi bonne soit-elle, l'année 1998 se divise très nettement en deux : un premier semestre excellent, un second, plus complexe, qui voit la France économique devenir schizophrénique, avec une industrie plus que morose et des services très dynamiques. Les chiffres du quatrième trimestre, au cours duquel le PIB a progressé de 0,7 %, ont encore vu s'accentuer cette dichotomie.

Jusqu'à l'été, tout se combine pour que la croissance soit forte. Les exportations comme la demande intérieure progressent. Les entreprises investissent et embauchent. Les Français achètent des automobiles, s'équipent en ordinateurs et changent leur téléviseur pour la Coupe du monde de football. Une situation rêvée que la crise internationale va finir par rattraper. Dès l'été, les industriels s'inquiètent. La crise russe les plonge dans le pessimisme. Ils réduisent leurs stocks et revoient à la baisse leurs projets d'embauche et d'investissement. Il n'est alors plus question d'augmenter leurs investissements, comme en 1998, de 6 %. En octobre, l'enquête de l'Insee auprès des patrons est alarmiste : ils prévoient une stagnation de leurs investissements pour 1999, alors que le gouvernement tablait sur une hausse de 9 %. De nombreux économistes revoient alors à la baisse leurs prévisions de croissance pour 1999.

Les ménages, eux, gardent le moral. Leur confiance bat tous les records. Tant que le chômage baisse, ils restent optimistes. Et continuent à dépenser : leur consommation n'avait pas progressé ainsi depuis 1986. Au-delà de cet aspect psychologique, ils ont, il est vrai, vu leur pouvoir d'achat progresser en 1998 de plus de 3,5 %, grâce à l'accroissement de l'emploi et, surtout, la très faible inflation (0,3 % en glissement annuel en 1998). La crise internationale, qui a débouché sur des surcapacités et sur une chute du cours des matières premières, a donné un coup de fouet aux consommateurs français.



Au total, « *la consommation des ménages a contribué pour 2,2 points à la croissance du PIB* », note l'Insee ; « *les stocks, qui ont augmenté de 5,2 % sur l'ensemble de l'année, pour 0,3 point ; la formation brute de capital fixe pour 0,8 point* ». Le commerce extérieur, lui, a fait régresser la croissance de 0,4 point : les exportations ont quand même augmenté de 6,3 % en 1998, mais moins que les importations (+ 8 %), dopées par la consommation des ménages.

Aujourd'hui, la France reste coupée en deux. Les ménages continuent à consommer, et les chefs d'entreprise n'ont pas retrouvé le moral, même s'ils sont moins déprimés qu'à la fin 1998. Pour Dominique Strauss-Kahn, le « *trou d'air* » que traverse l'industrie française devrait être suivi d'un rebond dès le deuxième semestre : la confiance des ménages et le dynamisme des services pourraient se diffuser à l'industrie. Pour l'instant, les indicateurs sont brouillés. D'après la dernière enquête de l'Insee du 19 février, les patrons tablent désormais sur une hausse de 5 % de leurs investissements. Mais l'enquête mensuelle dans l'industrie, publiée par l'Institut jeudi, fait apparaître une nouvelle baisse de leur moral en février.

Les industriels affrontent une conjoncture difficile. Certes, le prix des matières premières a baissé. Mais la concurrence, à l'échelle internationale, les a amenés à baisser leurs prix, de près de 3 %, en 1998. Dans le même temps, les salaires dans l'industrie ont augmenté de 2,6 %. Et les taux d'intérêt réels sont élevés. Dans les services, en revanche, les prix augmentent. Ce qui renforce encore la dichotomie entre services et industrie.

Pour 2000, le consensus actuel des économistes retient une hausse du PIB de 2,2 à 2,3 %. Le gouvernement, qui affiche une estimation de 2,7 % – couplée à une hypothèse prudente à 2,4 % –, devrait revoir ses hypothèses fin mars, début avril. D'ici là, la situation française sera peut-être plus claire.

V. Ma.





Accidents du travail : les partenaires sociaux prennent les devants

LA RÉGLEMENTATION sur les accidents du travail va peut-être évoluer. A l'occasion de la réunion annuelle de la réunion du Conseil de prévention des risques professionnels, jeudi 25 février, toutes les organisations patronales et syndicales, à l'exception de la CGT, ont annoncé qu'elles allaient *« procéder ensemble à un examen du système français de prévention des risques professionnels »*, mis en place en 1945 avec la Sécurité sociale. Dans une déclaration commune adressée le même jour à la ministre de la solidarité, Martine Aubry, ils affirment vouloir mieux prendre en compte les évolutions du marché du travail depuis vingt ans, *« le vieillissement de la population active »*, *« l'augmentation (...) de la sous-traitance »* ou encore *« le développement du travail précaire intérimaire »*.

Les partenaires sociaux prennent en fait les devants. Le Medef, en particulier, suspectait Mme Aubry de vouloir s'attaquer à une réforme. Il est vrai que les accidents du travail avec arrêt, en baisse de 1992 à 1996, ainsi que les accidents mortels, sont repartis fortement à la hausse depuis deux ans (+ 2,4 % en 1997 et + 2,5 % pour le premier semestre 1998). Et le nombre de maladies professionnelles indemnisées par l'assurance-maladie, car mieux prises en compte, a progressé de 33 % entre 1994 et 1996 pour s'établir à 9 906. Mme Aubry s'est *« réjouie »* de cette initiative, en estimant qu'elle devait être *« adossée au dialogue social »*. L'accent devrait donc être mis sur la prévention : *« L'action des 26 000 comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail doit, en particulier, être impulsée et valorisée »*, a souligné la ministre.

Le Medef, qui a déclaré, dans un communiqué, accepter *« sans la discuter la responsabilité qui pèse sur les employeurs »*, réclame *« en contrepartie »* de pouvoir disposer *« des pouvoirs nécessaires pour assumer cette responsabilité »*. L'organisation patronale voudrait aussi que *« le système de tarification permette la restitution aux entreprises du bénéfice économique de la prévention des risques professionnels, par la baisse corrélative des taux de cotisation »*.

I. M.

Les propositions du Plan sur les retraites indignent les syndicats

LA RECOMMANDATION visant à allonger à 42,5 ans la durée de cotisation nécessaire pour avoir une retraite à taux plein a été jugée *« dangereuse »*, *« provocatrice »* voire *« surréaliste »* par les partenaires sociaux, réunis jeudi 25 février pour examiner les propositions du commissaire au Plan, Jean-Michel Charpin, dont le rapport final sur la *« réforme des retraites »* sera présenté dans un mois.

Evoquant tour à tour *« l'œuf de Christophe Colomb »*, *« le chien qui se mord la queue »* ou *« la stratégie du sapeur Camember qui bouche un trou en en creusant un autre »*, la CFE-CGC, la CFTC et la CGT ont rivalisé dans la métaphore pour souligner le paradoxe d'une mesure qui *« joue contre l'emploi »* en prolongeant la durée de vie active : en situation de chômage, l'allongement de la durée de cotisation aboutit *« à transférer la charge du financement des retraites sur l'Unedic ou le budget de l'Etat »*, estime la CGT. *« Comment expliquer aux jeunes et aux chômeurs qu'en retardant le départ à la retraite, on facilite leur accession à l'emploi ? »*, s'interroge de son côté Force ouvrière. Pour le « groupe des dix », qui comprend notamment les syndicats SUD, une telle mesure reviendrait à *« affaiblir la solidarité intergénérationnelle en préférant entretenir le chômage des jeunes plutôt que de payer des retraites »*.

La plupart des organisations syndicales ont par ailleurs déploré que l'allongement des cotisations, évoquée par le Plan comme l'une des *« différentes voies de réformes possibles »*, aboutisse, comme le résume la CFE-CGC, à *« une tentative détournée pour réduire le montant des retraites sans le faire apparaître »*. *« Ce serait le cas*, explique la CGT, *avec des salariés qui auraient de moins en moins de carrières complètes à valider ou si l'entrée dans la vie active se faisait plus tardivement. »* Dans ces conditions, ils serait *« inacceptable »*, poursuit la CGT, que certains *« doivent continuer à travailler jusqu'à soixante-dix ans pour avoir une retraite à taux plein »*.

Si la création d'un fonds de réserve destiné à amortir la hausse des cotisations a reçu l'appui de Force ouvrière et de la CFDT, la CGT et la CFE-CGC semblent lui préférer un *« transfert de richesse »* par l'élargissement de l'assiette des cotisations visant à *« faire payer les revenus financiers des entreprises et taxer les profits gagnés contre l'emploi »*. La CFDT a pour sa part refusé de prendre position sur des *« hypothèses de travail »*, déclarant attendre *« le rapport définitif »* de M. Charpin et de *« voir ce que le gouvernement en retiendra »*.

LES CRITIQUES DE L'OPPOSITION

Au sein de l'opposition, Philippe Douste-Blazy, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a estimé qu'il y avait *« urgence »* à réformer le système des retraites par répartition, avant de demander la mise en œuvre *« d'un troisième étage de l'assurance-vieillesse fondé sur le principe de capitalisation »*. Jacques Barrot, ancien ministre (UDF) des affaires sociales, a déploré que l'on *« se mette en chemin aussi tard »*.

La ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, a enfin rappelé, jeudi soir dans l'émission « Direct » sur France 2, qu'il *« était beaucoup trop tôt pour dire vers quelles solutions »* le gouvernement se dirigerait quant à l'avenir des retraites. Avec la mission Charpin, qu'elle a qualifiée de *« travail très intéressant »*, va s'achever la phase de *« diagnostic »*, avant celles du *« dialogue »* et de la *« décision »*, a rappelé Mme Aubry. De longue date, le premier ministre Lionel Jospin a, de son côté, annoncé que les premières mesures interviendraient avant la fin de l'année, après une longue phase de concertation.

Alexandre Garcia

Baisse inattendue du chômage en janvier

LE RECUL du chômage, pour le début de l'année 1999, est timide, mais cela constitue déjà en soi une surprise. En janvier, le nombre de demandeurs d'emploi baisse de 0,1 % (– 4 000). Ce qui porte à 2 895 900 le total des chômeurs inscrits à l'ANPE (– 4,7 % sur douze mois), selon les statistiques publiées vendredi 26 février par le ministère de l'emploi. Le taux de chômage, calculé différemmment selon le BIT, s'établit à 11,4 %, en baisse de 0,1 point.

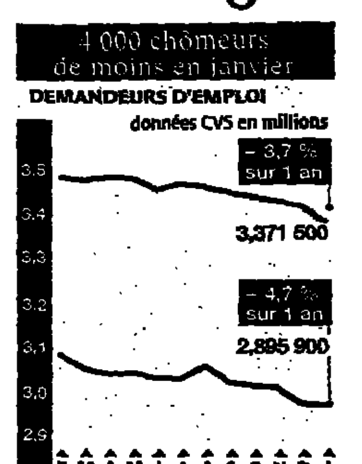
Ces chiffres constituent plutôt une bonne nouvelle et complètent avantageusement les bons résultats enregistrés en matière de croissance et de consommation. D'autant que l'année 1998 s'achève par une autre note positive. Selon les résultats provisoires de l'emploi au quatrième trimestre de l'année, les effectifs salariés ont augmenté de 0,5 %, soit une hausse de 2,3 % sur un an. La plus forte de la décennie !

1999 ne démarre donc pas si mal. Traditionnellement, les mois de janvier sont en effet dévastateurs sur le front du chômage : à cette époque, les demandeurs d'emploi inscrits dans la catégorie 6, c'est-à-dire qui exercent une activité réduite (plus de soixante-dix-huit heures dans le mois), rebasculent dans la catégorie 1, en demande d'emploi permanente, qui sert de baromètre officiel. Ainsi, janvier 1998 s'était traduit par 5 900 chômeurs de plus.

Rien de tel cette année. Après les résultats atypiques de décembre 1998 (– 41 000 chômeurs), le marché du travail enregistrant alors un « pic » d'offres d'emploi précaire, l'effet boomerang de la fin de ces missions n'a pas eu un trop grand impact sur les chiffres de janvier. Le nombre de personnes inscrites à l'ANPE, qui ont travaillé de façon occasionnelle, a bien régressé, passant de 430 000 à 508 000 entre ces deux mois charnières, sans pour autant gonfler les demandes permanentes. Du coup, l'ensemble des personnes inscrites à l'ANPE (catégories 1 + 6) décroît de façon sensible (– 1,2 %) et s'élève à 3 371 500.

« LA TENDANCE RESTE BONNE »

Cette tendance profite aux hommes comme aux femmes, notamment dans la tranche d'âge vingt-cinq - quarante-neuf ans. Selon le ministère, il n'est cependant pas possible d'interpréter ce mois-ci l'évolution pour les jeunes de moins de vingt-cinq ans, du fait d'un problème de calcul statistique. La diminution du nombre des inscrits paraît donc moins importante que les années précédentes (– 85 700). Il reste qu'après une baisse progressive sur un an (– 2,7 % soit 30 000 personnes), les effectifs des chômeurs de longue durée, inscrits depuis plus d'un an, remontent un peu (+ 0,2 %). En matière de sorties et d'entrées à l'ANPE, le bilan est quelque peu contrasté. Si les licenciements économiques continuent de chuter (– 9,4 %), les reprises d'emploi diminuent elles aussi de 4,5 %. Les radiations administratives, elles, se situent toujours à un haut niveau avec + 39,6 % sur les douze derniers mois.



Invitée, dans la soirée de jeudi 25 février sur France 2 pour la première émission du magazine politique « Direct », Martine Aubry a souligné que *« janvier est toujours un mauvais mois, à cause du nombre important de contrats à durée déterminée et d'emplois temporaires »*, mais que, cette année, *« la tendance reste bonne »*. La ministre de l'emploi et de la solidarité a mis en avant la réduction du temps de travail et défendu son bilan. *« Deux mille quatre cents accords ont été signés, qui ont permis 37 200 emplois supplémentaires »*, a-t-elle déclaré. La veille, Ernest-Antoine Seillière, président du Medef, avait déclaré à Marcq-en-Barœul (Nord), que le nombre d'emplois créés par les accords sur les 35 heures dans les entreprises – *« pas plus de 22 000 »* – représentait à ses yeux un *« résultat insignifiant »*.

Les sources de réconfort ne manquent pas à Mme Aubry, qui pourra s'appuyer sur le bilan emploi qui clôture l'année écoulée. Son ministère a en effet également publié, vendredi, le dernier volet des résultats de l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre (Acemo). Dans les secteurs privé et semi-public, l'emploi salarié a augmenté de 0,5 % (+ 68 000) au dernier trimestre, soit une progression sur l'ensemble de l'année de 2,3 % (+ 309 000).

Cela porte à 13 831 200 le nombre de salariés employés dans le milieu concurrentiel, hors agriculture, santé et éducation. Soit la neuvième hausse consécutive, et la plus importante depuis les années 80. Mais, par ce changement de méthode, il n'est pas encore possible d'estimer quel secteur d'activité en a le plus profité. Pour l'emploi total (y compris les emplois-jeunes), le ministère de l'économie et des finances fait valoir que le bilan de 1998 est sans précédent depuis 1969.

Isabelle Mandraud

La direction de la CFTC règle ses comptes avec les opposants à M. Deleu

M. Probst, président de la CNAF, a été destitué

CONTESTÉE depuis plusieurs mois pour son « *autoritarisme* » et pour sa « *radicalisation* », la direction de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) a décidé de faire taire les mauvaises langues en visant haut et en tapant fort : le conseil confédéral de la centrale, réuni jeudi 25 février dans une salle du couvent de l'Assomption, à Paris, a démis de ses fonctions le président CFTC de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF), Jean-Paul Probst, l'un des plus hauts cadres de la centrale chrétienne mais aussi l'un des principaux opposants à « *l'équipe du président* » Alain Deleu.

Au terme de trois heures et demie de débats houleux, le conseil confédéral – le « Parlement » de la centrale – s'est prononcé par vingt et une voix contre dix pour la destitution de Jean-Paul Probst, après avoir tenté en vain d'obtenir sa démission. Cet Alsacien de cinquante ans, à la tête de la CNAF depuis octobre 1992, devra donc céder sa place à un autre représentant de la CFTC, pour avoir tenu « *des propos publics dirigés depuis longtemps à l'encontre de la direction confédérale dont il est membre* », une démarche incompatible, aux yeux d'Alain Deleu, avec « *l'exercice, en confiance, de mandats électoraux* ». Jean-Paul Probst devrait être remplacé à la CNAF par la vice-présidente, Nicole Prud'homme, responsable des fonctionnaires à la CFTC.

Alain Deleu, qui assure n'avoir « *rien à reprocher* » au président de la CNAF, a expliqué que cette sanction n'avait « *pas de rapport* » avec l'annonce, mardi 23 février, par Jean-Paul Probst et par un autre vice-président de la centrale, Bernard Ibal, de leur intention d'être candidats contre M. Deleu lors du prochain congrès confédéral de la CFTC, en novembre à Dijon. En revanche, Jean-Paul Probst aurait eu le tort d'évoquer une fois de trop dans la presse « *la mainmise actuelle* » d'Alain Deleu sur la centrale chrétienne, alors que celle-ci est confrontée depuis le début de l'année à un violent mouvement de contestation interne (*Le Monde* daté 21-22 février).

Après l'échec des élections prud'homales de décembre 1997, où la CFTC avait enregistré, avec 7,5 % des suffrages un recul de cent mille voix, MM. Ibal et Probst s'étaient une première fois opposés ouvertement à M. Deleu en créant, en février 1998, l'association Syndicalisme d'abord pour défendre une image de leur organisation « *plus ferme que celle de la recherche du compromis* ». Regroupant plusieurs centaines de militants à tous les échelons hiérarchiques, l'association entendait alors s'opposer, de façon modérée, à la « *confiscation du pouvoir* » par l'équipe dirigeante.

Les dirigeants entrent dans « une logique de purge un peu stalinienne », estime un syndicaliste rebelle

La dissolution contrainte de Syndicalisme d'abord, en septembre 1998, n'a pas permis de ramener le calme à la CFTC, ni de mettre un terme au malaise de nombreux militants troublés par la « *radicalisation* » croissante, à la fois politique et religieuse, de la centrale chrétienne. En janvier, les hostilités reprenaient de plus belle, à travers des tracts anonymes virulents et des « *lettres ouvertes* » enflammées, dénonçant la volonté de l'équipe dirigeante de « *vouloir dissoudre sans concertation toutes les fédérations qui la dérangent* ».

En sanctionnant aujourd'hui Jean-Paul Probst, les dirigeants de la CFTC entrent « *dans une logique de purge un peu stalinienne* », estime un syndicaliste rebelle. « *Ils s'attaquent au plus dangereux*, ajoute un autre. *Jean-Paul Probst est compétent, il est calme, il a du charisme et une envergure que certains n'ont pas. Au siège confédéral, il représente la grande peur du moment.* »

De son côté, M. Probst, qui se veut « *fidèle aux valeurs et aux projets de la CFTC* », affirme devoir quitter ses fonctions « *pour délit d'opinion* ». Se déclarant « *plus que jamais candidat potentiel au prochain congrès* », il craint désormais que « *d'autres procédures ne soient engagées à l'encontre d'autres esprits critiques* ».

Alexandre Garcia

Philippe Séguin et François Bayrou se renvoient la responsabilité de la désunion de l'opposition

Un échange de lettres, rendues publiques, fait état de leur désaccord

La réunion du comité politique de L'Alliance, souhaitée par Valéry Giscard d'Estaing et convoquée mardi 2 mars par son président, Philippe Séguin, ne paraît pas en mesure de ressouder les différents partenaires de l'opposition. François Bayrou, président de l'UDF, continue de remettre en cause le choix de la têt de liste aux élections européennes. Cette attit de est jugée inacceptable par le RPR.

« *SENTIMENTS les meilleurs* », « *et cordiaux* », « *et les plus amicaux* »... C'est en termes choisis que François Bayrou et Philippe Séguin se sont employés, jeudi 25 février, à se repasser publiquement « *le mistigri de la division* ». Après l'appel à l'union de l'opposition lancé dans ces colonnes par Valéry Giscard d'Estaing « *pour éviter la catastrophe* » (*Le Monde* du 19 février), l'UDF ne pouvait rester inerte. Son comité exécutif, consulté par M. Bayrou lors d'une conférence téléphonique, a donc décidé de répondre favorablement à la proposition de M. Séguin de réunir très prochainement le comité politique de L'Alliance pour la France, mais sous réserve d'en « *définir au préalable clairement l'ordre du jour* » (*Le Monde* du 26 février).

Dans la lettre qu'il a fait parvenir, dans l'après-midi, au président de L'Alliance et qu'il a aussitôt rendue publique, le président de l'UDF indique qu'il considérerait comme un « *fait nouveau* » l'ouverture de la discussion sur le choix de la tête de liste aux élections européennes. A défaut, la réunion, le 2 mars, du comité politique devrait permettre aux « *chefs de file de toutes les listes de l'opposition républicaine* [de] *débattre du bon usage de son pluralisme* ». « *L'union, c'est cette entente et non pas l'uniformité forcée qui sonne faux* », observe encore M. Bayrou.

RAPPEL DES RAPPORTS DE FORCES

La réponse, également communiquée à la presse, de M. Séguin ne s'écarte pas d'un pouce du cadre fixé par M. Giscard d'Estaing, dont il salue au passage « *la qualité* » et les « *éminentes responsabilités* ». Il en rappelle lui-même le contenu : pas d'exclusive sur la tête de liste, des engagements européens forts, une liste équilibrée et représentative entre les trois sensibilités de l'opposition. Evoquant le « *préalable* » posé par M. Bayrou sur le choix d'une nouvelle tête de liste, le président de L'Alliance estime que, dans ces conditions, la réunion du 2 mars « *ne pourrait avoir pour effet que de constater la division de l'opposition* ».

Dans un discret rappel des rapports de forces internes de l'opposition, il offre enfin généreusement à son interlocuteur, par « *souci de démocratie et de rénovation* », de soumettre les propositions de M. Giscard d'Estaing au vote du comité politique, voire à l'ensemble des parlementaires de l'opposition. Dans sa tribune au *Monde*, l'ancien président de la République avait lui-même établi ce rapport : 138 députés RPR, 70 pour l'« *UDF-centriste* » et 43 pour Démocratie libérale. Autrement dit, quel que soit le corps électoral, le chef de file de la liste RPR-DL serait sûr de l'emporter.

M. PASQUA « PAS CONCERNÉ »

Le président du RPR ne répond pas, en revanche, au souhait de l'UDF de voir le troisième larron de la droite, Charles Pasqua, associé à la réunion au sommet de L'Alliance. Il est vrai qu'entre temps, de son lieu de vacances, le sénateur des Hauts-de-Seine a fait savoir, par la voix de William Abitbol, président de Demain la France, qu'il n'était « *pas concerné* » par une telle réunion. « *Nous ne sommes pas sur la même ligne sur le fond* », a ajouté M. Abitbol. En outre, le comité politique de L'Alliance, qui compte 26 membres (13 RPR, 7 UDF et 6 DL), ne s'est réuni qu'une fois, le 29 octobre, et M. Pasqua ne faisait pas partie de la délégation gaulliste.

Dans le meilleur des cas, le comité politique serv a à habiller en « droite plurielle » les divisions de l'opposition. C'es *un concept* que ne récusent pas u RPR ceux qui, tel Edouard I alladur, ne *veulent pas dramat* er la désunion de la droite. M is il ne fait pas l'affaire de M. Sé uin, qui entend apparaître dans à campagne comme l'unique légat ire de la politique européenne u président de la République, et pour lequel l'union de l'opposit n est l'une des conditions de la reconquête du pouvoir par la dro e.

Jean- ouis Saux

« Monsieur le président... »

VOICI les principaux extraits des lettres échangées, jeudi 25 février, entre François Bayrou, président de l'UDF, et Philippe Séguin, président de L'Alliance et tête de liste RPR-DL aux européennes.



VERBATIM

LA LETTRE DE FRANÇOIS BAYROU

« Notre conseil national a pris la décision de présenter une liste UDF aux élections européennes. Vous connaissez l'origine de cette décision. Pour nous, les élections européennes doivent permettre de présenter aux Français des choix européens clairs (...). C'est pourquoi nous avons demandé, pour symboliser le choix européen d'une liste commune, que la tête de liste (...) puisse être choisie en commun, avec la seule condition d'un engagement politique clair en faveur de l'Union européenne. Cette désignation en commun nous a été refusée (...).

» Deux options sont donc possibles aujourd'hui : ou bien le RPR nous indique que, désormais, la discussion sur une nouvelle tête de liste peut être ouverte, dans la perspective de la désignation d'une personnalité choisie en commun, et nous sommes prêts à toute discussion (...). Ou bien il n'en est rien. Nous estimons dès lors (...) qu'il serait excellent que les chefs de file de toutes les listes de l'opposition républicaine se retrouvent pour débattre du bon usage de son pluralisme et arrêtent les règles de conduite (...).

» Notre conviction est que l'actuelle inaptitude de l'opposition au pluralisme est un han icap. On ne constitue pas une majorité en réunissant 5 % des voix sur une liste unique ! (...) La gauche réus à organiser son pluralisme malgré des divergences b aucoup plus importantes que les nôtres. Elle y trouve profit. Pour*quoi la droite et le centre en seraient-ils i capables ?* »

LA RÉPONSE DE PHILIPPE SÉGUIN

« *Je suis heureux que vous acceptiez,* lu moins, le principe de la réunion du comité politi ue de L'Alliance que je souhaite organiser, après a oir été saisi des propositions du président Valéry iscard d'Estaing, pour parvenir à une liste d'unior de l'opposition (...).

» Cependant, certains passages de votr lettre pourraient donner lieu à des interprétatio s qu'il vaut mieux clarifier, afin de ne pas créer les onditions de nouveaux malentendus.

» Ainsi en est-il lorsque vous rappel z que votre conseil national a déjà pris la décision (... de présenter une liste autonome aux élections eur péennes ou lorsque vous mettez comme préalable l choix d'une "nouvelle tête de liste".

» Sur de telles bases, notre réunion ne ourrait avoir pour effet que de constater la division de l'opposition, si ce n'est de l'organiser, comme vous le roposez. Tel n'était pas le sens de la démarche. J'a en effet la conviction que l'enjeu de ces prochaines élections européennes consiste à assurer le succès d l'opposition sur la liste socialiste. Seule l'union nous ermettra d'y parvenir (...). »

A Chartres, le rituel bien établi des réunio ns électorales d'Arlette Laguiller et Alain Kriv ne

« *QUI EST CONTENT de cette société ? Si vous trouvez quelqu'un qui n'est pas révolté, appelez d'urgence le SAMU ou mettez-le sous cloche ! Quand il n'y a pas d'alternative anticapitaliste à la misère, la révolte peut aller n'importe où.* » « *On ne demande pas à Murdoch ou à Berlusconi une carte de séjour pour s'emparer d'une chaîne de télévision ou d'un journal, c'est pourquoi il faut partout régulariser les sans-papiers.* » Risquons une devinette, qui est l'auteur de la première phrase ? Arlette Laguiller... perdu. Et qui l'est de la seconde ? Alain Krivine... encore perdu. Par un mimétisme tactique, les deux chefs de file de l'extrême gauche, en campagne pour les européennes, jouent à front renversé. C'est Arlette Laguiller qui prend la défense des sans-papiers, un combat neuf pour LO, mais porté à bout de bras par la Ligue communiste révolutionnaire. C'est, en revanche, Alain Krivine qui annonce le « grand soir », tant attendu par les militants de Lutte ouvrière.

« Arlétalain » sont en campagne. Et l'entente entre les deux « pacsés » de l'extrême gauche semble parfaite. Jeudi 25, à Chartres, ils en étaient déjà à leur cinquième meeting commun. Ils ont noué des complicités, contracté des habitudes de vie en couple. « *N'oublie pas de couper ton portable* », glisse Arlette à Alain, juste avant le début du meeting. Celui-ci est désormais toujours précédé d'une conférence de presse commune, avec les télévisions, radios et journaux locaux. Ils ont droit à une minute d'antenne chacun. Des rituels se sont instaurés. C'est toujours Alain qui chauffe la salle et lance le débat, charge à Arlette ensuite de le prendre au vol, avant de donner la parole à la salle.

Dans son discours, Alain Krivine est unitaire pour deux. « *Il n'y a qu'un seul courant politique qui arrive uni aux élections, c'est l'extrême gauche !* », clame-t-il. « *Nous sommes la seule liste de gauche qui n'est pas au gouvernement* », poursuit-il, rappelant que « *de Cohn-Bendit à Hue, en passant par les socialistes, ils sont tous au gouvernement* ». En privé, il confie qu'une liste indépendante du Mouvement des citoyens, présentée par Sami Naïr, constitue « *un leurre* ».

De son côté, Arlette Laguiller tient à recadrer leur combat. En ligne de mire, elle a « *la droite, le patronat et les deux c pules démagogues qui dirige l'extrême droite* ». « *Nous ne oulons pas prendre de voix au rti communiste, mais nous ente lons récupérer les voix que sa polit ue d'alignement suicidaire sur PS lui fait perdre* », précise-t-ell.

« DIVERGENCES TACTI UES »

A Chartres, le pub ic est froid, mais attentif. Seuls le militants de LO savent organiser claque, au moment où la voix d leur porte-parole baisse d'un t on. Séparément, ils avaient éuni, elle, 150 personnes, la d rnière fois qu'elle avait fait le éplacement, lui, 120. Jeudi soir, l s 300 places assises dans la salle ouée par la mairie sont occupée une moitié par des militants, l'a tre par des curieux. *L'objectif est atteint.* Après Quimper, Rod z, Sarreguemines, ils bouclent ic le cycle des meetings dans les lles où les deux formations so quasiment absentes – un seul ad érent recensé à la LCR, une poign e pour LO – et qui représentent e véritables terres de mission. V ndredi soir, retour au sérieux, avec un meeting commun, à Saint-De is, dans un de leurs bastions élec raux.

Passé la bonne en nte, si l'on gratte un peu, les di férences resurgissent entre les d ux organisations. Les militant de la LCR s'agacent de la foui e systématique opérée par LO, à l'entrée de chaque meeting. A ne question sur la création d'un g and parti de réconciliation comm iste, Arlette Laguiller préfère me tre l'accent sur « *la plate-form politique commune* » pour les européennes, avant de reconnaître des « *divergences tactiques* ». Quant à Alain Krivine, il penche pour un rassemblement « *des force anticapitalistes* », au-delà mêm de LO et de la LCR.

Alain B uve-Méry

Nord - Pas-de-Calais : les élus LO rejettent le budget

Le budget primitif de la région Nord - Pas-de-Calais a été repoussé, jeudi 25 février, par 60 voix contre et 2 abstentions. Le président socialiste Michel Delebarre avait réussi à faire le plein des voix de la gauche plurielle – 28 socialistes, 14 communistes, 8 Verts – auxquelles s'est ajoutée celle d'un élu du MEI (Mouvement écologiste indépendant). Les 35 élus de droite et ceux de l'extrême droite (12 FNUF et 6 FN-Mouvement national) ont voté contre. La surprise est donc, une nouvelle fois, venue des 7 élus de Lutte ouvrière, qui ont choisi eux aussi de rejeter le texte. Les deux élus « Chasseurs » se sont abstenus.

M. Delebarre a indiqué, dès la fin de la séance plénière, qu'il allait recourir à la procédure du 49-3 remanié en janvier 1999. Le budget pourrait donc être adopté en l'état dans les quinze jours. – *(Corresp.)*



La défense demande à la Cour de se référer uniquement au droit pénal

« J'attends une décision de justice et non une leçon de civisme », a déclaré l'avocat d'Edmond Hervé. « Vous devez rendre une vraie décision motivée en droit et non résultant d'un vote par chapelle politique », a ajouté celui de Georgina Dufoix

ILS SONT RESTÉS jusqu'à présent en retrait. Six avocats de la défense, six derniers remparts avant la relaxe ou la condamnation. Depuis le début du procès, leurs interventions se comptent presque sur les doigts des deux mains. Il sont conseils, plutôt que défenseurs, tant leurs clients, sans eux, se sont déjà défendus. Alors, devant la Cour de justice, juridiction d'exception, il leur restent une mission : plaider et revenir sur le droit. Rien que le droit. Rappeler solennellement aux juges, fussent-ils parlementaires, qu'ils forment avant tout un tribunal. C'est-à-dire qu'ils sont saisis non pas d'une affaire politique, mais d'un dossier pénal.

« J'attends de votre cour une décision de justice et non une leçon de civisme », lance Patrick Maisonneuve, le premier des trois, jeudi 25 février, à s'exprimer. Sur les traces du long réquisitoire de relaxe du parquet général, l'avocat de l'ancien secrétaire d'Etat à la santé, Edmond Hervé, *« n'accepte pas »* que le procureur général, Jean-François Burgelin, ait pu suggérer que, dans la motivation de l'arrêt qui tombera, une sorte de blâme *« à tel ou tel ministre »* puisse être décerné. *« Soit il existe une responsabilité pénale, alors* [Edmond Hervé] *est coupable. Soit il n'y en a pas, et il est déclaré innocent. »*

Tandis que deux juges suppléants ont quelque mal à rester éveillés et que celui qui avait disparu l'avant-veille et était réapparu joue à nouveau les intermittents, Me Maisonneuve ramasse l'écume de l'audience. Il insiste sur l'état des connaissances – *« l'incertitude la plus totale »* – dans lequel se sont inscrites, à cette époque, les décisions. Il pointe chez les chercheurs les contradictions. Il note que la presse, parfois, n'échappait pas, vis-à-vis du danger, à la sous-estimation. Et surtout, il revient sur les charges concernant le dépistage.

« Le complot politico-pasteurien imaginé par la commission d'instruction [NDLR : qui a décidé du renvoi des ministres devant la Cour de justice], dit-il, *a fait long feu. »* Et de citer les documents longuement évoqués la veille par l'avocat général Roger Lucas, qui justifieraient les doutes des pouvoirs publics français, au printemps 1985, concernant la fiabilité et la disponibilité du test américain Abbott. *« L'évaluation des tests, voilà qui était une décision de bon sens !*, clame l'avocat. *Il y avait une véritable tromperie par la société Abbott, la société des petits cadeaux et la société des mensonges. »*

Puis il observe que personne, à l'été 1985, chez les médecins comme chez les scientifiques, n'a jamais fait la moindre remarque sur les décisions gouvernementales arrêtées en matière de dépistage et de chauffage de produits sanguins. Sa voix porte : *« Qui, ici, en conscience, aurait agi autrement en 1985 ? »* Et il s'adresse aux juges : *« On peut avoir une angoisse en ce qui concerne M. Hervé, parce qu'il y a une telle demande de jugement et de responsabilité de la part des victimes. Il va falloir un certain courage pour ne pas faire le choix du confort. Le piège de la Cour de justice s'est refermé sur vous. »*

Préférant l'arène aux fauteuils de la défense, Gérard Welzer, qui défend également l'ancien secrétaire d'Etat à la santé, lui succède. Il y a du bûcheron vosgien dans ce membre du barreau d'Epinal. Dégringolant son chemin de schlittage, il détaille... cinquante-cinq *« erreurs »* contenues, à ses yeux, dans l'arrêt rendu par les trois magistrats de la commission d'instruction. Cinquante-cinq branches *mortes élaguées du document qu'il* invite les juges à feuilleter avec lui : approximations, erreurs de dates, citations tronquées, mauvais renvois de cotes, interprétations univoques, erreurs de traduction, affirmations contraires aux dépositions, pétitions de principe, organigrammes erronés...

Exemple : en marge d'un courrier, l'annotation manuscrite « Parlons France » de la main du directeur de cabinet de Laurent Fabius a *été interprétée comme la marque* d'une intention protectionniste : il s'agissait, en fait, du titre d'une émission télévisée à laquelle on songeait pour le premier ministre... *Un juge titulaire se prend la tête* entre les mains. Et l'avocat de contester le *« sérieux de l'instruction »*, et de protester, comme l'avait déjà fait Me Maisonneuve, *contre les refus de demandes* d'auditions, de confrontations, d'investigations, de versements au dossier de rapports ou de l'intégralité du dossier *« non ministériel »* de l'affaire, instruit par la juge d'instruction Marie-Odile Bertella-Geffroy.

Puis, après avoir réglé son compte à l'inspecteur général des affaires sociales Michel Lucas, auteur du premier rapport sur l'affaire du sang contaminé, qui a omis de faire mention des collectes de sang dans les prisons alors qu'il était membre à l'époque des comités santé-justice, l'avocat examine plainte par plainte les sept dossiers qui constituent la stricte saisine de la Cour. *« Le code pénal, c'est la bible »*, rappelle Me Welzer à l'adresse des juges. L'avocat d'Edmond Hervé met en doute le *« lien de causalité »* entre les faits reprochés aux ministres et les dommages subis par les victimes : l'une d'elle est décédée des suites d'une hépatite et non du sida, les autres ne peuvent apporter, à ses yeux, la preuve certaine de la date de leurs contaminations. *« Ce dossier a glissé du monde du droit dans le monde du symbolique*, conclut l'avocat, qui demande la relaxe. *Tout est réuni pour satisfaire l'opinion publique. Le ministre, c'est le signe moderne du bouc émissaire. »*

Ayant choisi la barre des témoins, Me Bernard Cahen, pour Georgina Dufoix, s'attache également à *« savoir si les délits sont constitués ou non »*. Dans ce procès qu'il estime *« politique »*, il met les juges en demeure : *« Vous devrez rendre une vraie décision motivée en droit et non résultant d'un vote par chapelle politique. »* Et de citer un récent *« exemple de démocratie judiciaire »* : l'affaire Clinton, aux Etats-Unis, qui s'est soldée, malgré un rapport de forces politiques défavorable, par un acquittement.

Puis l'orateur fait part de son expérience de plaideur en ex-Union soviétique : *« On vous dit dans l'arrêt de renvoi* [de la commission d'instruction] : *"Les ministres ne pouvaient pas ne pas savoir." Là-bas aussi, on disait : "Vous ne pouviez pas ne pas savoir. Donc vous saviez !" Et c'était dix ans de prison. »* Alors, avec force : *« Démocrates ! Vous ne pouvez pas accepter ce raisonnement. Il est indigne de notre République et de notre justice ! »*

Et le conseil de l'ancienne ministre des affaires sociales, qui vise également la relaxe, aborde la partie du dossier la concernant. Il rappelle qu'au moment de la mise en œuvre du dépistage, en juillet 1985, un projet assez lourd de conventionnement avec la firme Diagnostics Pasteur a été abandonné. *« Elle a voulu quelque chose de plus simple et de plus rapide. »* La date du 1er octobre 1985, proposée par les services administratifs, a été ramenée au 1er août. *« Il n'y a ni faute pénale ni faute politique. »*

Et il enchaîne sur le chauffage des produits antihémophiliques : *« A l'époque, aucune institution n'a réclamé le retrait des produits non chauffés* [NDLR : contaminés]. *Pas une voix ne s'est élevée ! Pas même ceux qui aujourd'hui disent qu'ils savaient tout ! »* Et de questionner : *« Pourquoi aucune firme commerciale n'a été poursuivie ? Toutes ont continué de distribuer des produits non chauffés. En France, l'Institut Mérieux a exporté jusqu'en novembre 1985. Aux Etat-Unis, la Food and Drug Administration ne les a jamais interdits. Où sont les réactions ? Il n'y a qu'un seul pays où on a cru bon de poursuivre. »*

Me Cahen demande s'il peut encore prendre une demi-heure pour capter l'attention. Accordé. *« Il y a un problème juridique à résoudre »*, dit-il. Le président Le Gunehec fronce le sourcil. Les juges tendent le bras vers leurs codes pénaux. L'avocat explique : les ministres sont renvoyés pour avoir involontairement causé la mort *« par imprudence, négligence ou manquement à une obligation de sécurité ou de prudence imposée par la loi ou les règlements »*. Or on leur reproche de n'avoir pas établi de règlement. Peut-on alors leur reprocher d'avoir négligé un règlement qu'ils n'avaient pas établi en raison d'un risque sanitaire qu'ils ne percevaient pas ? Sourires des juges. Et Me Cahen conclut : *« Condamner les ministres reviendrait à perturber le fonctionnement républicain, à défigurer l'image de la justice, à transformer votre cour en chambre d'inflation pour tous les futurs gouvernements de droite ou de gauche. Tout cela entraînerait une société de déresponsabilisation. »*

« Ce dossier a glissé du monde du droit dans le monde du symbolique, Tout est réuni pour satisfaire l'opinion publique. Le ministre, c'est le signe moderne du bouc émissaire » Me Welzer

Jean-Michel Dumay
Dessins : Noëlle Herrenschmidt



TROIS QUESTIONS À...
CATHERINE TASCA

1 Présidente (PS) de la commission des lois de l'Assemblée nationale, quels enseignements tirez-vous du procès du sang contaminé quant au fonctionnement de la Cour de justice de la République ?

Il est assez difficile de tirer des conclusions d'une expérience unique, mais il est clair que, quel que soit le verdict, personne n'en sortira très satisfait. Ce procès n'aura notamment pas permis de clarifier la grande question, qui est celle du partage entre responsabilité pénale et politique. Par ailleurs, l'interdiction faite aux victimes de se constituer partie civile a créé un sentiment de manque incroyable.

2 Quel bilan tirez-vous de la coexistence, au sein de cette juridiction, de parlementaires et de magistrats ?

A partir du moment où l'on a décidé d'instaurer une juridiction spéciale, il aurait fallu choisir entre une composition de type « professionnel », avec uniquement des politiques, ou une cour exclusivement composée de magistrats. La combinaison des deux ne m'apparaît pas du tout probante. Ce dispositif, qui brouille les cartes, ne fait que renforcer la défiance de l'opinion, sur le thème « les politiques jugent les politiques ». D'autant que – sans doute pour répondre à la gêne vis-à-vis de la présence de parlementaires –, on les a déguisés en juges, en leur faisant endosser une robe de magistrat, ce qui est une tromperie.

3 Une réforme de la Cour de justice de la République est-elle nécessaire ?

Je n'ai pas le sentiment que l'on ait suffisamment réfléchi en 1993. Le renvoi pur et simple à des juridictions ordinaires pose certes des problèmes, à partir du moment où tout acte politique pourrait faire l'objet d'une plainte. Mais on aurait peut-être pu imaginer un système de filtre strict. Il ne convient pas d'intervenir à chaud. Une année ne sera sans doute pas de trop pour faire une analyse minutieuse de la loi qui a institué cette juridiction, de son application, et de sa perception dans le pays. Il faudra également clarifier dans l'opinion ce problème de la responsabilité en faisant valoir son caractère collectif. La pénalisation de l'action politique, qui répond davantage à un besoin compréhensible de vengeance qu'à une analyse de la responsabilité, est tout à fait dangereuse.

Propos recueillis par Jean-Baptiste de Montvalon

Les doutes des parlementaires sur la juridiction qu'ils ont inventée en 1993

LES TROIS MINISTRES attendent le verdict de leurs juges. Et tous les parlementaires redoutent celui de l'opinion. La troisième semaine du procès du sang contaminé coïncidant avec les vacances des Assemblées, députés et sénateurs ont eu tout loisir de se pencher sur les dysfonctionnements de la Cour de justice de la République (CJR). Persuadés que la première décision de la CJR, quelle qu'elle soit, sera contestée, la plupart reconnaissent déjà qu'il leur faudra, à plus ou moins long terme, remettre l'ouvrage sur le métier.

Ceux qui, à un titre ou à un autre, ont participé activement à l'élaboration de la loi constitutionnelle et de la loi organique de 1993, sont sur la défensive. Pierre Méhaignerie, alors ministre de la justice, s'empresse de souligner que cette réforme, *« préparée par deux gouvernements successifs* [ceux de Pierre Bérégovoy et d'Edouard Balladur] » a été le *« fruit d'un consensus »*. *« Acceptons le bilan, avec ses faiblesses, mais ne tirons pas de conclusions trop hâtives »*, prévient le député UDF d'Ille-et-Vilaine, en se disant tout disposé à participer à *« une table ronde »* sur le sujet. Le président de la commission des lois du Sénat, Jacques Larché (Républicains et indépendants), relève des *« défaillances plus conjoncturelles que structurelles »* : la conduite des débats par le président Le Gunehec ; l'interdiction faite aux victimes de se constituer partie civile – *« il aurait été possible de trouver un* modus vivendi » ; et la situation ambiguë de certains témoins mis en examen dans le volet non ministériel de l'affaire, une question qui aurait pu être réglée, selon lui, par un ajustement du calendrier des procédures. Derrière l'énumération des *« points de détail à aménager »*, perce toutefois un doute sur la nature même de l'institution : *« Le droit commun, assorti d'une institution de filtrage, aurait peut-être été la solution »*, concède le sénateur de Seine-et-Marne.

« VICE MAJEUR »

Alors que seuls les parlementaires communistes avaient préconisé cette solution lors des débats en séance publique, en 1993, rares semblent être ceux qui, aujourd'hui, n'envisagent pas de revoir la composition de la cour. Tout en qualifiant de *« vice majeur »* le fractionnement de l'affaire du sang *« selon la qualité des prévenus »* et tout en regrettant l'absence de parties civiles et la lenteur de la procédure, Patrick Devedjian (RPR, Hauts-de-Seine) indique qu'il n'est *« pas choqué »* par la coexistence de parlementaires et de magistrats au sein de la CJR. *« Le principe du jugement par ses pairs permet d'avoir la certitude qu'on ne fera pas l'objet d'une vindicte en tant que tel »*, souligne-t-il, en relevant que le Parlement est également représenté à la cour en raison de son rôle de *« contrôle de l'exécutif »*.

Rapporteur de la réforme de 1993 au nom de la commission des lois du Sénat, Charles Jolibois (Républicains et indépendants, Maine-et-Loire) souligne la nécessité de *« respecter la séparation des pouvoirs »* et l'*« intérêt de la présence de gens qui connaissent les mécanismes et les rouages de l'action gouvernementale »*. La composition de la cour est *« trop politique »*, note pour sa part Pascal Clément, député DL de la Loire, qui suggère de lui substituer *« une formation particulière de la Cour de cassation »*, au sein de laquelle, *« au moins, on ne pourra pas décompter les voix de droite et de gauche ! »* Favorable au renvoi des ministres devant une juridiction de droit commun, le porte-parole de Démocratie libérale, Claude Goasguen, souhaite, surtout, qu'*« on ne se contente pas de la responsabilité politique, car l'opinion ne le comprendrait pas »*.

« UNE BÊTISE ET UNE FOLIE »

Tout en affirmant accorder moins d'importance à l'institution elle-même qu'à la nécessité de *« clarifier, dans l'esprit du public, la notion de reponsabilité pénale et politique »*, Gérard Gouzes (PS, Lot-et-Garonne) suggère, lui, la création d'une commission parlementaire qui serait seule susceptible de renvoyer les ministres devant des juridictions de droit commun. Le Parlement s'est *« trompé de juridiction »* en 1993, affirme plus abruptement son collègue Jacques Floch (Loire-Atlantique), responsable du groupe socialiste à la commission des lois de l'Assemblée nationale : *« La Cour apparaît comme extrêmement politisée. C'est une espèce de jury d'honneur, des politiques qui jugent des politiques. Si on veut être crédible, il faudra inventer autre chose. »*

Pour Arnaud Montebourg (PS, Saône-et-Loire), la création de la CJR, qu'il qualifie de *« conseil de l'ordre des hommes politiques »*, a été *« une bêtise et une folie »*. *« La supprimer, et revenir au droit commun, serait bien pour les ministres – car celui qui est acquitté* [par la CJR] *ne sera jamais considéré comme innocenté. »* *« En transformant les parlementaires en magistrats, on a mis en place un monstre juridique »*, estime pour sa part le sénateur PS du Nord, Guy Allouche... avant de s'indigner à l'évocation du réquisitoire prononcé devant la CJR, mercredi 24 février, par le procureur général, Jean-François Burgelin : *« Au nom de quoi un magistrat se permet-il de dire que "la politique sanitaire du gouvernement de la France (...) a été catastrophique" ? C'est inouï ! »* Entre des élus habillés en magistrats et des juges « déguisés » en parlementaires, reste, pour le législateur, à s'efforcer à nouveau de tracer la route.

INTEMPÉRIES Les avalanches ont tué au moins 60 personnes depuis le début du mois de février dans les pays alpins. La catastrophe la plus meurtrière a eu lieu à Galtuer, dans le Tyrol autrichien, où le bilan s'élevait, vendredi matin 26 février, à 34 morts et 4 ou 5 disparus. ● EN AUTRICHE et en Suisse, des milliers de touristes attendaient encore leur évacuation de stations bloquées par la neige ● EN FRANCE, deux avalanches ont fait 1 mort et 3 blessés, jeudi 25 février. ● POUR LES MÉTÉOROLOGISTES, les récentes chutes de neige s'expliquent par une *« situation remarquable mais pas exceptionnelle »*. ● ÉPUISÉS mais en bonne santé, les trois rescapés du Parc de la Vanoise (Savoie) ont survécu grâce à leur bonne connaissance de la haute montagne, alors même que leur randonnée relevait d'une *« imprudence caractérisée »*, selon la protection civile.

Les avalanches ont tué au moins soixante personnes dans les Alpes

Depuis le début du mois de février, les fortes chutes de neige sont à l'origine de plusieurs catastrophes dans les pays alpins. La plus meurtrière a eu lieu en Autriche, dans la station de Galtuer, où le bilan provisoire s'élevait à trente-quatre morts, vendredi matin

UN JOUR en Suisse, un autre en Autriche, le suivant en Italie ou en France... L'ensemble du massif alpin n'en finit plus de subir des avalanches. Depuis le 9 février et la mort de douze personnes dans la vallée de Chamonix (*Le Monde* du 11 février), il ne s'est pratiquement pas passé un jour sans qu'une coulée de neige soit signalée, ici ou là, dans les Alpes. En un peu plus de deux semaines, au moins soixante personnes sont mortes dans ces quatre pays et des dizaines de milliers de touristes se sont retrouvés bloqués dans les stations de sport d'hiver, contraints d'attendre une évacuation par hélicoptère.

Cette série s'explique en partie par l'abondance des chutes de neige dans la région. Les météorologues estiment cependant qu'un tel phénomène, loin d'être exceptionnel, est susceptible de se produire *« tous les dix ans »*.

En France, deux nouvelles avalanches ont frappé le département des Hautes-Alpes, jeudi 25 février. La première s'est produite en début d'après-midi, à environ 2 000 mètres d'altitude, près de Saint-Véran. Un groupe de douze personnes, membres de la section lyonnaise du Club alpin français (CAF), effectuait une randonnée en raquettes dans le massif du Queyras quand une « plaque à vent » (couche de neige instable) s'est décrochée sous leurs pieds, déclenchant une importante coulée de neige. Trois de ces randonneurs, munis d'appareils de détection (ARVA), ont été emportés sur environ 500 mètres. L'un, âgé d'une vingtaine d'années, est décédé. Un autre a été grièvement blessé. Le troisième est indemne.

Un peu plus tard dans l'après-midi, une seconde avalanche a été signalée, près de Puy-Saint-Vincent, dans le massif du Pelvoux, à 2 500 mètres d'altitude. Deux jeunes Grenoblois l'ont provoquée en faisant du surf hors des pistes. L'un a été grièvement blessé, l'autre souffre de quelques contusions. Deux autres surfeurs qui évoluaient également hors-piste, à Flaine (Haute-Savoie), malgré un arrêté municipal interdisant cette pratique, ont été « accueillis » à leur arrivée en bas de pente par des gendarmes qui leur ont infligé une amende.

De tous les pays concernés par ces intempéries, c'est l'Autriche qui a été la plus touchée avec les avalanches survenues à vingt-quatre heures d'intervalle, mardi 23 et mercredi 24 février, dans deux villages voisins du Tyrol, Galtuer et Valzur. Vendredi matin, les hélicoptères ont poursuivi leurs navettes afin d'évacuer les milliers de touristes encore bloqués à Galtuer. Parallèlement, les équipes de secours ont continué de creuser la neige à la recherche des corps ensevelis.

Des catastrophes dans tout le massif alpin

18 février
- 1 mort dans le massif du Jura
21 février
ÉVOLÈNE
- 9 morts
1 disparu
9 février
- 12 morts
23 février
- 1 mort, 3 blessés
16 - 25 février
3 randonneurs bloqués durant 10 jours à 3 250 m d'altitude
25 février
- 2 blessés dont 1 grave
25 février
- 1 mort, 1 blessé
23 - 24 février
GALTÜR
- 34 morts
5 disparus
22 février
- 2 morts
Aujourd'hui
- Sur les 10 000 touristes bloqués, 4 000 ont été évacués par hélicoptère
Des centaines de personnes restent bloquées dans les stations de ski des Alpes suisses
FRANCE
SUISSE
AUTRICHE
ITALIE
Métabief
Evolène
Chamonix
Morgex
Puy-St-Vincent
Saint-Véran
Montafon
Galtür
Ischgl

DRAMES HUMAINS

Le bilan provisoire de ces deux avalanches s'établissait à trente-quatre morts et quatre ou cinq disparus, vendredi matin 26 février, selon notre correspondante à Vienne, Waltraud Baryli. A Galtuer, vingt-trois personnes ont été dégagées vivantes de l'énorme masse neigeuse qui a détruit et endommagé plusieurs maisons avant de s'arrêter à quelques pas de l'église. Les victimes sont des touristes allemands, danois, néerlandais et autrichiens. Il n'y a pas de victime parmi les vingt à trente Français qui séjournaient dans cette station au moment de la catastrophe.

Les 300 secouristes, contraints de travailler dans des conditions particulièrement pénibles, ont été confrontés à des drames humains. C'est ainsi que deux femmes d'origine néerlandaise ont perdu leurs maris et enfants dans l'avalanche. Elles étaient parties faire des courses dans le village au moment du drame. Une petite fille a été tuée à son domicile alors que sa mère se trouvait chez une voisine, dont la maison a été épargnée. En revanche, un garçonnet de quatre ans, repéré par un chien, a été dégagé dans un état de mort clinique, après une heure et demie dans la neige, mais a pu être réanimé à l'hôpital.

Après un début quelque peu chaotique, les opérations d'évacuation se sont mieux organisées dans la journée de jeudi. Les personnes désireuses de partir ont été répertoriées et, munies de numéros d'embarquement, elles ont pu se présenter à l'héliport.

Plus de 2 500 touristes ont ainsi été évacués des deux villages par ce « pont aérien » mis en place par l'armée autrichienne, avec le renfort d'hélicoptères américains et allemands. La majorité des 700 habitants, et une partie des touristes, ont cependant refusé de quitter les lieux, les vacanciers ne voulant pas se séparer de leurs biens, voitures et bagages.

NOUVELLE MENACE

Des vols d'évacuation sont également prévus au départ d'Ischgl, deuxième station de la vallée de Paznaun, dont la route d'accès a été bloquée par la neige. Ischgl héberge environ 6 000 touristes dont la majorité n'a qu'une idée : fuir. Une dizaine de psychologues ont été mobilisés dans cette station afin de réconforter les touristes « piégés » par la neige. Vendredi matin, le principal souci restait cependant la météo. Le redoux annoncé constituait une nouvelle menace pour l'ensemble de la vallée.

Après ces différentes catastrophes, l'Autriche se pose la question des éventuelles responsabilités. Galtuer n'avait pas été touchée par des avalanches depuis 370 ans. Ces trente dernières années, la commune a investi 260 millions de schillings (18,9 millions d'euros) dans les systèmes de protection. Dans toute la vallée de Paznaun, des galeries et des murs de protection en béton ont été construits. Etait-ce suffisant ? *« Il ne sera jamais possible de tout bétonner pour écarter tous les risques d'avalanches »*, a fait remarquer le gouverneur du Tyrol, Wendelin Weingartner.

Philippe Broussard
(avec AFP et Waltraud Baryli à Vienne.)

Les catastrophes de l'histoire

Catastrophes naturelles, les avalanches sévissent depuis longtemps. La tragédie la plus connue remonte à 218 avant J.-C., quand Hannibal, selon les écrits de Tite-Live, perdit dans la neige 18 000 hommes, 2 000 chevaux et quelques éléphants lors de la traversée des Alpes. Un autre épisode meurtrier célèbre est survenu à Huascaran, au Pérou, le 10 janvier 1962. Deux avalanches parties de 6 000 et 5 000 mètres s'étaient rejointes dans la vallée, engloutissant huit villages et 4 000 personnes.

La Suisse a été le premier pays à se doter d'un laboratoire d'étude du phénomène, en 1936 à Davos. Lors de la seule année 1951, un millier d'avalanches y avaient fait 75 victimes. En France, la première avalanche décrite date de 1132. Elle avait fait sept victimes au monastère de la Chartreuse. Plusieurs villages ont été engloutis sans que la chronique retienne le nombre de victimes. Il a fallu attendre les 39 victimes de Val-d'Isère, en 1970, pour que la France se dote d'instruments de prévision.

L'« imprudence caractérisée » des trois rescapés de la Vanoise

CHAMBÉRY
de notre correspondant

Epuisés et déshydratés, ayant perdu entre quatre et six kilos chacun, les trois rescapés du massif de la Vanoise ont passé leur journée du jeudi 25 février dans une chambre de l'hôpital de Moutiers (Savoie), où ils avaient été rapidement transportés après leur sauvetage intervenu dans la matinée (*Le Monde* du 26 février). Sauveteurs et médecins ont été surpris du bon état physique des trois naufragés de la neige, qui présentent quelques engelures aux extrémités des mains et des pieds. Christophe Palichleb, un ingénieur parisien, Olivier et Philippe Bourgues, deux enseignants originaires d'une commune proche de Perpignan, ont pris leur petit déjeuner à leur arrivée à l'hôpital. Aucun ne souffrait d'hypothermie, comme on l'avait craint dans un premier temps. *« Psychologiquement, ils étaient très forts »*, a remarqué André Gabry, médecin-chef du service des urgences.

ZÉRO DEGRÉ DANS L'IGLOO

Les trois hommes ont pu survivre vers 3 000 mètres d'altitude en aménageant à la pelle un igloo de 1 m de haut sur 1,50 m de large, enfoui sous une barre rocheuse et sous 7 m de neige, au pied de la pointe de la Rechasse (3 212 mètres). Protégés des vents dominants de nord-ouest et d'une température polaire descendant jusqu'à moins vingt degrés la nuit – celle de l'igloo avoisinant zéro –, ils ont pu attendre les secours, emmitouflés dans des duvets et des couvertures de survie, tout en faisant quelques sorties pour tenter de se repérer et de rejoindre par leurs propres moyens le refuge Félix-[illegible]an, d'où ils étaient [illegible] *réchaud* [illegible] *de* [illegible] membre du personnel de l'hôpital, qui a parlé avec les trois rescapés.

De brèves accalmies de la météo ont été mises à profit par ces derniers pour lancer plusieurs appels sur leur téléphone portable. Des communications fort précieuses pour les secouristes qui tentaient, depuis plusieurs jours, de les localiser avec précision. Le dernier message passé dans la journée de mardi a permis aux ingénieurs de France Télécom de déterminer que les trois hommes se trouvaient à peu près à 12,5 km à vol d'oiseau du relais Itinéris de Courchevel, qui avait capté l'appel. *« Ils ont été retrouvés à 13 kilomètres »*, a précisé à l'AFP un membre de France Télécom, ajoutant, à destination des randonneurs et des sportifs, *« que le téléphone portable ne constituait en aucune manière une sécurité à 100 % puisqu'il ne couvrait pas la totalité des massifs montagneux »*.

Mais une interrogation demeure sur la décision prise par les trois hommes, montagnards confirmés, de s'engager dans une telle course alors que les conditions météo étaient défavorables. *« Depuis quinze jours, on disait que le temps était pourri, que les risques d'avalanche étaient au maximum. Ils n'auraient jamais dû sortir. Un garde du parc de la Vanoise leur avait même dit de ne pas y aller. Prendre ce genre de risque est inadmissible »*, tempêtait, jeudi, dans le hall de l'hôpital de Moutiers, le Dr Jean-Paul Blaise, responsable du service de radiologie qui les avait examinés.

« On peut parler d'imprudence caractérisée », ajoute plus sobrement Bernard Airenti, directeur de la protection civile de Savoie, estimant entre 300 000 et 500 000 francs le coût de l'importante opération de secours qui a mobilisé, pendant six jours, une quarantaine de CRS et de gendarmes de haute montagne ainsi que quatre hélicoptères.

Philippe Révil

Les trois visages de la « mort blanche »

L'ÉPISODE avalancheux qui a endeuillé les Alpes ces dernières semaines devrait connaître un répit dans les prochains jours, le temps relativement doux et l'arrêt des précipitations prévus par Météo France accélérant le tassement du manteau neigeux. Vendredi 26 février, le risque restait néanmoins « fort » : niveaux 3 et 4 sur une échelle de 5 selon les massifs dans les Alpes du Nord. Le manteau neigeux demeure *« faiblement stabilisé dans la plupart des pentes suffisamment raides »*, selon la nomenclature de l'échelle européenne. Autrement dit, le déclenchement d'avalanches est probable, y compris de façon spontanée, sur de nombreux secteurs.

En dépit d'un réseau de surveillance de 140 postes d'observations et des indications fournies par une quinzaine de stations automatiques réparties sur les massifs, la prévision des avalanches reste un exercice aléatoire. Le risque augmente avec l'épaisseur de la couche de neige, en particulier si elle s'accumule rapidement, explique Jacques Villecrose, prévisionniste « avalanche » de Météo France à Grenoble, qui rappelle qu'*« en Haute-Savoie, il en est tombé cinq mètres en trois épisodes »*. Le déclenchement d'une avalanche est aussi fonction de conditions locales, telles que l'état antérieur du manteau, la force et la direction des vents, mais aussi de la qualité de la neige, de la structure de ses cristaux.

NUAGE DE POUDRE

Ce sont ces facteurs qui façonnent les trois visages de la « mort blanche » : l'avalanche de neige récente (poudreuse) ; celle de neige humide ou de fonte ; celle dite de plaque dure (type plaque à vent). La catastrophe d'Orres, à Chamonix (*Le Monde* du 26 janvier) est due à une avalanche du premier type. Constituée de poudreuse froide et peu dense (moins de 200 kg/m³), elle se caractérise par un double écoulement, au sol, et en aérosol, ce qui la rend difficilement canalisable. D'autant que le nuage de poudre, qui provoque un effet de souffle, peut dévaler les pentes à 200 km/h.

Les avalanches de neige humide ont été les plus nombreuses ces derniers jours. *« Le redoux et les pluies, qui ont atteint 1 800 à 2 000 m, ont alourdi le manteau neigeux »*, explique Jacques Villecrose. Plus lentes que les précédentes (20 à 60 km/h), elles sont plus denses et possèdent un fort pouvoir dévastateur. Même si elles sont, en principe, mieux canalisées par le relief et, pour cette raison, *« provoquent moins de surprise »*. Les versants sud risquent, avec le redoux et l'ensoleillement accru, d'être, ces jours-ci, le théâtre de tels écoulements.

Les avalanches de plaques, enfin, le plus souvent déclenchées par le passage d'un skieur, interviennent sur un manteau dense formé par le vent, qui se casse de façon très nette, sous l'effet d'une faible surcharge. Elles ont été moins nombreuses ces derniers jours, mais uniquement parce que nombre de remontées mécaniques et de pistes étaient fermées. La réouverture progressive des domaines skiables ne doit pas faire oublier la prudence : les skieurs hors-piste sont particulièrement touchés par ce type d'avalanche.

Hervé Morin

★ Il est possible de consulter un bulletin d'estimation des risques d'avalanche, réactualisé quotidiennement à 16 heures, au 08-36-68-10-20.

Une situation « remarquable mais pas exceptionnelle », selon les météorologues

DEPUIS la fin janvier, l'est de la France et plus particulièrement le nord des Alpes connaissent des conditions d'enneigement importantes, qui se sont traduites par des avalanches meurtrières, des routes fermées et des villages complètement bloqués. Pourtant, en dépit des tragédies qui ont endeuillé la montagne, les météorologues considèrent que *« cette situation est remarquable, mais pas exceptionnelle. Elle a été provoquée par un mécanisme météorologique associé à une situation classique en hiver »*, explique Patrick Galois, de Météo France.

Ce mécanisme résulte de la position respective de deux masses d'air aux caractéristiques très différentes l'une de l'autre : l'anticyclone des Açores, qui transporte de l'air doux d'origine tropicale ; et la dépression islandaise, chargée d'air froid provenant du pôle Nord. Le premier est installé dans sa position hivernale normale, assez bas en latitude et assez loin de la France, qu'il ne protège pas des perturbations. La seconde, vaste et active, est située un peu plus à l'est qu'à l'ordinaire, vers la mer du Nord.

La rencontre de ces deux masses d'air donne naissance à des perturbations qui suivent *« un flux de nord-ouest rapide en direction de l'est de la France »*. Conséquence : depuis la fin janvier, trois *« épisodes très perturbés »* ont traversé le pays, l'un entre le 26 et le 29 janvier, un autre entre le 5 et le 10 février, et le troisième du 17 au 23 février.

UNE FOIS TOUS LES DIX ANS

Ces perturbations chargées d'humidité et poussées par un vent rapide ont buté sur la barrière montagneuse constituée par le massif alpin et se sont principalement déversées sur les versants les plus exposés, au nord-ouest. Avec pour résultat des chutes de neige qui ont parfois atteint des quantités phénoménales, comme à Flaine et à Avoriaz en Haute-Savoie, où elles totalisent une hauteur de 5 mètres. L'obstacle montagneux franchi, les perturbations ont continué leur chemin, mais en ayant perdu une partie de leur agressivité.

Une telle situation, qui est *« du domaine de la variabilité climatique normale dans la zone tempérée »*, se produit en moyenne une fois tous les dix ans. Ainsi, pendant l'hiver 1987-1988, *« il est tombé en quinze jours 5 mètres de neige sur la Savoie »*, rappelle Patrick Galois. En janvier 1981, cette région a connu des conditions météorologiques identiques à celles d'aujourd'hui, avec le même flux de nord-ouest. Elles ont provoqué de nombreuses avalanches et permis à Bourg-Saint-Maurice (Savoie), situé à 850 mètres d'altitude, de battre son record de chute de neige (1,50 mètre). Mais, à l'époque, les conséquences ont été moins désastreuses, notamment parce que les chutes de neige ont eu lieu en dehors des vacances scolaires. Enfin, un autre épisode très neigeux a également eu lieu pendant l'hiver 1977-1978. Nous sommes donc, selon les météorologues, *« dans notre climatologie normale »*.

Certains spécialistes, tel Roger Newsen, directeur des modèles climatiques au sein de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), constatent néanmoins que le blocage des courants humides sur les Alpes est concomitant à une vague de froid exceptionnelle qui sévit sur le grand nord scandinave, et limite partiellement les grands mouvements d'air. Ils se demandent s'il n'y a pas là un lien à établir avec les changements observés ces dernières années, notamment le réchauffement de la planète. Mais, s'ils n'excluent pas un éventuel impact de ce réchauffement ou du phénomène climatique El Niño, qui a déferlé sur la planète entre avril 1997 et juin 1998, les scientifiques se disent généralement incapables de le vérifier.

Christiane Galus

Le premier mis en examen de l'affaire de la MNEF a été remis en liberté par la justice togolaise

Les magistrats français craignent de ne pas pouvoir obtenir l'extradition de Bruno Pelletier

Interpellé à Lomé le 12 janvier, Bruno Pelletier, premier mis en examen du dossier de la MNEF, a été remis en liberté, le 17 février, par la justice togolaise. Cette décision, qui est intervenue neuf jours avant l'examen, le 26 février, de la demande d'extradition française, inquiète les magistrats parisiens. Ils craignent que l'ancien dirigeant d'Efic, une société de courtage en assurance liée à la MNEF, prenne la fuite.

UN MOIS après son interpellation au Togo, Bruno Pelletier, mis en examen pour abus de confiance ainsi que faux et usage de faux dans l'affaire de la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF), a été remis en liberté et assigné à résidence, le 17 février, à Lomé. Cette libération, *qui est intervenue neuf jours* avant l'examen, par la chambre d'accusation togolaise, de la demande d'extradition de M. Pelletier adressée par la France, a créé *un vif émoi* au *tribunal de grande* instance de Paris.

Les enquêteurs craignent que cette libération facilite l'éventuelle fuite de Bruno Pelletier, *présenté comme un protagoniste* important de ce dossier qui pourrait, à terme, éclairer les conditions de financement illicites de certaines formations politiques. Les raisons *« médicales et humanitaires »* qui motivent cette décision rendent d'autant plus perplexes les magistrats français que les problèmes de santé invoqués par la justice togolaise – le diabète – n'avaient jamais été mentionnés au cours des rencontres, sur place, entre M. Pelletier et un *représentant des autorités judiciaires* françaises. Enfin, le parquet de Paris n'a été averti de la levée de l'écrou extraditionnel que le 24 février, soit sept jours *après sa remise en liberté effective.*

Les juges d'instruction parisiens Armand Riberolles et Françoise Néher, chargés du dossier de la MNEF, *avaient délivré deux mandats* d'arrêt à l'encontre de M. Pelletier. Ils doivent se rendre prochainement au Togo pour entendre l'intéressé. Bruno Pelletier, *qui fut camarade de promotion de* l'ancien président de la MNEF, Olivier Spithakis, a été appelé par ce dernier, en 1990, pour diriger une société de courtage en imprimerie, Efic, *qui gérait de nombreux* travaux d'impression pour le compte de la mutuelle étudiante. Il a quitté l'entreprise en 1993 et s'est rendu au Togo pour s'occuper des fonctions au sein d'une radio locale. Mis en examen en 1987, M. Pelletier a ensuite été condamné pour abus de biens sociaux, *faux en écritures* et usage de faux, pour ses activités au sein de la régie publicitaire de Radio-Nostalgie dans plusieurs grandes villes françaises. Olivier Spithakis a *toujours affirmé ignorer les démêlés* antérieurs du dirigeant d'Efic avec la justice.

INVESTISSEMENTS HASARDEUX

Selon l'enquête sur les activités de la MNEF et de ses filiales, entre 1990 et 1993, le déficit d'Efic, évalué à 15 millions de francs, n'aurait pas pu exister sans la mise en *place de pratiques financières* frauduleuses. Les enquêteurs auraient ainsi découvert de nombreuses fausses factures adressées à Efic par des sociétés jugées fictives. *A en croire* les policiers, les sommes extraites de la trésorerie d'Efic auraient été consacrées au financement de campagnes électorales, notamment celles du premier secrétaire de la fédération PS de Paris, Jean-Marie Le Guen, qui fut salarié de la MNEF, et de Jean-Christophe Cambadélis, député et *numéro deux du Parti socialiste.* Selon les éléments réunis par les policiers de la brigade financière, Efic aurait également travaillé pour le compte du RPR et de *Jacques Toubon, en particulier* lors des élections municipales de 1993.

Une partie du trou financier aurait également *été creusée* par le *train de vie des dirigeants d'Efic et* les investissements hasardeux réalisés lors de la création d'un journal qui n'est jamais paru. Afin de sauver Efic de la liquidation, la *MNEF aurait établi, en 1993,* un montage financier permettant de renflouer les caisses. La mutuelle a couvert, à hauteur de 5 millions de francs, une partie du passif, et *créé une filiale, la Société parisienne* d'impression (SPIM), qui a repris les actifs d'Efic.

Jacques Follorou

Les mésaventures de la carte Landes Campus

TOULOUSE
de notre correspondant

La société mutualiste étudiante du Sud-Ouest (Smeso), *réputée proche de l'UDF*, a annoncé, jeudi 25 février, qu'à la suite de l'une de ses plaintes le tribunal administratif de Pau avait condamné, en décembre 1998, le conseil général des Landes, présidé par Henri Emmanuelli *(PS), pour le financement* d'une carte vendue par la MNEF aux étudiants landais. En 1991, le département s'était engagé à prendre à sa charge 100 % du coût de la carte pour les boursiers et 50 % pour les non-boursiers. Landes Campus proposait notamment une assurance responsabilité civile et une assurance individuelle accident pour moins de 200 francs.

Cette aide a été jugée illégale par le tribunal saisi en 1995 de plaintes pour *« excès de pouvoir »* par la Smeso. Les juges ont estimé que *« de nombreuses compagnies d'assurance* [proposaient] *des prestations adaptées à la situation des étudiants »* et qu'aucune *« carence de l'initiative privée »* ne justifiait l'intervention de la collectivité au côté de la MNEF. *Le* jugement a donc annulé le budget primitif de 1995 du département, qui prévoyait une somme de 200 000 francs pour la *carte Landes Campus.* Le conseil général des Landes a annoncé son intention de faire appel, estimant *« être dans le cadre de ses attributions légales dans la mesure où cette prestation s'inscrit notamment dans ses missions relevant de l'aide sociale et de l'aide médicale »*. Les services de la carte devraient être momentanément suspendus.

« UNE QUESTION DE PRINCIPE »

La Smeso estime que sa concurrente bénéficiait d'un traitement privilégié et chiffre son préjudice financier à 960 000 francs depuis 1991. La mutuelle affirme que le nombre des bénéficiaires de la carte Landes Campus avait presque doublé de 1992 à 1994 *« grâce à l'aide providentielle accordée par le département des Landes »*. *« Ce n'est pas un problème financier mais une question de principe »*, note Jacques Breillat, vice-président de la Smeso, qui dénonce une inégalité de traitement. La mutuelle du *Sud-Ouest* avait demandé en vain une aide similaire au conseil général. Les dirigeants de la Smeso souhaitent que d'autres accords passés *entre la MNEF et des collectivités* locales soient dénoncés. *« On est en phase de veille et on attaquera systématiquement toutes les aides illégales »*, prévient M. Breillat, qui a saisi le réseau national des sept autres mutuelles étudiantes régionales (MER). Pour le *délégué général* des MER, Pierre-Yves Le Dœuff, c'est tout le système de la Carte Jeunes qui doit être remis à plat au niveau national. Inventée en 1981 dans la région Aquitaine puis étendue à toute la France en 1984 par le premier ministre, Laurent Fabius, la Carte Jeunes a été concédée en 1994 par la ministre de la jeunesse et des sports, Michèle Alliot-Marie, à une société privée dont la MNEF détient désormais l'essentiel du capital. L'actuelle ministre, Marie-George Buffet (PCF), a annoncé son intention de relancer la Carte Jeunes lors d'un *conseil des ministres, le 27 janvier.*

Stéphane Thépot

Le FN débouté de ses poursuites en diffamation dans l'Hérault

LE TRIBUNAL correctionnel de Montpellier a débouté le président du groupe FN au conseil régional de Languedoc-Roussillon, Alain Jamet, et son parti, *qui poursuivaient en diffamation le directeur du Théâtre* des Treize Vents, Jean-Claude Fall. M. Jamet reprochait à M. Fall d'avoir notamment déclaré dans un entretien accordée à *La Gazette de Montpellier*, après l'élection de Jacques Blanc à la présidence de région avec les voix du FN : *« Les nazis ne sont pas sur le point de prendre la région : ils l'ont prise (...). Vous voulez quoi ? Qu'on attende que les gens soient gazés pour commencer à alerter l'opinion ? »*.

Le tribunal a pris en compte un démenti publié par l'hebdomadaire reconnaissant que l'association directe faite entre les nazis et les conseillers régionaux était un raccourci de la rédaction. Pour les juges, les propos de M. Fall ne constituent pas une diffamation car ils ne sont qu'*« une opinion exprimée dans le cadre d'une interview polémique »*, relevant de *« la réflexion politico-historique »*. M. Jamet et son parti ont été condamnés à verser solidairement 10 000 francs de dommages et intérêts à M. Fall. M. Jamet a annoncé qu'il fera appel du jugement.

L'harmonisation européenne des diplômes en discussion

LA CONFÉRENCE des chefs d'établissements d'enseignement supérieur a examiné le projet du ministre de l'éducation nationale relatif à l'harmonisation européenne des diplômes, jeudi 25 février au Collège de France à Paris. Cette réunion a été l'occasion, pour Claude Allègre, *d'annoncer qu'un projet de texte sur la création d'une licence professionnelle* dans les universités devrait être publié en mars.

Selon André Legrand, premier vice-président de la Conférence des présidents d'université (CPU), *« la question du calendrier de la réforme n'a pas été évoquée »*, mais *« nous avons demandé qu'elle ne soit pas réalisée à coûts constants »*. De son côté, la Conférence des directeurs d'écoles et de formations d'ingénieurs (CDEFI) a fait connaître son impatience à mettre en place un mastaire d'ingenierie (bac + 5) afin d'améliorer *« la lisibilité internationale »* du diplôme d'ingénieur. *« Nous souhaiterions sa création dès octobre prochain »*, a indiqué Guy Gautherin, son premier vice-président.

DÉPÊCHES

■ **ARCHIVES : des menaces de sanctions pèsent sur deux conservateurs** détachés par le ministère de la culture aux Archives de Paris, Brigitte Lainé et Philippe Grand, *qui ont témoigné au procès intenté* par Maurice Papon à Jean-Luc Einaudi pour *« complicité de diffamation »*. *Intervenant au procès, jeudi 11 février, Brigitte Lainé, oralement et Philippe Grand, par écrit, avaient expliqué que les archives du parquet de Paris, dont ils ont la charge, confirmaient largement les affirmations de M. Einaudi, notamment sur le nombre de morts à l'issue de la manifestation. Un appel initié par le MRAP, signé par une quarantaine de personnalités, apporte son soutien aux deux fonctionnaires qui « ont fait preuve de conscience et de courage civique ».*

■ **POLICE : une marche silencieuse en mémoire du policier mort à Saint-Etienne** dans la nuit du 16 au 17 février a réuni près de cinq mille personnes jeudi 25 février dans les rues de la ville. La veuve de Jean Correia, décédé dans un accident de voiture lors d'une course poursuite, était en tête du cortège. *Un homme de trente-sept ans a été* mis en examen dans l'information judiciaire ouverte après la mort du fonctionnaire.– *(Corresp)*

■ **JUSTICE : Anthony Sauve a été condamné à dix-sept ans de réclusion criminelle** par la cour d'assises de Paris, jeudi 25 février, pour *avoir provoqué la mort de deux homosexuels qu'il avait endormis* avec un sédatif afin de les voler (*Le Monde* des 25 et 26 février). Nina Arsmann-Arsic, sa compagne à l'époque des faits, a été condamnée à cinq ans de prison, dont un ferme, pour le délit de *« recel habituel »*. Un troisième accusé, Benoît Pouplin, ami du couple, a été condamné à un an avec sursis pour le *« recel d'objets mobiliers provenant de vols »*.

CARNET

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

– Sylvie Kauffmann, Pierre Buhler et Nicolas,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Alexandre,

à *New York, le 18 février 1999.*

1143 Fifth Avenue,
New York, NY10128 - USA.

Ana FLAVIA et Francisco REZEK
ont la joie d'annoncer la naissance de

Ana Clara,

à Paris, le 23 février 1999.

8, rue du Mont-Aigoual,
75015 Paris.

– Donatella Patrimonio,
Mudjid Amghar,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Matteo,

le 19 février 1999.

18, rue Cadet,
75009 Paris.

– Bienvenue.

Marceau.

Marie-Claude et Alistair MacLAREN,
Henriette et Martial GÉRARDIN,

tes *grands-parents, sont heureux* de t'accueillir dans le Monde.

Félicitations à
Anne et Matthieu.

Anniversaires de naissance

Grand-Père Bernard,
soixante-dix ans.

Sept petits-enfants qui te souhaitent un joyeux anniversaire.

Marc, François, *Nicolas, Sophie,* Antoine, Ludovic, Clément.

Décès

– La direction générale exploration production d'Elf Aquitaine et ses collaborateurs
ont le regret de faire part du décès de

M. Jean-Jacques BURGER,

survenu le 22 février 1999,

et présentent à sa famille leurs sincères condoléances.

M. Burger, ingénieur géologue, a, au cours de sa carrière dans le groupe Elf, occupé de nombreux postes à responsabilité, notamment en Afrique du Nord et en France.

Il a également développé les activités du groupe au Cameroun et présidé la filiale de 1973 à 1982.

– On nous prie d'annoncer le décès du médecin général (CR) de la marine

Adrien CARRÉ,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur du Mérite maritime,
chevalier des Palmes académiques
de l'Académie de marine (h),
de l'Académie de Bretagne,

dans sa quatre-vingt-onzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi *27 février 1999*, à *11 heures*, en l'église Saint-Clément de Nantes.

12, rue Henri-IV,
44000 Nantes.

– Jean-Charles Legris,
président de la compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles,
Et les membres du conseil régional,
ont la tristesse de faire part du décès de

Denis DESPRÉS,
membre du conseil régional de Versailles
de 1987 à 1988 et de 1991 à 1994.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 27 février 1999, à 9 h 30, en l'église Notre-Dame de Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir).

– Plougonvelin.

Nous avons la douleur de faire part du décès de

M. Jean KERBRAT,

survenu le *23 février 1999*, à l'âge de soixante-seize ans.

De la part de
Alma Alessio,
son épouse,
Sylviane et Jean Le Martret,
Catherine et Jean-Luc Kerjouan,
Pascal et Françoise Kerbrat,
Yannaïh et Claude Maugnier,
Xavier et Chantal Kerbrat,
ses enfants,
Ses petits-enfants,
Et de toute la famille.

Les obsèques seront célébrées dans l'intimité familiale.

– Mme Jeannine Mortier,
son épouse,
Anne-Claire et Bruno,
Pierre (†),
Jean,
Emmanuel et Christine,
ses enfants,

Hélène, Antoine, Coline et Alice,
ses petits-enfants,

Mme Pierre Brisset,
M. et Mme Pierre Brisset
et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Jacques Rebuffat,
leurs enfants et petits-enfants,
Mme Antoine Mancini,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Claude Targe,
leurs enfants et petits-enfants,

ont l'immense peine de faire part du décès de

Auguste Jacques MORTIER,

survenu subitement, le 23 février 1999, à l'âge de soixante-douze ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 1er mars, à 14 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine.

26, rue de l'Eglise,
92200 Neuilly-sur-Seine.

– Mme Andrée Levy,
son épouse,
Michel Levy et Agnès Combes,
Le docteur Erik et Mimie Möller,
ses enfants, gendre et belle-fille,
Bernard et Florence Levy,
Gilbert et Graciane Levy,
ses frères et belles-sœurs,
ont la tristesse de faire part du décès de

Harry LEVY,

survenu le 23 février 1999, à Paris.

L'inhumation a eu lieu au cimetière du Montparnasse, dans l'intimité.

11, rue Roli,
75014 Paris.

– *Christian et Isabelle Clamens,*
Sophie Clamens,
Eric et Julie Schneider,
ses enfants,
Sibylle,
Jean-Philippe, Emilie, Sarah, Esther, Flora, Salomé, Adèle,
ses petits-enfants,
Anita et Manuel Lucbert-Rind,
René et Gisette Rind,
ses sœur, frère, beau-frère, belle-sœur,
Laurence Bocage,
Didier, Alain et Christophe Rind,
ses nièce et neveux,
Michel et Odile Piot
et leurs filles,
ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Margaux SCHNEIDER,
née RIND,

survenu à Paris, le 23 février 1999.

La cérémonie d'adieu aura lieu le mardi 2 mars, à 9 heures, au crématorium du Père-Lachaise, entrée Gambetta, rue des Rondeaux, 75020 Paris.

Ni fleurs ni couronnes.

17, rue Varet,
75015 Paris.
« Les Lauriers »,
629, chemin de l'Hubac,
06250 Mougins.
23, avenue Robert-Schuman,
92100 Boulogne.

– *Marie-Rose et André Michard,*
Laurence et Jean-Pierre Puel,
ses enfants,
Sylvie et Rémi,
Philippe et Marie-Paule,
Fanny et Antonin,
Marjolaine et Olivier,
ses petits-enfants,
Sonia, Sarah, Ivan, Paul,
Baptiste, Matthieu, Lise et Jeanne,
ses arrière-petits-enfants,
Fifine et Michel Césari,
Michèle Lévy et Jean Gobert,
Mme A. Cassuto,
Mme J. Sarda, Mme L. Puel,
Les familles Cassuto, Lévy, Sarda, Césari,
Ses parents et tous ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Gisèle PUEL,
née CASSUTO,

survenu le 24 février 1999.

Elle sera inhumée le 27 février, à 14 h 30, à Belcaire (Aude), auprès de

Edouard PUEL,

son mari.

10, rue des Jeûneurs,
75002 Paris.
9, place de Rungis,
75013 Paris.

– *Palikao, Saint-Laurent-du-Var.*

Jules TORDJMAN,

apprécié de tous pour sa bonté, sa générosité et sa tolerance, vient de nous quitter.

De la part de
Mme Marie Tordjman, née Benichou,
Ses enfants et petits-enfants,
Ses parents, amis et proches.

Un dernier hommage lui a été rendu au crématorium de Nice, ce vendredi 26 *février 1999.*

Anniversaires de décès

Adrien,

mon petit frère, tu partais il y a deux ans.
Maintenant, je t'emmène aux vents.
Souvenez-vous de ses quinze ans.

Frédéric Couderc.

– *Le 27 février 1996, il y a trois ans,*

Jacques BARQUISSAU

partait vers d'autres rivages...

« Il est auprès de nous...
Mais lui, il marche dans les vents
du monde. »
Rainer Maria Rilke.

Son épouse, Simone Tardy-Barquissau.

– *Il y a dix ans nous quittait*

Mme Annette HAMOU,
née AZUELOS.

Ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants,
Et ses amis,
se souviennent d'elle et de son époux,

Samuel HAMOU,

avec affection et tendresse.

– A tous ceux qui ont connu et aimé

Michel LÉVY (X70),

une pieuse pensée est demandée en ce vingt-septième anniversaire de sa mort.

Alice RIVAZ,
1901-27 février 1998.

Pêcheuse, bergère des mots.

Souvenir

– *In memoriam.*

André BEN SAMOUN

disparaissait accidentellement le 26 février 1998.

Souvenirs douloureux.

Communications diverses

ANCIENS DE CHAPTAL,

le 12 mars, à Chaptal, 45, boulevard des Batignolles, Paris-8e, *auront lieu*, à 18 heures, l'assemblée générale de l'Amicale et, à 20 heures, le dîner au lycée.
Inscription avant le 6 mars avec chèque de 175 F à l'ordre AEC, chez Galmard, 91, rue Caulaincourt, Paris-18e.

Les races rustiques retrouvent le chemin des fermes

L'uniformisation de l'agriculture a entraîné une régression de la biodiversité du cheptel, menaçant ainsi un patrimoine culturel. De nombreux programmes de sauvegarde, à finalité aussi économique, tendent à renverser cette tendance

LAQUEUILLE (Puy-de-Dôme)
de notre envoyé spécial

Les giboulées de neige qui s'abattent en rafales altèrent à peine la beauté devinée du paysage. La nationale 89 serpente au sud des Dômes, dans la chaîne des Puys, partie nord du parc naturel régional (PNR) des Volcans, le plus grand de France. A 1 000 mètres d'altitude et à une quarantaine de kilomètres de Clermont-Ferrand, Laqueuille, petite bourgade de trois cents cinquante habitants, vivote de son agriculture de montagne et de l'élevage de bovins.

C'est à l'entrée du village que se trouve l'exploitation de 53 hectares, dont 10 en estives (pâturages d'été d'altitude), de Gérard Prugne, l'un des trois éleveurs de la région à se consacrer uniquement à la vache ferrandaise, race robuste et rustique locale qui a bien failli disparaître des paysages des monts Dore et du Livradois. Authentique auvergnate, apte à la marche et au travail en terrain difficile, parfaitement autonome, pie noir ou pie rouge à la belle robe barrée, poudrée, aux caractéristiques cornes en lyre à l'extrémité noire, la ferrandaise réunit un faisceau de qualités qui a poussé des éleveurs passionnés, séduits par sa double richesse lait-viande, à se battre pour sa préservation.

UN AVENIR PRÉSERVÉ

Elle revient de loin la belle ferrandaise ! De 168 000 têtes en 1901 dans les élevages auvergnats, elles n'étaient plus que 70 000 en 1930. L'après-guerre et les années 60 furent noires. Le cheptel est réduit à une centaine de femelles. Mais, depuis 1977, elle bénéficie d'un programme de conservation dont le PNR des Volcans d'Auvergne est maître d'œuvre avec l'appui technique de l'Institut d'élevage (IE) et avec l'Association pour la sauvegarde de la race bovine ferrandaise.

Son avenir semble préservé ; le cheptel est en constante progression (198 femelles en 1990, 500 en 1997 dont vingt-cinq taureaux en insémination artificielle). Sa situation génétique est saine. Une remontée qui fait plaisir à Gérard Prugne, fier de son troupeau de trente-quatre têtes – qui lui donne 130 000 litres de lait par annuité – et surtout d'avoir participé, contre vents et marées, à la renaissance d'une race gravement menacée. *« C'est sûr, nous apparaissions comme des marginaux quand nous avons décidé d'élever uniquement des ferrandaises,* dit-il. *Mais notre tenacité a payé. Maintenant, les gens peuvent bien voir que nous arrivons à nous en sortir économiquement avec cette race de notre terroir. »*

Même passion et même discours chez Michel Gauthier, président de l'Association de sauvegarde et éleveur heureux de cent ferrandaises, à Récoléine, sur la commune de Nébouzat. *« Nous sommes des irréductibles petits Gaulois »*, plaisante-t-il en parlant de la poignée d'éleveurs qui vivent de cette race : *« S'il doit y avoir un avenir pour la ferrandaise, cela ne dépend pas uniquement de nous. Il faut que les pouvoirs publics le veuillent... »*

Dans son rapport « Patrimoine animal, patrimoine rural : contribution à la vie du territoire », remis en 1994 au premier ministre, Edouard Balladur, Gérard Larcher, sénateur (RPR) des Yvelines, déplorait le très net *« resserrement »* des effectifs des espèces animales domestiques autour de quelques races. *« Comme les agriculteurs pour les végétaux,* constatait-il, *les éleveurs ont concentré leurs efforts sur un petit nombre de races et de variétés à hauts rendements. L'évolution majeure n'est pas celle des effectifs qui, à l'exception de ceux des chevaux et, dans une moindre mesure, des caprins, ne connaissent d'effondrement spectaculaire. En revanche, la diversité des espèces animales et la dispersion de leurs effectifs entre de nombreuses races se sont singulièrement réduites au cours des dernières décennies. »*

La concentration des effectifs sur quelques races est particulièrement évidente en élevage bovin. Ainsi, le troupeau français compte 35 races : 12 d'entre elles ont chacune moins de mille sujets, et 15 autres ne forment que 4 % de l'effectif total. Les races ovines ne sont guère mieux loties : 27 existent alors que l'on en recensait 35 en 1947. La même situation caractérise les porcins : 9 races en 1953 alors que 6 composent 1 % du troupeau national quarante ans plus tard. Avec les bouleversements du monde agricole depuis la seconde guerre mondiale, il y a donc eu véritable danger : risque de perte irrémédiable d'un riche patrimoine animal, appauvrissement de la biodiversité avec pour corollaire la difficulté à assurer la variabilité génétique indispensable au progrès génétique futur. Fort heureusement, la conservation des races animales menacées de disparition est considérée par un public de plus en plus large et par les chercheurs comme une nécessité absolue. Toutes espèces confondues, des « renaissances » spectaculaires sont signalées, comme celle de l'antique poney noir de l'Ariège dit de Mérens, classé cheval de loisir depuis deux ans. D'une centaine de sujets il y a trente ans, on en compte désormais deux mille.

Jean-Louis Vergne, animateur du réseau national Races en péril (créé en 1994), le constate : *« Les raisons du déclin de nombreuses races ne sont plus d'actualité. Mais, une fois une race génétiquement préservée, il faut envisager sa rentabilité économique et trouver un débouché à ses produits, garantie de l'intérêt du petit éleveur. »*

Pour Dominique Planchenault, du Bureau des ressources génétiques (BRG, créé en 1983), unique en Europe, *« la France joue un rôle moteur au niveau européen pour la caractérisation, la gestion et la préservation des ressources génétiques »*. L'Union européenne, également sensible à la préservation des races, a adopté deux réglementations en la matière. Elle s'appuie en cela sur la convention de Rio entrée en vigueur en 1993. Si la plupart des races bovines et porcines françaises bénéficient de programme de sauvegarde, les moutons, eux, sont moins protégés.

Ali Habib

La résurrection du porc noir du Pays basque

Le pie noir du Pays basque, que l'on retrouvait sous plusieurs autres appellations essentiellement dans les Pyrénées-Atlantiques et dans les Hautes-Pyrénées, était en 1981 en voie d'extinction. D'où le programme de conservation lancé par l'Institut technique du porc (ITP) et l'Institut national de la recherche agronomique. *« Il ne s'agissait pas de faire un acte de collection,* précise Michel Luqué de l'ITP, *mais de faire en sorte que les éleveurs en vivent. »* Pari réussi : en 1994, la race est déclarée sauvée avec 100 truies et 25 verrats chez 15 éleveurs. Aujourd'hui, avec une filière reconstituée, 25 éleveurs de la vallée approvisionnent l'entreprise de salaison, exemple concret d'un développement durable voulu en tant que tel. Alors qu'ailleurs, notamment en Bretagne, les producteurs s'insurgent contre la dégringolade des cours – ils sont descendus jusqu'à 5 francs le kilo –, l'association des éleveurs de porcs de race basque commercialise sur une base de 18 à 22 francs le kilo une viande de qualité.

Le cheval de trait dans la ville

Bernadette Lizet, ethnologue, chercheur au CNRS, a consacré trois ouvrages de référence sur le cheval, dont *Champ de blé, champ de course. Nouveaux usages du cheval de trait en Europe*, (édition J.-M. Place, 1996). La Mission du patrimoine ethnologique l'a chargée de réaliser un inventaire des expériences en cours pour la réintroduction du cheval de trait et son usage professionnel, notamment dans les villes : *« On cherche ainsi à favoriser des liens entre des catégories d'acteurs en état de conflit, à rééquilibrer l'image de la cité et ses rapports avec la campagne »*, précise l'ethnologue. Nettoyage des rues, ramassage des ordures dans les parcs, débardage, surveillance dans les zones sensibles périurbaines, le panel des activités est multiple. Le cheval de trait est devenu *« un bien collectif qu'il faut transmettre dans son intégralité aux générations futures »*. Sa réutilisation participe à la sauvegarde du patrimoine rural animal.

Tondeuses écologiques à moindres frais

ASSURER la protection de l'environnement dans les zones difficiles d'accès comme dans les régions à forte déprise agricole n'est pas une sinécure. L'utilisation d'engins mécaniques se révèle souvent aléatoire et fort coûteuse. Pourtant, l'animal domestique peut, avec bonheur, être un outil de gestion efficace et peu cher dans la conservation de ces milieux. Avec les bouleversements qu'a connus le monde rural au lendemain de la seconde guerre mondiale, on avait petit à petit « oublié » cette pratique naturelle. Mais les choses sont en train de changer, et l'on redécouvre l'utilité de l'équin, du bovin, du caprin, de l'ovin et même du porcin pour le débroussaillage et le débardage, d'autant que la revalorisation des races menacées ou en très faible effectif va de pair avec celle des milieux dont elles sont originaires.

Créé en 1993, le réseau Espace (Entretien des sites à préserver par des animaux conduits en extensif) s'attache justement à encadrer et à valoriser, sur des sites protégés d'intérêt biologique et paysager, ce mode d'entretien écologique. Vingt-trois sites pilotes structurent ce réseau national, avec des surfaces pâturées qui varient de 10 à 170 hectares, localisées en majorité en zones humides. Tous ont pour objectif de maintenir ou de restaurer des milieux ouverts par un pâturage extensif mono-spécifique ou mixte.

Ainsi, en Gironde, le poney landais, race menacée extrêmement rustique, est utilisé de concert avec des vaches Casta sur la réserve naturelle du marais de Bruges et avec des vaches marines sur la réserve des étangs de Cousseau. Une opération de gestion des friches et d'entretien des fonds de vallée est menée, avec succès, sur une centaine d'hectares par les responsables du parc naturel régional des Vosges du Nord avec des bovins Highland.

LES EXEMPLES ABONDENT

Le landes-de-Bretagne, une race de mouton relique, petit et maigre, décrié et méprisé, à la chair triste, en voie de disparition, est employé, fort heureusement pour sa pérennité, comme « tondeuse » écologique pour entretenir les berges des marais de Sené et à Carnac pour assurer un retour à une végétation de type lande basse, gravement endommagée par l'afflux des visiteurs entre les alignements.

Pour restaurer le marais du Grand Hazé, le conseil général de l'Orne a eu l'idée de faire venir des chevaux camarguais à l'entretien facile et qui ont prouvé leur efficacité dans ces milieux humides. En se nourrissant de jeunes pousses de bouleaux et de saules, ils empêchent, à moindres frais, un reboisement anarchique. Mais aussi, avec cette opération, les élus et les promoteurs de l'expérience ont réussi à faire évoluer les mentalités des habitants qui, désormais, sont convaincus de l'intérêt écologique du marais et éprouvent une attention soutenue pour « leurs » chevaux.

Les exemples abondent de cette réutilisation des animaux domestiques pour la gestion des espaces naturels : brebis limousines sur le plateau de Millevaches, cheval pottiok dans les Pyrénées...

Par ailleurs, dans certaines contrées de montagne, la gendarmerie nationale utilise également des races de chevaux locales (aux pieds sûrs et endurantes à la marche) pour leurs tournées de surveillance. De leur côté, les sapeurs-pompiers sont plutôt favorables, notamment dans le sud de l'Hexagone, aux expériences menées ici et là par des personnes privées ou des collectivités locales qui réintroduisent ovins ou mulassiers *pour débroussailler les espaces boisés* et empêcher, ainsi, la propagation d'éventuels feux.

A. H.

L'arsenal de Toulon signe un important contrat avec l'US Navy

TOULON
de notre correspondant

La Direction des constructions navales de Toulon (DCN) a remporté l'appel d'offres lancé par la marine américaine pour le carénage du bateau amiral de la VI[e] flotte en Méditerranée, le *La Salle*. La DCN sera le maître d'œuvre à la tête d'un regroupement d'entreprises varoises – les Constructions navales et industrielles de Méditerranée (CNIM) et Sonocar – et marseillaises – Travofer, spécialisée dans la chaudronnerie, et Marine Technologies, dans les moteurs. Le navire, qui déplace 14 650 tonnes en pleine charge, doit rejoindre Toulon prochainement. Les travaux, d'un montant de 150 millions de francs (23 millions d'euros), portent sur une remise en conformité. Ils devraient durer six mois et nécessitent au total 400 000 heures de travail.

C'est la première fois depuis dix ans que l'US Navy fait appel à un chantier non américain pour de tels travaux. Les six cents marins du *La Salle* séjourneront sur une barge-hôtel que l'armée utilisait à Mururoa. Deux cents *supervisors*, ingénieurs civils et militaires, sont aussi attendus venant de Norfolk : pour ces visiteurs, les chambres de commerce de Marseille et du Var, qui se sont unies pour aider à conquérir ce marché, veulent soigner l'hôtellerie, la restauration, le tourisme industriel ou ludique.

UNE IMAGE D'EXCELLENCE

Le préfet, le président du conseil régional et les présidents des deux chambres de commerce ont salué ensemble ce succès, jeudi 25 février, à Marseille. Selon eux, outre qu'il donne à la région une image d'excellence dans un secteur en difficulté, il ouvre la porte à d'autres opérations techniques pour les navires de la VI[e] flotte, car la proximité du chantier du théâtre d'opération a pesé pour l'obtention de ce marché.

En mai 1998, le ministre de la défense, Alain Richard, avait confié la réparation du pétrolier-ravitailleur *Le Var* à un chantier privé marseillais, l'arsenal de Toulon, se révélant, selon lui, trop cher. L'arrivée du *La Salle* permet aux organisations syndicales de rappeler la compétitivité de leur établissement. Ce nouveau contrat intervient alors que le contrat « Mouette » d'entretien des frégates saoudiennes touche à sa fin. La CFDT rappelle que les effectifs de l'arsenal sont passés de 6 000 à 3 500 en cinq ans.

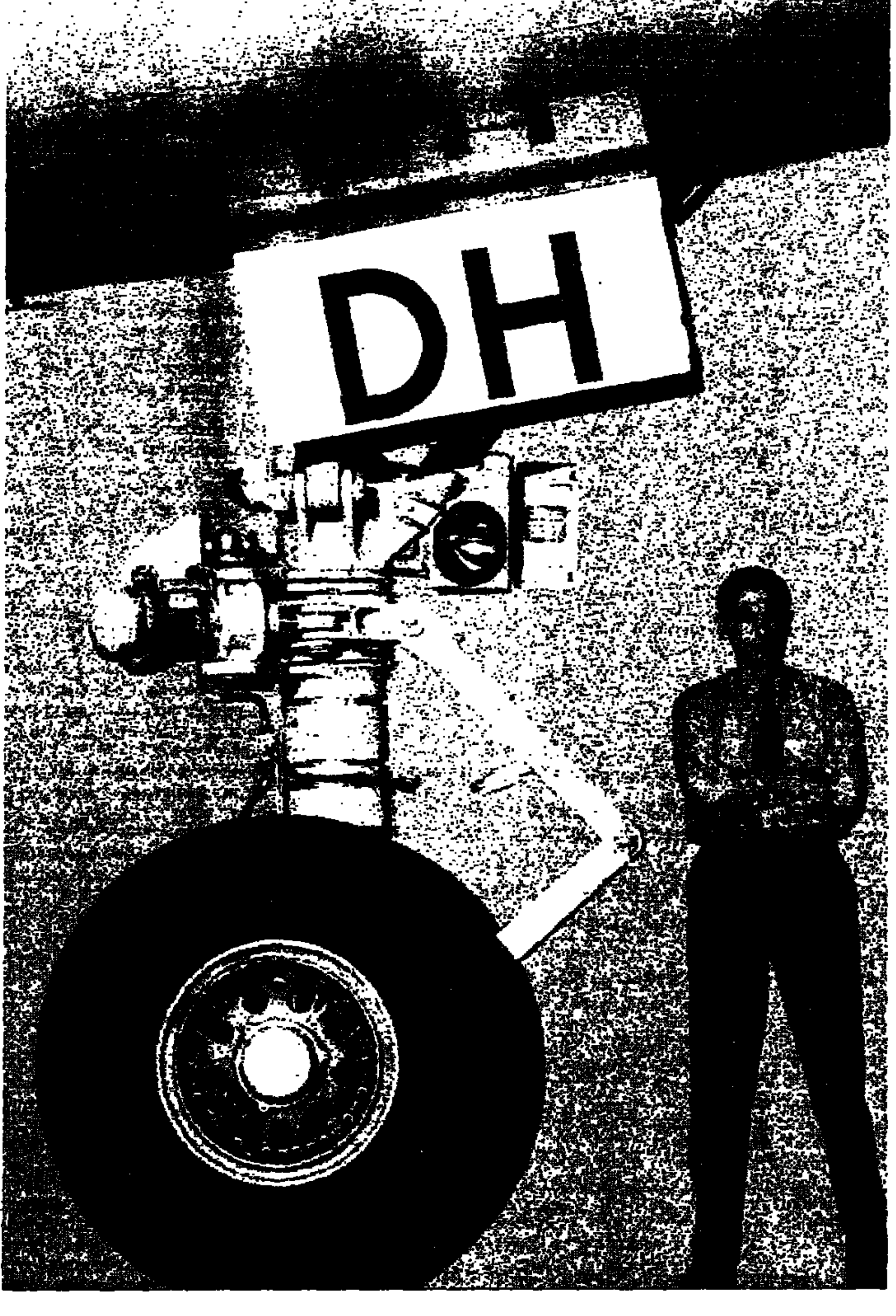
José Lenzini

DÉPÊCHE

■ **GRENOBLE : selon un sondage commandé par la Métro** (la communauté de communes de Grenoble) *dans le cadre de* l'avant-projet d'organisation des déplacements urbains à l'horizon 2010, sur 5 000 habitants de l'agglomération interrogés par BVA, plus de 70 % se sont déclarés *« favorables »* au développement des transports en commun, 44 % l'estimant *« prioritaire »* sur l'aménagement d'un nouvel ouvrage routier, le tunnel de la Bastille. La création de nouvelles lignes de tramway ou le prolongement des deux lignes existantes apparaît à la fois comme la mesure *« la plus efficace pour améliorer les conditions de déplacement dans l'agglomération »* (50 % de réponses favorables), et la moins controversée. 35 % des interviewés classent cependant le tunnel routier sous la Bastille au quatrième rang des mesures à prendre. C'est le 5 mars que la Métro devrait officiellement fixer les orientations du futur plan de déplacements urbains (PDU).- *(Corresp.)*

Jean-Cyril Spinetta, patron à cinq pattes

Petit-fils de cégétiste, fils d'un militant de la SFIO et neveu d'un des fondateurs de Force ouvrière, le patron d'Air France a conquis les marchés boursiers. Une gageure pour cet homme de gauche modeste et discret



E. DE MALGLAIVE

FAUT-IL, pour faire un « grand » patron, être mégalomane, brutal et sans scrupule ? Un père Fouettard, dont le talent se mesure à l'aune des licenciements et de la terreur qu'il inspire ? Si l'on s'en tient à ce modèle, consacré par les médias et les dîners en ville, Jean-Cyril Spinetta est aussi peu « grand » patron que possible. Homme de cœur et de principes, le PDG d'Air France est modeste, discret, sympathique, ne cherche pas à paraître autre chose que ce qu'il est et fuit les effets de manche et le parisianisme. *« Un mec normal »*, disent ses contempteurs, *« qui ne donne pas l'impression d'être supérieur »*, pis, *« qui aime faire plaisir »*, autant dire un égaré...

Il sourit, mince, élégant, attentif. Cette image de patron gentil, trop gentil, d'homme de dossiers doué pour les négociations mais sans panache, il ne fait rien pour la démentir. Par fierté et par principe. L'identification des grands groupes à la personne de leurs dirigeants lui paraît absurde. La mise en scène, la médiatisation inutiles. *« Les faits parlent pour le chef d'entreprise »*, dit-il simplement.

Les faits, en l'occurrence, sont pour lui. Car l'homme de dialogue sait aussi être coriace, têtu à l'occasion. Il a toujours rempli avec succès les tâches qu'on lui confiait, sans sacrifier ni sa réserve ni son humour. Avec, en prime, l'amitié de ceux – supérieurs ou subordonnés – qui ont travaillé directement avec lui.

Tous l'attestent : l'image colportée est fausse. Jean-Cyril Spinetta, assure Jean-Pierre About, son ancien directeur général à Air Inter, *« a une capacité d'écoute rare chez les dirigeants, mais c'est un homme d'une très grande rigueur intellectuelle et morale »*. *« C'est tout sauf un mou*, dit un syndicaliste, *plutôt une enclume : on peut taper dessus, il ne bouge pas ! » « Si vous cherchez du clinquant, de l'autoritarisme, ce n'est pas ça ! »*, ajoute Michel Delebarre, dont Jean-Cyril Spinetta a été trois fois directeur de cabinet, *« C'est un chic type, fidèle en amitié, qui place l'action dans la durée, mais qui réussit ! »*

UN homme de gauche devenu patron, et qui le resterait... de gauche ? On avait fini par croire que c'était impossible. Jean-Cyril Spinetta est pourtant ce patron à cinq pattes. A son arrivée à la tête d'Air France, il y a dix-huit mois, c'est peu dire qu'on l'attendait au tournant. Succédant à un PDG charismatique, Christian Blanc, dans une entreprise convalescente, qui a toujours aimé les chefs *« flamboyants »*, la tâche était rude. Force est de reconnaître qu'il s'est jusqu'ici tiré de tous les pièges. Comme il avait jadis pacifié Air Inter et les aiguilleurs du ciel, il a non seulement survécu à une grève dure des pilotes d'Air France, sans se coucher ni mettre le gouvernement à genoux, mais il a aussi conclu une trêve sociale de trois ans avec toutes les catégories de personnel et, pour finir, conquis les places boursières !

Après l'ouverture du capital et l'échange salaires-actions négocié avec les pilotes, il devra désormais gérer avec trois partenaires : l'Etat, toujours majoritaire, les marchés (avec environ 35 % du capital) et les salariés (avec environ 15 %). Un exercice pionnier qu'il accepte avec sa simplicité coutumière. *« Ma vie sera plus compliquée mais je vis cet équilibre plutôt comme une force : dans l'entreprise comme ailleurs il faut des contre-pouvoirs qui s'expriment. »* Un silence. *« Je suis peut-être un peu rêveur... »*

Rêveur ne veut pas dire naïf. Jean-Cyril Spinetta est un humaniste sincère, issu d'une lignée de militants de gauche, tous Corses, tous républicains, austères et profondément respectueux de l'expression collective. On ne plaisante pas avec le droit de grève chez les Spinetta. Mais on assume : Jean-Cyril a fermement refusé d'indemniser les jours de grève en juin, contrairement à l'usage maison. Cela lui paraissait incongru.

Il a de qui tenir. Son grand-père, cégétiste et ingénieur des Arts et Métiers, dirigeait la Verrerie ouvrière d'Albi, modèle des coopératives de production salué par Jean Jaurès. Son père, ingénieur des Ponts et Chaussées, devenu directeur de la construction au ministère de l'équipement, était membre de la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière). Il présida l'Office universitaire de recherche socialiste (OURS) créé par Guy Mollet au début des années 70. Son oncle, ingénieur des mines, fut l'un des fondateurs de Force ouvrière. *« On parlait beaucoup de politique à la maison. »* L'engagement, *« était quelque chose de naturel, dans l'ordre des choses »*.

Parfois, le samedi après-midi, son père l'emmenait au ministère. Pour s'occuper, le jeune Jean-Cyril lisait le *Journal officiel*. *« Je n'y comprenais rien, mais je voyais un monsieur qui signait tous les textes : le président du conseil. Je n'imaginais pas qu'on puisse signer quelque chose qu'on n'avait pas écrit, et j'étais rempli d'admiration pour ces hommes capables de pondre toutes ces lois. Jusqu'à dix-douze ans, je considérais les hommes politiques comme des surhommes. »*

C'est peu dire qu'il est tôt tenté par la carrière politique. Littéraire, passionné d'histoire, il est attiré par l'enseignement. La morale corse et républicaine exigeant de solides études, il entre à l'Ecole nationale d'administration (ENA). Marquée par l'esprit de Mai 68, la promotion Charles-de-Gaulle est particulière : c'est la seule qui refuse à une majorité des deux tiers d'intégrer les grands corps. Jean-Cyril milite plus qu'il ne travaille, à la CFDT, puis au Cérés (Centre d'étude, de recherche et d'éducation socialiste) dès 1971, où il rencontre, entre autres, Didier Motchane, Jacques Maillot, Edwige Avice, et Christian Pierret. Sorti de l'ENA en 1972, il choisit le ministère de l'éducation nationale où il crée la section socialiste. Il participe à la campagne municipale de Jean-Pierre Chevènement à Belfort puis se lance dans l'arène. En 1975, il passe tous ses week-ends à Evreux (Eure) dans la perspective des municipales de 1977 et des législatives de 1978.

Mais en avril 1976 sa vie bascule lorsqu'il découvre que son second enfant, Isabelle, est sourde de naissance. Oublié le militantisme, il s'investit complètement dans le handicap. L'homme de cœur prend le pas sur l'héritier de la gauche. *« Sans cette rupture, il serait aujourd'hui ministre »*, assure un ami. Après des mois de tâtonnements douloureux entre les tenants du langage des signes et ceux de l'oralisme, il découvre, par hasard, une nouvelle méthode américaine, inconnue en France : le langage parlé complété (LPC).

Les résultats sont si spectaculaires qu'il crée avec sa femme une association et passe un week-end sur deux à promouvoir la méthode. Il ne décrochera qu'en 1988, mission accomplie : la méthode est désormais reconnue et Isabelle, totalement autonome, suit aujourd'hui des études supérieures. La politique le rattrape par surprise en 1981. François Mitterrand élu président, ses copains – et ceux de son père – se retrouvent au pouvoir. Lui est entré en 1978 au secrétariat général du gouvernement ; il prend la tête du Service d'information et de diffusion (SID) du premier ministre, avant de revenir, en 1983, à l'éducation nationale, à la demande d'Alain Savary, qui cherche un directeur des collèges.

En 1984 il a quarante et un ans et redécouvre le sens de son engagement : Michel Delebarre, ministre de l'emploi, le nomme chef de cabinet. Chômage, flexibilité, travaux d'utilité publique (TUC), formation en alternance, la matière est entièrement nouvelle mais il se passionne. *« C'était un type clair, sympathique, très, très rigoureux. Je m'en suis félicité : il savait diriger une équipe »*, raconte Michel Delebarre. Jean-Cyril Spinetta a l'art de faire travailler – beaucoup – dans la bonne humeur ; dans tous ses postes, il se fera de vrais amis. Aujourd'hui encore, la « bande à Delebarre » se revoit périodiquement.

En 1988, après une brève traversée du désert, ils se sont retrouvés « chez eux », dans un ministère élargi aux affaires sociales. Quelques mois plus tard, toujours derrière Michel Delebarre, ils abordent un nouveau secteur : les transports. Epineux : les accidents se succèdent, les conflits aussi. Jean-Cyril Spinetta se découvre un talent précieux : la négociation.

Gitane au bec, il écoute, écoute encore jusqu'à l'épuisement, pour finalement mettre le doigt là où ça fait mal, et trouver l'issue. Il règle ainsi définitivement, entre autres, le conflit en ritournelle des aiguilleurs du ciel. *« J'ai une capacité d'écoute inépuisable car j'y prends un réel plaisir. C'est intéressant d'écouter les gens. On arrive à saisir la vraie nature du problème. Souvent c'est long, mais si on aborde une négociation en regardant sa montre, ça ne marche pas. »* Corollaire : il est toujours en retard...

Le magicien du dialogue social trouve un emploi à sa mesure en prenant, en 1990, la tête d'Air Inter. Il a quarante-sept ans, sa carrière administrative est faite. Entre l'apprenti PDG et l'entreprise turbulente se noue une véritable idylle. *« Venant du ministère, il était suspect. Mais il est entré en contact avec cette entreprise »*, se souvient une ancienne de la société. Sans cadeaux excessifs – la politique sociale de son prédécesseur avait été infiniment plus généreuse –, la paix sociale revient.

> « C'est tout sauf un mou, dit un syndicaliste, plutôt une enclume : on peut taper dessus, il ne bouge pas ! »

CETTE complicité est cimentée par le tragique accident du Mont Sainte-Odile. Le 20 janvier 1992 à 19 h 30, l'avion disparaît des radars. Il s'en souvient comme d'hier : *« C'est abominable. Quand on a fait ça, plus rien de grave ne peut vous arriver. Tous les problèmes sociaux ou de carrière paraissent sans importance. »* Sur les lieux, face aux familles, puis dans l'entreprise traumatisée, pendant des semaines l'homme de cœur sait trouver les mots, les gestes. *« Il est apparu comme il est : sensible, courageux, d'une haute valeur morale »*, dit un collaborateur. Un an après, la justice inculpe deux cadres, il demande à être inculpé à leur place, estimant que l'entreprise, globalement, n'a pas failli par négligence. Depuis, il retourne tous les ans au Mont Sainte-Odile, le 20 janvier.

En 1993, le transport aérien français entre dans une zone de turbulences : tandis qu'Air France chancelle, l'ouverture accélérée de l'espace à la concurrence impose à Air Inter des adaptations stratégiques. Le nouveau ministre, Bernard Bosson, les refuse. Jean-Cyril Spinetta ne flanche pas et démissionne le 14 octobre. La tête haute mais la mort dans l'âme. Le transport aérien l'a fasciné. *« Ce sont des milieux rugueux, compliqués, parfois même un peu pervers, mais très attachants. »*

La seconde traversée du désert se révèle beaucoup plus dure que la première. Il rêve d'entreprise mais les propositions sont rares. *« C'est une assez bonne leçon »*, dit-il. En 1994, il accepte après moult hésitations de rejoindre l'Elysée où il devient conseiller industriel. Il n'est pas mitterrandiste, même plutôt contre, par tradition familiale. Mais il a le sentiment que *« beaucoup de destins, dont le* [sien] *ont été modifiés car le vieux monsieur avait eu le talent de se faire élire »*.

EN mai 1995, la mort de François Mitterrand le replonge dans l'incertitude. Il a été nommé préfet et demande au ministère de l'intérieur une mission, *« même profondément ennuyeuse mais qui corresponde à un besoin de l'administration »*. Rien ne vient. Il démissionne et retrouve l'éducation nationale.

C'est alors qu'il se laisse convaincre par plusieurs amis d'aller à Bruxelles pour découvrir l'administration européenne. Le directeur de cabinet d'Edith Cresson vient de partir, il est plus que compétent en matière de formation. Le choix est malheureux. Malgré les promesses de l'ancien premier ministre, il ne trouve pas sa place dans les méandres de la Commission. S'ajoutent des problèmes familiaux. En avril 1996, il décide de quitter le cabinet. Edith Cresson, qui a *« quelques problèmes relationnels avec l'administration française »*, propose à Jean-Cyril Spinetta un poste d'expert national détaché, à cheval entre Paris et Bruxelles. Un statut courant à la Commission, qui lui vaudra néanmoins d'être accusé par la presse de bénéficier d'un *« emploi de complaisance »*. A tort. *« Il allait vraiment à Bruxelles, il travaillait. Je l'y ai rencontré »*, témoigne Henri Guillaume, ex-commissaire au Plan.

L'affaire ne le tourmente pas outre mesure. Son intégrité est unanimement reconnue. *« C'est tout sauf un magouilleur. PDG ou pas PDG, il n'a jamais changé de vie »*, assure Jeanne Burton, une ancienne collaboratrice à Air Inter. Et Bruxelles n'a été qu'un bref intermède. En 1997, la gauche est de retour. Christian Pierret, Jean-Pierre Chevènement, Martine Aubry, Claude Allègre, le nouveau gouvernement est truffé d'amis. En juin 1997, il s'attelle au programme emploi-jeunes, avec une poignée d'experts. En septembre, il est nommé à la tête d'Air France. Juste revanche. Et vrai pari.

Défaut ou qualité ? Jean-Cyril Spinetta aime s'investir à fond dans les dossiers. Il a trop travaillé dans les cabinets pour ne pas se méfier des notes de synthèse. Il lit tout et traite directement avec les responsables. *« J'ai un côté ruminant*, admet-il. *Je n'ai pas la science infuse. Pour être utile, j'ai besoin de comprendre à fond, d'avoir en tête une synthèse à peu près claire de ce que sont l'entreprise, les métiers, les problèmes. A Air Inter, ça m'avait pris trois mois. Ici cela fait dix-huit mois, ça commence à venir. »* Comme il répugne aux effets d'annonce prématurée, ce silence, cette « digestion », ont troublé une entreprise habituée aux envolées lyriques.

Après un temps d'hésitation, la plupart des salariés ont commencé à apprécier ce patron inclassable, aimable mais ferme, qui *« ne fait pas de bruit mais qui bosse et sait poser les bonnes questions »*. Son ambition : responsabiliser. *« Le président d'une bonne entreprise n'est pas celui qui passe son temps à réunir les gens et à leur faire peur, mais celui qui fait en sorte que chacun se sente responsable et prenne conscience que le compromis entre l'économique et le social est nécessaire. »*

Après l'électrochoc, la méthode douce. Réussira-t-elle ? *« Un bon patron est quelqu'un qui rend les gens de son entreprise heureux »*, assure un cadre. *« Blanc était le type qu'il fallait à l'époque, mais ça n'aurait pas pu durer*, résume une employée commerciale. *Spinetta arrive au bon moment. »*

Véronique Maurus

Kosovo : guérir du syndrome de répétition

par Emmanuel Wallon

TANT que l'Europe balbutiera, l'histoire bafouillera. L'échec partiel de la conférence de Rambouillet répond au succès relatif de la conférence de Dayton. L'actualité du Kosovo fait écho aux événements si proches de la Bosnie, lesquels renvoient aux horreurs d'un siècle obstiné à demeurer. « Pur présent » : cette mention en lettres de néon habite le décor du *Requiem pour Srebrenica* mis en scène par Olivier Py.

Les corps mutilés de Racak nous semblaient presque familiers, après tant d'articles et de manifestes pour dire la prévisibilité d'un tel massacre, de ceux qui l'ont précédé en secret, des autres qu'il annonce. La plupart des spécialistes avaient décrit ce fait patent et sa conséquence probable : que le nationalisme grand-serbe avec son fantasme d'ethnie pure, resurgi auprès de la minorité slave du Kosovo en 1981, menaçait de retomber de nouveau sur la population albanaise, après avoir meurtri Dubrovnik, ravagé Vukovar, puis dévasté les deux tiers de la Bosnie-Herzégovine. Ce genre de conscience impose d'abord le silence. D'avoir placé quelque espoir dans la protection des observateurs occidentaux, les villageois de Racak ont perdu la vie. Pour avoir, malgré l'expérience, trop misé sur la clairvoyance des gouvernements européens, nous crûmes d'abord décent de nous taire.

C'est pourquoi on a peu lu ou entendu la protestation des artistes et des intellectuels qui s'étaient mobilisés pour la défense de Sarajevo de 1992 à 1995. On n'a guère perçu non plus l'appel des militants – encore actifs pourtant, dans de nombreux collectifs – qui gardent fidélité aux victimes de la purification ethnique dans l'ex-Yougoslavie. Voilà peut-être pourquoi Ibrahim Rugova, le dirigeant modéré des Albanais qui réussit dix ans durant à organiser leur résistance non violente, parlait d'une voix faible, comme étranglée par son éternelle écharpe, lorsqu'on l'approchait à Pristina, ou quand il se rendait à Paris, à l'époque où l'Elysée et Matignon jugeaient habile de l'éconduire. Ayant éprouvé que la raison d'Etat dédaigne la raison tout court, il savait aussi que les gestionnaires des affaires étrangères sont sourds aux accents de l'émotion.

Ces derniers, dignes remplaçants des équipes précédentes, n'ont crainte de se répéter, au contraire. Les vieux termes usés d'avoir trop trompé, ils les ont vite recyclés. Les revoici, les belligérants et les parties au conflit que, malgré l'évidente dissymétrie des forces, l'on invite à montrer une égale retenue ; encore une fois les morts qu'on soupçonne d'affabulation, les bourreaux en chef qu'on prie d'enquêter sur les exactions de leurs subordonnés, les soldats de fortune qui feraient mieux de rendre leurs fusils et de cesser toute résistance – pardon ! toute provocation. Il ne manque pas un couplet, pas une figure au ballet bien rodé des conciliabules internationaux, conclus par des menaces assorties de démentis. La presse, heureusement, se laisse moins facilement duper. Les journalistes connaissent les méthodes de M. Milosevic et comprennent qu'on doive arrêter ses crimes dans l'intérêt même du peuple serbe. Il est donc temps de chasser ce sentiment absurde de répétition, pour reprendre la chaîne des analyses et y accrocher des résolutions.

Ceux qui ont pris fait et cause pour la Bosnie multiethnique ne devraient pas avoir peur de se déclarer pour l'autodétermination des Albanais du Kosovo. Oui, les résistants bosniaques étaient pour la plupart animés par un refus viscéral des nationalismes et mouraient pour défendre une société pluraliste. Formant 90 % du peuplement de la « province », les Kosovars de souche albanaise ne sauraient présenter une telle diversité, bien qu'ils aient toujours fait preuve d'ouverture culturelle, de tolérance politique et même d'indifférence religieuse. Ils se battent pour échapper à la sujétion totale qui leur est imposée depuis que le statut d'autonomie garanti par l'ancienne Constitution yougoslave a été brisé en 1989-1990. Ils sont considérés de longue date comme indignes du rang de citoyen, écartés des emplois publics, chassés des écoles et des universités, réprimés par la police et humiliés à tout bout de champ. Aujourd'hui leurs familles encourent l'expulsion, la torture ou la mort en cas de rébellion.

Plus la domination serbe revêt le type colonial et plus leur lutte prend l'allure d'une libération nationale. Appartenant à une génération élevée dans le dégoût de la guerre d'Algérie, les responsables politiques et les intellectuels qui ont choisi le bon côté durant le siège de Sarajevo auraient tort de se désintéresser du sort du Kosovo. Au-delà de la disparité des situations, deux principes doivent les guider : l'urgence d'assister un peuple en danger et la nécessité de contrer le dernier régime raciste d'Europe.

La purification ethnique est pour Slobodan Milosevic un instrument aussi bien qu'une fin. Au Kosovo néanmoins, l'ampleur de la tâche excède les fantasmes du boucher le plus endurci. C'est pourquoi le statu quo armé, ce climat de terreur sans perspective apparente, le satisfait. Son désir de conserver le pouvoir surpasse son ambition d'offrir aux Serbes un Etat homogène : on put le vérifier lors des accords de Dayton et de certains compromis avec les autorités du Monténégro. Quoi qu'il en dise et quoi qu'en pensent les docteurs qui auscultent l'âme de la Sainte Serbie, cette région, ses monastères et ses mines lui importent moins que le contrôle d'un régime dont son entourage tire grand profit.

Entre l'apartheid et le génocide, la marge de manœuvre lui semble d'autant plus large qu'il est parvenu à faire reculer les limites de la tolérance internationale. Son dédain des résolutions de l'ONU et des avions de l'OTAN lui a déjà permis d'engranger d'importants bénéfices politiques. Promus vice-premiers ministres, ses adversaires d'hier, le criminel Vojislav Seselj et le versatile Vuk Draskovic cimentent autour de lui la coalition des nationalistes de tout poil. Personne – pas même Saddam Hussein, expert en la matière – ne fait mieux que lui la différence entre un avertissement et une sanction. Quant aux remontrances, il s'en moque. Aucune solution politique ne saurait donc prévaloir sans contrainte militaire. Il est inutile d'en demander l'autorisation préalable au maître de Belgrade : au contraire il n'envisagera des concessions sérieuses que si la détermination de la communauté internationale lui ôte une part de responsabilité devant son propre peuple.

Les frappes aériennes contre les infrastructures de l'armée serbe peuvent se révéler nécessaires à titre de semonce ou de sanction, mais surtout pour protéger le déploiement de troupes au Kosovo. Seule la présence d'une force d'intervention est susceptible de restituer un sens à la mission de « vérificateurs », quels qu'ils soient, et d'amener le gouvernement serbe à respecter les bases, les modalités et les délais d'un quelconque accord. Pour qu'elle soit capable de se faire respecter, son autonomie de mouvement, la clarté de son mandat, l'unité de son commandement, le droit de faire usage de ses armes comptent sans doute plus que l'ampleur de ses effectifs.

Les tâches de ce contingent ? Garantir le retrait des appareils de répression, rétablir la sécurité des populations, assurer les conditions d'élections démocratiques. Avec l'aide de l'Union européenne et de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), les organes civils ainsi désignés pourront instaurer l'autonomie dans les faits et favoriser la reconversion des unités de l'UCK (Armée de libération du Kosovo) dans une police régulière à majorité albanaise.

Evoquée à Rambouillet, la question du référendum reviendra tôt ou tard sur le tapis. L'obstination de Milosevic à torpiller l'autonomie est cause de la crise actuelle, et les Européens ont manqué une chance de l'imposer quand ils ont ignoré la main tendue par la LDK (Ligue démocratique du Kosovo). Ainsi, les combattants ont chassé les modérés dans le cœur des Kosovars. Que le Groupe de contact clame son désaveu de ce choix n'y changera pas grand-chose. Plutôt que de sacraliser la souveraineté serbe, ses membres feraient mieux de fixer le terme d'une consultation et de faire dépendre les formules qui lui seront soumises du degré de coopération que Belgrade aura démontré entre-temps. En l'absence de mesures de confiance à même d'apaiser les doutes de la population albanaise, on voit mal comment celle-ci se contenterait d'un statut aussi réversible que celui de 1974. Il resterait encore à imaginer la solution d'une république associée à la Fédération yougoslave, à égalité de droits avec la Serbie et le Monténégro. En cas de refus, la perspective d'un Etat indépendant serait alors inéluctable.

La France seule ne peut résoudre tous les problèmes, mais elle doit parler clair. L'Europe tient une belle occasion de prouver qu'elle possède une cervelle et des membres, en plus d'un porte-monnaie. Jusqu'à présent, Hubert Védrine s'est contenté de mettre ses pas dans ceux de Roland Dumas et d'Alain Juppé. Peut-on espérer du ministre et du chef de l'Etat en compétition pour se hisser à la portée du troisième millénaire qu'ils montreront davantage de courage ?

La purification ethnique
est pour Slobodan Milosevic un instrument
aussi bien qu'une fin. Au Kosovo, néanmoins,
l'ampleur de la tâche excède les fantasmes
du boucher le plus endurci.
C'est pourquoi le statu quo armé le satisfait

***Emmanuel Wallon** est maître de conférences en science politique à l'université Paris X-Nanterre.*

Pourquoi je défends les victimes kurdes

par Danielle Mitterrand

J'AI essayé, tout au long de mon existence, de me conformer à une règle de vie toute simple : être toujours du côté des victimes, s'opposer à leurs bourreaux. Ce principe éthique est au cœur de mon engagement socialiste auprès des exclus et des parias qui, des Kurdes aux Indiens du Chiapas en passant par les Timorais, les Tibétains, les sans-papiers et les sans-abri, sont hélas encore légion dans notre monde actuel.

Je ne suis ni naïve ni ingénue : les victimes ne sont pas toujours des anges, pas plus que nous ne le sommes.

J'ai eu un premier contact avec le chef de la guérilla kurde, Abdullah Öcalan, dès sa première réponse aux appels à la paix et j'ai œuvré afin qu'il trouve asile dans un pays européen. L'Europe se prévaut souvent d'être une terre d'asile. Elle a accueilli d'éminents démocrates : Khomeiny, Duvalier, Bokassa... et sait être hospitalière avec les émirs et potentats corrompus du tiers-monde. Mais elle a fermé ses portes au leader kurde en danger de mort, le livrant à ses bourreaux.

Pourtant, la présence d'Öcalan en Europe aurait permis d'arrimer son mouvement à des solutions plus politiques et pacifiques et de favoriser la recherche d'une solution de paix au lancinant conflit kurdo-turc.

Ce conflit dure, sous des formes variées, depuis plus de sept décennies. Il ne se nourrit pas de je ne sais quelles machinations étrangères, comme veulent le faire croire à leur opinion les dirigeants turcs, mais bien de l'acharnement du régime turc à faire disparaître les Kurdes de la surface du globe en tant que peuple distinct doté de sa propre langue, de sa propre culture et de sa propre civilisation.

Auteurs impunis du premier génocide (celui des Arméniens en 1915) et de la première épuration ethnique de ce siècle (l'expulsion de 1 200 000 Grecs d'Anatolie), les Turcs tentent, par un arsenal impressionnant de moyens allant de l'assimilation forcée aux déportations des populations et à la décimation des élites kurdes, de rayer de la carte ce dernier peuple autochtone du pays.

Les Kurdes, que je rencontre depuis une bonne dizaine d'années, sont des gens courageux et fiers de leur identité. Ils ne veulent pas disparaître. Ils résistent, les uns pacifiquement, d'autres en prenant les armes pour résister à la terrible oppression turque qui les broie sans distinction. Car cette oppression est terrible et barbare. Comment est-il possible que l'on puisse, en cette fin du XX[e] siècle, interdire à des millions de gens de pratiquer librement leur langue, de l'enseigner, de l'utiliser dans les médias, d'avoir des groupes de musique ou des clubs de poésie, d'honorer librement leurs ancêtres, de perpétuer leur mémoire collective ? Tous les droits attachés à un patrimoine culturel propre leur sont déniés par un régime qui revendique ces mêmes droits pour les quelques dizaines de milliers de Turcs chypriotes qui occupent, impunément, depuis un quart de siècle, le nord de Chypre. Au cours des dernières années, l'armée turque a évacué et détruit 4 000 villages kurdes, déplacé 3 millions de civils, dévasté et incendié des forêts. J'ai reçu à ma fondation des témoignages de familles de Kurdes tués sous la torture, enlevés, disparus, jetés d'en haut des hélicoptères militaires, brûlés vivants dans leurs maisons incendiées.

Si la résistance à l'oppression est un crime, alors chargeons notre vaillante section antiterroriste du parquet d'interdire *La Marseillaise* pour incitation à la violence.

« Mais le PKK est une organisation terroriste, coupable de meurtres de civils », me dit-on. Soit. Il n'y a pas de guérilla propre, pas plus qu'aucune guerre n'a jamais été propre. Les hommes étant ce qu'ils sont, toutes les guerres, y compris notre Résistance si souvent glorifiée, ont connu des dérives, et des règlements de comptes. Les meurtres de civils perpétrés par le FLN algérien ou l'OLP sont encore dans nos mémoires, et aujourd'hui leurs dirigeants qualifiés naguère de « terroristes » sont devenus nos partenaires. Si certains des membres du PKK se sont rendus coupables de règlement de comptes contre d'autres Kurdes ou de racket, ils auront à en rendre compte selon la loi. Mais pourquoi se mettre dans le pas des Turcs pour diaboliser et criminaliser toute une résistance qui représente une fraction importante de la population kurde ? Pourquoi harceler sur notre sol pour « terrorisme » de malheureux réfugiés kurdes coupables de détenir quelques publications du PKK ou de fréquenter des compatriotes suspectés d'appartenance à ce mouvement ?

Une organisation non gouvernementale (ONG) américaine, réputée proche du département d'Etat, attribue au PKK environ 700 meurtres de civils au cours des quatorze années de guerres. J'ignore combien de ces crimes ont été effectivement commis par des gens du PKK et combien par les forces paramilitaires turques. Seule une enquête indépendante pourrait rétablir la vérité. Comme par hasard, les autorités turques s'opposent à toute tentative d'enquête des ONG étrangères ou turques.

Le pacifiste Sanar Yurdatapan, fils d'un célèbre général turc, que j'ai reçu récemment à Paris, a eu le courage d'aller enquêter sur le massacre, attribué au PKK, d'une douzaine de passagers kurdes d'un minibus près du village de Guçlü Koank. Ayant établi que ce massacre était en fait l'œuvre des forces paramilitaires turques, M. Yurdatapan est en procès devant une cour martiale pour dénigrement de l'armée ! Attention à l'« intox » et à la désinformation turques ! Je dis à nos médias et à nos gouvernements : ne prenez pas pour argent comptant la propagande turque. Si la Turquie est vraiment sûre de son bon droit et du soutien de la population kurde à sa politique, pourquoi ne laisse-t-elle pas les médias et les ONG indépendants aller enquêter librement sur place ? Si Ankara leur interdit l'accès du Kurdistan c'est qu'elle a peur que la vérité soit connue.

La présence d'Öcalan
en Europe aurait
permis d'arrimer
son mouvement
à des solutions
plus politiques
et pacifiques, et de
favoriser la recherche
d'une solution de paix

Nos gouvernements, pour des raisons de Realpolitik et de business, ont, quoi qu'ils en disent, choisi le parti des bourreaux. Ils se livrent concurrence pour vendre à l'armée turque chars, hélicoptères et bombardiers utilisés dans la destruction du pays kurde. La France négocie depuis des mois la vente à l'armée turque de chars et d'hélicoptères pour un montant de 10 milliards de dollars. Les Kurdes auront ainsi la consolation de voir leur pays dévasté par les armes de « la patrie des droits de l'homme ». Celles-ci doivent sûrement faire moins de mal que les engins de mort de l'impérialisme américain.

Je déplore que mon pays, au nom d'intérêts mercantiles à court terme, perde son âme et sa dignité. Je déplore que l'Europe, qui aurait pu et dû être le messager universel de la démocratie, des droits de l'homme et de la paix, ne soit qu'une zone de libre-échange dotée d'une monnaie.

Elle aurait pu parler d'une seule voix, agir de concert pour amener la Turquie à la raison, la conduire à faire la paix avec ses 15 millions de Kurdes en leur reconnaissant enfin leur identité, leur dignité. Privée d'âme et de courage, soumise aux pressions américaines et au chantage turc, elle a choisi de se taire, de se ranger du côté des bourreaux et de leurs puissants protecteurs.

Simple citoyenne, moi, j'ai choisi mon camp : celui des victimes, une fois de plus. Et j'irai jusqu'au bout. Et vous qui me lisez, que faites-vous ? Faites-le savoir.

***Danielle Mitterrand** est présidente de la fondation France-Libertés.*

La pomme de terre nouvelle est arrivée

par Jacques Nefussi

LES pommes de terre que nous achetons aujourd'hui sont lavées et calibrées. Le choix de la variété est facilité par les informations sur leur saveur et sur les utilisations culinaires (frites, purée, soupes, salades, à cuire au four...). Nous pouvons tout savoir sur l'histoire de la pomme de terre que nous achetons : origine des plants, identité des producteurs, des collecteurs-conditionneurs, nature des traitements phytosanitaires des plants et ceux réalisés pendant la production, traitements pendant le stockage, etc. La diversité des emballages permet de répondre à tous les types d'attente. Le stockage à la maison n'est plus nécessaire ; nous avons des pommes de terre fraiches toute l'année. La différence entre la bintje du début des années 90 et ces pommes de terre réside dans les services incorporés qui sont apportés par tous les acteurs de la filière, en particulier par les agriculteurs.

Depuis peu, les activités tertiaires réalisées par l'agriculture suscitent un grand intérêt. Bon nombre d'articles présentent l'agriculteur comme un producteur de services : tourisme, protection de l'environnement, paysage. Il l'est aussi pour l'agroalimentaire. Comme dans les autres secteurs d'activité, la frontière entre les biens (matériels) et les services (immatériels) devient floue. Les produits agricoles sont de plus en plus porteurs de services.

C'est l'évolution des attentes des consommateurs qui est à l'origine de ce changement. Depuis les années 60, les produits alimentaires doivent être faciles à utiliser. Ils doivent aussi permettre de gagner du temps dans la préparation des repas (2 heures en 1960, 30 minutes aujourd'hui). Mais la demande de services s'élargit. Sept grands domaines émergent : les caractéristiques organoleptiques (goût, saveur, maturité), la fraîcheur (pour les produits frais, date limite de consommation), la santé (produits bio, « alicaments »), la sécurité alimentaire (connaissance de l'histoire du produit, garanties concernant la composition des produits et les processus de fabrication), les références culturelles (appellation d'origine contrôlée, Label rouge), la protection de l'environnement (écolabel), l'éthique (le bien-être animal).

L'agriculteur,
producteur
de produits-services
qui apportent
des solutions
à des problèmes

Pour offrir ces services aux consommateurs, il faut que tous les acteurs de la filière agroalimentaire se mobilisent et que le contenu en services des produits agricoles soit lui-même très riche. Ces services produits par les agriculteurs sont de six ordres. L'innocuité des produits agricoles et alimentaires est le premier service attendu. L'homogénéité et la régularité dans le temps des caractéristiques physiques et biochimiques du produit sont des facteurs-clés de l'industrialisation et de l'abaissement des coûts de fabrication. La variété de l'offre constitue aussi un service potentiel. La connaissance du produit et les informations sur le processus productif dont il est issu sont souvent des éléments essentiels de l'optimisation dans la transformation industrielle ou dans la cuisine. Les prestations de services associés aux produits (stockage, délais de livraison, réactivité) sont des services très importants pour les entreprises de la filière agroalimentaire. Les garanties portant sur les produits obtenus par la certification sont des prestations assurancielles qui sont de plus en plus réclamées par les distributeurs.

Dans un proche avenir, l'agriculteur ne sera plus reconnu comme le « producteur de biens agricoles » mais comme un producteur de produits-services qui apportent des solutions à des problèmes : pour l'alimentation, pour créer de nouveaux matériaux, pour protéger l'environnement ou pour produire de l'énergie. Cette partie immatérielle du produit agricole deviendra l'essentiel de la valeur ajoutée des agriculteurs, comme en informatique.

Ce changement de compétences modifie les relations entre les agriculteurs et leurs clients de l'industrie alimentaire ou de la distribution. Ils étaient des producteurs de matières premières indifférenciées qui étaient destinées à la transformation industrielle, ils deviennent des fournisseurs de produits-services parfaitement adaptés à des stratégies de différenciation de leurs clients. Les marges seront au rendez-vous de cette nouvelle valeur ajoutée. Si les clients sont satisfaits.

***Jacques Nefussi** est professeur d'économie de l'entreprise et responsable de l'UER d'économie et de gestion à l'Institut national agronomique Paris-Grignon.*

Pourquoi je défend les victimes kurdes

La nouvelle Allemagne ou le malentendu social-démocrate

Suite de la première page

Mais tout cela parvient à présent à son terme échu, avec l'émergence d'une nouvelle nation dont tous les repères, toutes les lignes de force ont bougé, parfois pour le meilleur, parfois non : il n'y aura plus jamais de Prusse ; Berlin, riche de ses subventions et pacifiste depuis sa seconde naissance, le Brandebourg et l'Altmark de Magdebourg, vieilles terres de hobereauterie lessivées par le socialisme réellement existant, sont à présent ancrés dans une gauche prudente et timide. Il y aura de moins en moins une social-démocratie, arc-boutée sur un syndicat puissant et des entreprises manufacturières florissantes : la Ruhr redevient verte sans pour autant voter pour le parti du même nom. Il n'y a déjà presque plus de division entre catholiques et protestants. Enfin, le sud de l'Allemagne, ouvert sur l'Autriche par la Bavière et sur la Suisse par la Souabe, est devenu la région motrice du pays, abritant l'essentiel des nouvelles entreprises de haute technologie, les industries culturelles, l'esprit étatique de l'Allemagne de demain, le patriotisme intransigeant qu'on associait volontiers jusqu'ici à l'Allemagne du Nord bismarckienne. Peut-être le nationalisme tout à la fois prospère et ombrageux des cousins proches, l'Autrichien Haider ou le Suisse Blocher, pangermanistes et eurosceptiques tout à la fois, est-il déjà la caricature, facile à déchiffrer, d'un état d'esprit plus nuancé mais bien réel à l'intérieur des frontières de la République fédérale.

REAGANISME TEUTON

On assiste ainsi à l'émergence, à partir de cette Californie bavaroise-souabe, d'une sorte de reaganisme teuton. Le nouveau ministre-président qui règne à Munich, Edmund Stoiber, entend bien en user la dynamique incontestable pour l'étendre à toute l'Allemagne, à travers une OPA amicale de sa CSU bavaroise sur la CDU, orpheline de Helmut Kohl. Ce nationalisme moderne, que l'on aurait tort de prendre pour une résurgence du nazisme, voire du fascisme européen, tend la main vers l'Ouest à la conscience malheureuse des Flamands de Belgique (le président d'Agfa-Gevaert, André Leysen, fut, pur hasard sans doute, le seul *« étranger »* appelé à faire partie de la Treuhand) et même au libéralisme monétariste retrouvé des Néerlandais, chez qui la sévérité tardive mais assertorique de Duisenberg a bien remplacé le keynésianisme rigolard de Sicco Mansholt, le père de la PAC.

Il y a une nouvelle Allemagne, celle de la nouvelle droite montante, qui, pour reprendre le célèbre vers de Lenau, étouffe dans son berceau européen trop étroit : ses soutiens capitalistes, de Daimler à Bertelsmann, s'arriment à l'Amérique, achetant Chrysler ou AmericaOnline, ses troupes veulent à nouveau être fières d'elles-mêmes sans cesser d'être mondialisées. Entre le grand marché transatlantique et la nation menacée dans sa cohérence par les immigrations ottomane (Turcs, mais aussi Kurdes, Bosniaques et Albanais) et est-européenne, il y a certes l'Europe et la France, vieilles passions d'Adenauer et de Kohl ; mais cette Europe-là est d'abord perçue comme demandeuse de subventions, créatrice de règlements, débordante de prêchi-prêcha comme les adorent les Verts soixante-huitards, et, somme toute hostile, en son temps – Thatcher, Mitterrand, Andreotti – à l'unité allemande qu'ont permise les deux amis véritables, Bush et Gorbatchev.

LA LÉGITIMITÉ MORALE

Après le douloureux sacrifice du deutschemark qu'elle a cherché, contre Kohl et Waigel, à empêcher à partir de ses positions de force au sein même de la Bundesbank, la nouvelle droite a donc trouvé son cheval de bataille : l'Allemagne ne paiera plus, ni pour les agriculteurs français, ni pour les régions espagnoles, ni pour les autoroutes polonaises. Son avenir, c'est bien davantage Mercedes en Caroline du Nord, et peut-être demain la transformation de Gazprom et de Lukoil en sociétés mixtes germano-russes, et non cette Europe aux étroits parapets où, faute d'un roi de Prusse, trop d'Allemands travailleraient... pour le roi de France.

Cette nouvelle droite a donc trouvé son cadre géopolitique interne et externe, sa politique économique – le libéralisme anglo-saxon –, ses réseaux d'influence et même ses intellectuels organiques, ce rassemblement de néoconservateurs geignards qui ont fait troupe derrière le manifeste néoheideggérien du poète Botho Strauss, les arguties historiographiques des nationalistes inconsolables à la Ernst Nolte, les ressentiments antigauche, pas toujours infondés ceux-là, de la remarquable veuve de Willy Brandt, Brigitte Seebacher. Il ne manque donc à ce rassemblement en voie d'hégémonie qu'un chef incontestable – ce que n'est pas Stoiber pour l'instant –, une circonstance électorale favorable – elle viendra – et une légitimité morale. C'est là où le bât blesse encore.

Car, c'est vrai, le souvenir du génocide juif rend toujours aussi périlleux l'exercice public d'une telle stratégie nationale, fût-elle accompagnée de déclarations touchantes de fidélité à l'alliance d'outre-Atlantique. La tentative néophyte du vieux stalinien repenti qu'est Martin Walser pour intimider *« ceux qui évoquent l'Holocauste à tout propos »* a fait long feu.

Ici commence le jeu politique de Schröder : à la différence de ses camarades, le chancelier sait depuis le début que la gauche demeure minoritaire et que seule son équation personnelle lui a permis d'assouvir à moindres frais la soif d'alternance du corps électoral ; mais, sur le papier, les électeurs d'opportunité du SPD mêlés aux communistes régionaux de l'Est, aux syndicalistes lafontainiens, aux Verts stagnants et sans idées nouvelles ont permis à la gauche allemande son meilleur score de l'après-guerre, dans un malentendu total. Le chancelier doit donc pour commencer jouer sur les fautes de ses partenaires, et non comme il est accoutumé sur celles de ses adversaires, pour progressivement imposer sa véritable stratégie de centre-gauche, et peut-être demain de nouveaux partenaires, libéraux sans doute, mais surtout chrétiens-démocrates humanistes et sociaux.

DE BONS SYMBOLES

Mais il ne peut pas non plus laisser les Lafontaine et les Trittin multiplier les doubles fautes au service sans se préoccuper de sa propre place, du message qu'il adresse, pour l'instant par-dessus leur tête, à l'opinion inquiète : celle d'un pacificateur qui assume la mondialisation sans y sacrifier le peuple, ce monde du salariat organisé dont il provient en ligne beaucoup plus directe que ses critiques de gauche, celle aussi d'un patriote éclairé qui met le grand dessein européen de ses devanciers au service d'une renaissance calculée et raisonnée de la nation allemande.

Cette démarche a choqué Bernard-Henri Lévy, elle désarçonnera peut-être encore quelques interlocuteurs français habitués à une hypocrisie gênée de leurs partenaires allemands en ces domaines, mais elle est fondamentalement saine : Gerhard Schröder n'est pas Jimmy Carter ; il ne conçoit pas son passage au pouvoir comme une simple transition ouvrant la voie à un Reagan germanique, la dernière saturnale avant la retraite des soixante-huitards d'outre-Rhin dont il n'a jamais fait partie.

Il parle donc de Silicon Valley et de la révolution technologique, de sa stratégie contre le chômage qui ne consiste pas à travailler moins et à gagner davantage..., mais aussi d'une affaire aussi ancrée dans l'espace symbolique que celle du monument prévu à Berlin pour les victimes de l'Holocauste. Et que dit-il ? Qu'il aimerait un lieu d'apaisement et non de monumentalité tonitruante, *« où les enfants pourraient aimer venir jouer »* – ajouterais-je les amants folâtrer...

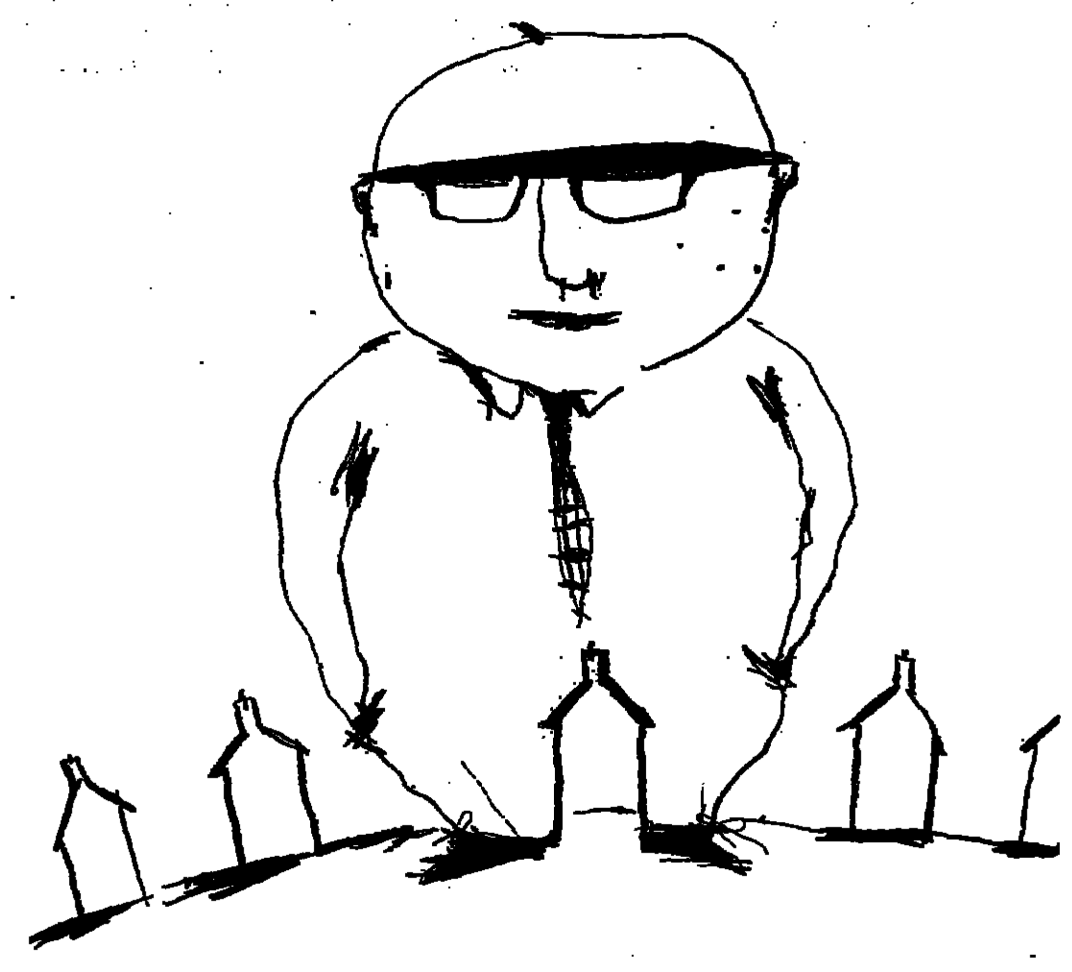
Cela n'a rien d'un sacrilège si l'on conçoit bien ce que ce monument devrait être : non pas une évocation terrifiante du mal que les Allemands ont fait aux juifs – quel peuple supporterait le rappel permanent et architectonique de la plus grande indignité de son histoire, au cœur de sa capitale ? – mais, à mon humble avis, bien plutôt du bien que le peuple juif a apporté à l'Allemagne, particulièrement au cours des deux derniers siècles. Voilà qui ne serait pas utopique, et pourtant loin d'être si simple à mettre en œuvre.

Je sais depuis ma première rencontre avec Gerhard Schröder, en 1978, qu'il veut cette autre Allemagne, je sais qu'il est le seul, par sa maîtrise des bons symboles, à pouvoir rendre effective la démocratie naissante de Berlin, avec un droit du sol équitable pour les Turcs, juste avant que l'islamisme ne triomphe à Ankara, avec une alliance renouvelée et étrangement gaullienne de facture avec la France, juste avant que la monnaie unique ne nous contraigne les uns et les autres aux investissements de modernité aussi indispensables que douloureux, avec une réconciliation enfin sincère avec le monde juif qui repose sur l'estime et l'amitié retrouvée, non sur la mauvaise conscience perverse de ceux qui s'humilient aujourd'hui pour mieux insulter demain.

Seule la mutation difficile qu'entreprend Schröder pourra prévenir, s'il trouve aussi chez nous les concours nécessaires, l'enlisement européen et la victoire continentale de ce national-mondialisme qui, une fois n'est pas coutume pour une contre-révolution, nous vient à l'origine d'outre-Atlantique.

Alexandre Adler
pour Le Monde

Entrepreneur *par Hervé Coffinières*



RECTIFICATIFS

CORSE

Nous avons attribué par erreur, dans *Le Monde* du 26 février, l'étiquette DL à Charles de Courson, député de la Marne et auteur de l'amendement de suppression des arrêtés Miot en Corse. M. de Courson est en fait UDF.

IMMIGRATION

Alain Marsaud, ancien député, nous demande de préciser que, contrairement à ce que nous avons écrit dans *Le Monde* du 6 novembre 1998, il n'était pas présent au colloque organisé en octobre 1997 à l'Académie des sciences morales et politiques sur le thème « Morales et politiques de l'immigration », dont il était fait mention sous le titre « Une virulente polémique sur les données "ethniques" divise les démographes ». *« La République que j'ai toujours servie est une et indivisible,* écrit M. Marsaud, *et je trouve intolérable qu'à l'occasion d'un débat sur une question de cette gravité, on utilise mon nom avec une telle légèreté et que l'on m'impute un système de pensée qui n'a jamais été et ne sera jamais le mien. »* Nous avions mentionné la présence de M. Marsaud en citant la liste des invités au colloque en cause, incluse dans les actes de cette réunion publiés aux Presses universitaires de France.

JUSTICE

Contrairement à ce que nous avons écrit dans Le Monde daté 9 février, le père de François Colcombet, député socialiste et juge à la Cour de justice de la République, n'était pas magistrat mais agriculteur. Il a eu à connaître des dossiers d'indemnisation des personnes contaminées lorsqu'il était conseiller à la 2e chambre de la Cour de cassation, et non lorsqu'il présidait la 2e chambre civile de la cour d'appel de Paris.

DUT-BTS

Dans le guide « Choisir ses études DUT et BTS » paru avec *Le Monde* du 18 février, un certain nombre de résultats concernant les BTS des académies d'Antilles-Guyane, Bordeaux, Caen, Corse et Montpellier étaient absents des tableaux publiés. Tous les résultats manquants figurent sur le Minitel 3615 LEMONDE, mot-clé BTS.

PRÉCISION

INDEMNISATION

Dans notre article consacré aux indemnisations des personnes hémophiles et transfusées contaminées par le virus du sida (*Le Monde* du 17 février), la dernière phrase pouvait laisser croire que le Fonds d'indemnisation n'avait reçu aucune demande en réparation depuis 1992. En réalité, le Fonds, créé en 1992, précisait qu'aucune personne contaminée après l'année 1992 n'avait déposé de demande.

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

L'Europe sans direction

L'EUROPE est, à nouveau, en crise. Comme trop souvent dans son histoire, c'est un marathon agricole impossible – une grande tradition sur le Vieux Continent – qui en est le révélateur. Les quatre journées de négociations menées cette semaine entre les ministres de l'agriculture des Quinze n'ont guère permis un rapprochement des points de vue sur la réforme de la PAC. Les chefs d'Etat et de gouvernement devaient tenter, vendredi à Bonn, de débloquer la situation.

Quelle que soit l'issue de ce sommet informel – et aucune hypothèse ne peut être exclue –, les difficultés actuelles de la construction européenne obligent la France et l'Allemagne à s'interroger sur leur propre stratégie. La crispation agricole n'est qu'un signe d'une dégradation plus générale : depuis Amsterdam et son traité, l'Europe manque de souffle. A Bruxelles, sa commission est affaiblie ; à Bonn, sa présidence semestrielle est mal assurée ; à Paris, la détermination européenne est incertaine. Au lendemain de l'entrée dans l'euro et à quelques mois des élections européennes, l'Europe des gouvernements semble tout faire pour que les peuples doutent de l'Europe. Illisible, l'ambition politique est étouffée sous des négociations techniques ; des querelles franco-allemandes brouillent le message communautaire ; de chaque côté du Rhin, la tentation du repli national paraît gagner du terrain.

L'Europe a changé. L'euro l'a changée. La réunification des deux Allemagnes aussi. En dépit de tout cela, la proximité politique des responsables des deux pays, sociaux-démocrates des deux côtés du Rhin, n'a pas empêché une multiplication des malentendus entre Paris et Bonn, le nucléaire en donnant l'illustration la plus éclairante. Le moteur franco-allemand est en panne : la métaphore, facile, n'en est pas moins vraie. Chacun a sa part de responsabilité dans cette dégradation. Il n'est pas sûr qu'il soit possible de réparer, rapidement, ce moteur. Sans Helmut Kohl, l'Allemagne semble plus préoccupée d'elle-même, comme absente de l'Europe ; la France abrite de nombreux euroréalistes, de gauche comme de droite, européens sans enthousiasme, par obligation plutôt que par conviction. Les deux nations sont travaillées par une crise d'identité, un leadership incertain, un chômage massif, des inégalités régionales ou catégorielles, etc. Autant de facteurs qui rendent leurs gouvernements socialistes « europrudents », abandonnant l'utopie européenne aux seuls écologistes.

Que faire pour que l'Europe réapparaisse comme une nécessité pour les deux pays qui en furent, hier, le moteur ? Que faire pour qu'elle ne soit pas vécue, par les deux peuples, comme une contrainte et un coût financier à supporter ? Comment inventer un grand projet européen, politique, économique et social, mobilisateur et prometteur ? Autant de questions pressantes auxquelles, à Bonn comme à Paris, Gerhard Schröder et Lionel Jospin semblent aujourd'hui bien incapables de répondre. Ce n'est pas tant un moteur qui manque à l'Europe qu'une direction, claire et dynamique.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Erik Izraelewicz *(Editoriaux et analyses)* ;
Laurent Greilsamer *(Suppléments et cahiers spéciaux)* ; Michel Kajman *(Débats)* ;
Eric Le Boucher *(International)* ; Patrick Jarreau *(France)* ; Franck Nouchi *(Société)* ; Claire Blandin *(Entreprises)* ;
Jacques Buob *(Aujourd'hui)* ; Josyane Savigneau *(Culture)* ; Christian Massol *(Secrétariat de rédaction)*
Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ; partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du *Monde*, Fonds commun de placement des personnels du *Monde*, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

L'enseignement du français en Egypte

EN RÉTABLISSANT le français comme principale langue étrangère *dans les écoles primaires et* secondaires, le gouvernement égyptien vient de renouer avec une tradition dont l'origine remonte au-delà de l'expédition napoléonienne. On sait qu'après l'arabe, le français est la langue la plus répandue en Egypte. La presse, l'édition, la production littéraire et artistique de langue française occupent une place de premier plan, tandis que les banques, les entreprises et la plupart des institutions culturelles ou scientifiques emploient un personnel francophone.

Depuis quelques années pourtant, l'enseignement du français dans les écoles gouvernementales avait été singulièrement réduit. Le gouvernement avait même un instant songé à le réduire dans les classes supérieures. Mais, malgré les efforts de certains organismes *anglo-saxons – comment ne pas* évoquer le British Council ? – et d'*éléments musulmans fanatiques*, les membres de l'élite égyptienne, comme ceux des colonies étrangères, n'ont cessé de manifester *leur attachement à notre culture.*

L'argument décisif en faveur du rétablissement de l'enseignement du français semble avoir été le nouveau régime des sociétés étrangères. Aux termes d'une législation récente, ces dernières sont astreintes à employer un personnel composé pour les trois quarts au moins de sujets égyptiens. Il importe donc pour un nombre accru de jeunes gens de se préparer à tenir des emplois dans des entreprises qui, nous l'avons dit, utilisent essentiellement le français comme langue d'affaires.

Edouard Sablier
(27-28 février 1949.)

CONCENTRATION Le regroupement des industries britannique et française de l'aéronautique et de l'armement pose la question de la reprise des négociations au niveau européen. ● LA CONSTITUTION, à moyen terme, d'une grande société européenne intégrée reste d'actualité. C'est le souhait des gouvernements du Vieux Continent. ● CERTAINS INDUSTRIELS, à l'instar de British Aerospace, s'intéressent de près aux possibilités de partenariats non seulement en Europe, mais aussi aux Etats-Unis. ● L'ALLEMAND DASA a conclu un accord dans les missiles avec Lockheed-Martin, et son président vient d'effectuer une visite d'une semaine outre-Atlantique. ● AIRBUS est au centre de ces interrogations. Un conseil de surveillance, début mars, pourrait permettre de faire avancer sa transformation en société anonyme. Ce sera le premier test des intentions des industriels européens.

L'industrie aéronautique européenne en quête de projets d'intégration

Les fusions British Aerospace-Marconi au Royaume-Uni et Aerospatiale-Matra en France ont modifié le paysage. Les groupes du secteur semblent partagés entre une restructuration continentale et la tentation américaine

« L'EUROPE contre les Etats-Unis, c'est dépassé. Il sera de plus en plus difficile d'entrer dans des programmes coûteux sans alliances mondiales. » Cette confidence d'un responsable industriel français, qui préfère garder l'anonymat, éclaire la difficulté de la tâche assignée par les gouvernements à leurs industriels de l'aéronautique et de la défense : construire une grande société européenne intégrée, étape présentée comme nécessaire après les grands regroupements nationaux.

Ceux-ci sont en train de s'achever. Après la restructuration plus ancienne de l'industrie allemande autour de DaimlerChrysler Aerospace (DASA), la fusion entre British Aerospace (BAe) et Marconi Electronics Systems, en janvier, a constitué un bloc britannique occupant le troisième rang mondial. En France, la privatisation de Thomson-CSF, rapproché d'Alcatel, et la fusion d'Aerospatiale et de Matra Hautes Technologies ont dégagé le paysage. Ces grands ensembles, autour desquels gravitent l'italien Alenia, l'espagnol Construcciones Aeronauticas (CASA) et le suédois Saab AB, sont censés entamer désormais un dialogue harmonieux. Et pourtant, certains semblent écouter d'une oreille intéressée les sirènes américaines. Véritable alternative à la construction européenne ? Ou chiffon rouge pour inciter les interlocuteurs du Vieux Continent à s'asseoir autour d'une table ?

Echaudé par l'échec de son rapprochement avec British Aerospace, longuement négocié avant que le britannique choisisse la voie nationale, DASA s'est mis à regarder ostensiblement vers l'Atlantique. Même si la restructuration européenne demeure sa priorité, Manfred Bischoff, président du directoire du groupe allemand, a passé la semaine du 15 février aux Etats-Unis pour se faire une idée des opportunités. Il a rencontré les dirigeants des principaux groupes du secteur, dont Boeing, Lockheed-Martin, Northrop et Raytheon, ainsi que le secrétaire d'Etat à la défense, William Cohen. Ces contacts sont qualifiés de *« très intéressants »* par Christian Poppe, porte-parole de DASA, même si officiellement il n'est pas question de négociations.

Si elle a surpris les partenaires traditionnels en France, la création, mi-février, avec Lockheed-Martin d'une société commune dans les missiles démontre surtout *« l'intérêt des Américains pour des coopérations avec DASA »*, dit-on du côté du groupe allemand, où l'on se refuse à présenter l'opération comme un premier pas vers une alliance transatlantique globale. *« L'alliance avec un groupe américain serait la meilleure chose pour DASA »*, estime pourtant un analyste financier allemand, qui juge que l'idée européenne est morte depuis la décision de BAe de racheter Marconi, au lieu de s'associer à DASA.

Pour le moment, les Allemands disent avoir gelé tout contact avec les Britanniques. En revanche, les pourparlers ont repris avec le français Aerospatiale ces dernières semaines, dans un climat apaisé depuis les vives tensions de la fin 1998. DASA a salué la fusion Aerospatiale-Matra, mais attend des propositions concrètes, en particulier du gouvernement, estimant que l'Etat français doit abandonner toute participation financière dans l'industrie. Dominique Strauss-Kahn et Manfred Bischoff ont évoqué le sujet lors d'une rencontre *« constructive »*, en Allemagne, le 11 février.

NOUVEAUX SCHÉMAS

Outre-Manche, British Aerospace cherche de son côté à imposer de nouveaux schémas d'alliances. En présentant les résultats du groupe, jeudi 25 février, son directeur général, John Weston, a confirmé qu'il n'était plus question de fusionner avec DASA. Il a en revanche remarqué que *« beaucoup de convergences »* existent avec Aerospatiale-Matra, et souligné son intérêt pour l'Italie, l'Espagne et la Suède, où BAe détient déjà 30 % de Saab.

Mais, surtout, il a affirmé que l'intégration européenne devait être menée parallèlement à un rapprochement avec l'industrie américaine. Pour le président de BAe, Richard Evans, l'ambition de BAe reste de constituer *« une société disposant d'un rayonnement vraiment mondial et d'être au centre de la restructuration du secteur »*.

Même les Français semblent nuancer leur doctrine. Si Matra et Aerospatiale continuent de clamer leur foi, Thomson-CSF adopte une position plus nuancée : son président, Denis Ranque, a affirmé, dans une interview à la revue *Air & Cosmos* du 19 février, vouloir *« étendre ses relations »* avec les groupes américains, notamment Raytheon : *« En travaillant ensemble, on apprendra à se connaître. Et nous verrons si les conditions sont favorables pour aller plus loin. »*

Les véritables intentions des uns et des autres se révèleront dès leur prochain rendez-vous, le conseil de surveillance d'Airbus, qui doit se tenir début mars pour renouer les fils d'un dialogue interrompu entre Aerospatiale (37,9 % des parts), DASA (37,9 %), BAe (20 %) et CASA (4,2 %). Au cœur de la discussion, la transformation du groupement d'intérêt économique (GIE) en société anonyme, à laquelle les membres d'Airbus apporteraient leurs actifs industriels et leurs bureaux d'étude.

En décembre 1998, Aerospatiale a bloqué le processus car le groupe français redoutait une fusion BAe-DASA, qui l'aurait mis en minorité. Mais auparavant, Britanniques et Allemands réclamaient une sortie complète de l'Etat français du capital d'Aerospatiale. La privatisation partielle du groupe public – l'Etat conservant de 44 % à 49 % – suffira-t-elle à leur donner satisfaction ? Un seul geste suffirait à débloquer la situation : échanger les évaluations des apports de chacun. Elles sont prêtes, mais n'ont pas été ouvertes à la suite du coup de colère français. Deux autres tests se profilent. D'abord, la candidature d'Alenia, que les Français verraient d'un bon œil entrer dans Airbus. Ensuite, la privatisation de CASA, d'ici à l'été. Aerospatiale est intéressé, BAe également. Les deux groupes seront-ils concurrents pour prendre le contrôle de l'espagnol ? Ou trouveront-ils un terrain d'entente ? L'avenir de l'aéronautique européenne et de son industrie d'armement dépend de ces réponses.

Philippe Ricard et Anne-Marie Rocco

Airbus déficitaire en 1998

Airbus a enregistré une perte d'exploitation en 1998 malgré des ventes records, en raison d'une forte *« pression »* sur les prix, a révélé British Aerospace (BAe), jeudi 25 février, en présentant ses comptes. Le groupe britannique a indiqué que la part de cette perte qui lui incombe s'élève à 25 millions de livres (36,25 millions d'euros). BAe détenant 20 % du consortium, la perte d'Airbus serait, en extrapolant, de 125 millions de livres (181 millions d'euros).

Une sévère guerre des prix oppose Airbus à l'américain Boeing, dont la situation financière est également difficile. Mais Airbus ne peut pas directement réduire ses coûts : ce sont ses membres – le français Aerospatiale, l'allemand DASA, l'espagnol CASA et BAe – qui produisent les tronçons d'avions et les lui cèdent, à des prix de transfert qui n'ont pas été révisés récemment. Chacun des partenaires, même s'il doit inscrire une perte au titre de sa participation dans Airbus, gagne de l'argent en vendant sa production au consortium.

John Weston, le sauveur de British Aerospace

PORTRAIT

Décrit comme un sphinx « à l'autorité tranchante », il ne tient pas l'Europe pour le centre du monde

LONDRES
de notre correspondant à la City

« Nous sommes certes déçus que les résultats d'Airbus ne soient pas meilleurs. N'empêche que, pour la première fois, notre division aviation civile est en bénéfice. Airbus est l'une de nos priorités, car le marché des avions civils est le seul secteur dans lequel nous sommes présents qui soit en réelle expansion. » Il est content, John Weston, directeur général de British Aerospace (BAe). Malgré les pertes d'exploitation du constructeur aéronautique européen *(lire ci-dessus)*, dont la compagnie britannique détient 20 %, les soubresauts du marché et le débit moins généreux du robinet arabe, BAe ne va pas trop mal, merci. Bénéfices en hausse de 17 %, trésorerie bien garnie, carnet de commandes bien rempli… Le numéro trois mondial de la défense, qui vient de racheter son compatriote Marconi, veut jouer un rôle pivot dans la consolidation de l'industrie de la défense des deux côtés de l'Atlantique.

John Weston, quarante-sept ans, que l'on dit proche de l'avionneur américain Lockheed-Martin, ne tient pas l'Europe pour le centre du monde. *« L'objectif de la restructuration actuelle n'est pas de bâtir une forteresse Europe et une forteresse Amérique, mais un processus en vertu duquel, dans quinze ans, il n'y aura plus que deux ou trois groupes à disposer d'un rayonnement planétaire. Il faut donc un ancrage américain »*, explique-t-il lors d'un entretien au *Monde* à l'occasion de l'annonce, le 25 février, de ses résultats annuels.

Le décollage de la fusée Weston date de 1992, époque de la quasi-banqueroute du groupe provoquée par la chute des commandes et les pertes colossales de sa filiale automobile Rover et des avions civils. Engagé par la compagnie nationalisée British Aircraft Corporation en 1974 après des études d'ingénieur à l'université de Cambridge, le jeune industriel assoit sa réputation à Munich, où il planche sur le projet Tornado, dirigé par celui qui deviendra son mentor, l'actuel président, sir Bob Evans. Après la privatisation partielle de la société en 1981, le voilà qui passe au ministère de la défense, avant de réintégrer BAe en 1984 comme directeur des ventes. Sa courte expérience de haut fonctionnaire lui permet de décrocher le fabuleux contrat d'armement Al Yamanah, signé avec l'Arabie Saoudite en 1985 par Mme Thatcher. Aux côtés de M. Evans, John Weston négocie avec succès la seconde phase du « contrat du siècle », un véritable pactole. Puis supprimer des usines et des milliers de postes de travail, améliorer la qualité, moderniser la gestion, et surtout démarcher à l'étranger : aux yeux de M. Weston, c'était, pour le groupe, une question de vie ou de mort. Une gageure réussie. En 1996, notre homme est récompensé pour avoir fait « la sale besogne ».

« C'est un excellent opérationnel, doté d'une indéniable fibre commerciale, mais il est dépourvu de sens stratégique. Il a l'autorité tranchante, passe mal en interne et a des difficultés pour communiquer avec les actionnaires », déclare pourtant un analyste critique de la City. Les Français le soupçonnent d'être pro-allemand, comme l'attestent à leurs yeux ses projets, non aboutis, de rapprochement avec DASA. Si, d'après la rumeur londonienne, il n'aime guère le Français Yves Michot, d'Aerospatiale, ce sphinx, taillé dans la pierre dure et à l'impassibilité presque orientale, décrit comme *« utile »* la fusion entre Aerospatiale et Matra. *« Dès que cette opération de privatisation sera conclue et que BAe aura intégré Marconi, les deux groupes seront liés dans trois joint-ventures, dont Airbus : ce n'est pas rien. »*

Marc Roche

Intel lance le Pentium III, la puce qui dope Internet

LE 26 FÉVRIER, le Pentium III a fait son apparition dans les machines des principaux constructeurs d'ordinateurs. Le nouveau microprocesseur du fabricant américain Intel, leader mondial dans ce domaine, arrive moins de deux ans après le Pentium II, commercialisé le 6 mai 1997 (*Le Monde* du 9 mai 1997). Surprise, le nombre de transistors qu'il contient – 9,5 millions – n'est supérieur que de 26 % aux 7,5 millions que contenait son prédécesseur… De quoi écorner la « loi de Moore », établie en 1973 par Gordon Moore, l'un des fondateurs d'Intel, qui stipule que le nombre de transistors double tous les deux ans. Déjà, les 5,5 millions de transistors du Pentium Pro affichaient, en 1996, un premier décrochage par rapport au Pentium de 1994 (3,1 millions de transistors).

LE CONFORT D'UN CD-ROM

En fait, ce facteur n'est plus aussi essentiel qu'aux débuts des microprocesseurs. D'autres caractéristiques jouent un rôle déterminant en matière de performance de la puce. Intel pousse la fréquence de fonctionnement du Pentium III à 450 et 500 mégahertz (MHz) dès le lancement. Le Pentium II est aujourd'hui commercialisé entre 300 et 450 MHz. Son successeur franchira la barre du gigahertz.

L'architecture et la partie logicielle du composant influent directement sur la capacité de calcul du microprocesseur. Ainsi, les principales innovations du Pentium III résident dans le SIMD (*Simple instruction, multiple data*) et dans l'addition de soixante-dix nouvelles instructions dans le jeu de base qu'il contient. En janvier 1997, le Pentium MMX avait bénéficié de cinquante-sept instructions supplémentaires par rapport au Pentium. A l'époque, il s'agissait de propulser les ordinateurs dans l'univers du multimédia. Aujourd'hui, Intel monte la barre d'un cran : le Pentium III doit offrir le confort d'un CD-ROM… sur Internet.

Relever un tel défi imposait, jusqu'à présent, d'augmenter le débit des informations grâce au câble ou à la fibre optique. Un recours dont la généralisation reste aléatoire puisqu'elle induit une modification de l'infrastructure du réseau. Intel propose une solution qui supprime en partie cette contrainte grâce à la combinaison de deux technologies : le SIMD et les Nurbs. Ces acronymes barbares ouvrent les portes de l'animation en trois dimensions (3D) et en temps réel aux sites de la Toile et aux internautes équipés de simples modems (56 000 bits par seconde).

Le SIMD traite simultanément plusieurs données différentes avec la même instruction. Cette caractéristique se révèle particulièrement précieuse ans les applications graphiques telles que *« le collage d'une texture sur les triangles constituant un objet en trois dimensions »*, explique Jean-Paul Colin, directeur du développement d'Intel pour l'Europe de l'Ouest. Grâce à elle, la cadence d'une animation double. Lorsque le Pentium II sature à dix images par seconde, ce qui rend les mouvements saccadés, le Pentium III atteint près de vingt images par seconde, d'où une meilleure fluidité. Néanmoins, sur Internet, la puissance de l'ordinateur de l'internaute ne suffit pas. Encore faut-il recevoir une quantité suffisante de données. Or la capacité des modems et l'encombrement du réseau limitent fortement ce débit. C'est compter sans les Nurbs…

Cette technologie d'interpolation polynomiale divise par dix la quantité de données nécessaire. Un véritable miracle obtenu en remplaçant le transfert des coordonnées des points permettant de reconstituer les images par celui de formules mathématiques. Ces dernières, traitées à grande vitesse avec la technologie SIMD, recréent les points manquants par interpolation. De nouvelles applications deviennent alors accessibles, telles que le jeu en ligne à plusieurs participants, la transmission de musique en direct lors de concerts ou de voix de qualité CD pendant les conversations téléphoniques via Internet.

Un tel confort rapproche la Toile de la référence incontournable, la télévision. Pour attirer les clients, les sites commerciaux ne peuvent rester inertes et muets. Intel mise en effet sur un développement fulgurant du commerce électronique. Ses estimations prévoient qu'un milliard d'ordinateurs seront connectés à Internet en 2002 et que le chiffre d'affaires du commerce électronique atteindra alors les 1 000 milliards de dollars… De quoi pousser le fabricant à contribuer à la sécurisation des échanges sur la Toile.

Le Pentium III est ainsi doté d'une fonction d'envoi de son numéro de série pour authentifier l'ordinateur. Une aubaine pour les gestionnaires des réseaux informatiques en entreprises, mais une calamité pour les associations de protection de la vie privée. Pour calmer les menaces de boycottage de ces dernières, Intel fournit aux constructeurs d'ordinateurs un logiciel donnant à l'utilisateur le choix d'activer ou non cette fonction. Par défaut, l'option restera inactive. Mais des rumeurs propagent déjà la crainte du piratage qui serait capable d'actionner le mouchard à l'insu des internautes.

Michel Alberganti

Le numéro un du microprocesseur bousculé par la concurrence

EN LANÇANT le Pentium III, Intel, numéro un mondial des microprocesseurs, tente en abaissant le prix de ses anciennes puces (les Pentium II) de reconquérir une partie des clients perdus en raison d'une stratégie trop orientée vers le haut de gamme. Pour avoir développé des produits de plus en plus puissants, et de plus en plus chers, le fabricant américain n'a pas vu se profiler des concurrents développant des produits moins onéreux.

Sanctionné par la montée en puissance d'entreprises de plus en plus déterminées comme Advanced Micro Devices (AMD), Cyrix, ou Integrated Device Technology, Intel a vu ses parts de marché diminuer sur le segment des microprocesseurs d'entrée de gamme. Son principal concurrent, AMD, contrôle plus de la moitié de ce marché – contre 35 % seulement pour Intel. *« Nous n'avons pas été assez agressifs sur ce segment, c'est pourquoi nous avons développé une marque spécifique : le Celeron »*, explique Michael Aymar, vice-président et directeur d'Intel. Le groupe américain a lancé sa puce à bas prix en avril 1998, mais la sortie un peu tardive de ce produit n'a pas eu l'effet escompté, puisque Intel a perdu, en plus d'un an, 10 % du marché mondial des microprocesseurs, selon le cabinet Mercury Research. Le groupe américain a même dû basculer la production de certaines de ses usines du Celeron vers le Pentium II afin de satisfaire la demande. La conclusion de cette mésaventure, c'est que les produits à forte valeur ajoutée comme les Pentium II et le processeur haut de gamme Pentium II Xeon restent liés à l'image d'Intel. Le groupe a maintenant retenu la leçon en lançant, vendredi 26 février, son processeur haut de gamme, le Pentium III, mais destiné à des machines accessibles à un large public (moins de 12 000 francs). Il est doté d'une fréquence de 450 à 500 mégahertz, une vitesse jamais atteinte jusqu'ici par les ordinateurs personnels. Et Intel prévoit de commercialiser une version à 550 MHz au deuxième trimestre.

Mais AMD s'intéresse aussi désormais au segment des microprocesseurs haut de gamme, dont les perspectives de profit sont plus alléchantes. Le groupe a lancé, le 22 février, son nouveau produit, l'AMD-K6-III, doté d'une fréquence de 400 MHz, avant la sortie d'une version plus puissante à 450 MHz en mars. Près de 90 % des constructeurs d'ordinateurs ont annoncé, ces dernières semaines, qu'ils équipaient certains de leurs PC de puces K6, offrant selon eux un rapport prix/performances plus avantageux qu'Intel. Ce dernier, qui contrôle 76 % du marché des microprocesseurs, a immédiatement réagi. *« Tous les possesseurs de Pentium III pourront venir sur notre site afin de télécharger des logiciels spécialement destinés à cette puce »*, a indiqué M. Aymar. Prochaine étape de la riposte : une nouvelle puce à un gigahertz, soit 1 000 mégahertz.

Emmanuel Paquette

La BNP cherche à convaincre de l'intérêt d'une fusion avec le Crédit lyonnais

Un établissement multimarque aurait une grande force commerciale

Candidate malheureuse à la privatisation du CIC en 1997, la BNP défend son projet de fusion entre « égaux » avec le Crédit lyonnais. Cette entité se placerait au troisième rang des banques européennes, avec 507,4 milliards d'euros de total de bilan. Le directeur général de la BNP, Baudoin Prot, estime, dans un entretien au *Monde*, que la pyramide des âges permettrait de gérer en souplesse la diminution des effectifs du nouveau groupe.

LA BNP, candidate malheureuse à la privatisation du CIC il y a un an et demi, ne veut pas laisser passer le dossier Crédit lyonnais. Mieux encore, elle défend haut et fort l'idée d'une fusion avec la banque publique. Ce projet a d'ores et déjà un nom de code : « Italiens ». Explication : depuis plus de cent ans, les deux établissements ont leur siège de part et d'autre du boulevard parisien du même nom. L'idée de la BNP est de rapprocher le nord (la BNP) et le sud (le Crédit lyonnais) pour *« faire un groupe bancaire de premier plan ayant son centre de décision en France ». « Ce projet est un rapprochement d'égaux »*, affirme au *Monde* Baudoin Prot, directeur général de la BNP, qui précise d'emblée qu'il ne peut voir le jour que sous la conduite conjointe des dirigeants des deux banques.

« Italiens » se placerait au troisième rang des banques européennes, avec 507,4 milliards d'euros de total de bilan, derrière la Deutsche Bank mais talonnant le tout nouveau SG-Paribas. Le groupe aurait six grands métiers : la banque de détail de la BNP en France ; celle du Crédit lyonnais ; la banque de détail à l'étranger ; les activités financières spécialisées ; le service aux grandes clientèles et les activités de marchés ; et enfin la banque privée et la gestion d'actifs.

La BNP ne se lasse pas de se présenter sous ses meilleurs jours : *« Depuis la privatisation, en octobre 1993, les engagements ont été respectés à l'égard des actionnaires, des clients et des salariés »*, souligne M. Prot. La banque présidée par Michel Pébereau a réduit ses effectifs de 5 000 personnes en France en six ans, sans licenciement collectif, et en recrutant 2 500 contrats à durée indéterminée dans le même temps. Elle compte aujourd'hui 30 000 personnes en France. *« La BNP recrute 1 000 personnes chaque année, et en reconvertit 700 »* pour les postes commerciaux, précise M. Prot, qui parle de *« gestion solidaire de l'emploi »*.

GRÂCE À LA PYRAMIDES DES ÂGES

A partir de 2002, les départs en retraite s'accéléreront. Au nombre de 175 par an aujourd'hui, ils passeront à 600, pour monter à 800 en 2003 puis à 1 400 en 2006 pour la seule BNP. L'évolution des effectifs au Lyonnais est à peu près parallèle. La pyramide des âges permettra donc de gérer en souplesse la diminution de l'effectif du nouveau groupe. *« Pas question de laisser se constituer des sureffectifs, mais d'être dans un processus d'adaptation continue, sans à-coup. Ceci est possible en appliquant la politique et les méthodes sociales de la BNP »*, explique M. Prot. Mais *« dans un rapprochement de ce type, les mesures d'économies ne se prennent pas en un week-end mais sur trois ou quatre ans, à raison de 15 % seulement la première année, avec une montée en puissance ensuite »*, relève-t-il s'appuyant sur les exemples de fusions domestiques déjà réalisées en Europe. Et en réfutant les calculs de la direction du Crédit lyonnais, selon lesquels un rapprochement des deux banques conduirait rapidement à la suppression de 13 000 emplois.

De même, le numéro deux de la BNP affirme qu'il faut maintenir, voire développer, le nombre d'agences bancaires des deux banques en France, *« en préservant l'enseigne et la politique commerciale de chacun »*. Avec 4 000 agences, « Italiens » ne se situerait qu'à la quatrième place dans l'Hexagone, derrière le Crédit agricole, le Crédit mutuel-CIC, les caisses d'épargne, sans parler de La Poste. Sa part de marché serait de 11 % en dépôts et de 11 à 12 % en crédits. Loin encore des standards des grandes banques européennes comme le nouveau BSCH en Espagne ou les banques néerlandaises, plus proches de 20 %.

« Ce serait un contresens absolu de fermer des agences. C'est un souci de création de valeur que de les développer dans un groupe multimarque », promet M. Prot. *« Ce n'est pas qu'une position de principe »*, explique-t-il, mais une réalité à la BNP, qui a rationalisé son réseau en fermant 60 agences mais en en ouvrant 90 depuis 1993. Il rappelle les *« nombreux exemples de réussite des rapprochements multimarques en Europe : Crédit mutuel-CIC, BSCH en Espagne, Banca Intesa ou Unicredito en Italie... »*

A court terme, les économies d'échelle se feraient sur l'informatique, la mise en commun des équipes marketing, etc. De plus, les rapprochements des activités financières spécialisées (crédit consommation, leasing ou factoring) feraient de la nouvelle entité un acteur de premier plan. *« Les synergies sont fortes sur le réseau international, où nous devrions développer six grands centres régionaux »*. Des rationalisations sont attendues, poursuit M. Prot.

Pour défendre son projet, la BNP met en avant sa *« force de frappe »* financière, sans commune mesure avec celle dont elle disposait lorsqu'elle s'est fait recaler sur le CIC, offrant un prix trop bas. Sa capitalisation boursière a doublé depuis cette période et dépasse 105 milliards de francs (16 milliards d'euros). Elle est donc prête à mettre le prix, en fonction des modalités de privatisation du Crédit lyonnais. Pour autant, elle n'a pas l'intention de s'enferrer dans un noyau dur qui ne lui offrirait aucune promesse, mais veut que l'avenir des deux groupes soit clairement écrit. Un point capital pour les salariés du Lyonnais, qui *« sortiraient enfin de l'incertitude »*.

Sophie Fay et Pascale Santi

Le décret de privatisation du Lyonnais publié le mois prochain

LE DÉCRET de privatisation du Crédit lyonnais ne sera pas publié au *Journal officiel* avant le 1er mars, comme le gouvernement français l'avait promis à la Commission de Bruxelles, mais dans le courant du mois. *« Les travaux de préparation des modalités de la privatisation sont proches de leur terme »*, constate-t-on au ministère des finances. En accord avec le commissaire européen à la concurrence, Karel Van Miert, le ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, a donc décidé de publier en mars le décret de privatisation et le cahier des charges, en vertu duquel sera composé le futur *« groupe d'actionnaires partenaires »* du Crédit lyonnais. Une opération de cession d'actions sur le marché serait ensuite prévue avant la fin du premier semestre.

Sans attendre, certains candidats à la privatisation du Lyonnais se mettent sur les rangs. Michel Pébereau, le président de la BNP, devait évoquer la question devant son conseil d'administration du vendredi 26 février pour l'arrêté des comptes 1998. La BNP ne veut toutefois pas se contenter de participer à un simple groupe d'actionnaires partenaires, mais envisage un projet de rapprochement plus complet *(lire ci-dessus)*. Elle cherche pour cela à obtenir l'aval du gouvernement et surtout l'assentiment des dirigeants du Crédit lyonnais.

Or, ceux-ci sont loin d'être dans cet état d'esprit. Le Lyonnais a le sentiment de sortir d'un long coma et d'avoir sauvé de peu son indépendance, et se montre réticent à la perdre aussitôt. Vis-à-vis de Bruxelles, la procédure de constitution du noyau dur et la cession de la banque publique doivent en outre se faire selon une procédure *« ouverte, transparente et non discriminatoire »*. Ce qui – Bruxelles a longuement insisté sur ce point, malgré la résistance de Bercy – doit laisser une large place au critère de prix. *« La décision du Conseil d'Etat dans le dossier CIC, rendue suite au recours des candidats déçus à la privatisation, est claire : s'il y a un écart de prix, il faut vraiment qu'il soit faible et qu'il y ait plus d'engagements sociaux, pour privilégier une offre »*, rappelle un banquier d'affaires.

Cela n'empêche pas la BNP de chercher à mettre l'Etat face à ses responsabilités. En tant qu'actionnaire du Lyonnais, il peut inciter la banque publique à examiner sérieusement l'intérêt de toutes les solutions, notamment françaises non mutualistes. Beaucoup ne comprennent pas que les dirigeants du Lyonnais ne s'y prêtent pas de meilleure grâce.

CIBLE IDÉALE

La BNP tire en outre une sonnette d'alarme : seul, sans dessein industriel, avec un simple noyau dur de 30 %, le Lyonnais serait une cible idéale dans l'Europe bancaire en cours de concentration. Et risque de tomber entre les mains d'un étranger. La BNP souhaite donc que le noyau dur ne l'empêche pas, au cas où elle y serait conviée, de pouvoir lancer rapidement une offre sur la banque, dans un délai rapide..

Si la menace d'une offre étrangère sur le Lyonnais est réelle – les candidats non français, jusqu'alors modérément intéressés par le dossier, l'étudient de plus en plus près –, la BNP ne doit pas oublier qu'elle n'est pas le seul établissement français à viser la banque publique. Encore incertain sur la position à tenir, mais ébranlé d'avoir perdu sa position incontestée de numéro un français, le Crédit agricole y réfléchit aussi. Lucien Douroux, le directeur général de la Caisse nationale de Crédit agricole, a obtenu le feu vert pour étudier le dossier à fond. Quant au nouvel ensemble SG-Paribas, s'il se fait silencieux, ses intentions sont aussi déterminées que dans le dossier CIC. Et il a de sérieux atouts, tels que les partenariats effectifs qui lient le Lyonnais à Paribas, une pyramide des âges qui voit les départs en retraite massifs commencer trois ans plus tôt à la Société générale que dans les autres banques et, surtout, un portefeuille de participations qui lui donne des moyens élevés. Le jeu est donc très ouvert.

S. F.

Trois banques abaissent le taux de leurs livrets

C'EST PARADOXALEMENT au moment où les taux d'intérêt se tendent avec, notamment, un rendement de l'obligation d'Etat français émise à 10 ans supérieur à 4,10 %, contre 3,72 % à la fin janvier, que trois grandes banques ont décidé de diminuer la rémunération de certains de leurs produits d'épargne. Le Crédit agricole et la BNP ont annoncé, jeudi 25 février, que, à partir du lundi 1er mars, elles abaissaient de 0,5, à 2,5 %, le taux de rémunération de leurs comptes sur livret, soumis à l'impôt. Elles ont été imitées, vendredi, par les Banques populaires. Ces dernières, à l'instar de la « banque verte », ont également réduit à 3,5 % le taux de rémunération de leurs livrets jeunes, contre 4 % auparavant.

Les trois établissements justifient leurs décisions par la baisse des taux d'intérêt sur le marché monétaire et la faiblesse de l'inflation depuis juin 1998. La hausse des prix s'est établie, en janvier, à 0,2 % en glissement annuel et, depuis le 3 décembre, le taux directeur de la Banque centrale européenne, qui sert de base aux marchés monétaires, est fixé à 3 %.

Ces décisions sont symboliques. Les encours sur les livrets jeunes sont modestes (4,6 milliards d'euros à fin décembre 1998) et ceux placés sur les livrets fiscalisés s'élevaient à 47,6 milliards d'euros – à comparer aux quelque 186 milliards d'euros déposés sur les Livrets A, bleu, Codevi et autres Livrets d'épargne populaires, dont les taux demeurent fixés par l'Etat.

APPEL DU PIED

Par ce geste, qui pourrait être imité rapidement par d'autres établissements, dont le Crédit mutuel, les trois banques veulent signifier au gouvernement qu'il est temps de baisser les taux administrés. Les banquiers peuvent compter sur un soutien de poids, celui du gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet. Ce dernier a rappelé, cette semaine encore, que *« les taux administrés, qui n'existent pas ou plus dans tous les autres pays européens, devraient se situer à un niveau tel que, une fois pris en compte le coût de la collecte, les taux d'intérêt pour l'emprunteur final, le logement social, soient nettement inférieurs aux taux du marché »*. Pour le gouvernement, la révision des taux des produits réglementés est *« une question délicate »*, a souligné récemment le secrétaire d'Etat chargé du budget, Christian Sautter, tout en admettant que le Livret A offrait actuellement *« une rémunération réelle exceptionnelle »*. Pour sa part, Dominique Strauss-Kahn a indiqué, la semaine dernière, que la question de la baisse du taux du Livret A pouvait *« légitimement être posée »*.

Le gouvernement a lui-même fixé, en juin 1998, une marge de fluctuation pour le taux du Livret A, qui devait rester supérieur d'au moins 1 point au taux d'inflation, sans pour autant excéder le niveau des taux courts de marché minorés de 0,5 point. Cela correspond à un plancher de 1,2 % et à un plafond de 2,5 % – bien en dessous de la rémunération actuelle de 3 %. Le ministre de l'économie et des finances avait aussi installé, en juin 1998, un comité consultatif des taux réglementés, qui ne s'est toujours pas réuni.

Joël Morio

■ **NOMINATIONS**

Un électricien chez Bouygues

PIERRE DAURÈS (58 ans, Ponts et Chaussées), ancien directeur général d'EDF rejoint le 1er mars le groupe Bouygues en qualité de directeur délégué à la direction générale. M. Daurès est un pur « produit EDF ». Depuis son entrée dans l'entreprise en 1966, M. Daurès a effectué un parcours sans faute comme responsable de la centrale nucléaire du Bugey, puis de la direction du personnel et de celle d'EDF Services. Directeur général délégué en 1994, il deviendra directeur général en 1996. Mais ce qui aurait dû être le couronnement de sa carrière a précipité sa chute. Refusant la tutelle d'un président « parachuté », Edmond Alphandéry, M. Daurès fut à la fois artisan et victime du blocage de la direction de l'entreprise. En juin 1998, le gouvernement n'eut d'autre choix que de démettre les deux hommes de leurs fonctions. L'arrivée de M. Daurès chez Bouygues ne constitue qu'une demi-surprise. En 1994, c'est lui qui, chez EDF, a plaidé pour la création d'une filiale commune avec Bouygues : la SAUR. Mais cet investissement reste très contesté chez EDF qui n'en a retiré aucun dividende financier. Chez Bouygues, M. Daurès, directement rattaché à Martin Bouygues et à Michel Derbesse, directeur général, *« apportera sa réflexion stratégique et son appui à la direction générale ainsi que son expérience et son expertise à l'ensemble des structures du groupe »*, précise le communiqué. Coïncidence ? ce premier passage au privé d'un dirigeant d'EDF intervient au moment même où le marché de l'électricité s'ouvre à la concurrence.

■ **LUCENT TECHNOLOGIES : François Levy** (49 ans, diplômé de l'université de San Francisco) devient directeur général adjoint de la division communication d'entreprise de Lucent Technologies. Cette division emploie 25 000 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 8 milliards de dollars (7,2 milliards d'euros). D'origine française, possédant la double nationalité franco-américaine, M. Levy a fait l'essentiel de sa carrière chez AT&T, maison mère de Lucent. Sa mission est de *« renforcer la présence de Lucent sur le marché des centres d'appels en France et de dynamiser les équipes de vente (...). En parallèle, il coordonnera la stratégie de partenariat avec les intégrateurs »*, explique le communiqué de Lucent.

■ **PSA : Jean-Claude Milcent** (61 ans, Ecole des impôts) devient directeur des relations sociales de PSA Peugeot-Citroën. Entré dans le groupe en 1979, il a occupé diverses fonctions au sein de sa direction. Il succède à Jean-Pierre Gouteyron, auparavant DRH de Citroën et qui a quitté le groupe. M. Folz, président du directoire de PSA Peugeot-Citroën, à qui l'on prête l'intention de recruter un directeur des ressources humaines externe au groupe, continue de réorganiser cette direction. Jacques Pompanon vient de quitter la direction centrale pour prendre en charge la DRH de l'usine de Rennes.

■ **SOGEPOSTE : Jean-Luc Enguehard** (49 ans, ENA) devient président du directoire de Sogeposte, filiale de Sofipost (holding de La Poste) et de la Caisse des dépôts et consignations, qui assure la gestion administrative et financière des produits de gestion collective distribués par La Poste.

Cette rubrique est hebdomadaire. Merci d'envoyer vos informations à Martine Picouet. Fax : 01-42-17-21-67 ou par e-mail : entreprises@lemonde.fr.

LVMH attaque Gucci en justice

LE GROUPE DE LUXE LVMH a lancé, jeudi 25 février, des poursuites judiciaires contre la direction de Gucci, qu'il accuse d'avoir émis *« de fausses actions, dans le but exclusif de priver LVMH de ses droits de vote »*. LVMH a saisi la chambre commerciale de la cour d'appel d'Amsterdam (Gucci est une société de droit néerlandais) de deux actions : l'une sur la forme, selon une procédure équivalente au référé français, en vue *« de priver de leurs droits de vote les actions émises par Gucci »*, et d'obtenir l'interdiction pour la fondation créée tout exprès par Gucci de souscrire de nouvelles actions ; l'autre sur le fond, visant à enquêter sur *« les pratiques managériales de Gucci »*.

Le PDG du groupe italien, Domenico De Sole, a affirmé pour sa part avoir reçu le soutien de deux investisseurs américains, tout en se défendant de vouloir monter les autres actionnaires contre le groupe de Bernard Arnault.

La publicité vend la high-tech en jouant sur les valeurs humaines

Les annonceurs informatiques nous présentent l'usage du téléphone cellulaire ou le fait de surfer sur Internet comme l'adhésion à un monde nouveau, où l'homme, libéré des contraintes d'espace et de temps, devient acteur de sa propre vie. Décryptage de la nouvelle utopie publicitaire

ON PARLERA. On écoutera. On rejoindra. On sourira. On saluera. On embrassera... Pour vendre leurs produits, les fournisseurs d'accès à Internet, les fabricants d'ordinateurs et les vendeurs de logiciels font l'éloge d'une nouvelle manière d'être, d'une société repensée en fonction de communications qui privilégient la relation de personne à personne.

Devenus super-VRP de la société de l'information – puisqu'elle utilisera leurs produits –, les industriels de l'informatique ne nous parlent ni de câbles, ni d'ordinateurs, ni de puces électroniques, ni même de prix dans leurs publicités. Ils préfèrent nourrir une utopie, à partir de portraits ou de mini-histoires ancrées dans la réalité. En 1999, sur les pages glacées des magazines, l'homme est déjà libéré des contraintes quotidiennes grâce aux technologies de l'information : dans la publicité, il est de nouveau autorisé à exprimer son aspiration à un monde meilleur.

Préalable obligatoire, il lui faut modifier son approche des problèmes quotidiens. C'est l'esprit de la récente campagne publicitaire pour le portail Internet msn.com de Microsoft, diffusée en février dans les newsmagazines américains. Ces publicités, qui ne sont pas visibles pour l'instant en France, sont destinées à la communauté d'affaires nord-américaine. Avec le slogan « *Où voulez-vous aller aujourd'hui ?* », les annonces balisent la cyber-route de ces internautes déjà matures. Le concept est toujours le même : montrer que, dès aujourd'hui, les technologies de l'information peuvent rendre notre vie plus simple et plus sereine.

Dans l'hebdomadaire *US News* du 22 février, trois annonces réparties sur six pages font la pub de Microsoft. L'une d'elles montre une femme, la quarantaine dynamique, vêtue d'une salopette couverte de taches. Armée d'un rouleau dégoulinant de peinture jaune, elle plante ses yeux bleus dans ceux du lecteur. Imprimés sur la photo, des bandeaux informatiques rédigés comme ceux que l'on trouve sur le Web décortiquent le cheminement intellectuel et les décisions successives qui lui ont permis d'accomplir sa tâche – repeindre son salon en jaune – dans la sérénité : « *Aller sur msn.com pour trouver comment arranger cette pièce, consulter la météo histoire d'être sûre de consacrer un jour pluvieux à la peinture, acheter sur le Net le matériel pour que ce soit plus simple, envoyer un message électronique à mes frères pour leur demander de l'aide (ils me le doivent bien), retenir une table ce soir pour fêter dignement la fin de cette journée de labeur...* » Microsoft, promu conseiller personnel, ne vend rien (directement), il éduque.

Dans ses récentes campagnes européennes, IBM propose, lui, de redécouvrir les vertus de l'absence de hiérarchie dans le travail : on ne parle plus de salariés mais de personnes indépendantes qui existent pour leurs compétences. Au départ, il s'agissait uniquement de retravailler l'image de l'entreprise. En 1994 encore, « *IBM était perçu comme un fabricant de machines, arrogant, lointain, sans futur* », reconnaît Alain Damond de l'agence de publicité Ogilvy & Mather. Vingt films télévisés (« *Solutions pour une planète* ») et quatre ans plus tard, il a réussi à se construire l'image d'une entreprise à visage humain. Il se présente, depuis 1998, comme l'artisan d'une nouvelle forme de relation dans le travail.

SEULE LA PERSONNE COMPTE

Dans les annonces publicitaires, « *e-business people* », ses employés sont couverts de titres cybernétiques : « *passeurs de millénaires* » ou « *anti-pirates* ». IBM montre des photos de ses salariés arborant des chemises criardes et des cravates bariolées. Dans ces pubs, le travail salarié est une valeur en baisse. Puisque les femmes au foyer peuvent se transformer en chefs d'entreprise et qu'un même individu peut avoir plusieurs activités, seule la personne compte.

On n'organise plus le travail, mais l'activité humaine. « *Désormais, pour remplir un emploi, l'important n'est plus le temps de présence, mais la faculté d'apporter des solutions pour réaliser une tâche performante* », écrivent, de leur côté, les publicitaires de l'agence CLM/BBDO dans un ouvrage intitulé *L'Art de saisir ce qui commence* (Editions LPM). Avec sa signature « *IBM Global Services. Des gens qui pensent. Des gens qui agissent* », même l'échange marchand – puisqu'il s'agit pour IBM de vendre ses services de sécurité informatique ou ses solutions anti-bogue de l'an 2000 – a valeur de lien social. Et puis il y a ceux qui font l'éloge de la relation communautaire, qui veulent nous faire redécouvrir les vertus de l'échange véritable, qui veulent nous réapprendre à nous parler.

En France, par exemple, le fournisseur d'accès à Internet Wanadoo (France Télécom) a placé la relation interpersonnelle au centre de sa campagne démarrée en septembre 1997. Sur une plage évoquant le rêve et l'évasion, des personnes habitant aux quatre coins de la planète, sans barrière culturelle ni écart générationnel, partagent une appétence commune pour un roman policier.

Ce faisant, les publicitaires font l'éloge de la lenteur, redonnent du sens au moment. La chaleur, la proximité ont également servi d'architecture aux publicités pour la téléphonie mobile. Après Bouygues Télécom et sa téléphonie « personnelle » (« *Téléphoner devient un sixième sens* », en 1996), c'est Itinéris qui, récemment, décrivait le téléphone cellulaire comme « *le lien qui nous unit en toutes circonstances* ». « *C'est un jeu dangereux*, commente de son côté Gabriel Gauthier, le directeur de création de Young & Rubicam France. *Les annonceurs oublient parfois la réalité de leur produit. Tous les produits ne vous projettent pas forcément dans un monde sublime.* »

Fl. A.

TROIS QUESTIONS À... *STÉPHANE HUGON*

1 Estimez-vous, au Centre d'études sur l'actuel et le quotidien (CEAQ), le laboratoire scientifique de l'université Paris-V dirigé par Michel Maffesoli, que ces publicités promettant un nouveau monde grâce aux technologies de l'information sont légitimes ?

La publicité ne fait que devancer et traduire ce qui se passe. Elle verbalise, avec un petit quart d'heure d'avance, la révolution technologique et la manifestation sociale qui l'accompagne. Internet n'est pas un phénomène technologique, c'est avant tout un phénomène social déjà ancré dans le quotidien d'une population de plus en plus importante. Ces publicités utilisent le fait que les gens ne se reconnaissent plus dans la modernité telle qu'elle a été définie par le siècle des Lumières et confirmée en France par les institutions de la Ve République. Nous vivons une période historique finissante et, face à cette déconstruction, la publicité propose une voie optimiste basée sur la technologie qui rend caduc l'ancien contrat social.

2 Quels sont les principaux changements comportementaux induits par cette nouvelle « société de l'information » ?

Dans les groupes de discussion sur Internet, il existe un rapport de personne à personne qui déconstruit tous les codes connus. Il n'y a plus d'intermédiaire politique ou institutionnel obligatoire ; tout le monde peut se connecter à tout le monde. La relation de communication est complètement intuitive, affective, futile et en même temps fondamentale. Internet est un espace propice à l'anonymat, à l'extériorisation, au jeu de personnes. Internet crée une hiérarchie plane où aucun élément n'est plus important qu'un autre.

3 Ces nouveaux modes de communication garantissent-ils pour autant un monde meilleur ?

On ne peut pas l'affirmer, mais seulement reconnaître que dans toutes ces connexions il y a des moments de plaisir instantanés. Dans cette nouvelle réalité sociale, il n'y a pas, d'une part, un espace de la douleur, concret, et, d'autre part, un espace du bien-être, plus vaporeux. C'est une circulation de l'un à l'autre, une transformation lente, par fragments, par moments choisis.

Propos recueillis par Florence Amalou

Havas Advertising renonce à s'allier à un réseau anglo-saxon

LE PREMIER GROUPE européen de publicité, Havas Advertising, continue à briguer l'une des cinq premières places mondiales, même s'il n'est plus question, a priori, d'une alliance mondiale avec un anglo-saxon (*Le Monde* du 7 mars 1998). L'état-major du groupe a annoncé, jeudi 25 février, préférer miser sur un développement organique des quatre divisions (Euro RSCG, Campus, Médias et Diversified Agencies) et multiplier les acquisitions. Cette « *deuxième voie réaliste* », selon le président, Alain de Pouzilhac, permettra d'intégrer plus facilement ces nouvelles structures. Elle constitue une approche « *moins risquée au plan des conflits avec les clients et plus rentable car il n'y a pas de restructuration à envisager* ».

La consolidation financière réalisée en 1998 rend envisageable cette deuxième option : le groupe enregistre une progression de 53,8 % de son bénéfice net part du groupe, avant amortissement des survaleurs, à 403 millions de francs (61,4 millions d'euros) pour une marge brute en hausse de 12,2 % à 5,736 milliards de francs (874 millions d'euros). La croissance a été forte en Amérique latine (78,2 %) et aux Etats-Unis (+ 11 %), comme celle de son marché historique, l'Europe, restée supérieure (+ 9,8 %) à la moyenne du marché. L'activité en Asie-Pacifique subit, elle, une baisse de 5,6 % en raison de la crise.

PERCÉE AUX ÉTATS-UNIS

La filiale publicitaire d'Havas poursuit l'internationalisation de ses structures après avoir décidé, il y a un an, de transférer la tête de pont de son réseau Euro RSCG (72,4 % de l'activité du groupe) à New York. Il s'agissait de percer sur le marché nord-américain, le premier marché publicitaire au monde, devant le Japon. Le groupe réalise aujourd'hui aux Etats-Unis 31,5 % de sa marge brute grâce à ses vingt plus gros clients, comme MCI, Nestlé, Peugeot ou Intel. Ce sont les nouveaux services liés à l'interactivité et le conseil média qui ont tiré la croissance d'Havas Advertising en 1998. La publicité classique et le marketing relationnel ont légèrement moins progressé.

Dotée d'une trésorerie nette positive de 403 millions de francs (61,4 millions d'euros), le groupe a encore augmenté sa capacité financière en vue de l'acquisition d'agences spécialisées dans le marketing, l'interactivité et la communication santé, en plaçant ces jours-ci une obligation convertible de 1,5 milliard de francs (229 millions d'euros).

Fl. A.

L'avenir de l'Inathèque inquiète les chercheurs

APRÈS LES RÉALISATEURS, les chercheurs. La restructuration annoncée de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) ne suscite pas seulement des interrogations parmi ses personnels. Des usagers de l'INA – universitaires, intellectuels, professionnels des médias, etc. – s'émeuvent des intentions de la direction, qui doit présenter ses grandes orientations stratégiques, le 11 mars en conseil d'administration.

Chaque décision est interprétée comme le signe d'une évolution politique. Hier, c'était le départ de Bernard Stiegler de la direction du département innovation qui suscitait l'inquiétude sur les activités de recherche ; aujourd'hui, c'est celui de Francis Denel, créateur et patron de l'Inathèque de France, qui est considéré comme une remise en cause des missions de dépôt légal de la radio-télévision.

COURRIERS ET PÉTITIONS

Les cinéastes documentaristes et des réalisateurs s'étaient mobilisés, début février, contre les menaces de disparition du département de production, de création et de recherche. Les chercheurs prennent le relais en envoyant courriers et pétitions à Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, à propos du non-renouvellement, par Francis Beck, le nouveau président de l'INA, du contrat de Francis Denel.

Ce fonctionnaire du ministère de la culture, entré à l'INA en 1983, a mis en œuvre la loi de 1992 sur le dépôt légal de la radio-télévision, en y associant étroitement la communauté scientifique. Depuis 1995, quelque 3 000 chercheurs ont eu accès aux 36 000 heures annuelles de programmes collectées par l'Inathèque.

Réunis le 18 février à Paris, une trentaine de chercheurs se sont inquiétés d'apprendre qu'après le départ de M. Denel, le 28 février, l'Inathèque serait rapprochée du département droits et archives, sous la responsabilité du directeur général de l'INA, Serge Lafont. Craignant une « *dérive commerciale* », ils ont décidé de créer une association d'usagers. « *Démembrée, son directeur "remercié", l'Inathèque est fondue dans une activité purement gestionnaire et subordonnée à une logique d'archives, devenues simples marchandises* », écrivent-ils dans une pétition.

S'étonnant de cette mobilisation sur des « *rumeurs alarmistes infondées* », la direction de l'INA fait savoir qu'« *aucun changement d'orientation ni d'organisation n'est envisagé pour l'Inathèque* ». Elle se propose de rencontrer prochainement les pétitionnaires – parmi lesquels Régis Debray et Pierre Bourdieu.

Selon elle, « *les orientations et les activités conduites avec efficacité par l'Inathèque, notammment en direction de la communauté scientifique et intellectuelle, sont au contraire réaffirmées avec force dans son budget d'exploitation 1999 qui augmente de 35 %* ».

Jean-Jacques Bozonnet

Les résultats de « Libération »

« **LIBÉRATION** *est devenu, sur la durée, une entreprise rentable* », affirme Serge July, en présentant, vendredi 26 février, les résultats du quotidien. Il annonce, par ailleurs, que le nouveau directeur de la rédaction, successeur de Laurent Joffrin, parti au *Nouvel Observateur*, « *sera nommé au cours de la première quinzaine de mars* ». En 1998, *Libération* a réalisé un chiffre d'affaires de 479,5 millions de francs (73 millions €). Le résultat net s'élève à 3,4 millions de francs (520 000 €), contre 7,5 millions en 1997. Le total des ventes est en moyenne de 169 814 exemplaires (170 770 en 1997), l'augmentation des abonnements ayant compensé le recul de la vente au numéro. Le chiffre d'affaires publicitaire a crû de 24 %. Enfin Serge July précise que les récentes modifications du capital du groupe Pathé, actionnaire majoritaire du quotidien, « *n'ont aucune incidence sur le journal* ».

DÉPÊCHES

■ **AUDIOVISUEL : le groupe Pathé a annoncé, vendredi 26 février, que son chiffre d'affaires** s'élève à 2,18 milliards de francs (333 millions €) en 1998 contre 2,26 milliards (345 millions €) l'année précédente, soit une baisse de 4 %. Le bénéfice net est de 206 millions de francs (31 millions €) contre 210 millions (32 millions €) en 1997.

■ **PRESSE : le groupe Express a réalisé un bénéfice net de 21,4 millions de francs** (3,26 millions €) en 1998 pour un chiffre d'affaires de 660 millions de francs (100 millions €), contre 622 millions (94,8 millions €) l'année précédente. La diffusion moyenne est de 420 000 exemplaires. Le chiffre d'affaires publicitaire a progressé de 15,7 %, celui des offres d'emplois de 32,7 %.

هكذا من الأصل

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **ELF : les syndicats CGT, CFDT, CFE-CGC, FO et CFTC** du groupe pétrolier ont appelé, jeudi 25 *février*, les salariés à une journée d'*« actions diversifiées »* et de *« grèves »* le 11 mars pour protester contre *« la dérive financière »* du groupe et réclamer les 35 heures *« avec créations d'emplois »*. Les syndicats de la filiale chimique, Elf Atochem, ont rejeté jeudi un projet d'accord sur les 35 heures proposé par la direction en dépit d'une nouvelle proposition qui porte à 1 000 le nombre d'embauches sur deux ans.

● **PHILIPS : le fabricant européen de matériels électronique** a fait une proposition de rachat, vendredi, pour environ 900 millions de dollars (810 millions €) à l'entreprise américaine VLSI Technology, fabricant de puces pour ordinateur.

● **ALLEMAGNE** : les métallurgistes de Rhénanie du Nord-Westphalie ont obtenu un accord salarial identique à celui signé dans le Bade-Wurtemberg (primes en janvier et février, augmentations de 3,2 % au 1er mars et de 1 % sur l'année). Par ailleurs, les grèves d'avertissement dans la fonction publique prennent de l'ampleur ces derniers jours, à l'appel du syndicat OeTV, qui réclame 5,5 % d'augmentation pour 1999.

SERVICES

● **TELECOM ITALIA : l'opérateur italien de télécommunications** a annoncé, jeudi, qu'il allait étudier une fusion avec TIM, sa filiale de téléphonie mobile, afin d'échapper à l'OPA lancée par Olivetti. Le conseil d'administration a estimé, dans un communiqué, que les informations fournies par Olivetti sont *« pleines de lacunes aussi bien du point de vue de la forme que de la substance »*.

● **SNCF : Cariane Multimodal**, la société commune entre l'autocariste Cariane et SNCF Participations, va devenir partenaire à hauteur d'un tiers dans l'exploitation d'un système régional multimodal aux Pays-Bas avec la société ferroviaire publique néerlandaise NS Reizigers et l'autocariste public néerlandais VSN. L'activité concernée recouvre principalement un système de transport intégré (rail-bus) à l'est des Pays-Bas.

● ***CHRONOPOST : la filiale de* La Poste** spécialisée dans le transport et la livraison express a annoncé, jeudi, la fusion de sa filiale britannique avec l'anglais Panic Link (172 millions de francs de chiffre d'affaire), dont elle prend 51 %.

● **TNT POST : les messageries TNT Post Groep (TPG)**, issues des anciennes postes néerlandaises privatisées, ont annoncé, vendredi, le rachat pour 74,8 millions € du groupe italien Tecnologistica.

FINANCE

● **EQUITABLE : la contribution du groupe américain** d'assurances et de services financiers au résultat net (part du groupe) du français AXA a progressé de 29,3 % en 1998, à 2,847 milliards de francs (434 millions €). Equitable avait annoncé le 9 février une hausse de 48 % de son bénéfice net à 833 millions de dollars (757 millions €) en 1998.

RÉSULTATS

■ **ELF-AQUITAINE : le groupe a** *réalisé en 1998 un bénéfice net* part du groupe de 3,544 milliards de francs (540 millions €) en baisse de 36,7%

■ **BRIDGESTONE : le fabricant japonais de pneumatiques a dégagé en 1998** un bénéfice consolidé avant impôts et éléments extraordinaires de 187,4 milliards de yens (1,4 milliard €), en hausse de 4 %. Le chiffre d'affaire a crû l'an dernier de 3 %, à 2 237 milliards de yens (17,2 milliards €).

■ **HOECHST : le groupe chimique allemand** a annoncé, vendredi, un bénéfice net de 1,9 milliard de deutschemarks (0,97 milliard €) pour 1998, contre 1,3 milliard en 1997, et un chiffre d'affaires à 43,7 milliards de deutschemarks (22,34 milliards €), en recul de 16 %.

■ **UAF : l'Union des assurances fédérales, filiale d'assurance du Crédit lyonnais**, a annoncé, jeudi, une hausse de 5,1 % de son bénéfice net à 776 millions de francs (118,3 millions €) en 1998, malgré une baisse de 15 % du marché de l'assurance-vie.

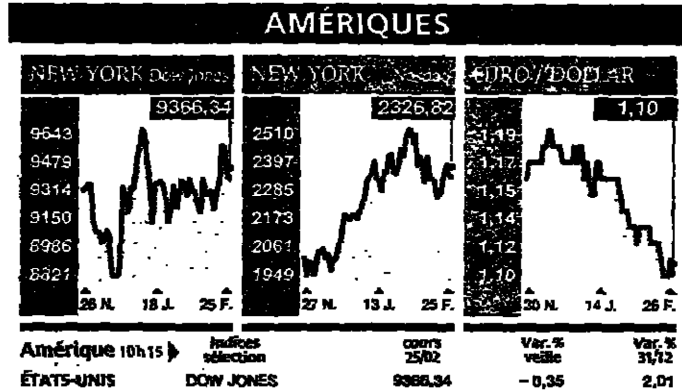
■ **DRESDNER BANK : la troisième banque privée allemande** a annoncé, jeudi, un bénéfice imposable de 1,33 milliard € pour l'année 1998, en recul de 7 % par rapport à 1997, selon des résultats provisoires.

EUROPE

FRANCFORT DAX 30 — 4876,29 | LONDRES FT 100 — 6206,50 | PARIS CAC 40 — 4106,31

Europe 12h30	Indices sélection	cours 26/02	Var. % 25/02	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	3477,88	−0,53	4,06
EUROPE	STOXX 50	3484,69	−0,52	4,35
EUROPE	EURO STOXX 324	304,41	−0,37	2,02
EUROPE	STOXX 653	290,61	−0,16	4,09
PARIS	CAC 40	4106,31	−1,11	4,15
PARIS	MIDCAC	0,00	—	—
PARIS	SBF 120	2781,86	−1,05	3,97
PARIS	SBF 250	0,00	—	—
PARIS	SECOND MARCHÉ	0,00	—	—
AMSTERDAM	AEX	528,67	−1,09	−1,80
BRUXELLES	BEL 20	3370,03	−1,02	−4,11
FRANCFORT	DAX 30	4876,29	−1,66	−2,52
LONDRES	FTSE 100	6206,50	−1,60	5,51
MADRID	STOCK EXCHANGE	9992,60	−0,59	1,58
MILAN	MIBTEL 30	34616,00	−1,13	−1,52
ZURICH	SPI	7072,70	−0,41	−1,23

AMÉRIQUES



Amérique 10h15	Indices sélection	cours 25/02	Var. % veille	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	9366,34	−0,35	2,01
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1245,02	−0,67	1,28
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	2326,82	−0,54	6,12
TORONTO	TSE INDEX	6306,70	−0,62	−2,76
SAO PAULO	BOVESPA	8674,06	−3,12	27,86
MEXICO	BOLSA	249,91	1,12	7,50
BUENOS AIRES	MERVAL	374,79	−1,12	−12,85
SANTIAGO	IPSA GENERAL	111,66	−0,77	45,01
CARACAS	CAPITAL GENERAL	3789,49	−1,70	−20,87

ASIE - PACIFIQUE

TOKYO Nikkei — 14367,54 | HONGKONG Hang Seng — 9858,49 | EURO / YEN — 132,63

Zone Asie 10h15	Indices sélection	cours 26/02	Var. % 25/02	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	14367,54	−0,71	3,80
HONGKONG	HANG SENG	9858,49	2,06	−1,89
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	0,00	—	1,38
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	80,28	4,38	−7,18
SYDNEY	ALL ORDINARIES	2879,90	−0,86	2,36
BANGKOK	SET	24,57	2,42	−4,32
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	3233,86	−1,45	5,84
WELLINGTON	NZSE-40	2198,88	0,39	6,47

ÉCONOMIE

« Meilleure année de la décennie » pour la France

L'ANNÉE 1998 a été *« la meilleure année de la décennie pour la croissance et l'emploi »*, indique, vendredi 26 février, le ministère de l'économie, relevant que ces résultats sont *« supérieurs aux prévisions du gouvernement »*. *« Avec environ 300 000 créations d'emplois dans le secteur marchand, 1998 a été la meilleure année pour l'emploi depuis 1969 »*, souligne le ministère. *« Le dynamisme de l'emploi productif est la première raison de la baisse du chômage, qui s'est poursuivie en janvier 1999 »*, précise-t-il. En 1998, la France a connu : la meilleure croissance (3,2 %), la plus forte progression du pouvoir d'achat (3 %), la plus forte hausse de la consommation (3,8 %) et la plus forte hausse de l'investissement des entreprises (6 %) de la décennie. *« En outre, l'économie française a enregistré en 1998 une croissance sensiblement supérieure à celle de ses partenaires de la zone euro, alors qu'elle avait fait moins bien au cours des années récentes »*, souligne le ministère. *(Lire p. 6 et 7.)*

■ ***L'excédent agroalimentaire* du commerce extérieur français** pour 1998 a atteint 8,79 milliards d'euros (58 MdsF), soit une baisse de 9,4 % sur *« le niveau tout à fait exceptionnel »* de 9,7 milliards d'euros (64,7 MdsF) en 1997.

■ **Les industriels français s'attendent à une légère baisse du rythme de leur activité** au cours des prochains mois, et leurs perspectives générales de production baissent nettement, selon l'enquête mensuelle de l'Insee.

■ **PAYS-BAS : le taux de croissance de l'économie néerlandaise** s'est élevé à 3,7 % du PIB sur l'ensemble de 1998, selon les chiffres provisoires publiés jeudi à La Haye par le Bureau central néerlandais des statistiques (CBS). En 1997, la croissance économique aux Pays-Bas avait atteint 3,6 %. Sur l'ensemble de l'année dernière, le PIB néerlandais s'est élevé à 750,4 milliards de florins (340,5 Mds€).

■ **ROYAUME-UNI : l'économie britannique affichera une croissance zéro au premier semestre** 1999, mais la stagnation ne sera que de courte durée, estime la Confédération de l'industrie britannique (CBI). La principale organisation patronale britannique a révisé en baisse sa prévision de croissance pour l'ensemble de l'année 1999 à 0,5 %, contre 0,7 % prévu initialement.

■ **ESPAGNE : *le déficit* commercial a progressé de 31,5 % en 1998** par rapport à 1997, pour atteindre 3 548 milliards de pesetas (21,32 Mds€), a annoncé le gouvernement. L'aggravation du déficit commercial s'explique notamment par une augmentation nettement moins forte que prévu des exportations, liée à la crise internationale.

■ **PORTUGAL : le déficit de la balance commerciale** a enregistré pendant les onze premiers mois de 1998 une aggravation de 26,8 %, à 10 milliards d'euros par rapport à la même période de l'année précédente.

■ **ETATS-UNIS : les commandes de biens durables ont augmenté de 3,9 % en janvier**, a annoncé le département américain du commerce. Cette hausse de 3,9 % est la plus importante depuis novembre 1997, où les commandes avaient augmenté de 4,4 %.

■ ***Les reventes de logements* aux Etats-Unis ont progressé de 0,8 % en décembre** après une hausse de 3,1 % (chiffre non révisé) en décembre. En glissement sur les douze mois, les reventes de logements sont en hausse de 16 %.

■ **Les mesures *protectionnistes* réclamées à cor et à cri par les aciéristes américains** sont économiquement contre-productives et non justifiées, a estimé, jeudi, un expert du CATO Institute, un institut de recherche privé de Washington, devant une sous-commission de la Chambre des représentants.

■ **JAPON : les ventes de la grande *distribution ont reculé de 4,5 %* en janvier**, par rapport à leur niveau d'il y a un an, après une contraction de 4,4 % en décembre, a annoncé le ministère nippon du commerce international et de l'industrie (MITI). L'activité de la grande distribution japonaise est en recul constant depuis le relèvement de deux points de la TVA intervenu en avril 1997.

■ **La consommation des ménages salariés au Japon a progressé de 2,6 %** en termes réels en janvier, par rapport à son niveau du même mois de l'année précédente, alors qu'elle s'était contractée de 0,1 % en décembre.

■ **Les prix à la consommation se sont contractés de 0,5 % en janvier**, par rapport à leur niveau de décembre, ce qui ramène leur progression en glissement annuel à 0,2 %.

■ **Les mises en chantier de logements au Japon ont chuté de 11,2 %** en janvier, par rapport à leur niveau du même mois de l'année précédente, après avoir déjà diminué de 10,8 % en décembre.

VALEUR DU JOUR

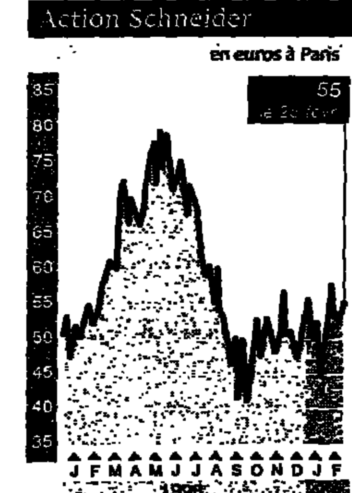
Schneider tourne la page « DPV»

LA BOURSE n'a guère réagi au départ, jeudi 25 février, de celui qui était PDG du groupe Schneider depuis 1980, Didier Pineau-Valencienne, 68 ans. L'action Schneider a enregistré, sur la séance, une petite hausse de 1,3 %, à 55 €. Il est vrai que le successeur de M. Pineau-Valencienne, Henri Lachmann, 60 ans, ex-PDG de Strafor Facom, est dans la place depuis septembre. C'est d'ailleurs lui qui a présenté les résultats 1998 de Schneider SA, vendredi 26 février. Le chiffre d'affaires a franchi les 50 milliards de francs (7,6 milliards €), + 5,5 %, et le bénéfice net (part du groupe) a fait un bond de 22 %, à 2,7 milliards de francs (409 millions €).

Pour bien marquer le changement d'ère, le nouveau PDG proposera aux actionnaires, en mai prochain, *« un changement de raison sociale : Schneider SA deviendra Schneider Electric »*. Une façon de saluer le *« recentrage du groupe sur deux métiers : la distribution électrique et les automatismes industriels »*. M. Pineau-Valencienne avait tenu à parachever ce recentrage, avant de partir en retraite et de prendre la présidence de l'Association française des entreprises privées (AFEP) et la vice-présidence du Crédit suisse First Boston. En total accord avec son successeur, il a réalisé un ultime *« coup »* : l'acquisition, au prix fort (7,3 milliards de francs, soit 1,1 milliard €), début janvier, du finlandais Lexel, spécialiste de la basse tension « ultraterminale » (interrupteurs, prises de courant...). Le long règne de « DPV » fut ainsi jalonné de quelques acquisitions retentissantes, comme celle de La Télémécanique en 1988, ou de l'américain Square D en 1991, qui lui permirent de transformer l'ancien empire de la famille Empain-Schneider, spécialisé dans l'acier et la construction mécanique, en leader mondial de l'équipement électrique.

Un choix stratégique que M. Lachmann entend accélérer, notamment en procédant à l'acquisition de *« 10 milliards de chiffre d'affaires additionnel en cinq ans »*. Schneider a par ailleurs *« signé un accord de principe pour la cession de l'ensemble restant* (de ses) *activités immobilières »*.

Pascal Galinier



SUR LES MARCHÉS

PARIS

VENDREDI 26 FÉVRIER, la Bourse de Paris continuait d'être pénalisée par la remontée des taux d'intérêt initiée aux Etats-Unis et qui était observable sur les marchés obligataires du Vieux Continent. Vers 12 heures, l'indice CAC 40 reculait de 1,05 % à 4 108,90 points.

FRANCFORT

VENDREDI 26 FÉVRIER, la Bourse de Francfort était orientée à la baisse en fin de matinée après avoir débuté la séance en hausse. Vers 12 heures, l'indice DAX reculait de 0,74 % à 4 881,97 points. Jeudi, la Bourse allemande avait baissé de 2,76 %, l'indice DAX terminant à 4 918,55 points, repassant sous la barre des 5 000 points qu'il avait reconquise mercredi.

LONDRES

LES INVESTISSEURS faisaient preuve d'hésitation vendredi 26 février. D'abord en hausse, l'indice Footsie 100 de la Bourse de Londres reculait de 0,22 % à 4 109,33 points. Jeudi, les prises de bénéfice avaient fait fléchir l'indice Footsie après son record de mercredi. Il avait cédé 1,6 % à 6 206,5 points.

TOKYO

LA BOURSE JAPONAISE a fini en baisse vendredi 26 février malgré la hausse du dollar par rapport au yen, qui favorise les valeurs exportatrices. L'indice Nikkei a reculé de 0,7 % à 14 367,54 points.

NEW YORK

LA PRISE de conscience, par les investisseurs, que la Réserve fédérale n'hésiterait pas à resserrer sa politique monétaire si la machine économique américaine montrait des signes de surchauffe a pesé sur le marché américain jeudi 25 février. L'indice Dow Jones a cédé 0,36 %, à 9 366,34 points, tandis que l'indice du marché du Nasdaq, où se traitent les valeurs de la technologie, a reculé de 0,54 %, à 2 326,80 points.

TAUX

LES MARCHÉS obligataires restaient mal orientés, vendredi 26 février, au début des transactions. Après avoir franchi le seuil psychologique des 4 % jeudi, le rendement des obligations de l'Etat français émises à 10 ans s'inscrivait au-dessus des 4,10 %. Outre-Atlantique, le prix de l'obligation du Trésor à 30 ans est tombé jeudi de 48 centièmes, à 94,24, envoyant le taux de rendement, qui évolue à l'inverse du prix, à 5,613 %, contre 5,51 % mercredi soir.

MONNAIE

LE YEN faiblissait face au dollar, vendredi 26 février en début de matinée, après la mise en garde le même jour du secrétaire adjoint au Trésor américain Lawrence Summers contre les risques de déflation au Japon. Le billet vert se négociait à 120,49 yens, contre 119,81 yens à New York jeudi soir. L'euro reculait également, il s'échangeait à 1,0986 dollar, contre 1,1037 dollar à New York jeudi soir.

Taux de change fixe zone €uro

€uro contre	Taux	contre franc	Taux
FRANC	6,55957	€URO	0,15245
DEUTSCHEMARK	1,95583	DEUTSCHEMARK	3,35385
LIRE ITALIENNE (1000)	1,93627	LIRE ITAL. (1000)	3,38774
PESETA ESPAG. (100)	1,66386	PESETA ESPAG. (100)	3,94238
ESCUDO PORT. (100)	2,00482	ESCUDO PORT. (100)	3,27190
SCHILLING AUTR. (10)	1,37603	SCHILLING AUTR. (10)	4,76703
PUNT IRLANDAISE	0,78756	PUNT IRLANDAISE	8,32894
FLORIN NÉERLANDAIS	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS	2,97660
FRANC BELGE (10)	4,03399	FRANC BELGE (10)	1,62607
MARKKA FINLAND.	5,94573	MARKKA FINLAND.	1,10324

Hors zone €uro

€uro contre	25/02
COURONNE DANOISE	7,4346
COUR. NORVÉGIENNE	8,6965
COUR. SUÉDOISE	8,9740
COURONNE TCHÈQUE	37,994
DOLLAR AUSTRALIEN	1,7568
DOLLAR CANADIEN	1,6543
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	2,0902
DRACHME GRECQUE	322,65
FLORINT HONGROIS	252,56
ZLOTY POLONAIS	4,3051

Cours de change croisés

26/02 12h30	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours €URO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR. S.
DOLLAR	—	0,83015	1,10115	0,16787	1,60215	0,69305
YEN	120,46000	—	132,63000	20,22500	193,01000	83,52500
€URO	0,90814	0,75398	—	0,15245	1,45535	0,62945
FRANC	5,95705	4,94525	6,55957	—	9,54690	4,12910
LIVRE	0,62416	0,51810	0,68715	0,10476	—	0,43255
FRANC SUISSE	1,44290	1,19730	1,58865	0,24220	2,31235	—

Taux d'intérêt (%)

Taux 25/02	Taux j.j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	3,11	2,90	4,10	4,96
ALLEMAGNE	3,09	3,12	4	4,94
GDE-BRETAG.	5,69	5,25	4,60	4,45
ITALIE	—	3,02	4,15	5,07
JAPON	0,15	0,14	1,93	—
ÉTATS-UNIS	4,84	4,64	5,30	5,62
SUISSE	1,12	1,16	2,38	3,82
PAYS-BAS	3,10	3,03	4,09	4,98

Matif

Cours 12h30	Volume 26/02	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5			
MARS 99	10744	110,28	110,39
Euribor 3 mois			
MARS 99	1260	96,94	96,94

Matières premières

En dollars	Cours 25/02	Var. % veille
MÉTAUX (LONDRES)		$/TONNE
CUIVRE 3 MOIS	1404	—
ALUMINIUM 3 MOIS	1198	−0,08
PLOMB 3 MOIS	523,5	−0,48
ETAIN 3 MOIS	5378	−0,41
ZINC 3 MOIS	1046,5	0,14
NICKEL 3 MOIS	5085	0,50
MÉTAUX (NEW YORK)		$/ONCE
ARGENT A TERME	5,55	0,27
PLATINE A TERME	82817,29	−0,88
GRAINES DENRÉES		$/BOISSEAU
BLÉ (CHICAGO)	242	1,36
MAÏS (CHICAGO)	208,5	−0,12
SOJA TOURTEAU (CHG.)	120	−0,41
SOFTS		$/TONNE
CACAO (NEW YORK)	1296	−0,69
CAFÉ (LONDRES)	1717	—
SUCRE BLANC (PARIS)	233	—

Pétrole

En dollars	Cours 25/02	Var. % veille
BRENT (LONDRES)	11,10	—
WTI (NEW YORK)	11,96	—
LIGHT SWEET CRUDE	12,81	0,48

Or

En €uros	Cours 25/02	Var % 24/02
OR FIN KILO BARRE	8370	—
OR FIN LINGOT	8470	+1,19
ONCE D'OR (LO) $	285,76	—
PIÈCE FRANCE 20 F	49,80	+0,61
PIÈCE SUISSE 20 F	48,50	+2,70
PIÈCE UNION LAT. 20 F	49	−1,01
PIÈCE 10 DOLLARS US	258,25	—
PIÈCE 20 DOLLARS US	435,25	+0,06
PIÈCE 50 PESOS MEX.	312	−0,56

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse

صكرا من الاجل

VALEURS EUROPÉENNES

● **DaimlerChrysler** a perdu, jeudi 25 février, 2,72 %, à 88,88 €. Le cinquième constructeur automobile mondial a annoncé que son bénéfice net en 1998 avait progressé de 29 %, *moins que les 39 % de hausse* attendus par les analystes en moyenne.

● **Endesa** a chuté jeudi de 4,9 %, à 23,7 €. La principale compagnie électrique espagnole a perdu la bataille qui devait lui permettre un changement des status d'Enersis, une compagnie chilienne qu'elle convoitait. *Ces modifications devaient* précéder le lancement d'une OPA d'Endesa sur Enersis.

● **Glaverbel** a reculé jeudi de 3,9 %, à 98 €. Le troisième verrier en Europe a publié un bénéfice net en dessous des prévisions des analystes.

● ***Glaxo Wellcome*** *était en* baisse de 2,4 %, à 2 096 €, à la clôture jeudi. Le groupe pharmaceutique n'a pas obtenu d'autorisation pour commercialiser aux *Etats-Unis le Relenza*, un médicament contre la grippe.

● **Legal & General** a cédé 4,4 %, à 867,5 pence. Le huitième assureur britannique a annoncé un résultat opérationnel en 1998 qui se situe dans le bas de la fourchette des estimations des analystes.

● **SAP** a perdu 1,6 %, à 345 €. Le leader mondial des logiciels pour entreprises a pâti de *la baisse*, mercredi soir, du Nasdaq, le marché américain où sont traitées les valeurs de haute technologie.

STOXX 653 — sur un an : 290,61 — sur 5 jours : L 289,59 ; M 292,76 ; M 295,81 ; J 291,09 ; V 290,61 (10 MARS – 31 AOUT – 26 FÉV.)

EURO STOXX 50 — sur un an : 3477,88 (échelle 3685, 3432, 3178, 2925, 2672, 2419 ; 26 FÉV. – 28 AOUT – 26 FÉV.) — sur 5 jours : L 3470,89 ; M 3537,81 ; M 3566,60 ; J 3496,27 ; V 3477,88

26/02 12 h 30 ▶

AUTOMOBILE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AUTOLIV SDF	SE	34,93	+0,16
BASF AG	BE •	31,3	-0,32
BMW	DE •	682	-1,78
CONTINENTAL AG	DE •	23,15	+0,22
DAIMLERCHRYSLER	DE •	85,1	-2,91
FIAT	IT •	2,76	+2,22
FIAT PRIV.	IT •	1,41	-0,70
LABINAL /RM	FR •	179,7	-1,26
LUCAS VARITY	GB	4,12	...
MAGNETI MARELLI	IT •	1,36	-1,45
MICHELIN-B- /RM	FR •	39,76	-1,65
PEUGEOT /RM	FR •	124,8	-0,32
PIRELLI	IT •	2,65	.
RENAULT	FR •	42,65	-4,37
SOMMER ALLIBER/	FR •	22,45	+1,81
VALEO /RM	FR •	80,35	-0,92
VOLKSWAGEN	DE •	59,6	-1
VOLVO -A-	SE	22,84	-1,44
VOLVO -B-	SE	23,51	-1,40
▶ DJ E STOXX AUTO P		261,38	-1,45

BANQUES

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ABBEY NATIONAL	GB	18,22	-1,80
ABN AMRO HOLDIN	NL •	18,5	-0,80
ALLIED IRISH BA	GB	15,58	-0,28
ALPHA CREDIT BA	GR	103,52	..
ARGENTARIA R	ES •	21,85	-0,41
B PINTO MAYOR R	PT •	18	....
BANCO ESSI R	PT •	10,48	..
BANK AUSTRIA AG	AT •	48,4	-3,01
BANK OF IRELAND	GB	18,70	-2,05
BANK OF PIRAEUS	GR	43,22	....
BANKINTER R	ES •	32,74	-1,39
BARCLAYS PLC	GB	24,32	-2,56
BAYR.HYPO-U.VER	DE •	51	-1,73
BCA FIDEURAM	IT •	5,32	+1,14
BCA INTESA	IT •	4,97	-1,78
BCA ROMA	IT •	1,32	-0,75
BCO BILBAO VIZC	ES •	13,39	-1,11
BCO CENTRAL HIS	ES •	10,8	-1,55
BCO POPULAR ESP	ES •	60,45	+0,25
BCO SANTANDER	ES •	18,09	-0,93
BCP REG	PT •	27,29	....
BNP /RM	FR •	72,1	-1,97
CCF /RM	FR •	78,7	-0,38
CHRISTIANIA BK	NO	3,31	-1,03
COMIT	IT •	5,74	-0,17
COMM.BANK OF GR	GR	110,80	....
COMMERZBANK	DE •	25,8	-0,39
DEN DANSKE BK	DK	103,67	-1,18
DEN NORSKE BANK	NO	3,23	...
DEUTSCHE BANK A	DE •	47,4	-1,35
DEXIA CC	BE •	138	-0,22
DEXIA FCE RM	FR •	124	+1,14
DRESDNER BK AG	DE •	31,8	-3,34
ERGO BANK	GR	74,07	....
FIRST AUSTRIAN	AT •	575	...
FOERENINGSSB A	SE	21,12	-0,52
FOKUS BK	NO	8,85	....
HALIFAX	GB	11,37	+0,13
HSBC HOLDS	GB	25,67	+1,61
IMI	IT •	----	....
IONIAN BK REG.S	GR	51,99	..
JYSKE BANK REG	DK	78,01	+0,35
KAPITAL HOLDING	DK	44,52	-1,19
KBC BANCASSURAN	BE •	70,05	-1,68
LLOYDS TSB	GB	13,23	-1,19
MERITA	FI •	5,35	-0,74
NAT BANK GREECE	GR	66,43	...
NATEXIS	FR •	52,4	-1,13
NATL WESTM BK	GB	19,09	-1,28
NORDBANKEN HOLD	SE	5,57	....
OBERBANK	AT •	63,15	....
POLO BANCA 1473	IT •	22,5	-0,88
ROYAL BK SCOTL	GB	17,74	-1,45
S-E-BANKEN -A-	SE	10,20	+0,55
SPAREBANKEN NOR	NL •	164	+0,31
STE GENERAL-A-/	FR •	132,5	+1,07
SV HANDBK -A-	SE	32,37	+0,69
UBS REG	CH	284,50	-0,33
UNICREDITO ITAL	IT •	4,61	+0,44
UNIDANMARK -A-	DK	65,77	+0,62
XIOSBANK	GR	44,48	....
▶ DJ E STOXX BANK P		260,54	-0,90

PRODUITS DE BASE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ACEPINOX REG	ES •	----	..
ALUMINIUM GREEC	GR	66,33	....
ARJO WIGGINS AP	GB	1,63	-3,45
ASSIDOMAEN AB	SE	16,05	...
AVESTA	SE	3,39	...
BEKAERT	BE •	366	...
BILTON	GB	4,40	...
BOEHLER-UDDEHOL	AT •	41,6	-2,58
BRITISH STEEL	GB	1,84	+2,42
BUHRMANN NV	NL •	16,9	+0,60
BUNZL PLC	GB	3,27	-1,32
CART.BURGO	IT •	5,2	...
DEGUSSA-HUELS	DE •	31,6	-0,63
ELKEM ASA, OSLO	NO	12,42	....
ELVAL	GR	10,83	....
INPARSA	PT •	19	....
JOHNSON MATTHEY	GB	6,74	+0,87
MAYR-MELNHOF KA	AT •	42,45	-1,16
METSAE-SERLA A	FI •	8,25	...
MODO B FR	SE	23,96	+1,90
NORSKE SKOGIND-	NO	27,25	-0,84
OUTOKUMPU OY -A	FI •	8	....
PECHINEY-A-	FR •	30,4	....
PORTUCEL INDUST	PT •	5,35	..
RAUTARUUKKI K	FI •	5,65	-0,70
RIO TINTO	GB	11,60	-1,96
SIDENOR	GR	21,70	...
SILVER & BARYTE	GR	30,84	...
SMURFIT JEFFERS	GB	1,89	+47,73
SONAE INDUSTRIA	PT •	11,72	....
SOPORCEL	PT •	12,2	....
SSAB SW ST A FR	SE	9,58	....
STORA ENSO -A-	FI •	7,7	....
STORA ENSO -R-	FI •	7,9	....
SVENSKA CELLULO	SE	18,26	-0,30
THYSSEN	DE •	179,5	-0,11
TRELLEBORG B	SE	8,25	+1,37
UNION MINIERE	BE •	29,25	-0,85
UPM-KYMMENE COR	FI •	23,75	-0,63
USINOR	FR •	11,2	-2,69
VIOHALCO	GR	30,68	...
VOEST-ALPINE ST	AT •	27,67	-2,64
▶ DJ E STOXX BASI P		148,81	-0,33

CHIMIE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AGA -A-	SE	12,03	..
AGA -B-	SE	11,98	+0,47
AIR LIQUIDE /RM	FR •	138,3	-2,95
AKZO NOBEL	NL •	----	...
BASF AG	DE •	31,3	-0,32
BAYER AG	DE •	32,05	+0,79
BOC GROUP PLC	GB	12,14	-0,59
CIBA SPEC CHEM	CH	64,92	-1,43
CLARIANT N	CH	433,83	-1,29
DYNO INDUSTRIER	NO	13,80	-0,83
EMS-CHEM HOLD A	CH	4731,22	-0,33
HENKEL KGAA V2	DE •	73	-1,02
HOECHST AG	DE •	41,9	-2,10
ICI	GB	7,85	+0,74
KEMIRA	FI •	5,56	-0,89
LAPORTE	GB	8,28	+1,06
LENZING AG	AT •	58,9	+0,42
PERSTORP -B-	SE	8,86	+0,63
SNIA BPD	IT •	1,27	...
SOLVAY	BE •	62,5	-1,26
TESSENDERLO CHE	BE •	44,9	-0,66
UCB	BE •	----	....
▶ DJ E STOXX CHEM P		267,11	-1,06

CONGLOMERATS

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AKER RGI -A-	NO	10,08	-0,57
CGIP /RM	FR •	50,05	-1,18
CIR	IT •	0,99	-1
D'IETEREN SA	BE •	422	-4,20
GAZ ET EAUX /RM	FR •	40,13	-0,91
GBL	BE •	168,9	-0,64
GENL ELECTR CO	GB	7,38	-0,97
GEVAERT	BE •	66,35	-1,78
HAGEMEYER NV	NL •	27,8	-4,30
INCHCAPE PLC	GB	2,21	+2,70
INVESTOR -A-	SE	36,10	-0,92
INVESTOR -B-	SE	37,05	-0,60
KVAERNER -A-	NO	17,48	-0,65
KVAERNER -B-	NO	14,14	-1,60
LVMH / RM	FR •	196,4	-0,81
MYTILINEOS HOLD	GR	15,16	....
NORSK HYDRO	NO	30,70	-0,75
OERLIKON-BUEHRL	CH	107,04	+0,15
ORKLA -A-	NO	12,25	+0,47
ORKLA -B-	NO	10,35	-1,10
SONAE INVESTIME	PT •	38,05	....
VEBA AG	DE •	48,2	-2,03
▶ DJ E STOXX CONG P		226,06	-1,82

TÉLÉCOMMUNICATIONS

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
BRITISH TELECOM	GB	15,88	-1,91
CABLE & WIRELES	GB	12,37	-0,47
DEUTSCHE TELEKO	DE •	40,2	-3,71
EUROPOLITAN HLD	SE	98,50	-1,03
FRANCE TELECOM	FR •	82	-1,26
HELLENIC TELE (	GR	24,81	....
KONINKLIJKE KPN	NL •	45,65	-1,62
PORTUGAL TELECO	PT •	44,45	....
SWISSCOM N	CH	355,23	+0,18
TELE DANMARK	DK	110,41	+0,71
TELECEL	PT •	181,27	....
TELECOM ITALIA	IT •	9,45	-3,57
TELECOM ITALIA	IT •	5,17	-4,78
TELEFONICA	ES •	41,7	-1,30
TIM	IT •	6,08	-2,57
VODAFONE GROUP	GB	16,78	-1,28
▶ DJ E STOXX TCOM P		669,72	-2,02

CONSTRUCTION

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AALBORG PORTLAN	DK	16,81	....
ACCIONA	ES •	58,75	-1,30
ACESA REG	ES •	12,98	-1,44
AKTOR SA	GR	12,24	....
ASKO OY	FI •	13,8	....
AUMAR	ES •	22,75	-1,17
AUTOSTRADE	IT •	7,89	-1,99
BCA INTESA	IT •	4,97	-1,78
BICC PLC	GB	1,28	+6,02
BILFINGER & BER	DE •	17,8	+0,85
BLUE CIRCLE IND	GB	4,44	-0,65
BOUYGUES /RM	FR •	235	-1,67
BPB	GB	3,19	+4,76
CARADON	GB	2,09	+1,41
CBR	BE •	80	-2,44
CHARTER	GB	5,01	-0,29
CIMPOR SGPS R	PT •	25,43	....
COLAS /RM	FR •	175,5	-1,40
CRH PLC	GB	16,28	-0,44
CRISTALERIA ESP	ES •	47,82	-0,31
DRAGADOS CONSTR	ES •	34,4	-1,57
FOM CON CONTRAT	ES •	63,2	-1,33
GROUPE GTM	FR •	83,1	-2,81
HEIDELBERGER ZE	DE •	61,8	+1,73
HELL.TECHNODO.R	GR	10,18	....
HERACLES GENL R	GR	23,25	....
HOCHTIEF ESSEN	DE •	30,3	-0,66
HOLDERBANK FINA	CH	238,92	+0,26
HOLDERBANK FINA	CH	847,50	-1,05
IMETAL /RM	FR •	108	-1,37
ITALCEMENTI	IT •	10,25	-1,91
ITALCEMENTI RNC	IT •	4,28	-2,52
LAFARGE /RM	FR •	86,35	+1,11
MICHANIKI REG.	GR	7,59	....
PARTEK	FI •	7,85	+1,92
PHILIPP HOLZMAN	DE •	127	+3,25
PILKINGTON PLC	GB	0,93	+3,23
POTAGUA -B-	DK	18,90	....
RMC GROUP PLC	GB	9,77	+0,15
RUGBY GRP	GB	1,38	-2,06
SAINT GOBAIN /R	FR •	138,7	-1,07
SEMAPA	PT •	14,9	....
SKANSKA -B-	SE	30,09	+0,19
SUPERFOS	DK	13,18	....
TARMAC	GB	1,54	+0,95
TAYLOR WOODROW	GB	2,47	....
TECHNIP /RM	FR •	88,5	+0,70
TITAN CEMENT RE	GR	88,85	...
UNICEM	IT •	10	+1,01
URALITA SA	ES •	9,05	-1,31
VALENCIANA CEM	ES •	11,35	....
WIENERB BAUSTOF	AT •	178,35	-0,59
WILLIAMS	GB	5,49	-1,05
▶ DJ E STOXX CNST P		190,03	-0,55

CONSOMMATION CYCLIQUE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ACCOR /RM	FR •	216,5	-2,17
ADIDAS-SALOMON	DE •	87	-1,69
AMER GROUP A	FI •	12,7	....
AUSTRIAN AIRLIN	AT •	29,25	-3,43
BANG & OLUFSEN	DK	60,53	-1,75
BARRATT DEV PLC	GB	3,77	+0,78
BEAZER GROUP	GB	2,45	+1,20
BENETTON GROUP	IT •	1,46	-1,97
BERKELEY GROUP	GB	8,16	-0,71
BRITISH AIRWAYS	GB	6,53	-1,08
BRYANT GROUP PL	GB	1,68	+1,75
CHARGEURS RM	FR •	41,95	-1,76
CLUB MED. /RM	FR •	87,15	+0,75
COATS VIYELLA	GB	0,57	+6,41
COMPASS GRP	GB	11,28	+0,78
COURTAULDS TEXT	GB	2,11	+1,40
DT.LUFTHANSA N	DE •	20,1	+2,55
ELECTROLUX -B-	SE	17,38	-2,19
EMI GROUP	GB	6,45	-1,11
EURO DISNEY /RM	FR •	1,21	...
FINNAIR	FI •	4,73	-0,42
G WIMPEY PLC	GB	1,95	+0,75
GRANADA GROUP P	GB	18,22	...
HERMES INTL	FR •	69	+1,69
HPI	IT •	0,56	....
HUNTER DOUGLAS	NL •	29,4	+0,86
KLM	NL •	25,4	....
LADBROKE GRP	GB	4,21	-0,34
MOULINEX /RM	FR •	10,74	+2,38
NCL HLDG	NO	1,88	-3,91
PATHE /RM	FR •	246	+0,65
PENTLAND GRP	GB	1,42	+1,03
PERSIMMON PLC	GB	3,14	+1,41
RANK GROUP	GB	3,36	+0,87
SAIRGROUP N	CH	197,11	-0,79
SAS DANMARK A/S	DK	8,94	+0,76
SEB /RM	FR •	59,9	+1,53
THE SWATCH GRP	CH	574,03	+4,94
THE SWATCH GRP	CH	123,39	+2,21
WILLIAM BAIRD	GB	1,63	+10,89
WILSON BOWDEN	GB	8,39	....
WOLFORD AG	AT •	47	-2,08
WWWW UK UNITS	GB	0,73	+2,04
▶ DJ E STOXX CYC GO P		154,56	-0,30

PHARMACIE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ASTRA -A-	SE	18,11	-0,61
ASTRA -B-	SE	18,05	-0,92
ELAN CORP	GB	67,39	+0,09
GLAXO WELLCOME	GB	29,31	-3,63
NOVARTIS N	CH	1606,41	-0,54
NOVO NORDISK B	DK	103,57	+0,39
ORION A	FI •	19	-4,52
ORION B	FI •	18,6	-5,59
RHONE POUL/RM	FR •	41,85	-0,83
ROCHE HOLDING	CH	16221,31	+0,39
ROCHE HOLDING G	CH	11600,13	+0,54
SANOFI /RM	FR •	161,1	-3,82
SCHERING AG	DE •	116,5	-0,60
SMITHKLINE BEEC	GB	12,86	-1,56
ZENECA GROUP	GB	37,80	-0,89
▶ DJ E STOXX PHAR P		396,67	-1,95

ENERGIE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AKER MARITIME	NO	8,32	...
BG	GB	5,36	+0,82
BP AMOCO	GB	12,73	-0,79
BURMAH CASTROL	GB	11,75	+0,50
CESPA	ES •	33,4	+1,21
ELECTRAFINA	BE •	108,4	+0,84
ELF AQUITAINE /	FR •	95,25	-1,09
ENI	IT •	5,23	+1,36
ENTERPRISE OIL	GB	3,89	+1,20
F.OLSEN ENERGY	NO	6,21	...
LASMO	GB	1,71	+5,36
OCEAN RIG	NO	0,19	-1,82
OMV AG	AT •	82	-1,90
PETROFINA SA BR	BE •	418	-1,14
PETROLEUM GEO-S	NO	10,46	+1,11
PRIMAGAZ /RM	FR •	74	-1,99
PROSAFE	NO	5,17	....
REPSOL	ES •	48,45	-0,52
ROYAL DUTCH CO	NL •	39,35	-1,01
SAGA PETROLEUM	NO	7,65	+0,76
SAIPEM	IT •	3,12	-0,64
SHELL TRANSP &	GB	4,88	-0,59
SMEDVIG -A-	NO	6,90	-1,64
TOTAL /RM	FR •	94,1	-0,11
▶ DJ E STOXX ENGY P		225,93	-0,23

SERVICES FINANCIERS

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
3I	GB	9,03	-3,12
ALMANIJ	BE •	70,85	-1,19
ALPHA FINANCE	GR	48	...
AMVESCAP	GB	8,46	-5,20
BAIL INVEST /RM	FR •	127,9	-0,39
BPI-SGPS N	PT •	31,5	....
BRITISH LAND CO	GB	7,32	+0,20
CAPITAL SHOPPIN	GB	5,65	+0,52
COBEPA	BE •	65	-1,52
CORP FIN ALBA -	ES •	131	-1,61
CPR /RM	FR •	36,48	+0,97
CS GROUP N	CH	141,31	....
EURAFRANCE /RM	FR •	452	....
FONCIERE LYONNA	FR •	127	-2,68
FORTIS AG	BE •	----	....
GECINA /RM	FR •	102,5	+0,29
HAMMERSON	GB	5,85	+1
IMMEUBLES FRANC	FR •	17,23	-1,49
KAPITAL HOLDING	DK	44,52	-1,19
LAND SECURITIES	GB	11,64	+0,12
LIBERTY INT.HDG	GB	6,14	+0,48
MEDIOBANCA	IT •	10,25	....
MEDIOLANUM	IT •	5,77	+2,30
MEPC PLC	GB	6,49	-1,78
METROVACESA	ES •	23,56	+0,26
NATIO-INTER -C-	NL •	----	....
PARIBAS	FR •	78,55	+0,71
PROVIDENT FIN	GB	13,88	+0,53
RODAMCO NV	NL •	21,2	....
SCHRODERS PLC	GB	16,60	+0,08
SEFIMEG N /RM	FR •	62,45	-3,78
SIMCO N /RM	FR •	82,9	-1,19
SLOUGH ESTATES	GB	4,78	+1,23
SOPHIA /RM	FR •	36,8	-0,41
UNIBAIL /RM	FR •	113	+0,44
UNIM	IT •	0,51	....
VALLEHERMOSO	ES •	11	-1,35
WOOLWICH PLC	GB	5,85	-2,26
▶ DJ E STOXX FINS P		243,16	-0,59

ALIMENTATION ET BOISSON

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ALLIED DOMECQ	GB	6,84	-0,21
ASSOCIATE BRIT	GB	7,11	+2,51
BASS	GB	12,28	+0,48
BBAG OE BRAU-BE	AT •	42,3	-2,65
BONGRAIN /RM	FR •	349,3	+0,37
BRAU-UNION	AT •	47	----
CADBURY SCHWEPP	GB	14,14	+0,72
CARLSBERG -B-	DK	41,29	-0,97
CARLSBERG AS -A	DK	40,89	-0,65
CHR. HANSEN HLD	DK	104,91	-1,27
CULTOR -1-	FI •	6,7	----
DANISCO	DK	43,71	-0,31
DANONE /RM	FR •	226,6	-1,13
DELTA DAIRY	GR	17,51	...
DIAGEO	GB	9,93	+0,89
ELAIS OLEAGINOU	GR	20,77	----
ERID.BEGH.SAY /	FR •	129	....
GREENCORE GROUP	GB	3,54	----
HEINEKEN	NL •	46,6	-0,85
HELLENIC BOTTLI	GR	30,44	----
HELLENIC SUGAR	GR	8,93	....
HUHTAMAEKI I VZ	FI •	30,5	-0,97
KERRY GRP-A-	GB	11,57	....
MONTEDISON	IT •	0,91	+1,11
NESTLE N	CH	1727,76	....
PARMALAT	IT •	1,28	-2,29
PERNOD RICARD /	FR •	54,6	-2,33
RAISIO GRP K	FI •	5,86	-2,34
RAISIO GRP V	FI •	5,6	-4,27
RIEBER & SON -B	NO	6,82	+1,05
TATE & LYLE	GB	6,59	+1,11
UNICER REG	PT •	20,55	...
UNIGATE PLC	GB	5,85	-0,24
UNILEVER	NL •	67	-2,40
UNILEVER	GB	8,80	-1,94
▶ DJ E STOXX F & BV P		231,42	-1,25

BIENS D'EQUIPEMENT

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ABB AB -A-	SE	10,42	....
ABB AB -B-	SE	10,36	-0,53
ABB BADEN	CH	1113,49	-0,23
ADECCO CHESEREX	CH	470,29	-1,58
ALSTOM	FR •	24,7	-0,40
ALUSUISSE LON G	CH	1017,29	+0,43
ASSOC BR PORTS	GB	3,93	-0,37
ATLAS COPCO -A-	SE	22,46	-0,25
ATLAS COPCO -B-	SE	22,29	-0,25
ATTICA ENTR SA	GR	7,59	----
BAA	GB	10,18	-0,14
BBA GROUP PLC	GB	5,52	+1,05
BERGESEN	NO	12,42	-0,92
BONHEUR	NO	17,82	+6,90
CMB	BE •	31	-1,59
COOKSON GROUP P	GB	2,28	+3,31
DAMPSKIBS -A-	DK	5614,78	+8,21
DAMPSKIBS -B-	DK	5849,28	+1,72
DAMSKIBS SVEND	DK	7935,87	-0,84
DELTA PLC	GB	1,80	-1,59
DET SONDENFJ NO	NO	5,69	-1
ELECTROCOMPONEN	GB	5,28	-1,36
EQUANT NV	DE •	68,5	-0,58
FINNLINES	FI •	27,8	-1,91
FKI	GB	2,31	-0,63
FLS IND.B	DK	19,21	-0,13
FLUGHAFEN WIEN	AT •	38	-1,14
GKN	GB	12,20	+0,36
GLYNWED INTL PL	GB	2,78	+0,53
HALKOR	GR	9,30	----
HANSON PLC	GB	7,46	-0,39
HAYS	GB	8,61	-2,95
HEIDELBERGER DR	DE •	51	-1,16
HELLAS CAN SA P	GR	20,15	...
IFIL	IT •	3,17	+0,32
IMI PLC	GB	3,25	+0,90
ISS INTL SERV-B	DK	56,02	+0,36
KOEBENHAVN LUFT	DK	94,83	....
KON.NEDLLOYD	NL •	10,6	-0,93
KONE B	FI •	106	----
LAHMEYER	DE •	46,51	....
LEGRAND /RM	FR •	191,3	-1,90
LEIF HOEGH	NO	10,69	+0,54
LINDE AG	DE •	495	-1
MAN AG	DE •	243	-3,19
MANNESMANN AG	DE •	123,5	-0,96
METALLGESELLSCH	DE •	16	+0,63
METRA A	FI •	17	...
MORGAN CRUCIBLE	GB	2,96	....
NFC	GB	2,19	-1,95
NKT HOLDING	DK	71,86	....
OCEAN GROUP	GB	12,24	+0,86
PENINS.ORIENT.S	GB	10,31	-0,70
PREMIER FARNELL	GB	2,82	+3,19
PREUSSAG AG	DE •	442	-0,67
RAILTRACK	GB	21,75	+3,10
RANDSTAD HOLDIN	NL •	47,1	+0,21
RATIN -A-	DK	178,89	-3,27
RATIN -B-	DK	188,98	-0,35
RAUMA OY	FI •	10,4	....
RENTOKIL INITIA	GB	6,72	....
REXAM	GB	2,88	+2,60
REXEL /RM	FR •	75	-0,66
RHI AG	AT •	24,7	-3,70
RIETER HLDG N	CH	533,79	-0,12
SANDVIK -A-	SE	17,27	+0,98
SANDVIK -B-	SE	17,38	+1,56
SAURER ARBON N	CH	424,39	+1,81
SCANIA AB -A-	SE	23,29	....
SCANIA AB -B-	SE	23,68	+0,71
SCHINDLER HOLD	CH	1446,09	+1,77
SCHINDLER HOLD	CH	1527,82	-0,82
SCHNEIDER /RM	FR •	51,4	-6,55
SEAT-PAGINE GIA	IT •	1,16	+1,75
SECURICOR	GB	8,87	-2,55
SECURITAS -B-	SE	14,99	-1,47
SGS GENEVA BR	CH	718,01	+0,62
SHANKS & MCEWAN	GB	3,59	-0,40
SIDEL /RM	FR •	67,9	+0,15
BTR SIEBE	GB	3,77	-1,89
SITA /RM	FR •	184,1	-0,49
SKF -A-	SE	11,70	-5,69
SKF -B-	SE	12,78	....
SOPHUS BEREND -	DK	30,53	+0,44
SOPHUS BERENDS	DK	28,19	...
STORK NV	NL •	17,1	-2,29
SULZER FRAT.SA1	CH	535,05	-0,35
SVEDALA	SE	14,21	-0,39
SVENDBORG -A-	DK	7397,84	....
T.I.GROUP PLC	GB	5,53	+2,97
TOMRA SYSTEMS	NO	31,97	-0,36
ULSTEIN HOLDING	NO	19,88	+0,59
UNITOR	NO	8,05	...
VA TECHNOLOGIE	AT •	69,04	-2,73
VALMET	FI •	9,4	-3,59
▶ DJ E STOXX IND GO P		315,02	-0,98

ASSURANCES

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AGF /RM	FR •	50,8	-1,17
ALLEANZA ASS	IT •	9,85	----
ALLIANZ AG	DE •	270,5	-3,05
ALLIED ZURICH	GB	13,36	-0,86
ASPIS PRONIA GE	GR	14,72	....
AXA /RM	FR •	119,6	-0,42
CGU	GB	13,63	-2,49
CORP.MAPFRE REG	ES •	19,76	+1,20
ERGO VERSICHERU	DE •	122,5	+2,51
ETHNIKI GEN INS	GR	42,15	...
FONDIARIA ASS	IT •	4,28	+0,94
FORSIKRING CODA	DK	96,60	....
FORTIS AMEV NV	NL •	74,7	....
GENERALI ASS	IT •	35,75	+0,85
GENERALI HLD VI	AT •	198,05	-1,66
INA	IT •	2,17	+4,33
IRISH LIFE	GB	8,97	-0,80
LEGAL & GENERAL	GB	11,64	-4,22
MUENCH RUECKVER	DE •	182,5	-1,88
NORWICH UNION	GB	6,55	-0,22
POHJOLA GRP.B	FI •	50	-0,99
PRUDENTIAL CORP	GB	12,44	-0,81
RAS	IT •	9,8	+0,93
ROYAL SUN ALLIA	GB	7,65	-0,57
SAMPO -A-	FI •	30	+0,33
SCHWEIZ RUECK N	CH	2062,24	-0,15
SEGUROS MUNDIAL	PT •	28,3	....
SKANDIA FOERSAE	SE	16,38	+0,66
STOREBRAND	NO	7,07	+0,82
SWISS LIFE BR	CH	566,49	-1,74
TOPDANMARK AS	DK	177,55	-0,13
TRYG-BALTICA	DK	23,64	+4,17
ZURICH ALLIED N	CH	611,13	-0,41
▶ DJ E STOXX INSU P		335,66	-0,38

MEDIAS

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
B SKY B GROUP	GB	6,19	-1,57
CANAL PLUS /RM	FR •	289,7	-1,16
CARLTON COMMUNI	GB	8,96	+1,15
ELSEVIER	NL •	14,6	-1,02
HAVAS ADVERTISI	FR •	179	+1,70
INDEPENDENT NEW	IR •	3,3	----
LAGARDERE SCA N	FR •	35,8	-0,97
MEDIASET	IT •	8,27	-0,98
PEARSON	GB	19,80	-0,37
REED INTERNATIO	GB	8,67	-2,77
REUTERS GROUP	GB	12,84	-1,71
SCHIBSTED	NO	10,58	...
TF1	FR •	171	....
UNITED NEWS & M	GB	9,38	-2,57
WOLTERS KLUWER	NL •	188,8	-0,26
WPP GROUP	GB	7,07	-0,20
▶ DJ E STOXX MEDIA P		321,42	-0,57

BIENS DE CONSOMMATION

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AHOLD	NL •	34,7	-1,28
ASDA GROUP PLC	GB	2,25	+1,97
ATHENS MEDICAL	GR	21,39	...
AUSTRIA TABAK A	AT •	66,95	-0,52
BEIERSDORF AG	DE •	68	-0,87
BIC /RM	FR •	49,48	-2,41
BRIT AMER TOBAC	GB	8,32	+1,78
CASINO GP /RM	FR •	83,65	+2,89
CFR UNITS -A-	CH	1392,02	-1,38
CPT MODERNES /R	FR •	502	-4,58
DELHAIZE	BE •	87,35	+0,40
ESSILOR INTL /R	FR •	347,1	-1,95
ETS COLRUYT	BE •	680	-1,45
FYFFES	GB	2,11	-1,36
GIB	BE •	37,99	+0,50
GOODYS	GR	27,58	...
IMPERIAL TOBACC	GB	10,77	+2,06
KESKO OY	FI •	12,5	-3,03
L'OREAL /RM	FR •	583,5	-0,26
MODELO CONTINEN	PT •	19,16	...
PAPASTRATOS CIG	GR	13,95	....
PROMODES /RM	FR •	593	...
RECKITT & COLMA	GB	12,02	-2,24
SAFEWAY	GB	3,92	-0,74
SAINSBURY J. PL	GB	5,15	....
SEITA /RM	FR •	54	....
SMITH & NEPHEW	GB	2,58	-2,20
STAGECOACH HLDG	GB	3,48	+2,56
TABACALERA REG	ES •	20,09	-0,64
TAMRO	FI •	3,9	----
TESCO PLC	GB	2,54	....
TNT POST GROEP	NL •	30,2	-0,82
▶ DJ E STOXX N CY G P		492,11	-0,47

COMMERCE DISTRIBUTION

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ARCADIA GRP	GB	2,87	+10,81
BOOTS CO PLC	GB	14,53	+0,10
CARREFOUR /RM	FR •	643,5	-1,23
CASTO.DUBOIS /R	FR •	191,6	-0,98
CENTROS COMER P	ES •	21,02	-0,85
CONTINENTE	ES •	26,86	-0,70
DIXONS GROUP PL	GB	16,78	-2,20
GEHE AG	DE •	51,1	-0,76
GREAT UNIV STOR	GB	11,40	-1,01
GUILBERT /RM	FR •	114,1	-0,78
HENNES & MAURIT	SE	70,76	....
JERONIMO MARTIN	PT •	36,31	....
KARSTADT AG	DE •	341	-1,45
KINGFISHER	GB	11,22	-0,90
MARKS & SPENCER	GB	5,97	-0,96
METRO	DE •	64	-1,54
NEXT PLC	GB	10,16	+1,90
PINAULT PRINT./	FR •	155,5	-1,58
RINASCENTE	IT •	8,05	-0,37
STOCKMANN A	FI •	22,5	-2,17
VALORA HLDG N	CH	203,71	+1,25
W.H SMITH GRP	GB	7,68	+0,67
WOLSELEY PLC	GB	5,87	+0,50
▶ DJ E STOXX RETL P		347,38	-1,26

HAUTE TECHNOLOGIE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ALCATEL /RM	FR •	98,6	-1,40
ALTEC SA REG.	GR	28,04	....
ASK PROXIMA	NO	5,68	....
BAAN COMPANY	NL •	8,7	+2,96
BARCO	BE •	161,3	-1,04
BOWTHORPE	GB	5,62	+0,53
BRITISH AEROSPA	GB	5,87	-4,72
BRITISH BIOTECH	GB	0,25	-10,53
CAP GEMINI /RM	FR •	159,5	-3,33
COLOPLAST B	DK	96,50	-1,39
DASSAULT SYST/	FR •	37,4	-1,58
ERICSSON A	SE	26,63	...
FINMECCANICA	IT •	1,04	....
FRESENIUS MED C	DE •	53,2	-0,56
GAMBRO -A-	SE	7,41	-1,48
GAMBRO -B-	SE	7,41	-1,48
GETRONICS	NL •	37,5	-4,58
GN GREAT NORDIC	DK	30,67	-0,44
INSTRUMENTARIUM	FI •	27,5	+1,85
INTRACOM N	GR	65,92	...
KON. PHILIPS EL	NL •	63,25	-0,78
MERKANTILDATA	NO	9,37	----
MISYS	GB	8,65	-1,51
NERA ASA	NO	1,79	-0,64
NETCOM ASA	NO	29,32	....
NOKIA -A-	FI •	124,8	-1,42
NOKIA -K-	FI •	124,99	-0,80
NYCOMED AMERSHA	GB	5,94	-0,24
OCE	NL •	24,9	-0,40
OLIVETTI	IT •	2,79	+1,82
RACAL ELECT CON	GB	5,94	-0,73
RADIOMETER -B-	DK	43,04	-0,31
ROLLS ROYCE	GB	3,88	-1,48
SAGEM	FR •	520	-1,89
SAP AG	DE •	306	-0,65
SAP VZ	DE •	337	-0,59
SEMA GROUP	GB	10,45	....
SIEMENS AG	DE •	56,5	-2,59
SIRTI	IT •	5,41	-0,73
SMITHS IND PLC	GB	13,94	+0,52
STMICROELEC SIC	FR •	83,25	-0,89
TANDBERG DATA A	NO	3,16	-1,79
THOMSON CSF /RM	FR •	28,79	+0,10
WILLIAM DEMANT	DK	58,49	----
ZODIAC /RM	FR •	183	-0,65
▶ DJ E STOXX TECH P		365,09	-0,95

SERVICES COLLECTIFS

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ANGLIAN WATER	GB	10,69	-1,08
BRITISH ENERGY	GB	9,84	+1,80
CENTRICA	GB	1,68	-0,85
EDISON	IT •	8,58	-0,58
ELECTRABEL	BE •	379,5	-1,81
ELECTRIC PORTUG	PT •	19,22	....
ENDESA	ES •	23,66	-0,67
EVN	AT •	117,3	-2,53
GAS NATURAL SDG	ES •	91,1	-0,98
HAFSLUND -A-	NO	5,75	-1,98
HAFSLUND -B-	NO	3,56	+1,64
IBERDROLA	ES •	14,18	-0,84
ITALGAS	IT •	4,68	+0,43
NATIONAL GRID G	GB	6,59	+0,67
NATIONAL POWER	GB	7,36	-1,55
OESTERR ELEKTR	AT •	146,01	-0,27
POWERGEN	GB	11,16	-1,03
RWE	DE •	38,7	-1,73
SCOT POWER	GB	8,51	+0,51
SEVERN TRENT	GB	13,17	-1,09
SUEZ LYON EAUX/	FR •	184,3	-2,74
SYDKRAFT -A-	SE	24,40	....
SYDKRAFT -C-	SE	18,05	-1,22
THAMES WATER	GB	14,85	-1,15
TRACTEBEL	BE •	162,7	-3,04
UNION EL.-FENOS	ES •	15,85	-0,78
UNITED UTILITIE	GB	11,75	-0,25
VIAG	DE •	483	-0,21
VIVENDI/RM	FR •	238,7	-1,08
▶ DJ E STOXX PO SUP P		339,85	-1,21

EURO NOUVEAU MARCHÉ

26/02 12 h 36 ▶

AMSTERDAM

	Cours en euros	% Var. veille
AIRSPRAY NV	26	-4,41
ANTONOV	0,8	+1,27
C/TAC	14,1	-1,05
CARDIO CONTROL	9	+1,12
CSS	16,45	+0,92
HITT NV	7,6	-0,65
INNOCONCEPTS NV	18,9	....
NEDGRAPHICS HOLD	16,6	+0,61
POLYDOC	1,8	-5,26
PROLION HOLDING	71,1	-1,25
RING ROSA	8,05	-3,59
RING ROSA WT	1,1	....
UCC HOLDING NV	14,65	-1,68

BRUXELLES

	Cours en euros	% Var. veille
ENVIPCO HLD CT	2,75	-8,33
FARDEM BELGIUM ABC	21	-2,33
INTERNOC HLD	4,5	....
INTL BRACHYTHER B	13	-2,26
LINK SOFTWARE B	7,69	....
PAYTON PLANAR	2,98	+2,76
SYNERGIA	7,6	....

FRANCFORT

	Cours en euros	% Var. veille
1 & 1 AG & CO.KGAA	138	-0,72
AIXTRON	210,1	-3,40
AUGUSTA BETEILIGUN	69,5	+2,06
BB BIOTECH ZT-D	32,25	+0,16
BB MEDTECH ZT-D	17,4	....
BERTRANDT AG	77	....
BETA SYSTEMS SOFTW	20,8	-0,95
CE COMPUTER EQUIPM	149,5	-0,33
CE CONSUMER ELECTR	257	+0,39
CENIT SYSTEMHAUS	249,4	-2,77
DRILLISCH	174	+1,75
EDEL MUSIC E 98	408	+2,56
ELSA	82	-3,53
EM.TV & MERCHANDI	890	-0,50
EUROMICRON	32	-1,54
GRAPHISOFT NV	22,3	+0,90
HOEFT & WESSEL	172	-4,44
HUNZINGER INFORMAT	117	-4,10
INFOMATEC	310	-1,59
INTERSHOP COMMUNIC	148	....
KINOWELT MEDIEN	203	-3,10
LHS GROUP	49	...
LINTEC COMPUTER	145	-3,33
LOESCH UMWELTSCHUT	10,15	-1,46
MENSCH UND MASCHIN	85,5	-1,72
MOBILCOM	330	+0,73
MUEHL PRODUCT & SE	17,5	-2,61
MUEHLBAUER HOLDING	93,5	+2,75
PFEIFFER VACU TECH	44,37	-4,58
PLENUM	165,85	-3,89
PSI	87	+3,57
QIAGEN NV	65	-1,81
REFUGIUM HOLDING A	36,52	+1,34
SACHSENRING AUTO	16,9	+0,60
SALTUS TECHNOLOGY	38,2	-2,05
SCM MICROSYSTEMS	81	....
SER SYSTEME	452	-1,74
SERO ENTSORGUNG	11,7	-0,43

★ **CODES PAYS ZONE EURO**
FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne
IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande
LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche
FI : Finlande - BE : Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO
CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark
GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède.

VALEURS FRANÇAISES

● **Air France** reculait de 0,05 % à 17,28 euros, vendredi 26 février en début de séance. Jeudi, les actions de la *compagnie aérienne publique avait, pour la première* fois depuis son introduction lundi, terminé en baisse. *Le titre s'était replié de 3,40 %.*

● **Havas Advertising** s'appréciait vendredi à l'ouverture *de 2,15 % à 180,9 euros. La plus importante agence* de publicité en Europe a vu son bénéfice net bondir de 83 % en 1998.

● **Pathé** restait stable vendredi en début de séance à *244,5 euros. Le bénéfice net en 1998 du groupe de* communication a légèrement reculé à 206 millions de *francs*, soit 31 millions d'euros.

● **Schneider** reculait vendredi en début de matinée de 1,81 % à 53,6 euros. *Le groupe, qui a vu ses résultats* progresser de 21,9 % en 1998, s'attend à ce qu'ils augmentent cette année *« de façon plus modérée qu'en 1998 »*.

● **Sefimeg** cédait 2,92 % à 63 euros vendredi en début de matinée. La société foncière a pourtant enregistré une *hausse* de *71,3* % de son résultat net consolidé à 539,1 millions de francs (82,2 million d'euros) en 1998.

● **Union des assurances fédérales** s'appréciait vendredi à l'ouverture de la séance de 0,17 % à 115 euros. Le résultat de la filiale du Crédit lyonnais spécialisée dans l'assurance-vie a progressé de 5,1 % en 1998.

RÈGLEMENT MENSUEL

VENDREDI 26 FÉVRIER — **Cours relevés à 12 h 30**

Liquidation : 24 mars

France ▶	Précédent en Euros	Cours en Euros	Cours en francs	% Var. veille	Valeur nominal (1)
B.N.P. (T.P)	146,20	146,20	959,01	....	152
CR.LYONNAIS(TP)	140,70	—	—	....	1000
RENAULT (T.P.)	429	430	2820,62	+ 0,23	1000
SAINT GOBAIN(T.P	177,60	179,80	1179,41	+ 1,23	1000
THOMSON S.A (T.P	143,90	142,50	934,74	– 0,97	1000
ACCOR	221,30	214,20	1405,06	– 3,20	100
AGF	51,40	50,90	333,88	– 0,97	30
AIR FRANCE GPE N	17,29	17,10	112,17	– 1,09	54
AIR LIQUIDE	142,50	138,30	907,19	– 2,94	70
ALCATEL	100	98,85	648,41	– 1,15	10
ALSTOM	24,80	24,70	162,02	– 0,40	40
ALTRAN TECHNO. #	252	249,60	1637,27	– 0,95	10
ATOS CA	192,80	189,80	1245,01	– 1,55	10
AXA	120,40	119,60	784,52	– 0,66	60
BAIL INVESTIS	128,40	127	833,07	– 1,09	100
BAZAR HOT. VILLE	96,90	96,90	635,62	....	50
BERTRAND FAURE	54,50	55	360,78	+ 0,91	5
BIC	50,70	49,10	322,07	– 3,15	25
BIS	80	82,50	541,16	+ 3,12	20
B.N.P.	73,65	72,10	472,94	– 1,97	4
BOLLORE	173,80	173,70	1139,40	– 0,05	50
BONGRAIN	348	349,30	2291,26	+ 0,37	50
BOUYGUES	239	233,30	1530,35	– 2,38	50
BOUYGUES OFFS	24,10	24,30	159,40	+ 0,82	10
BULL#	5,90	5,76	37,78	– 2,37	10
CANAL +	283,10	289,80	1900,96	– 1,12	20
CAP GEMINI	165	159,20	*1044,28*	– 3,51	*40*
CARBONE LORRAINE	37,50	37,20	244,02	– 0,80	10
CARREFOUR	651,50	644	4224,36	– 1,15	100
CASINO GUICHARD	81,20	83,20	545,76	+ 2,46	10
CASINO GUICH.ADP	51,70	52,20	342,41	+ 0,96	10
CASTORAMA DU B.I.L	193,50	190,70	1250,91	– 1,44	25
C.C.F.	79	78,70	516,24	– 0,37	25
CEGID (LY)	156,90	151,20	991,81	– 3,63	25
CERUS	*6,60*	*6,62*	*43,42*	*+ 0,30*	*45*
CGIP	50,65	50,10	328,63	– 1,08	2
CHARGEURS	42,70	41,95	275,17	– 1,75	100
CHRISTIAN DALLOZ	44,50	45	295,18	+ 1,12	10
CHRISTIAN DIOR	107	104,80	687,44	– 2,05	52
CIC -ACTIONS A	81	—	—	—	100
CIMENTS FRANCAIS	52	52,50	344,38	+ 0,96	28
CLARINS	67	65	426,37	– 2,98	50
CLUB MEDITERRANE	*86,50*	*87,40*	*573,31*	*+ 1,04*	25
CNP ASSURANCES	24	24,21	158,81	+ 0,87	25
COFLEXIP	52,20	53,10	348,31	+ 1,72	10
COLAS	178	176,10	1155,14	– 1,06	40
COMPTOIR ENTREP	2,11	2,08	13,64	– 1,42	10
CPR	36,10	36,40	238,77	+ 0,83	50
CRED.FON.FRANCE	14,06	13,50	88,56	– 3,98	100
CFF.(FERRAILLES)	32,30	32,23	211,41	– 0,21	50
CREDIT LYONNAIS	39,60	39,99	262,32	+ 0,98	60
CS SIGNAUX(CSEE)	71	72,05	472,62	+ 1,47	100
DAMART	64,90	63,85	418,83	– 1,61	5
DANONE	*228,20*	*226,30*	*1484,43*	*– 1,26*	*10*
DASSAULT-AVIATIO	163	165	1082,33	+ 1,22	50
DASSAULT SYSTEME	38	37,10	243,36	– 2,36	5
DE DIETRICH	42,68	42,60	279,44	– 0,18	25
DEVEAUX(LY)#	79,90	80,20	526,08	+ 0,37	20
DEV.R.N-P.CAL LI	*9,90*	—	—	—	100
DEXIA FRANCE	122,60	124,80	818,67	+ 1,54	100
DMC (DOLLFUS MI)	6,05	6,04	39,62	– 0,16	75
DYNACTION	22,50	22,50	147,59	—	25
ECIA	92,40	90,50	593,64	– 2,05	25
EIFFAGE	62,45	62	406,69	– 0,72	50
ELF AQUITAINE	96,30	95,40	625,78	– 0,93	8
ERAMET	34,50	34,35	225,32	– 0,43	20
ERIDANIA BEGHIN	129	129,50	849,46	+ 0,38	65
ESSILOR INTL	354	348,50	2286,01	– 1,55	20
ESSILOR INTL.ADP	310,90	318	2085,94	+ 2,28	20
ESSO	*71,90*	*72,50*	*475,57*	*+ 0,83*	*50*
EURAFRANCE	452	451,30	2960,33	– 0,15	200
EURO DISNEY	1,21	1,22	8	+ 0,82	5
EUROPE 1	231	229	1502,14	– 0,86	100
EUROTUNNEL	1,27	1,30	8,53	+ 2,36	....
FIMALAC SA	103	100,50	659,24	– 2,42	140
FINEXTEL	18,51	18,60	122,01	+ 0,48	100
FIVES-LILLE	69,80	69,70	457,20	– 0,14	50
FRANCE TELECOM	83,05	81,80	536,57	– 1,50	25
FROMAGERIES BEL	660	650,50	4267	– 1,43	50
GALERIES LAFAYET	955	948	6218,47	– 0,73	100
GASCOGNE	81,30	81,15	532,31	– 0,18	80
GAUMONT #	62,90	62	406,69	– 1,43	50
GAZ ET EAUX	*40,50*	*40,13*	263,24	– 0,91	5
GECINA	102,20	102,50	672,36	+ 0,29	100
GEOPHYSIQUE	36,22	36,75	241,06	+ 1,46	10
GRANDVISION	21,78	21,50	141,03	– 1,28	10
GROUPE ANDRE S.A	103	103	675,64	—	50
GPE VALFOND ACT.	44	44	288,62	—	100
GR.ZANNIER (LY)	17,88	17,52	114,92	– 1,90	10
GROUPE GTM	85,50	83,75	549,38	– 2,04	50
GROUPE PARTOUCHE	62,50	62,50	409,97	....	91
GUILBERT	*115*	114,10	748,45	– 0,78	10
GUYENNE GASCOGNE	369	367	2407,36	– 0,54	100
HACHETTE FILL.ME	240	244	1600,54	+ 1,66	20
HAVAS ADVERTISIN	176	179,20	1175,47	+ 1,81	8
IMETAL	109,50	108,80	713,68	– 0,63	50
IMMEUBLES DE FCE	17,49	17,23	113,02	– 1,48	10
INFOGRAMES ENTER	63,30	64	419,81	+ 1,10	20
INGENICO	21,80	21,97	144,11	+ 0,77	10
INTERBAIL	*22*	*22*	*144,31*	—	*100*
INTERTECHNIQUE	260,50	263	1725,17	+ 0,95	100
ISIS	51	51	334,54	—	50
JEAN LEFEBVRE	78,05	80	524,77	+ 2,49	50
KLEPIERRE	83,60	85,30	559,53	+ 2,03	50
LABINAL	182	179,70	1178,75	– 1,26	*100*
LAFARGE	85,40	85,95	563,80	+ 0,64	25
LAGARDERE	36,15	35,52	233	– 1,74	40
LAPEYRE	*63,40*	*62,50*	409,97	– 1,41	*10*
LEBON (CIE)	36,50	36	236,14	– 1,36	50
LEGRAND	195	190	1246,32	– 2,56	10
LEGRAND ADP	118	116	760,91	– 1,69	10
LEGRIS INDUST.	40,20	40,50	265,66	+ 0,74	20
LOCINDUS	122	121,90	799,61	– 0,08	150
L'OREAL	585	580,50	3807,83	– 0,76	10
LVMH MOET HEN.	198	196	1285,68	– 1,01	10
MARINE WENDEL	*179*	*176,90*	*1160,39*	*– 1,17*	*100*
METALEUROP	4,84	4,80	31,49	– 0,82	25
MICHELIN	40,50	39,70	260,41	– 1,97	12
MONTUPET SA	*32,90*	*32,65*	214,17	– 0,75	10
MOULINEX	10,49	10,71	70,25	+ 2,09	10
NATEXIS	53	52,20	342,41	– 1,50	100
NEOPOST	14,20	14,30	93,80	+ 0,70	4
NORBERT DENTRES.	26,70	26,98	176,98	+ 1,04	10
NORD-EST	25,08	24,50	160,71	– 2,31	50
NORDON (NY)	69,20	69,10	453,27	– 0,14	70
NRJ #	206	202	1325,03	– 1,94	10
OLIPAR	*6,92*	—	—	—	60
PARIBAS	78	78,70	516,24	+ 0,89	100
PATHE	244,40	243	1593,98	– 0,57	100
PECHINEY ACT ORD	30,40	30,22	198,23	– 0,59	100
PERNOD-RICARD	55,90	54,50	357,50	– 2,50	20
PEUGEOT	125	124	813,39	– 0,80	35
PINAULT-PRINT.RE	158	154,80	1015,42	– 2,02	20
PLASTIC OMN.(LY)	68	68	446,05	...	20
PRIMAGAZ	75,50	74	485,41	– 1,88	*10*
PROMODES	593	590,50	3873,43	– 0,42	20
PUBLICIS #	153,50	155	1016,73	+ 0,97	25
REMY COINTREAU	14,48	14,46	94,85	– 0,13	10
RENAULT	44,60	42,50	278,78	– 4,70	25
REXEL	75,50	75,20	493,28	– 0,39	5
RHODIA	12,90	12,56	82,39	– 2,63	100
RHONE POULENC A	42,20	41,80	274,19	– 0,94	3
ROCHEFORTAISE CO	*107*	105,30	690,72	– 1,58	*10*
ROCHETTE (LA)	2,64	2,64	17,32	...	10
ROYAL CANIN	46	46,45	304,69	+ 0,97	20
RUE IMPERIALE (L	1046,50	1050	6887,55	+ 0,14	200
SADE (NY)	36,15	36,50	239,42	+ 0,96	100
SAGEM SA	530	518	3397,86	– 2,26	50
SAINT-GOBAIN	140,20	138,50	908,50	– 1,21	100
SALVEPAR (NY)	73,70	74,25	487,05	+ 0,74	50
SANOFI	167,50	161,30	1058,06	– 3,70	25
SAUPIQUET (NS)	55,40	55,40	363,40	—	50
SCHNEIDER SA	55	52,05	341,43	– 5,36	50
SCOR	48,18	46,06	302,13	– 4,40	25
S.E.B.	59	60,60	397,51	+ 2,71	20
SEFIMEG CA	*64,90*	62,45	409,65	– 3,77	100
SEITA	54	54	354,22	—	50
SELECTIBANQUE	10,22	10,22	67,04	—	100
SFIM	39,30	45,01	295,25	+ 14,52	160
SGE	39	39,07	256,28	+ 0,17	85
SIDEL	67,60	66,75	437,85	– 1,54	15
SILIC CA	158	158	1036,41	– 0,62	100
SIMCO	83,90	82,90	543,79	– 1,19	100
S.I.T.A	165	181	1187,29	– 2,16	50
SKIS ROSSIGNOL	12,70	12,63	*82,85*	– 0,55	25
SOCIETE GENERALE	131,10	131,60	863,24	+ 0,38	5
SOC.FONC.LYON.#	130,50	127	833,07	– 2,68	50
SODEXHO ALLIANCE	150,10	149,70	981,97	– 0,26	100
SOGEPARC (FIN)	70,05	71,60	469,67	+ 2,21	50
SOMMER-ALLIBERT	22,05	22,16	145,36	+ 0,49	5
SOPHIA	36,95	36,98	242,57	+ 0,08	75
SPIR COMMUNIC. #	54	52,75	346,02	– 2,31	20
STRAFOR FACOM	65,20	*63,90*	419,16	– 1,99	25
SUEZ LYON.DES EA	189,50	184	1206,96	– 2,90	10
SYNTHELABO	216,50	210	1377,51	– 3	10
TECHNIP	85,90	87	570,68	+ 1,28	20
THOMSON-CSF	28,76	28,61	187,67	– 0,52	20
TOTAL	94,20	94,35	618,90	+ 0,15	50
UNIBAIL	112,50	113	741,23	+ 0,44	100
UNION ASSUR.FDAL	113,80	114,50	751,07	+ 0,61	10
USINOR	*11,51*	11,26	73,86	– 2,17	*20*
VALEO	81,10	79,15	519,19	– 2,40	20
VALLOUREC	26,50	26,40	173,17	– 0,37	100
VIA BANQUE	27,30	27,10	177,76	– 0,73	100
VIVENDI	241,30	238,70	1565,77	– 1,07	16
WORMS (EX.SOMEAL	13,30	13,30	87,24	....	10
ZODIAC EX.DT DIV	184,20	183	1200,40	– 0,65	10

International ▶	Précédent en Euros	Cours en Euros	Cours en francs	% Var. veille	Valeur nominal (1)
AMERICAN EXPRESS	95,35	97,20	637,59	+ 1,94	....
A.T.T. #	75,10	77	505,09	+ 2,52	1
BARRICK GOLD #	*16,07*	*16,39*	*107,51*	*+ 1,99*	....
CROWN CORK ORD.#	25,50	—	—	—	5
DE BEERS #	15,87	15,65	102,66	– 1,38	—
DU PONT NEMOURS	47,60	47,71	312,96	+ 0,23	—
FORD MOTOR #	53,50	53,50	350,94	—	1
GENERAL ELECT. #	90	90,75	595,28	+ 0,83	....
GENERAL MOTORS #	75,55	75,35	494,26	– 0,26	1
HITACHI #	5,62	5,62	36,86	—	50
I.B.M #	154,80	157	1029,85	+ 1,55	....
ITO YOKADO #	52,05	51,45	337,49	– 1,15	50
MATSUSHITA #	14,74	14,72	96,56	– 0,13	50
MC DONALD'S #	75	76	498,53	+ 1,33	....
MERCK AND CO #	73	73	478,85	—	....
MITSUBISHI CORP.	4,79	4,79	31,42	—	50
MOBIL CORPORAT.#	74,55	—	—	—	1
MORGAN J.P. #	102,40	—	—	—	2
NIPP. MEATPACKER	*11,80*	—	—	—	*50*
PHILIP MORRIS #	35,75	36,17	237,26	+ 1,17	....
PROCTER GAMBLE	81,20	—	—	—	....
SEGA ENTERPRISES	17,22	16,50	108,23	– 4,18	50
SCHLUMBERGER #	43,62	43,71	286,72	+ 0,20	....
SONY CORP. #	68	67,50	442,77	– 0,73	50

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3 ; ■ coupon *détaché* ; ● *droit détaché* ; # *contrat d'animation* ; *o = offert* ; d = demandé ; ↑ offre réduite ; ↓ demande réduite; ◆ cours précédent.

DERNIÈRE COLONNE RM (1) :

Lundi daté mardi : % variation 31/12 ; Mardi daté mercredi : montant du coupon en euros; Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon ; Jeudi daté vendredi : compensation ; Vendredi daté samedi : nominal.

NOUVEAU MARCHÉ

VENDREDI 26 FÉVRIER

Une sélection. **Cours relevés à 12 h 30**

SECOND MARCHÉ

VENDREDI 26 FÉVRIER

Une sélection. **Cours relevés à 12 h 30**

Valeurs ▶	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille
TRANSICIEL #	118,10	774,69	+ 3,14
TRIGANO	28	183,67	– 0,35
UBI SOFT ENT	116,60	764,85	– 0,25
UNILOG	*495*	*3246,99*	*+ 2,08*
VIEL ET CIE	19,10	125,29	+ 0,20

SICAV ET FCP

Une sélection.

Cours de clôture le 25 février

Émetteurs ▶	Valeurs unitaires euros	Valeurs unitaires francs	Date cours
POSTE PREMIÈRE SI	6489,28	42566,89	25/02
POSTE PREMIÈRE 1 AN	38821,06	254649,46	25/02
POSTE PREMIÈRE 2-3	8375,87	54942,11	24/02
REVENUS TRIMESTR. D	813,16	5333,98	25/02
THÉSORA C	169,74	1113,42	25/02
THÉSORA D	148,50	974,10	25/02
TRÉSORYS C	42896,44	281382,20	25/02
SOLSTICE D	367,50	2410,64	25/02

SG ASSET MANAGEMENT — Serveur vocal : 08 36 68 36 62 (2,23 F/mn)

ACTIMONÉTAIRE C	6055,06	39718,59	25/02
ACTIMONÉTAIRE D	4670,06	30633,52	25/02
CADENCE 1 D	164,71	1080,43	25/02
CADENCE 2 D	163,96	1068,80	25/02
CADENCE 3 D	163,01	1069,28	25/02
CAPIMONÉTAIRE C	64,98	426,24	25/02
CAPIMONÉTAIRE D	57,21	375,27	26/02
INTEROBLIG C	51,22	335,98	25/02
INTERSELECTION FR. D	69,42	455,37	25/02
SÉLECT DÉFENSIF C	180,80	1185,97	26/02

LÉGENDE

* Hors frais. ** A titre indicatif.

SPORTS Le voilier de Marc Thiercelin a démâté dans la matinée de *jeudi 25 février, alors que le skipper* se trouvait dans l'Atlantique au large des côtes d'Argentine en tête de la course autour du monde en solitaire. ● LE NAVIGATEUR FRANÇAIS a déclenché sa balise à 11 h 35. Aussitôt le directeur de la course a demandé à l'Italien Giovanni Soldini, qui se trouvait à 200 milles du lieu de l'accident, de dévier sa route. Mais Marc Thiercelin, qui avait déjà dû faire escale à Aguirre, au cap Horn, afin de réparer sa bôme endommagée, a réussi seul à maintenir son bateau à flot. ● SOUS UN GRÉEMENT de fortune, *Somewhere* file vers les Malouines, où il devrait être réparé sous huitaine. Pour Thibault Derville, le responsable technique de *Somewhere*, le voilier n'est pas en danger et le navigateur pourra reprendre sa route après l'installation d'un nouveau mât.

Marc Thiercelin perd ses chances de gagner la course autour du monde

Le skipper français, qui avait déclenché sa balise de détresse, jeudi 25 février, après son démâtage, a pu installer un gréement de fortune. Il se dirige vers les îles Malouines, où un nouveau mât devrait être installé pour lui permettre de terminer la troisième étape

GIOVANNI SOLDINI a bien failli *se reconvertir dans les transports en* commun, jeudi 25 février. Pendant quelques heures, le skipper italien s'est en effet dérouté pour aller porter secours à Marc Thiercelin, qui venait de démâter et avait déclenché sa balise de détresse alors qu'il se trouvait à 200 milles à l'ouest des îles Malouines. La mer était creusée par des vents de 30 nœuds, Marc caracolait en tête de la course, volant vers une victoire dans cette troisième étape entre Auckland (Nouvelle-Zélande) et Punta del Este (Uruguay) de la course autour du monde en solitaire Around Alone.

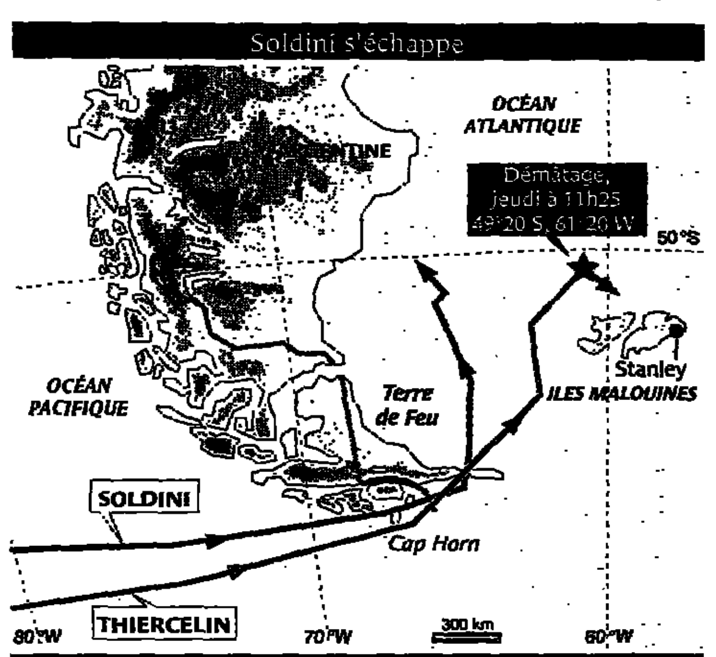
Pendant quelques heures, il a craint qu'un morceau de mât ne crève sa coque et que son monocoque coule : « *Pour l'instant, il n'y a pas de trou sous la ligne de flottaison. Le bateau est à l'horizontale et Marc travaille pour l'empêcher de couler* », précisaient à terre les responsables de son équipe. L'angoissante situation s'est dénouée en fin d'après-midi : le navigateur annonçait que tout était à peu près rentré dans l'ordre. La direction de la course a libéré Giovanni Soldini de sa mission. Le navire de l'armée uruguayenne qui avait appareillé dès l'alerte donnée est retourné au port.

L'infortuné Marc Thiercelin fait route vers les îles Malouines sous un grément qu'il a confectionné avec la bôme et la trinquette. « *J'ai réussi à scier une grosse partie du mât, qui, comme le gréement, est parti à la mer* », a-t-il expliqué lors d'une communication radio. A bord de *Somewhere*, le mât qui s'est cassé en trois parties a perforé le roof et démoli la table à cartes. Si Marc Thiercelin a échappé au pire en écartant tout danger de sombrer, il doit naviguer avec un bateau devenu difficile à manœuvrer.

UNE NOUVELLE GUIGNE

L'équipe technique qui l'avait accueilli après le cap Horn pour réparer sa bôme et qui venait d'atterrir à Punta del Este pour saluer sa victoire a repris un avion pour rejoindre Port Stanley, aux Malouines, où il devrait arriver samedi 27 février. Le navigateur affirme vouloir ensuite rallier Punta del Este, où il disposera d'un mois pour parfaire les réparations sur son monocoque.

Pour le navigateur français, c'est une nouvelle guigne. Lors de la première étape, entre Charleston (Etats-Unis) et Le Cap (Afrique du Sud), il avait longtemps cru tenir son succès avant que son génois et



sa grand-voile ne partent en lambeaux. Il avait laissé la victoire au Britannique Mike Golding... qui avait ensuite dû abandonner à la fin de la deuxième étape entre Le Cap et Auckland, en Nouvelle-Zélande. Perdant de la deuxième étape derrière un Giovanni Soldini qui avait terminé en trombe, Marc Thiercelin était parti en meilleur forme pour la troisième étape, le 6 février, et avait très vite pris la tête de l'épreuve. Jusqu'à jeudi 25 février.

Depuis trois semaines, Marc Thiercelin ne ménageait pas son monocoque, un bateau âgé de six mois (*Le Monde* daté 21-22 février). Dans le désert martime du Pacifique sud, il avait amélioré par deux fois le record de distance parcourue en 24 heures (386 milles et 392 milles, 714 kmet 752 km). Mais le bateau avait souffert et la bôme présentait des signes de faiblesse. Il avait pu continuer en le harnachant au mât avec des bouts, mais ne pouvait plus envoyer toute la grand-voile. Le 15 février, c'est à cause de cette avarie qu'il n'avait pu rebrousser chemin pour venir en aide à Isabelle Autissier. Remonter contre le vent à la recherche de la navigatrice aurait été trop dangereux.

A force de manœuvres beaucoup plus soutenues, il avait gardé une bonne vitesse et filait vers son escale technique, dans la baie d'Aguirre (Argentine) aux alentours de 350 milles (650 km) par jour. Il était arrivé lundi, ralenti par quatre heures de grand calme non loin des côte de la Terre de feu. « L'arrêt au stand » avait duré douze heures, temps de remorquage aller-retour compris (moins de dix milles, selon le règlement).

Sa tête de bôme changée, le marin était reparti avec Giovanni Soldini aux trousses. Empêché par des vents de face très violents (60 nœuds) qui balayaient le détroit de Le Maire, non loin d'Aguirre, Marc Thiercelin avait dû passer à l'est et s'était une nouvelle fois empêtré dans des calmes. Pendant ce temps Giovanni Soldini rencontrait une fortune de mer. Lui qui s'était entêté à prendre l'audacieuse option nord trouvait des vents favorables pour la navigation dans le détroit. Il s'était rapproché à 150 milles de son adversaire.

LA COURSE EST-ELLE TUÉE ?

Si Marc Thiercelin semblait encore en mesure de franchir le premier la ligne d'arrivée, il ne pouvait pas être assuré de gagner l'étape. En Uruguay, Giovanni Soldini devrait se voir rendre des heures en raison du crochet qu'il a effectué pour sauver Isabelle Autissier. Alors Marc allait vite, peut-être trop vite. Jeudi matin, lors de sa vacation radio, quelques minutes avant son démâtage, il expliquait : « *J'ai 190 milles d'avance, je continue à foncer jusqu'à ce que j'en ai 300. J'en bave, les vagues cognent de partout, il y a un boucan infernal. Dans de telles conditions, avec un bateau normal, j'aurais une chance sur cinq de garder mon mât.* » Au confrère de *France-soir* qui lui parle du bateau, il répond un prémonitoire : « *Je me demande comment il tient. Comment le mât résiste, c'est assez magique.* » Malmené dans le grain et dans la vitesse, le mât a fini par céder.

Giovanni Soldini, seul concurrent valide des classe 1, file désormais vers Punta del Este, où il a attendu le 2 mars. La course est-elle tuée ? Pas si sûr. Marc Thiercelin devrait se livrer à un baroud d'honneur dans la quatrième et ultime étape entre Punta del Este et Charleston, dont le départ est prévu le 10 avril. Et, derrière les classe 1, il y a l'autre épreuve, celle des classe 2, menée par le Français Jean-Pierre Mouligné. Largement en tête au classement général après ses deux victoires d'étape, il est une nouvelle fois aux avant-postes dans cette troisième étape et devrait arriver à Punta del Este dans les premiers jours de mars.

Bénédicte Mathieu

Le saint-bernard des mers à nouveau sollicité

PENDANT quelques heures l'épilogue de la troisième étape de la course autour du monde a bien failli prendre toutes les caractéristiques d'une leçon de morale. Parce que les premiers messages reçus à terre étaient inquiétants, la direction de la course a demandé à Giovanni Soldini de se détourner pour récupérer Marc Thiercelin alors considéré en grand danger. Le navigateur italien, et donc Isabelle Autissier, sa passagère obligée depuis le 16 février, date du chavirage de *PRB*, allait jouer les « voitures-balais » d'une épreuve sur mer.

La course en solitaire prenait une étrange allure puisque le skipper du dernier bateau en course aurait donc repêché le seul concurrent en mer à part lui. Mais cette cohabitation à trois dans un cockpit aurait peut-être permis un dialogue entre Isabelle Autissier et Marc Thiercelin, arbitré par leur saint-bernard. Les deux marins français auraient pu ainsi profiter de l'occasion pour aplanir quelques malentendus.

Le dernier en date est intervenu il y a quelques jours au large du cap Horn. Marc Thiercelin n'avait pas du tout apprécié la suite du sauvetage de la Française par le marin italien. Quelques heures après, celle-ci avait expliqué qu'elle ne resterait pas les bras croisés sur *Fila* en cas de coup dur. Ce que le skipper de *Somewhere*, toujours en course et en quête d'une première victoire d'étape sur l'épreuve, n'avait pas apprécié.

Resté seul sur son voilier pendant que les deux marins continuaient leur route ensemble vers Punta del Este, Marc Thiercelin n'avait pas ménagé ses critiques envers Isabelle Autissier. Alors que *Fila* revenait sur lui, à la fin de la semaine dernière, il ne mâchait pas ses mots : « *Elle ne concrétise pas*, disait-il. *Si elle ne tirait pas sur son bateau comme une mule.(...) Je suis désolé pour Isabelle qu'elle se mette sur le toit, mais de là à foutre en l'air la course de Giovanni. (...) J'aimerais bien que la voile reste propre et que l'on évite les affaires.* »

ULTIME ÉTAPE

Relayée par quelques marins, la polémique s'était finalement éteinte à la faveur du silence d'Isabelle Autissier et surtout des déclarations de Giovanni Soldini qui avait immédiatement répliqué aux attaques venues de la terre en affirmant : « *Ma course, j'estime l'avoir largement gagnée et tout le reste, finalement, a peu d'importance.* » Mise à part une ultime guigne du destin pour gâcher la compétition en détruisant le dernier Class 1 « valide », de la course, l'Italien a gagné l'étape, la deuxième consécutive après une belle victoire à Auckland, le 1er janvier.

Pour « Gio », virtuel premier à Punta del Este, la direction de course devrait de plus retrancher sur son temps de navigation les heures passées à sauver Isabelle Autissier dans le Pacifique sud. Si l'Italien n'est pas mis hors course pour ses déclarations à propos du rôle de la navigatrice à son bord, si Marc Thiercelin parvient à rapatrier son bateau en Uruguay, les deux hommes pourraient se retrouver sur la ligne de départ le 6 avril pour l'ultime étape, entre Punta del Este et Charleston (Etats-Unis), d'une course où ils s'affronteraient réellement en solitaire.

B. M.

Thibault Derville, responsable technique de « Somewhere »

« Marc Thiercelin n'a pas commis la moindre faute »

« Comment expliquez-vous l'incident dont a été victime Marc Thiercelin ?

– Depuis plusieurs jours, Marc naviguait sur une mer très dure. Une mer courte, que les marins surnomment « *mer casse-bateau* ». Par chance, si l'on peut dire, elle n'a cassé que le mât... Il y avait environ 30 nœuds de vent (entre 50 et 60 kilomètres/heure). Marc n'a pas commis la moindre faute. Le mât a cédé par le haut, puis il s'est effondré sur le roof. Il a brisé la table à cartes. Marc était à l'intérieur du bateau. Il n'a rien eu. Il n'a rien vu, non plus. C'est plutôt une sorte de fatalité. Il n'y a pas de règle : sans que l'on sache pourquoi, il y a des mâts soumis à d'énormes intempéries qui résistent sur des dizaines de milliers de milles et d'autres qui cassent. Pourtant ce sont les mêmes. Fabriqués dans les mêmes matériaux. On ne peut incriminer rien, ni personne. C'est la loi du genre. Tant qu'il y aura des bateaux en mer, il y aura des accidents de la sorte.

– Dans quel état se trouve le bateau maintenant ?

– Le mât a fait un trou sur le pont et a failli percer la coque. Heureusement Marc a pu intervenir rapidement. Il n'y aucune voie d'eau. En revanche les vagues ont déferlé au-dessus du pont et sont entrées à l'intérieur. Mais le bateau n'est pas en danger. Nous sommes contents que Marc s'en soit tiré sans une bosse. Pour nous, l'essentiel est la vie de notre skipper.

– Pourquoi a-t-il déclenché sa balise ?

– Dans les minutes qui ont suivi le choc, Marc a eu peur que l'électronique de bord, son standard et les instruments de navigation qui permettent de repérer la position du bateau ne soient atteints. C'est pour cela qu'à 11 h 35 il a déclenché une première balise afin que les secours puissent le repérer sans perdre sa trace. C'était pour lui une manière de dire : je vais bien. Il m'a téléphoné aussitôt après pour me rassurer et me décrire la situation. Ensuite dans l'après-midi, il a déclenché une deuxième balise à la demande des autorités navales argentines.

– Après le naufrage d'Isabelle Autissier, Marc Thiercelin avait eu des commentaires sévères à propos de la navigatrice. Il avait notamment expliqué que celle-ci sollicitait trop son bateau. Dans la lutte pour creuser l'écart avec Giovanni Soldini, qui le talonne, n'a-t-il pas, lui aussi, un peu trop forcé sa machine ?

– Non, vraiment je ne le crois pas. C'est vrai que les deux hommes se tirent la bourre. C'est la règle du jeu. Depuis plusieurs jours, ils naviguent à quelques milles l'un de l'autre. Un jour Soldini se rapproche, le lendemain Marc gagne du terrain. Au cours des 24 heures qui ont précédé le drame, Marc avait réussi à reprendre une centaine de milles sur *Fila*, mais sans jamais mettre le bateau en danger. Quand on regarde les vitesses, elles oscillent entre 9 et 10 nœuds, ce qui n'a rien d'extravagant sur une course comme celle-là avec ces bateaux. Au moment de l'accident, il avançait avec 40 % de voile et sous trinquette. C'est dire ! Il était loin d'en raiouter. Marc est un excellent navigateur. Depuis le départ, il a prouvé qu'il maitrise parfaitement son sujet. Dans le Pacifique sud, avant le passage du cap Horn, il avait choisi une route plus au nord que les autres concurrents afin d'éviter les mers mauvaises. Il n'a pas trop tiré sur son bateau.

> « Somewhere » vient d'être victime d'un grave accident, mais il n'a pas coulé. Il a montré sa solidité.

– Cet accident relance la polémique récurrente sur la sécurité en mer. Ces bateaux qui filent de plus en plus vite, sur des mers dangereuses, ne mettent-ils pas en danger la vie des skippers ?

– C'est un mauvais procès. Les bateaux qui sont construits aujourd'hui pour ce genre de course présentent des garanties de sécurité pour les navigateurs de plus en plus importantes. Cette polémique est stérile. La préoccupation de tous les architectes, c'est de rendre les bateaux plus sûrs. Les cordages sont plus résistants, les mâts et les coques plus performants, etc. On doit aux architectes une meilleure sécurité et une plus grande vitesse. La preuve : *Somewhere* vient d'être victime d'un grave accident, mais il n'a pas coulé. Il a montré sa solidité.

– Avez-vous une idée du temps qui sera nécessaire à la réparation ?

– Marc a effectué un premier nettoyage qui lui permet de rejoindre les îles Malouines. Dès son arrivée l'équipe technique procédera à un bilan détaillé de la situation. Cela prendra un certain temps. Après nous réparerons. Bien sûr, il faudra un nouveau mât, que nous ferons venir probablement de France. Il faut compter au minimum huit jours de travail avant de reprendre la mer.

– Il y a trois jours, vous avez déjà dû réparer la bôme de *Somewhere*, à Aguirre. Cette fois c'est le mât. Lors des essais, aviez-vous été confrontés à des avaries de ce genre ?

– Pas du tout. De plus, les problèmes que nous avons eus avec la bôme et le bris du mât n'ont aucun rapport entre eux. Lors des essais, nous avons plutôt été confrontés à des problèmes de mise au point électronique ».

Propos recueillis par Yves Bordenave

Au départ sept monocoques de classe 1

Le 26 septembre 1998, les concurrents d'Around Alone, nouvelle dénomination du BOC Challenge, prennent le départ. Dans le port de Charleston (Etats-Unis) figurent sept voiliers monocoques de type classe 1 (50 à 60 pieds de long, soit 15,24 m à 18,28 m), dont cinq sont nés des recherches des architectes français Jean-Marie Finot et Pascal Conq : *Fila* de l'Italien Giovanni Soldini, *PRB* et *Somewhere* des Français Isabelle Autissier et Marc Thiercelin, *Gartmore Investment Management* et *Team Group 4* des Britanniques Josh Hall et Mike Golding. De ces sept voiliers au départ, un seul est aujourd'hui encore en état de naviguer : celui de Giovanni Soldini.

● **Le 6 octobre 1998**, au cours de la première étape qui mène les concurrents vers Le Cap (Afrique du Sud), Isabelle Autissier connaît sa première difficulté. La ferrure d'un étai, une pièce qui maintient les câbles servant à consolider la tête de mât du bateau, lâche.

● **Le 26 octobre 1998**, c'est au tour de Marc Thiercelin de connaître ses premiers ennuis. Un coup de bôme arrache l'électronique arrière de son bateau. Le Français voit également sa grand-voile partir en lambeaux. Au Cap, c'est Mike Golding qui se présente le premier, le 31 octobre. Le Canadien Sebastian Reid, sur *Project Amazon*, a renoncé, estimant la course trop dure.

● **Le 8 décembre 1998**, trois jours après le départ de la deuxième étape entre Le Cap et Auckland (Australie), nouvelle avarie pour Isabelle Autissier. La navigatrice fait face à un problème de vérin de quille alors qu'elle occupe la première position. Puis, dans la nuit du 16 au 17 décembre, c'est son rail de grand-voile qui s'arrache. Elle doit faire escale, durant neuf heures, à Hobart (Tasmanie).

● **Le 1er janvier**, avant l'arrivée à Auckland, Mike Golding est victime d'une voie d'eau après avoir heurté un récif de corail. Un bateau de pêche le remorque vers la baie de Tom Bowling. Le Britannique abandonne par la suite.

Le même jour, Marc Thiercelin annonce avoir heurté un objet métallique, affale ses voiles et répare son gouvernail endommagé par le choc. C'est la route d'une... baleine que croise le bateau d'Isabelle Autissier, contrainte de naviguer avec son gouvernail de secours.

● **La date butoir du 30 janvier**, fixée pour l'arrivée de la deuxième étape à Auckland, passe. Le Russe Fedor Konioukov sur son *Modern University for the Humanities* n'est pas en vue. Il décide de lui-même de se mettre hors course, tout en continuant à naviguer.

● **Le 11 février**, au cours de la troisième étape entre Auckland et Punta del Este (Uruguay), le Britannique Josh Hall à bord de *Gartmore* est victime d'un démâtage. Il fabrique un mât de fortune et rebrousse chemin vers Chatam Islands, à plus de 500 kilomètres d'Auckland.

● **Le 15 février**, Isabelle Autissier déclenche l'une de ses balises de détresse après avoir chaviré. Le 16 février, elle est sauvée par l'Italien Giovanni Soldini, qui s'est détourné de sa route.

● **Le 25 février**, *Somewhere* de Marc Thiercelin démâte.

Bordeaux ni ne marque, ni n'encaisse, ni ne s'en inquiète

Tenus en échec à Nantes, les Bordelais perdent la tête du championnat

L'Olympique de Marseille a repris la première place du championnat de France de football de première division après sa victoire (1-0) face à Strasbourg, jeudi 25 février. Malgré l'absence de trois titulaires, Bordeaux a obtenu un bon match nul (0-0) à Nantes, mais rétrograde en deuxième position.

NANTES
de notre envoyé spécial

Fils spirituel de Jean-Claude Suaudeau, l'actuel dépositaire du jeu « à la nantaise », Raynald Denoueix serait plutôt du genre à mourir avec ses idées. Son équipe a copieusement dominé les Girondins de Bordeaux,


FOOTBALL

mais sans pouvoir les battre, jeudi 25 février, au stade de la Beaujoire, et ce constat semble suffire à l'entraîneur des Canaris. Face au leader (en début de match) du championnat, ses joueurs ont multiplié les actions en mouvement et enchaîné les phases de jeu en triangle, la plupart du temps à une touche de balle. Fidèles à la grande tradition nantaise, ils ont réitéré le spectacle d'une jeunesse douée et insolente. N'était donc qu'un seul problème : les artistes n'ont pas marqué.

Cinquième en championnat, qualifié pour les huitièmes de finale de la Coupe de France, le FC Nantes-Atlantique ne dispose pas de buteur-type. Depuis le début de la saison, quatorze joueurs différents ont inscrit au moins un but pour le club, ce qui témoigne bien de la place accordée à la collectivité dans l'école de football nantaise. Raynald Denoueix ne veut pas en faire une idée fixe : *« Cette question du buteur est un peu notre monstre du loch Ness, cela revient régulièrement. Mais est-ce vraiment une donnée importante ? Notre jeu serait-il aussi cohérent si nous avions un joueur ayant des qualités spécifiques dans la finition ? Ce n'est pas sûr du tout »*, indiquait, après le match, l'ancien responsable du centre de formation, promu entraîneur de l'équipe professionnelle en juillet 1997.

Adversaires d'un soir, les Girondins de Bordeaux sont loin, eux, de connaître cette situation de pénurie d'attaquants. Avec respectivement dix-sept et quatorze réalisations à leur actif, Sylvain Wiltord et Lilian Laslandes occupent les deux premières places du classement des buteurs. A eux deux, ils ont inscrit les trois cinquièmes de l'actif bordelais en championnat (51 buts). Jeudi soir, néanmoins, les deux internationaux ont rivalisé de discrétion. Les Girondins, eux non plus, n'ont pas marqué, et le match s'est terminé sur un plaisant 0-0 au léger goût d'inachevé. Tout comme son collègue nantais, l'entraîneur bordelais, Elie Baup, se satisfaisait de ce partage des points : *« Si on souligne régulièrement que nous avons la meilleure attaque du championnat, n'oublions pas que nous avons aussi la meilleure défense* [20 buts encaissés, tout comme l'Olympique de Marseille]. *Nous n'avons pas pris de but ce soir, ce n'est pas si mal. »*

UN SEUL ÊTRE VOUS MANQUE...

Dans le schuss vers le titre de champion de France, les Bordelais viennent en tout cas d'éviter un obstacle de taille. Le contexte ne plaidait pas en faveur d'Elie Baup, privé de trois de ses titulaires, tous suspendus. L'absence la plus notable, jeudi soir, ne fut pas celle d'Ali Benarbia, le petit milieu du terrain doté d'une vision du jeu inégalée en première division. La défection du capitaine, Michel Pavon, se fit davantage sentir. Messager des consignes communiquées depuis le banc de touche par son entraîneur, le porte-voix d'Elie Baup est l'indispensable fort en gueule dont toute équipe a besoin. Un seul être vous manque, et Bordeaux eut parfois du mal dans son positionnement sur le terrain.

Si Michel Pavon sera de retour dès le prochain match de championnat, Ali Benarbia devra, lui, faire pénitence pendant encore 180 minutes. Sa suspension de deux mois (cinq matches) pour avoir marché sur les pieds d'un arbitre assistant contre Rennes le 6 février a finalement été ramenée à trois rencontres. Les Girondins peuvent s'estimer heureux. Surtout que leur calendrier est plutôt favorable pour les semaines à venir. Leurs cinq prochains adversaires sont des équipes mal classées : Nancy (14e avant la fin de cette vingt-cinquième journée), Strasbourg (13e), Toulouse (15e), Lorient (17e) et Sochaux (18e). Les choses se compliqueront, en revanche, à partir du 1er mai, puisque Bordeaux devra affronter Monaco, avant de rencontrer Lens, Lyon et le Paris-Saint-Germain.

Le hasard étant bien fait, les ordinateurs de la Ligue nationale de football (LNF) ont distribué pratiquement les mêmes opposants (à deux près) à l'Olympique de Marseille pour les neuf dernières journées de championnat. Le duel entre les deux prétendants au titre va pouvoir se suivre à la loupe, avec force comparaisons. Un ou plusieurs tours de Coupe d'Europe de l'UEFA s'intercaleront et en diront un peu plus sur la fraîcheur des uns et le mental des autres.

Frédéric Potet

Les Girondins intéressent le groupe américain IPG

Le géant américain de la communication Interpublic Group of Companies (IPG) veut racheter les Girondins de Bordeaux. Selon nos informations, cette holding spécialisée dans la publicité et dans le marketing a déposé un dossier auprès des dirigeants du club. Il s'agit de la troisième offre connue de reprise des Girondins, après celle du groupe britannique ENIC et celle de CLT-UFA via la chaîne française M 6. Coté en Bourse à New York depuis 1971, IPG emploie environ 23 000 personnes et est présente dans 110 pays. En 1997, son bénéfice net s'élevait à 205 millions de dollars (186 millions d'euros). Depuis janvier, IPG possède une branche sportive, Octagon. Ses activités sont le sponsoring d'événements sportifs, la création d'événements (golf, tennis), la vente de droits télévisés ainsi que la représentation de champions, comme les joueurs de tennis Michael Chang et Steffi Graf, le golfeur Sandy Lyle ou encore le basketteur Grant Hill. Octagon est l'un des concurrents du groupe McCormack (IMG), propriétaire du Racing club de Strasbourg.

L'OM sans mal, le PSG sans veine

UN BUT, une victoire, et la première place au classement. Les matches avancés de la vingt-cinquième journée du championnat de France de football, disputés jeudi 25 février, ont souri à l'Olympique de Marseille, qui s'est imposé (1-0) devant le RC Strasbourg. C'est le milieu de terrain international Robert Pires qui a marqué l'unique but de la rencontre, à la 47e minute, à la suite d'un corner tiré par Fabrizio Ravanelli.

Les Alsaciens, réduits à dix dès la 28e minute après l'exclusion d'Habib Beye, se sont contentés de défendre l'accès de leur but pour éviter une lourde défaite. *« Nous avons réussi un match plein »*, s'est réjoui l'attaquant marseillais Christophe Dugarry, qui s'est blessé à la tête (neuf points de suture). A l'issue de la rencontre, le président de l'OM, Robert Louis-Dreyfus, a annoncé que le contrat de l'entraîneur, Rolland Courbis, sera prolongé jusqu'en juin 2002.

Avec 54 points, Marseille repasse en tête avec un point d'avance sur Bordeaux, tenu en échec à Nantes (0-0). Le Paris-Saint-Germain s'enfonce un peu plus dans la crise après sa quatrième défaite de la saison au Parc des Princes. L'Olympique lyonnais a profité du désarroi d'une équipe déboussolée pour s'imposer (1-0) avec un peu de réussite grâce à un pénalty généreux transformé à la 81e minute par Alain Caveglia. Auparavant, l'arbitre, Bernard Saules, qui prendra sa retraite au mois de juin, avait refusé au PSG un penalty pour une faute sur Adailton et un but pourtant valable à Eric Rabesandratana.

En fin de rencontre, une vive altercation a opposé deux joueurs parisiens, Mickael Madar et Marco Simone. *« Il va falloir se battre pour assurer au moins le maintien »*, a admis le milieu de terrain Pierre Ducrocq. Les Lyonnais, qui viennent d'aligner cinq succès consécutifs, ambitionnent désormais de conserver leur troisième place qualificative pour le tour préliminaire de la Ligue des champions. Un accessit convoité également par l'AS Monaco, qui l'a emporté (3-2) à Montpellier au terme d'une partie à rebondissements. Menés 0-3 à treize minutes de la fin, les Montpelliérains faillirent égaliser dans les derniers instants de la rencontre.

Quatre Françaises en quarts de finale de l'Open de Paris

Amélie Mauresmo retrouve Martina Hingis

NATHALIE DECHY et Amélie Cocheteux ont quitté le stade Pierre-de-Coubertin tout sourire, jeudi 25 février. Les deux jeunes joueuses françaises avaient réalisé une belle performance en dominant respectivement la Croate Iva Majoli (6-2, 2-6, 6-2) et la Roumaine Irina Spirlea (6-4, 6-2). Les deux copines, qui s'entraînent ensemble, se retrouvaient, vendredi, pour disputer une place en demi-finales. Julie Halard a pour sa part éliminé sa compatriote Anne-Gaëlle Sidot (6-1, 6-2). La Bauloise devait rencontrer l'Américaine Serena Williams vendredi.

TENNIS

Le match du jour est une nouvelle fois à l'actif d'Amélie Mauresmo, qui n'a pas mis une heure pour vaincre la Tchèque Karina Habsudova (6-2, 6-1). La Française devait rencontrer Martina Hingis (n° 1) pour une revanche de la finale des Internationaux d'Australie, gagnée par la joueuse suisse le 30 janvier.

Empruntée la veille pour son match de rentrée face à sa compatriote Laurence Andretto, Amélie Mauresmo a, cette-fois, montré que la période de rodage était bien terminée. Balles longues et puissantes, excellente couverture du terrain, la Française a fait la joie d'un public toujours aussi attaché à sa cause : *« J'étais plus concentrée. J'ai senti que j'étais bien rentrée dans le tournoi, et je crois que je vais encore monter en puissance »*, a expliqué Amélie Mauresmo, qui a joué sous les yeux de Martina Hingis venue l'observer. Elle ne veut pas considérer le match contre la Suissesse comme une revanche : *« J'ai tiré des leçons de l'Australie, je m'étais trop précipitée. »*

Vendredi, c'était la quatrième rencontre entre les deux joueuses en sept mois. Martina Hingis mène par trois victoires à zéro, sans pour autant faire figure de favorite face à une adversaire qui l'a toujours dérangée sur le court.

B. M.

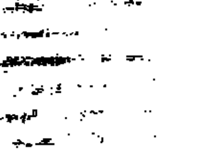
DÉPÊCHES

■ **BASKET-BALL : l'équipe de France a été battue (69-80)**, jeudi 25 février à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), dans le premier de ses deux matches amicaux face à la Yougoslavie. Privés d'une demi-douzaine de joueurs, les Français ont été dominés physiquement et tactiquement par les champions du monde.

■ **Del Harris, l'entraîneur des Los Angeles Lakers, a été limogé**, jeudi 25 février, à la suite du mauvais début de saison de l'équipe californienne (six défaites en douze matches). Les Lakers, qui viennent de recruter Dennis Roadman, restent sur trois défaites consécutives. Del Harris était en poste depuis la saison 1994-1995 avec un bilan de 224 victoires et 116 défaites.

■ **FOOTBALL : Jean-Pierre Papin a signé un contrat de deux mois** avec la Jeunesse sportive de Saint-Pierre (la Réunion) pour préparer son jubilé qui aura lieu le 30 mai à Marseille. L'ancien attaquant international avait annoncé sa retraite au mois de décembre 1998 après avoir résilié son contrat avec Guingamp, un club de deuxième division.

■ **SKI NORDIQUE : la Finlande a enlevé le titre mondial du combiné messieurs par équipe**, jeudi 25 février à Ramsau (Autriche). Elle a devancé la Norvège et la Russie. La France, qui a terminé quatrième, a laissé échapper la médaille de bronze pour un dixième de seconde. La Russie s'est imposée dans le relais 4 x 5 kilomètres dames devant l'Italie et l'Allemagne. La France a pris la neuvième place.



Les parfums renouent avec la singularité des sexes

Finies les fragrances indifféremment conçues pour lui ou pour elle. En version féminine ou masculine, les senteurs s'envolent vers le succès

EN BERNE il y a trois ans, les ventes de parfum confirment leur reprise. Jadis parure sociale, ce luxe – relativement – peu coûteux, mais fertile en rêves, est désormais perçu comme un indispensable soin du corps. Retrouvant leurs sens après des années de cérébralité, les nouveaux jus hésitent entre deux tendances – le capiteux et le gourmand –, qui ont parfois quelque mal à se conjuguer au masculin. Créateur du parfum unisexe (CK One), économique et fédérateur, à l'usage de la jeunesse, Calvin Klein cultive aujourd'hui la singularité des sexes. Accord contrasté de notes chaudes (ébène, patchouli, santal...), portées par des pétillances d'agrumes et des morsures d'épices (poivre, coriandre...). Contradiction for men – un nom habilement choisi pour ne décourager personne – est venu compléter, ce mois-ci, sa version féminine dans un flacon anguleux et minimaliste, bouchonné d'acier brossé.

Duo le plus fameux du stylisme italien, Dolce & Gabbana ont quelque légitimité à sortir, peu de mois après le lancement d'Emporio Armani Woman et Men, un double parfum destiné aux couples. D & G Masculine et D & G Féminine partagent le même cylindre de verre bouchonné d'acier, que seule la couleur – jaune pour lui – vient distinguer. Etant entendu que *« les jeunes* [cible avouée] *ne font pas la différence »*. Et comme *« ils n'aiment pas les choses compliquées »*, les senteurs (conçues et fabriquées en Italie) rattrapent en pétulance ce qu'elles omettent en délicatesse.

Loin d'être l'avatar masculin d'Allure, en revanche, Allure pour homme est une effluve à part entière signée Chanel. Trop habituée au succès pour ne pas peser ses effets, cette auguste maison y dédie à tous les héros anonymes (journalistes, chefs d'entreprise, ou même vous et moi), une composition subtile, dont les maîtres-mots sont fraîcheur et sensualité : une note végétale y cède le pas à des accords profonds (fève Tonka, cèdre) et poivrés. La gourmandise s'aiguise davantage encore avec le parfum pour homme de Sonia Rykiel – menthe, pêche, melon... –, pour culminer dans la dernière création d'Yves Saint Laurent, où la question des sexes s'évacue dans la proclamation d'une ambiguïté ludique. Peine perdue, Vice-Versa est un vrai parfum féminin, capiteux (iris, jacinthe, pivoine...), pour ne pas dire comestible (tomate, cerise). Ces effluves s'annoncent par un bouchon en cœur, nappé d'une résine rouge qui rappelle nos friandises d'enfant.

Pour mieux s'insérer dans le paysage consumériste, la parfumerie arbore la saisonnalité des couleurs de la mode. L'automne a vu le triomphe olfactif du rouge. Le printemps sera en bleu

Autre cénacle de parfumeurs, la place Vendôme joue son propre jeu. Cet intimidant bastion, non content de développer ses montres et ses lignes « boutique », traduit en effluves ce que le goût moderne attend d'un bijou : l'aura discrète, le contact suave, et le compagnonnage avec qui l'arbore pour sa joie intime, à toute heure. L'acier, dont la modestie fait florès chez les joailliers, a été choisi par Chaumet pour métalliser le flacon (en verre dépoli) de son premier parfum, en forme de bracelet. Restait à traduire en odeur l'éclat discret des femmes actives, qui confient leurs envies d'élégance à la réputation d'une maison patrimoniale : la vibrance du lierre, fraîche comme le métal, y propulse un univers complexe de senteurs mêlant la gourmandise (nectar d'agrumes et ce thé, qui fit le succès des parfums du joaillier Bulgari) à l'affirmation d'une féminité florissante (jasmin) et profonde (santal, musc blanc).

En Suisse, Chopard a largement bâti son succès sur d'amusantes montres à diamants. Pour une clientèle qui ne conçoit pas sa fantaisie hors du respect des traditions, ce joaillier-horloger a sagement établi son nouveau parfum au carrefour d'idées éprouvées par d'autres. Wish comble la sensualité des croqueuses de pierres avec le mielleux de la fleur d'acacias, l'éclat de la groseille et les mirages fastueux des ambres, santal et patchouli. Comme d'autres joailliers-parfumeurs avant lui, Chopard a glissé ses effluves dans un « diamant », moins remarquable par sa taille (insolente) que par ses tons (bleutés). Un choix qui n'a rien d'innocent : pour mieux s'insérer dans le paysage consumériste, la parfumerie arbore la saisonnalité des couleurs de la mode. L'automne dernier a vu le triomphe olfactif du rouge (Now or never, de Lancôme ; Hypnotic Poison, de Christian Dior ; Alchimie, de Rochas, etc.). Chopard, donc, voit le printemps en bleu, et il n'est pas le seul.

Parfumeur à succès autant que bijoutier, Boucheron offre à sa troisième senteur, Jaïpur Saphir, la couleur emblématique de notre planète. Bleue, la grande bague à godrons qui lui sert de flacon. Plus bleu encore le bouchon, une esquisse de cabochon pour rappeler que la Maison cultiva, en leur temps, les beaux saphirs du Cachemire. Liant sa symbolique aux tendances New Age du jour – sérénité, vérité, force calme –, le parfumeur a composé une fragrance qui, loin de « raconter une histoire » par la succession de ses notes (tête, cœur et fond), déploie simultanément quatre scènes : dynamique avec la pêche blanche et la cardamone, féminine à travers l'héliotrope et le magnolia, profonde avec les bois, enfin capiteuse dans son accord d'ambre et de vanille.

Accessoire éponyme autant que source de profits, le parfum est également un exercice obligé chez les jeunes créateurs français. Si Hervé Léger patronne un floral-oriental très Couture, d'une émouvante délicatesse, Claudie Pierlot a laissé parler – dans Mon premier – son amour des marchés indiens au travers d'un brasier d'épices et de couleurs.

A l'inverse, Yohji pour homme est un parfum cérébral, résolument hors tendances, à l'instar de la plupart des jus lancés par les créateurs japonais (Eau d'Issey, Odeurs 53 de Comme des Garçons...). Enfermée dans un haut cylindre, sa musique étrange semble interroger plutôt qu'affirmer : du cuir, des bois, du rhum même, évoquant l'atelier de quelque artisan exotique ou le cabinet d'un voyageur passé par tous les ailleurs...

Jacques Brunel



Wish de Chopard, c'est d'abord un gros solitaire qui pourrait jouer les fils à plomb d'architecte. Mais cet éclat glacé cache des Golcondes olfactives aux saveurs de miel.

Enhardi par le succès de Cool Water, Davidoff tente un nouveau masculin, chaleureux cette fois, assis sur des notes d'herbe et de fougères. 265 F (40,40 €) les 75 ml d'eau de toilette.

Comme sa mode des débuts, le flacon d'Hervé Léger joue avec la lumière dans une envolée sinusoïdale empruntée au meilleur Brancusi. Le jus est un délice.

Guide

- **Mystérieux.** Un cran d'arrêt « protège » le vaporisateur de Yohji pour homme. 240 F (36,60 €) les 50 ml d'eau de toilette.
- **Chamarré.** Avec Mon premier, la créatrice Claudie Pierlot « razzie » les marchés de l'Inde. 195 F (29,72 €) les 50 ml d'eau de parfum.
- **Couture.** A la fois capiteux et transparent, le parfum d'Hervé Léger est une belle création zébrée de lumière. Disponible en avril pour 340 F (51,83 €) les 30 ml d'eau de parfum.
- **Friand.** Avec Vice-versa, Yves Saint Laurent voit en rouge le paradis des amours enfantines. 387 F (59 €) les 100 ml d'eau de toilette.
- **Gémellaire.** « Masculine » ou « Féminine », D & G décline des senteurs tranchées. Autour de 250 F (38 €) les 50 ml d'eau de toilette.
- **Minimal.** Contradiction for men, de Calvin Klein. Puissant et secret. 300 F (45,73 €) les 50 ml d'eau de toilette.
- **Planétaire.** Avec Jaïpur Saphir, les capiteux parfums Boucheron osent le New Age. 315 F (48,02 €) les 50 ml d'eau de toilette. Disponible en avril.
- **Allure.** Chanel offre aux hommes son Allure. Une réussite. 205 F (31,25 €) les 50 ml d'eau de toilette.
- **Racé.** Le poinçon de Chaumet sur un parfum frais et vibrant. 290 F (44,21 €) les 50 ml d'eau de toilette.

Beverly Hills veut étiqueter ses fourrures contre la cruauté

LOS ANGELES
correspondance

Alors même qu'on enregistre une reprise des ventes aux Etats-Unis, les fourrures sont la cible d'activistes californiens qui ont choisi Beverly Hills pour lancer leur campagne contre la cruauté envers les animaux et pour le droit à la vérité pour les consommateurs de vison. L'association Beverly Hills Consumers for Informed Choices a recueilli suffisamment de signatures célèbres – Jack Lemmon, Pat Boone, Angie Dickinson, Larry King, Vidal Sassoon... – pour imposer au conseil municipal l'organisation d'un référendum, le 11 mai, où les 33 000 résidents de la ville seront appelés à voter pour ou contre l'apposition d'étiquettes sur les vêtements de fourrure. Une première dans l'histoire de la consommation.

Voilà ce qu'on lirait sur ces étiquettes, de la taille d'une carte de crédit : *« Avis aux consommateurs : ce produit est fait de fourrures provenant d'animaux qui peuvent avoir été tués par électrocution, asphyxie, torsion du cou, empoisonnement, matraquages violents ou noyade, et pris dans des pièges métalliques. »*

Le maire de Beverly Hills, qui imagine mal ses officiers de police inspectant les manteaux de fourrure, n'est pas d'accord, mais est tenu de respecter la loi californienne sur les initiatives populaires qui recueillent les signatures de 10 % des électeurs, ce qui est le cas.

LUTTER CONTRE LE MENSONGE

Et comme les actions légales et les modes en matière de consommation proviennent le plus souvent de la Côte ouest, ce vote est suivi de près par l'industrie de la fourrure, hantée par le spectre de la campagne en faveur des dauphins qui a contraint les pêcheurs à étiqueter les boîtes de thon *« dolphin-safe »* (sans danger pour les dauphins).

D'autant que l'association de Beverly Hills fait circuler une cassette à l'efficacité redoutable, où l'on entend les vendeurs des luxueux magasins de Rodeo Drive, filmés par une caméra cachée, rassurer leurs clients en affirmant que les animaux avaient été *« endormis comme le serait un animal domestique »*. La même vidéo montre les méthodes d'abattage, violentes au point d'avoir choqué l'acteur Jack Lemmon, qui en appelle à ses concitoyens : *« Aucune loi ne réglemente la façon dont les animaux à fourrure sont tués. Aucune loi n'empêche* [l'industrie de la fourrure] *de maquiller la vérité. A vous de décider. »*

Car les auteurs de cette initiative sans précédent insistent sur le fait qu'ils luttent simplement contre le mensonge dont sont victimes les consommateurs, sans lancer d'appel au boycottage. Les méthodes d'abattage des animaux à fourrure ne sont pas réglementées aux Etats-Unis, et la vidéo dénonce même le manuel de l'Association européenne des fourreurs préconisant l'électrocution par voie anale pour les visons et les renards, qui représentent plus de la moitié des importations américaines.

Les marchands de fourrure se rebiffent, d'autant que les ventes sont en hausse (1,27 milliard de dollars en 1997 aux Etats-Unis), et que la fourrure, remise des campagnes qui en avaient fait un produit tabou, opère un certain *come-back*. Ces avertissements viseraient-ils à bannir ultérieurement les produits venus de certains pays ? Les opposants à l'étiquette soulignent son coût, plus encore celui des inspections que paieraient les contribuables. Et où s'arrêterait l'étiquetage des produits *« honteux »* ? Demain, la viande, les poissons, les produits pharmaceutiques... ? C'est aux habitants de Beverly Hills qu'il appartiendra bientôt de lancer ou non ces nouveaux labels de la cruauté.

Claudine Mulard

Dégradation progressive

SAMEDI, l'anticyclone des Açores s'affaiblit par le nord et la dépression d'Islande dirige une perturbation qui va traverser le pays entre samedi et dimanche matin. Elle sera peu active et ne donnera que de faibles pluies.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Des pluies s'attardent le matin du val de Loire au Maine. Par la suite, les éclaircies gagnent l'ensemble des régions. Elles sont entrecoupées de rares averses. Le vent souffle à 60 km/h. Il fait de 9 à 11 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Des pluies balaient ces contrées jusqu'en début d'après-midi. Ensuite, le ciel s'éclaircit. Un petit vent de sud-ouest ventile le Pas-de-Calais. Les températures sont voisines de 10 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Le soleil matinal s'efface peu à peu par l'ouest. La dégradation se produit dès le début d'après-midi de la Champagne à la Bourgogne (nuages et quelques ondées), en fin d'après-midi de la Lorraine au val de Saône, dans la soirée en Alsace. Il fait de 8 à 12 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – La matinée est bien chargée et il commence à pleuvoir dans le Poitou. Ces pluies se propagent vers l'Aquitaine l'après-midi, le Midi-Pyrénées en soirée. Les éclaircies reviennent alors en Poitou-Charentes. Il fait de 10 à 14 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Les nuages s'installent dès le matin dans le Limousin avec quelques pluies à la mi-journée. Ces nuages gagnent l'Auvergne l'après-midi et il pleut en soirée. Le soleil résiste dans les Alpes. Il fait de 9 à 11 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Quelques nuages d'altitude n'empêchent pas une belle prestation du soleil de la Côte d'azur à la Corse. Plus à l'ouest, les nuages prédominent mais sans pluie. Il fait de 13 à 16 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **MAGHREB.** A partir du 28 mars, les vols Air France à destination du Maghreb seront transférés d'Orly-Ouest à Roissy-Charles-de-Gaulle 2B.

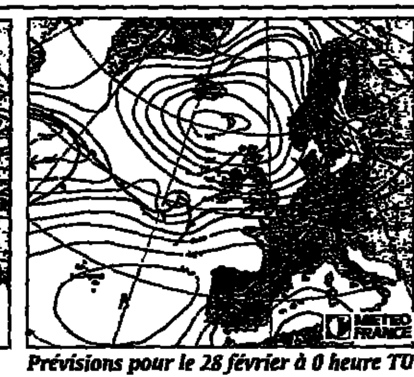
■ **AÉRIEN.** Cash and Go, qui vend des billets d'avion à prix négociés sur lignes régulières, propose des vols A/R à moins de 2 500 F, au départ de Paris, vers quarante villes du monde. Seule condition : le départ doit avoir lieu avant le 31 mars. Citons notamment Amsterdam (1 210 F, 184 €), Prague (1 860 F, 283 €), Beyrouth (2 310 F, 352 €) ainsi que New-York, Washington ou Boston (1 980 F, 301 €). *Réservations au 01-53-93-63-63, Minitel 3615 Cashandgo (2,23 F, 0,33 € la minute) ou Internet (http://www.cashgotravel.com).*

■ **ÉTATS-UNIS.** Situé au coeur du quartier historique de Gaslamp, le Méridien San Diego, hôtel de luxe de 350 chambres, ouvrira ses portes en 2001. Il comportera toutes les installations nécessaires à l'organisation de séminaires.

PRÉVISIONS POUR LE 27 FEVRIER 1999
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

				PAPEETE	26/28 P	KIEV	-3/3 *	VENISE	3/10 C	LE CAIRE	10/18 S
				POINTE-A-PIT.	21/28 N	LISBONNE	9/14 P	VIENNE	1/9 S	MARRAKECH	8/14 P
				ST-DENIS-RÉ.	22/29 C	LIVERPOOL	6/8 N	**AMÉRIQUES**		NAIROBI	18/30 S
				EUROPE		LONDRES	5/9 N	BRASILIA	20/25 P	PRETORIA	19/32 S
				AMSTERDAM	5/9 P	LUXEMBOURG	3/8 S	BUENOS AIR.	20/27 C	RABAT	10/15 P
FRANCE métropole		NANCY	1/12 S	ATHENES	8/15 S	MADRID	4/15 C	CARACAS	22/27 N	TUNIS	11/17 S
AJACCIO	3/14 S	NANTES	6/11 P	BARCELONE	9/14 S	MILAN	-3/14 S	CHICAGO	1/6 P	**ASIE-OCÉANIE**	
BIARRITZ	7/10 P	NICE	4/14 S	BELFAST	3/5 *	MOSCOU	-6/-2 *	LIMA	22/26 P	BANGKOK	26/34 C
BORDEAUX	4/11 P	PARIS	5/10 P	BELGRADE	3/12 S	MUNICH	-3/7 C	LOS ANGELES	12/19 C	BOMBAY	25/34 S
BOURGES	2/10 P	PAU	6/11 N	BERLIN	3/9 S	NAPLES	5/16 S	MEXICO	11/23 C	DJAKARTA	26/28 C
BREST	5/7 N	PERPIGNAN	6/13 N	BERNE	0/9 C	OSLO	-4/-1 C	MONTREAL	-10/-1 S	DUBAI	22/31 S
CAEN	6/8 N	RENNES	7/11 P	BRUXELLES	5/10 P	PALMA DE M.	9/16 C	NEW YORK	-2/6 S	HANOI	23/25 C
CHERBOURG	6/8 N	ST-ETIENNE	2/12 S	BUCAREST	-4/12 S	PRAGUE	3/7 S	SAN FRANCIS.	7/14 N	HONGKONG	19/25 S
CLERMONT-F.	4/11 S	STRASBOURG	0/13 S	BUDAPEST	-2/9 S	ROME	5/15 S	SANTIAGO/CHI	13/29 S	JERUSALEM	11/17 N
DIJON	1/12 S	TOULOUSE	6/14 N	COPENHAGUE	3/6 P	SEVILLE	9/19 P	TORONTO	-7/3 N	NEW DEHLI	9/25 S
GRENOBLE	-2/9 S	TOURS	3/10 P	DUBLIN	2/6 *	SOFIA	-5/9 S	WASHINGTON	-3/10 S	PEKIN	-4/5 S
LILLE	6/9 P	**FRANCE outre-mer**		FRANCFORT	4/8 S	ST-PETERSB.	-6/-4 C	**AFRIQUE**		SEOUL	-4/4 C
LIMOGES	5/8 P	CAYENNE	24/27 P	GENEVE	2/7 S	STOCKHOLM	-3/1 C	ALGER	10/18 S	SINGAPOUR	25/30 P
LYON	5/12 S	FORT-DE-FR.	21/28 N	HELSINKI	-7/-4	TENERIFE	11/15 N	DAKAR	17/23 S	SYDNEY	19/23 P
MARSEILLE	3/14 S	NOUMEA	25/29 N	ISTANBUL	4/10 N	VARSOVIE	2/5 P	KINSHASA	22/30 P	TOKYO	7/15 P

Situation le 26 février à 0 heure TU



Prévisions pour le 28 février à 0 heure TU

SPORTS D'HIVER

Dix règles de conduite sur les pistes

ALORS QUE *de nombreux vacanciers effectuent des séjours en* montagne et que les conditions climatiques recommandent la plus grande prudence dans la pratique des sports de neige, le ministère de la jeunesse et des sports rappelle quelques principes essentiels de sécurité. Un dépliant, diffusé à un million d'exemplaires, présente les dix règles de conduite sur les pistes de ski telles que définies par la Fédération internationale de ski (FSI) et adoptées par la commission de l'information et de la sécurité du Conseil supérieur des sports en montagne. Cette brochure, largement illustrée et traduite en quatre langues, est disponible dans les stations. Nous publions les dix règles à connaître avant de s'élancer sur les pistes :

● **Respect d'autrui.** *Les usagers des pistes doivent se comporter de telle manière qu'ils ne puissent mettre autrui en danger ou lui porter préjudice, soit par leur comportement, soit par leur matériel.*

● **Maîtrise de la vitesse et du comportement.** Tout usager des pistes doit adapter sa vitesse et son comportement à ses capacités *personnelles ainsi qu'aux conditions générales du terrain et du temps, à l'état de la neige et à la densité du trafic.*

● **Choix de la direction par celui qui est en amont.** Le skieur qui se trouve en amont a une position qui lui permet de choisir une trajectoire ; il doit toujours se faire de manière assez large pour prévenir les évolutions de celui que l'on dépasse.

● **Dépassement.** Le dépassement peut s'effectuer par l'amont ou par l'aval, par la droite ou par la gauche; mais il doit toujours se faire de manière assez large pour prévenir les évolutions de celui que l'on dépasse.

● **Au croisement des pistes ou lors d'un départ.** Après un arrêt ou un croisement de pistes, tout usager doit par un examen de l'amont et de l'aval s'assurer qu'il *peut s'engager sans danger pour autrui ou pour lui.*

● **Stationnement.** *Tout usager doit éviter de stationner dans les passages étroits et sans visibilité ;* en cas de chute, il doit libérer la piste le plus vite possible.

● **Montée et descente à pied.** Celui qui est obligé de remonter ou de redescendre une piste à *pied doit utiliser le bord de la piste, en prenant garde que ni lui ni son matériel ne soient un danger pour autrui.*

● **Respect de l'information, du balisage et de la signalisation.** L'usager doit tenir compte des informations sur les conditions météorologiques, sur l'état des pistes et de la neige. Il doit respecter le balisage et la signalisation.

● **Assistance.** Toute personne témoin ou acteur d'un accident doit prêter assistance, notamment en donnant l'alerte. En cas de besoin, et à la demande des secouristes, elle doit se mettre à leur disposition.

● **Identification.** Toute personne, témoin ou acteur d'un accident, est tenue de faire connaître son identité auprès des *services de secours et/ou des tiers.*

Par ailleurs, la *Commission de la sécurité des consommateurs*, dont le ministère de la jeunesse et des sports est partenaire, préconise le port du casque par les enfants lors de la pratique d'un sport. Cette mesure est vivement recommandée lors de la pratique des sports de neige.

Les hauteurs de neige dans les stations

VOICI *les hauteurs d'enneigement du jeudi 25 février. Elles nous sont communiquées par l'Association des maires et stations françaises de sports d'hiver qui diffusent aussi ces renseignements sur répondeur au 08-36-68-64-04, par Minitel sur le 3615 En montagne et sur Internet : http://www.skifrance.fr.*

Le premier chiffre indique, en centimètres, la hauteur de neige en bas des pistes ; le second, en haut des pistes.

DAUPHINÉ-ISÈRE
Alpe-d'Huez : 175-310 ; Alpe-du-Grand-Serre : 120-190 ; Auris-en-Oisans : 120-150 ; Autrans : 100-200 ; Chamrousse : 180-200 ; Le Collet-d'Allevard : 150-250 ; Les Deux-Alpes : 120-350 ; Lans-en-Vercors : 130-150 ; Méaudre : 100-190 ; Saint-Pierre-de-Chartreuse : 80-260 ; Les Sept-Laux : 140-210 ; Villard-de-Lans : 130-220.

HAUTE-SAVOIE
Avoriaz : 200-370 ; Les Carroz-d'Arâches : 125-600 ; Chamonix : 120-320 ; Châtel : 150-330 ; La Clusaz : 120-340 ; Combloux : 130-300 ; Les Contamines-Montjoie : 110-350 ; Flaine : 240-600 ; Les Gets : 170-360 ; Le Grand-Bornand : 200-260 ; Les Houches : 110-320 ; Megève : 150-300 ; Morillon : 88-600 ; Morzine-Avoriaz : 150-360 ; Praz-de-Lys-Sommand : 340-410 ; Praz-sur-Arly : 200-335 ; Saint-Gervais : 170-300 ; Samoëns : 100-600 ; Thollon-les-Mémises : 180-250.

SAVOIE
Les Aillons : 70-260 ; Les Arcs : 236-358 ; Arêches-Beaufort : 110-380 ; Aussois : 125-130 ; Bonneval-sur-Arc : 130-205 ; Bessans : 115-145 ; Le Corbier : 125-190 ; Courchevel : 191-280 ; La Tania : n. c. ; Crest-Voland-Cohennoz : 180-260 ; Flumet : 200-320 ; Les Karellis : 160-300 ; Les Menuires : 145-300 ; Saint-Martin-Belleville : 80-300 ; Méribel : 140-230 ; La Norma : 80-150 ; Notre-Dame-de-Bellecombe : 180-320 ; La Plagne : 210-370 ; La Rosière 1850 : 260-360 ; Saint-François-Longchamp : 200-310 ; Saint-Sorlin-d'Arves : 150-250 ; Les Saisies : 280-350 ; Tignes : 202-310 ; La Toussuire : 200-250 ; Val-Cenis : 80-180 ; Val-Fréjus : 80-200 ; Val-d'Isère : 140-320 ; Valloire : 90-200 ; Valmeinier : 90-210 ; Valmorel : 165-350 ; Val-Thorens : 200-350.

ALPES DU SUD
Auron : 50-110 ; Beuil-les-Launes : 50-60 ; Isola 2000 : 6-115 ; Montgenèvre : 40-60 ; Orcières-Merlette : 80-160 ; Les Orres : 70-80 ; Pra-Loup : 60-90 ; Puy-Saint-Vincent : 50-110 ; Risoul 1850 : 55-80 ; Le Sauze-Super-Sauze : 30-90 ; Serre-Chevalier : 45-70 ; Superdévoluy : 100-130 ; Valberg : 60-70 ; Val d'Allos/Le Seignus : 60-70 ; Val d'Allos/La Foux : 80-110 ; Vars : 55-80.

PYRÉNÉES
Ax-les-Thermes : 100-250 ; Font-Romeu : 100-130 ; Gourette : 50-160 ; Luchon-Superbagnères : 120-210 ; Luz-Ardiden : 110-160 ; La Mongie : 115-160 ; Piau-Engaly : 80-100 ; Saint-Lary-Soulan : 60-90.

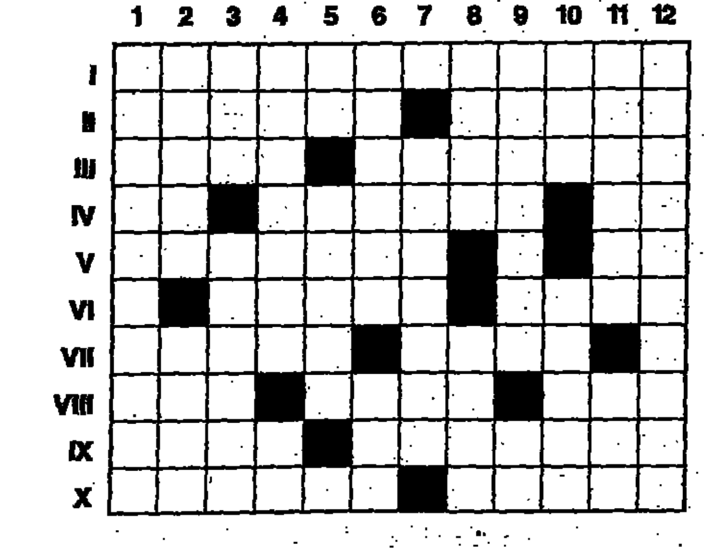
AUVERGNE
Besse/Superbesse : 80-150 ; Le Mont-Dore : 80-180 ; Superlioran : 70-160.

JURA
Métabief : 70-190 ; Mijoux-Lélex-la-Faucille : 170-230 ; Les Rousses : 120-290.

VOSGES
Le Bonhomme : 70-140 ; La Bresse-Hohneck : 80-100 ; Gérardmer : 60-120 ; Saint-Maurice-sur-Moselle : 10-160 ; Ventron : 50-90.

MOTS CROISÉS PROBLÈME N° 99050

♦ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*



HORIZONTALEMENT

I. Ouvrent de nouveaux horizons. – II. Bien accrochée. Arrêt momentané. – III. Alimentation de base. Toujours beau et pourtant sans intérêt. – IV. La moitié de tout. Sa voix de ténor fit vibrer le début du siècle. En nombre. – V. Envoyer sur la ligne. Belle vache. – VI. Mis à niveau. Jardin extraordinaire. – VII. Donnai mon accord. Reste en bordure de forêt. – VIII. Dans les lieux. Pour mettre à l'ombre. Volontairement quand il est plein. – IX. Met en beauté. Rendu plus résistant. – X. Héraclès n'apprécia guère qu'il s'attaque à sa belle. Fait partie de la famille.

VERTICALEMENT

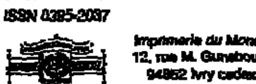
1. Doit être soignée pour rester bonne. – 2. Veut faire impression. Argile colorée. – 3. Avant la distribution. Evitons de les poser. – 4. Passera sous l'eau. Préposition. – 5. Support de charpente. Organisait en suivant le plan. – 6. Entre none et complies. Objets précieux. – 7. Lumière venue d'en haut. – 8. Voisins de la daurade en Méditerranée. Pour attraper les précédents. – 9. Triste et larmoyante. Eaux pyrénéennes. – 10. Vitrine de la presse. Echelon. – 11. Mise dans l'ensemble. Lettres de Cordoue. – 12. Moralisateur et barbant dès qu'il parle.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99049

HORIZONTALEMENT
I. Finalisation. – II. Odalisque. Ro. – III. Récit. Ut. Bai. – IV. Fart. Lard. Cs. – V. Aléa. Etéocle. – VI. Il. Spot. Suet. – VII. TSF. Iñes. – VIII. Utile. Rareté. – IX. Relève. Ré. Er. – X. Essuie-glaces.

VERTICALEMENT
1. Forfaiture. – 2. Idéalistes. – 3. Nacre. Fils. – 4. Alitas. Leu. – 5. Lit. Pie VI. – 6. Is. Léon. EE. – 7. Squatter. – 8. Autre. SARL. – – 9. Té. Dos. Réa. – 10. Cure. – 11. Oracle. Tee. – 12. Noisetiers.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex
PRINTED IN FRANCE
Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

PHILATELIE

L'enlèvement d'Europe

L'INSTITUT du monde arabe présente *jusqu'au 30 avril l'exposition « Liban, l'autre rive », qui retrace l'histoire du Liban.* La Poste mettra en vente générale, lundi 1er mars, un timbre à 4,40 F sous-titré *Patrimoine culturel du Liban* pour célébrer cet événement.

Le timbre représente *L'Enlèvement d'Europe*, un détail d'une mosaïque datant de l'époque romaine trouvée dans une villa de Byblos (Djebaïl), au nord de Beyrouth. Restaurée récemment, cette mosaïque a retrouvé les couleurs qui lui manquaient, comme en témoigne un timbre paru sur le même sujet, en novembre 1971, au Liban.

Le timbre, au format carré 36 x 36 mm, mis en page par Charles Bridoux d'après un document fourni par Paul Veysseyre, du Musée archéologique de Saint-Romain-en-Gal (Rhône), est imprimé en héliogravure en feuilles de trente.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PATRIMOINE CULTUREL DU LIBAN

P. J.

★ **Vente anticipée les 27 et 28 février, de 10 heures à 18 heures, à Paris, au bureau de poste temporaire « premier jour » à l'Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (5e). Charles Bridoux sera présent le 27 février, de 14 heures à 17 heures, pour une séance de dédicace.**

La Poste et « Le Monde » à Toulouse

LA POSTE et *Le Monde* organisent le vendredi 12 mars, au Théâtre de la Cité, à Toulouse (1, rue Pierre-Baudis), l'opération « Vivre à Toulouse », une journée spéciale d'informations et de débats sur l'avenir de Toulouse et de sa région. Les Toulousains pourront y découvrir *Le Monde* et ses publications et y rencontrer sa rédaction.

Pour sa part, *Le Monde des philatélistes* propose, de 14 heures à 15 h 15, un débat animé par Pierre Jullien sur le thème de la pratique de la philatélie dans le Sud-Ouest, avec la participation de Françoise Eslinger, du Service national des timbres-poste, Guy Dutau, membre correspondant de l'Académie de philatélie, René Richier, vice-président de la région Midi-Pyrénées à la Fédération française des associations philatéliques, Yves Benoît, président de la Société philatélique d'Aerospatiale, et Alain Berrebi, membre de l'Association philatélique France-Israël.

Les philatélistes pourront se procurer des timbres et produits philatéliques et expédier du courrier sur place, au bureau de poste temporaire ouvert pour l'occasion.

ART La National Gallery de Londres présente jusqu'au 25 avril « Portraits by Ingres, images of an epoch », une exposition qui réunit près de deux cents dessins et peintures du peintre français (1780-1867). Elle ne passera pas à Paris, alors que les musées français ont prêté la moitié des œuvres. ● LE PARCOURS célèbre le primitif chez l'artiste, son côté nordique. Virtuose impitoyable, Ingres n'éprouve ni sympathie, ni attendrissement, ni compassion, ni passion pour ses modèles. Il ne leur épargne aucun détail. ● LA NATIONAL PORTRAIT GALLERY, située à côté de la National Gallery, témoigne du goût sans réserve que peuvent avoir les Anglais pour le portrait. Fondée en 1856, elle rassemble des œuvres sans doute plus remarquables par la personnalité du modèle que par celle de l'artiste : monarques, ministres, militaires y côtoient dans l'opulence footballeurs et chanteuses pop.

L'œil impitoyable d'Ingres, primitif égaré au XIXe siècle

En près de deux cents dessins et peintures, l'exposition de la National Gallery de Londres célèbre les portraits du peintre français (1780-1867). Sa maîtrise technique vertigineuse sert une vision exhaustive qui accumule détails et notations de tous ordres

PORTRAITS BY INGRES, IMAGES OF AN EPOCH. National Gallery, Sainsbury Wing. Trafalgar Square, Londres. Tél. : 00-44-171-839-33-21. Réservations : 00-44-420-00-00. Mº Charing Cross. Tous les jours, de 10 heures à 18 heures ; le mercredi, jusqu'à 22 heures. 6 livres (5,6 €). Jusqu'au 25 avril.

LONDRES
de notre envoyé spécial

La comtesse de Tournon n'était plus à proprement parler une beauté quand Ingres fit son portrait. Il est probable qu'elle ne l'avait jamais été, même dans sa jeunesse. A soixante ans, en 1812, elle a perdu tout espoir. Il ne lui reste que les artifices du maquillage et du camouflage. Des boucles de cheveux bruns cachent son front, si parfaites qu'elles sentent la perruque. Une collerette dissimule le cou, que l'on soupçonne ridé, et une dentelle étend son voile nacré sur une gorge qui, c'est à craindre, a perdu de ses charmes. Les bras, étrangement, sont ronds et fermes, comme si un autre modèle, bien plus jeune, s'était substitué à l'aristocrate.

Mensonge, se dit-on. Le peintre doit satisfaire ses commanditaires et leur plaire par d'aimables subterfuges. Il le doit d'autant plus que le commanditaire se nomme le comte de Tournon, qui n'est rien de moins que préfet de Rome de 1810 à 1814, soit l'un des personnages les plus puissants du pouvoir napoléonien en Italie. Il a confié à Ingres, jeune peintre établi à Rome, le soin de représenter sa mère : affaire sérieuse. On ne peut s'attendre qu'à une effigie de parade débarrassée de tout détail disgracieux. Donc : perruque, dentelles, étoffes luxueuses, pose digne et paisible de patricienne dans un large fauteuil au dossier garni de velours bleu à broderies de fil d'or. Peinture d'apparat.

Mais la comtesse de Tournon a un nez plutôt visible, saillant et épais. Au coin des yeux, la peau est comme boursouflée et décolorée. Ingres aurait pu améliorer ces détails. Un autre, après lui, l'a jugé nécessaire. Quand le tableau est entré au musée de Philadelphie, un restaurateur s'est aperçu qu'un léger repeint tardif avait été appliqué à la racine du nez, près de l'œil droit. Il l'a ôté. Sous le repeint, il y avait une verrue. Poudrée, certes. Mais une verrue. Un collectionneur ou un marchand avait demandé que disparaisse ce détail qui nuit à l'harmonie du portrait – et qui en certifie la vérité.

Première déduction : madame de Tournon avait l'esprit assez dégagé des conventions de la coquetterie pour tolérer d'être vue ainsi – mais, à l'inverse, on pourrait supposer qu'elle n'a cédé sur le nez et la verrue qu'afin d'imposer plus aisément au peintre perruque et fanfreluches. Ce que l'on sait d'elle confirme l'hypothèse : elle avait du caractère et de l'esprit. Deuxième déduction : Ingres, portraitiste, fait preuve d'une absence étrange de discernement. Il peint ce qu'il voit, tout ce qu'il voit, tout ce que le modèle accepte de lui montrer. Il peint obstinément, regard de myope têtu qui ne conçoit un portrait que comme l'inventaire maniaque de la réalité – inventaire sans hiérarchie.

Retour à la comtesse de Tournon. Elle a revêtu une robe de velours vert, serrée par un nœud à la taille. Sur l'épaule et le sein, l'étoffe dessine des plis en pleine lumière. Le vert est tantôt sombre – vert sapin –, tantôt frais et vif – feuillage naissant. Ingres a consacré du temps à ce morceau de trompe-l'œil, d'autant qu'il s'est ingénié à suggérer le grain du velours. Il y a réussi à merveille, comme il a réussi les motifs du châle et la tête de la comtesse. L'œil est attiré par ces effets de tissu autant que par le visage, sinon plus. Ingres a oublié le modèle pour se perdre dans les détails du costume. Encore ce regard qui scrute et qui énumère.

NORDIQUE, PAS ITALIEN

Quelques années après, en 1823, Ingres peint le double portrait d'un couple de Français établis à Florence, les Leblanc. Ils sont ses amis, sa notoriété est établie, il peut oser plus librement. Il ose. Le tableau de madame Leblanc est construit, de façon gratuite, autour d'un châle rouge, jaune et blanc – apologie de la couleur et de la dextérité. Le reste s'efface peu à peu dans l'ombre, et la dame, pour ne pas gêner le peintre, s'est habillée en noir, assise devant un mur brun très sombre. Monsieur Leblanc est en noir lui aussi, devant le même mur, placide. Il s'accoude à une table, enveloppée d'un tapis. Ce tapis, on l'a déjà vu cent fois dans la peinture : il étend sa géométrie de lignes brisées et ses rouges clairs dans les Van Eyck et les Van der Weyden. Il apparaît dans les scènes d'intérieur hollandaises, jusque chez Vermeer. Il se peut qu'il y ait eu, véritablement, ce tapis dans l'appartement des Leblanc à Florence. Il se peut qu'Ingres l'y ait introduit. Il est certain qu'il éclipse le modèle, comme le châle indien éclipse madame Leblanc. Les deux toiles ont appartenu à Degas, qui les tenait à juste titre pour admirables.



D. R.

« Mademoiselle Jeanne Hayard » (1815). Graphite, 28,5 x 21 cm, collection particulière.

Les Van Eyck, Van der Weyden – des primitifs, comme on dit. Dürer, tout autant. Otto Dix, plus récemment. Il y a dans Ingres – dans Ingres portraitiste – un côté nordique que le rassemblement des œuvres à Londres rend patent. Nordique, pas italien. Ou alors italien à la façon de Lorenzo Lotto : précision, incision, obsession des accessoires servie par un illusionnisme impeccable. Les premiers tableaux, vers 1805, se distinguent par leur dureté. *La Belle Zélie*, aux accroche-cœur symétriques, semble une miniature sur porcelaine agrandie. Napoléon sur son trône impérial disparaît, sous l'amas des brocarts, des dorures, des fourrures, des dentelles, des colliers et des tresses : Ingres les figure un par un, changeant de manière selon les textures. Il fait vrai et obtient, comme il se doit, un chef-d'œuvre de théâtre, version profane du *Dieu le Père* des Van Eyck, à Gand.

Les dessins du séjour romain ne négligent rien non plus. Dans une clarté égale, une figure se détache sur le plan ou un paysage vague. La pointe du crayon, comme la pointe d'argent des maîtres anciens, procède au relevé des lignes et des plans, des physionomies et des parures. Aucun clair-obscur ne vient troubler l'image et masquer quoi que ce soit. Le style s'accorde aux parties du portrait, plus aigu pour les vêtements, plus souple pour la tête. Les modèles subissent l'inspection, de face ou de trois quarts, livrés de leur plein degré au plus cruel des examens. Les caractères apparaissent à nu. Inutile d'attendre de l'artiste sympathie, attendrissement, compassion ou passion. Il dessine dans le neutre, l'impitoyable, l'irréfutable. Ingres est né à Montauban, ville protestante et morose.

Jusqu'à la fin, il ne varie pas. Il se consacre avec autant de minutie aux accessoires en 1845 – *Portrait de la vicomtesse d'Haussonville* – ou en 1848 – *Portrait de la baronne de Rothschild* – qu'en 1805. Il trouve un moyen efficace d'en ajouter, de grands miroirs où se reflètent le dos et la nuque du modèle, des bouquets, des pendules, des draperies. Il refuse la plupart des commandes, se voulant à toute force peintre d'histoire – quoique la postérité en ait souvent jugé autrement et préfère ses nus et ses portraits à son saint Symphorien ou à sa Jeanne d'Arc de fer-blanc.

Mais les portraits qu'il accepte durent des années. Madame Moitessier l'occupe de 1844 à 1857, avec des interruptions qui le mettent en colère. Pour quel résultat ? Le plus étrange, le plus gênant : pour deux effigies qui semblent tantôt délicieusement voluptueuses, tantôt tragiquement muettes. Elles oscillent entre le comble de la présence – couleurs affrontées, objets partout – et le silence.

Philippe Dagen

L'art du portrait, une passion typiquement britannique

LES ANGLAIS ont pour le portrait un amour particulier, exigeant, boulimique, presque furieux. La preuve : l'exposition Ingres n'est montrée qu'à New-York et à Londres, et pas à Paris, alors que les musées français ont prêté la moitié des œuvres. La preuve encore : Londres se flatte de posséder une institution à nulle autre comparable, la National Portrait Gallery, tout à côté de la National Gallery elle-même.

Elle a été fondée en 1856 pour réunir une collection aussi complète que possible des portraits des gloires britanniques, des monarques aux célébrités de toute sorte. Le patriotisme exigeait que soient accumulées les effigies des héroïnes et des héros de l'Empire et que, de préférence, les peintres soient eux-mêmes britanniques, même si Holbein et son école sont largement représentés dans les salles traitant de l'histoire ancienne de l'île, même si Jacques-Emile Blanche a là son portrait de Beardsley.

Le musée peut plonger le visiteur dans la plus complète stupeur, tant il affirme comme si elle allait de soi sa bizarrerie. Il est grand, fort, bien entretenu évidemment, avec ce penchant pour l'opulence bourgeoise qui se retrouve au Victoria and Albert Museum. L'accrochage, dans les étages, respecte la chronologie ; pas celle des artistes mais celle des modèles, puisque les seconds importent plus que les premiers. Du reste, les cartels sont sans équivoque : le modèle en capitales lisibles de loin, le peintre en plus petites lettres. Qu'il se nomme Gainsborough ou Reynolds, qu'il soit illustre ou inconnu ne change rien à la loi. Un portrait, c'est ici, d'abord, une affaire de ressemblance et de commémoration, et accessoirement une question d'art.

CHARLTON ET LES SPICE GIRLS

Cette conception n'empêche pas qu'il y ait de beaux tableaux dispersés dans les salles, et particulièrement l'admirable autoportrait de Reynolds. Mais elle autorise la présence d'images qui ne se recommandent pas à l'attention par leur grâce, leur inventivité ou le talent de l'auteur. On observe, sans en tirer de conclusion, que les militaires sont plus souvent maltraités que les ministres ou les écrivains et qu'ils affrontent, impassibles, des mises en scène de mélodrame et des bariolages discutables.

Le plus étrange est cependant au rez-de-chaussée, dans les salles réservées au passé proche et au présent. Il s'y vérifie que la pratique du portrait ne connaît en Grande-Bretagne au XXe siècle aucune interruption, ce dont on se douterait à la seule énumération des principaux peintres britanniques depuis 1945 : Bacon, Sutherland, Freud, Hockney, tous portraitistes. Ils ont des disciples, ils ont des imitateurs, cependant que d'autres artistes, moins aventureux, cultivent d'anachroniques hybrides de cubisme, d'expressionnisme et de post-impressionnisme. On ne sait s'il faut admirer leur audace ou déplorer leur inconscience.

Ce qui est admirable, assurément, c'est la liberté de ton et la largeur de vue. A la National Portrait Gallery, il n'est pas interdit d'accrocher dans la même salle huiles sur toile, dessins et photographies. Dans la plupart des musées, on s'en garde, et les photos y sont à l'écart, au nom d'une spécificité qu'il faudrait impérativement préserver. Pourquoi ? On ne sait pas. Ici, l'œil s'accoutume, et le voisinage, loin de gêner, intéresse. Autre mérite : par célébrités, il faut entendre les politiques, les leaders de l'économie, les footballeurs, les chanteuses... D'un mur à l'autre, Bobby Charlton lorgne les Spice Girls. Dans un coin, les meilleures savantes d'Oxford et de Cambridge révèlent leurs physionomies, qu'elles s'efforcent de rendre souriantes.

Le cricket, le théâtre, la mode, rien n'est oublié. Pas même les artistes. A la National Portrait Gallery, institution ancienne et respectable, se trouvent aujourd'hui les têtes de Damien Hearst et de Jennifer Saville, en compagnie de la plupart des autres jeunes artistes britanniques à la mode, trentenaires agités. Imagine-t-on, à Paris, une institution célébrer leurs contemporains français, sans préjugés, sans guerre de clans, sans mauvaise conscience ? Evidemment non. Question de culture, dira-t-on.

Un espace est réservé aux expositions temporaires. On y célèbre pour l'heure, jusqu'au 6 juin, John Everett Millais, préraphaélite à ses débuts, réaliste compassé plus tard. Dessins et toiles racontent en détail comment Millais séduisit la femme de Ruskin, son meilleur ami, lors d'un séjour en Ecosse en 1853. Effie – Mrs Ruskin – aimait la promenade. Son mari préférait écrire. Millais accompagnait la dame dans la campagne. Ils furent heureux et eurent ensuite beaucoup d'enfants. Pour les nourrir, leur père fit poser dans son atelier de Kensington Gladstone, Disraeli, Carlyle, Tennyson et des beautés victoriennes. C'est dire combien cette exposition est à sa place dans un tel endroit.

Ph. D.

Gianmaria Testa, dribbleur de cœur

Le chanteur et chef de gare piémontais publie « Lampo », un troisième album simple et serein, pacifique et poétique

ITALIEN, plus exactement piémontais, Gianmaria Testa aime le football. Pas à la façon des rappeurs sudistes d'IAM, apparus lors des dernières Victoires de la musique en cagoules noires et agitant des drapeaux de l'Olympique de Marseille, comme s'il s'agissait là d'une valeur révolutionnaire. Non, Gianmaria *aime le jeu du football* pour ce qu'il contient d'universalisme, d'intelligence humaine, d'*« art »*, disent les Brésiliens, à qui le chanteur a emprunté un fort goût pour la mélodie et la sensualité balancée. Artisan de la musique et des textes, Gianmaria Testa apprécie les savoir-faire populaires, la culture citoyenne.

Ce *cantautore* (auteur-compositeur et interprète), qui a bâti son identité sur la vague des grands classiques de la chanson italienne à texte (Giani Morandi, Paolo Conte, Fabrizio De André, Fossati, Franscesco De Gregori...), n'a pas la prétention politique des manipulateurs d'image : *Lampo* (Eclair), son troisième album, est un disque calme, *pacifique, dénué des envies consensuelles* qui agitent médias et producteurs de loisirs culturels.

Gianmaria Testa a une guitare, il porte la moustache, et exerce la profession de *capostazione* (chef de gare) dans la petite ville de Cuneo. *« L'homme qui regarde passer les trains écrivait des chansons »*, titrait le journal *L'Unita* en 1996 alors que, *inconnu en Italie*, il connaissait ses premiers succès à Paris. Ses parents sont fermiers, son frère cadet exploite la terre du propriétaire. Gianmaria est allé à l'école, a fait des études de droit, a passé un concours administratif et s'est retrouvé aux trains. Il a lu Gramsci, cru en la révolution, qui inverserait le rapport de forces entre riches et pauvres. Mais les riches sont restés *riches. Gianmaria Testa en a tiré des* conclusions, avec ce qu'il faut de vague à l'âme : *« Saluteremo dalla nostra finestra /Il tempo che passa /E se passando ci riconoscerà /Anche il tempo perduto /Anche il tempo sbagliato /Ci risponderà. »* (« Saluons de notre fenêtre le temps qui passe, temps perdu, temps gâché, il nous répondra s'il nous reconnaît. »)

Nous ne sommes pas ici dans la *nostalgie du siècle cultivée par Pao*lo Conte, autre Piémontais et avocat humaniste à qui Gianmaria Testa fut comparé à ses débuts, à juste titre (la voix) et jusqu'à saturation. *« Paolo Conte ? Il habite à cent kilomètres d'ici, mais je ne l'ai jamais rencontré. Du reste, lui, c'est un sénateur, et moi, un M. Tout-le-Monde »*, disait-il alors au *Manifesto*.

DÉCALAGE PROVINCIAL

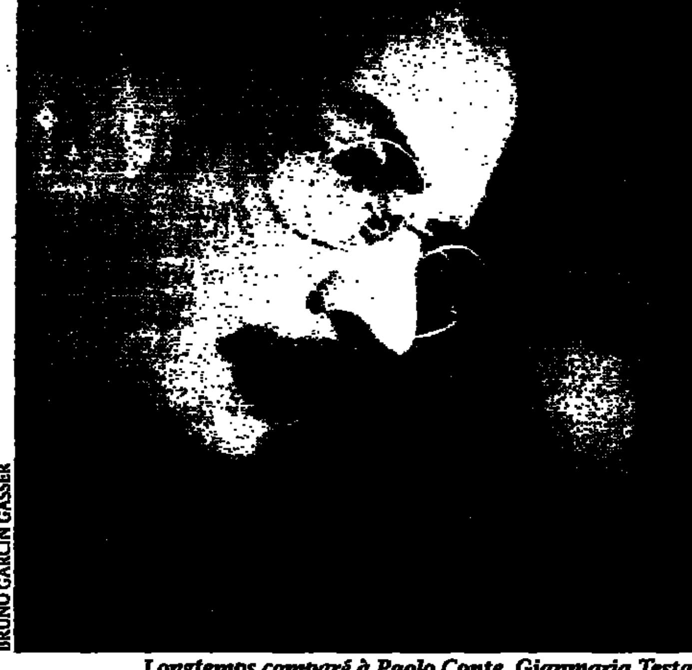
Paolo Conte et Gianmaria Testa ont en commun une histoire italienne : agapes et noces campagnardes, un sentiment du décalage provincial, du mal-être de celui pour qui la ville n'est pas le terrain naturel d'évolution, deux attitudes qui marquèrent les débuts du premier, quand il composait dans les années 70 *Una giornata al mare*. Il y a ces effluves de jazz et d'exotisme chez le second, qui ne sont pas l'héritage de l'aîné mais bien celui des migrations piémontaises. *« Les gens du sud de l'Italie*, dit encore Testa, *sont partis vers l'Amérique du Nord, et ceux du Nord vers l'Amérique du Sud. Nos compatriotes ont ainsi importé la magie du tango. » Extra-Muros*, son précédent album, livrait une touchante habanera. A celui-ci, il ne manque pas de tango : *Lampo*, chanson en taille-douce (*« Tu me fais ce regard-là /Pourtant la vie est un instant »*), en est un, de la plus belle facture, donnant la mesure des apports européens dans la musique de l'estuaire du Rio de la Plata.

Avec *Lampo*, Gianmaria Testa devient lui-même. Deux fois vainqueur, en 1993 et 1994, du Festival de la chanson de Recanati, il y est découvert par Nicole Courtois-Higelin, ex-femme de Jacques et mère d'Arthur H, qui décide de le produire. Ses conseils attentifs et l'arrivée aux côtés de Testa de musiciens proches d'Arthur H, dont l'excellent trompettiste, pianiste et arrangeur australien David Lewis ou le percussionniste brésilien Edmundo Carneiro, vont mener le poète-chef de gare à l'Olympia, où il donne un concert radieux en février 1997, épaulé par Paco Ibañez (même famille de pensée).

Ces expériences accumulées depuis le choc du *Gorille*, de Brassens, entendu très tôt en Italie par la voix de Fabrizio De André, ont entraîné Gianmaria Testa vers sa poésie : elle est belle et simple, sans sophistication. Quand Gianmaria va à Rome, il en voit les amants (*Gli amanti di Roma*), sur les ponts, dans la nuit, *« et quand le matin les surprend, ils se perdent dans la ville »* (il est à la guitare, Ricardo Tesi à l'accordéon diatonique). Arthur H a donné une chanson à Gianmaria, *Petite Reine*, jeux de pistes, jeux de mots, seule concession au français de cet album lunaire et terrien.

Véronique Mortaigne

★1 CD Tôt ou Tard/Warner 3984-24316-2. Gianmaria Testa sera au New Morning, à Paris, du 16 au 20 mars.



BRUNO GARCIN GASSER

Longtemps comparé à Paolo Conte, Gianmaria Testa ne cultive pourtant pas la nostalgie du siècle de son compatriote.

DÉPÊCHES

■ **PRIX : Lauryn Hill, vingt-trois ans, chanteuse des Fugees, a obtenu le 24 février cinq Grammys Awards,** dont ceux de meilleur nouvel artiste et meilleur album pour *The Miseducation of Lauryn Hill*. Le précédent record, quatre récompenses, était détenu par Carole King depuis 1971. Madonna, quarante ans, a reçu trois Grammys (dont celui de meilleur album pop pour *Ray of Light*). Céline Dion a été gratifiée des Grammys de la meilleure interprétation féminine pop et du meilleur enregistrement pour *My Heart Will Go On*, la chanson de *Titanic*. Sheryl Crow a obtenu le Grammy du meilleur album rock pour *The Globe Sessions*, Eric Clapton a été élu meilleur interprète pop masculin, et l'acteur Will Smith, meilleur rappeur soliste. En musique classique, le compositeur et chef d'orchestre français Pierre Boulez a été le plus couronné : il a obtenu deux Grammys pour ses enregistrements de la *Neuvième Symphonie* de Mahler et de l'opéra de Bela Bartok, *Le Château de Barbe-Bleue*.

■ **RAP : plusieurs rappeurs français (IAM, la Cliqua, Oxmo Puccino...) figurent sur une compilation** intitulée *L'Univers des lascars* annoncée pour le 10 mars chez Chrysalis/EMI. Une partie des bénéfices du disque iront à l'Unesco, au profit d'un compte pour l'enfance en détresse.

■ **CINÉMA : David Cronenberg présidera le 52e Festival de Cannes** qui se déroulera du 12 au 23 mai. *« C'est la première fois en 52 ans qu'un cinéaste canadien est appelé à la présidence du jury »*, note son délégué général Gilles Jacob dans un communiqué publié jeudi 25 février. *« Avec David Cronenberg, l'ange du bizarre cher à Jean Cocteau – président du jury en 1953, 1954 et 1957 – va sans doute à nouveau effleurer la Croisette »*, poursuit-il. Cronenberg a remporté avec le film *Crash* le Prix du jury à Cannes en 1996, *« pour son audace et son innovation »*. *« Etre président du jury du festival de Cannes pendant douze jours intenses, c'est être au cœur même du cinéma mondial »*, a commenté le réalisateur canadien. Par ailleurs, le jury de la Cinéfondation et des courts métrages sera présidé par le cinéaste danois Thomas Vinterberg qui avait reçu l'année dernière le Prix du jury pour *Festen*.

SÉLECTION DISQUES

DINO SALUZZI
Musique pour bandonéon et quatuor à cordes
Kultrum
Dino Saluzzi (bandonéon), Rosamunde Quartett

Comme le grand Astor-bandonéoniste, Dino Saluzzi (né en 1935) est un maître du tango argentin. Comme Piazzolla-compositeur, il affectionne l'alliance de son instrument et du quatuor à cordes dans des créations originales qui ne rentrent pas dans les normes de la musique du XXe siècle. Empreint d'une profonde gravité qui se meut naturellement avec les vibrations infinitésimales de l'anche métallique, le style de Saluzzi est moins physique que celui de Piazzolla. Il brasse avec esprit de multiples références à la musique savante, d'hier ou d'aujourd'hui, et façonne une sorte de bandonéon de chambre que le Rosamunde Quartett a appris à connaître pendant deux ans avant d'enregistrer *Kultrum*. Chaque pièce n'est pas forcément un chef-d'œuvre mais l'ensemble procure la bienfaisante sensation d'une musique unique et paradoxalement nomade malgré son goût des valeurs classiques. *Pierre Gervasoni*

★1 CD ECM New Series 1638 457 854-2.

OLIVIER CAILLARD
Chantez les P'tits loups du jazz

N'est pas *p'tit loup* qui veut : l'art du contretemps, la précision de la diction, la justesse des départs sont le fruit d'un entraînement assidu. Pour encourager les débutants tentés par l'expérience, Olivier Caillard reprend sept titres du répertoire des P'tits loups, suivis d'un premier play-back au piano, simplifié et ralenti, sur lequel les enfants peuvent s'exercer seuls ou en groupe, avant de se risquer sur les arrangements d'origine. Sur le livret, une analyse du chant en images fixe l'attention de l'auditeur comme de l'apprenti choriste sur les phrases, ponts, chorus qui s'accrochent tels des wagons. Une amusante initiation au jazz en chantant, dès huit ans. *Anne Bustaret*

★1 CD Enfance et musique DCCD 1197, DCVS.

MARC BEACCO
Tomato Soup

Le nouvel enregistrement de Marc Beacco tient tout autant de la performance assez bluffante que du recueil de chansons où jazz, pop et blues se fondent en un plaisant ensemble qui va lorgner par endroits vers les musiques du monde. La voix d'abord. Marc Beacco évolue sur l'ensemble du registre. Basses profondes, aigus d'angelot, il assume toutes les parties chorales et polyphoniques grâce au procédé d'enregistrement multipistes. Pour les chansons avec textes, c'est Nikki Matheson, en agréable disciple de Rickie Lee Jones qui est sollicitée. Après *The Crocodile Smile* et surtout *Scampi Fritti*, Beacco a resserré sa musique vers un accompagnement fondé sur quelques percussions, une basse et une guitare très proche des racines du delta du Mississippi (dans l'indianisant *Curry X Press* ou *Everybody Loves to Cha Cha Cha*). Les chansons ensuite. Elles s'inscrivent dans une simplicité d'écriture qui en fait des mélodies repérables, à l'image d'une version parfaite du *Guinnevere* de David Crosby – déjà repris par Miles Davis. Sans être trop marqué par un style, *Tomato Soup* de Marc Beacco se conclut sur un clin d'œil folk-rock avec des « choo bi doo » idéalement posés où mélancolie et humour se rejoignent. Excellent. *Sylvain Siclier*

★1 CD Emarcy 7299. Distribué par Polygram.

THE OFFSPRING
Americana

Idoles de la génération skateboard, le temps d'un album – *Smash* – doté d'un single ébouriffant – *Come Out and Play* –, les néo-punks de The Offspring avaient ensuite glissé de leur planche de surf. Ils viennent de retrouver, aux Etats-Unis, la vague du succès avec *Americana*, concentré de ce qu'on imagine être les cris de guerre des adolescents yankees. Baston de guitares, galop de batterie à peine pubère, voix étranglées par la rage juvénile, le tout saupoudré de refrains suffisamment simples pour être repris en chœur pendant un pogo. *Seul problème, les musiciens ne* doivent pas avoir loin du double de l'âge de leurs auditeurs... Beaucoup de moments, donc, cyniquement crétins (la version punk du *Feelings* de Morris Albert et Loulou Gasté), mais aussi une perle : *Pretty Fly (For A White Guy)*, single (et vidéo) *irrésistiblement jouissif* sur un petit Blanc jouant au caïd du ghetto. *Stéphane Davet*

★1 CD Columbia COL 491656 2. Distribué par Sony.

ORLY
Matériau

La grisaille banlieusarde n'inspire pas que le rap. Sous le nom d'Orly, David Leroy promène son regard sur les paysages urbains d'au-delà le périphérique. Il y déniche la poésie blême du quotidien, les tensions de la banalité. Plus récitant que chanteur, il murmure sous la pluie, confie des mots qui hésitent entre blancheur et brutalité. En même temps que l'écho d'une guitare sèche et d'un piano triste, des bruits perturbent ou bercent ces descriptions intimistes. Bruits du dehors – une voiture, un chien... –, saturation sourde des machines, grésillements, parasites, métaphores peut-être des réacteurs au-dessus de l'aéroport ou d'une conscience qui bourdonne. On pense au groove industriel de Tricky – en moins emporté –, à l'artisanat distordu d'autres Français, Diabologum – en moins désincarné. Pas de quoi, sans doute, chanter sous la douche mais assez pour ressentir le plaisir du trouble. *S. D.*

★1 CD Le Village vert 3044312. Distribué par Wagram Music.

Les meilleures ventes d'albums en France

	ARTISTE ou GROUPE	de la semaine précédente	TITRE	MAISON DE DISQUES
1	DIVERS ARTISTES	1	Notre-Dame de Paris	POMME/SONY
2	DIVERS ARTISTES	2	Notre-Dame de Paris (intégrale)	POMME/SONY
3	MANAU	3	Panique celtique	POLYDOR
4	CÉLINE DION	5	S'il suffisait d'aimer	COLUMBIA
5	DIVERS ARTISTES	28	Enfoirés du cœur	NEA
6	LIANE FOLY	10	Acoustique	VIRGIN
7	LOUISE ATTAQUE	6	Louise attaque	ATMOSPHÉRIQUE
8	SAVAGE GARDEN	7	To the moon & Back	COLUMBIA
9	HÉLÈNE SÉGARA	18	Cœur de verre	COLUMBIA
10	3e ŒIL	4	Hier, aujourd'hui, demain	COLUMBIA

Période du 14/02 au 20/02 inclus.
Résultats obtenus par le comptage à la sortie des caisses de cent magasins représentatifs des circuits de distribution

La télévision règne au hit-parade : après la diffusion de la soirée Restos du cœur sur France 2 début février, les *Enfoirés du cœur* regagnent 23 places. *Notre-Dame de Paris* tient le haut du pavé, sans que l'on sache si les acheteurs de la première version (de studio, avec **Richard Cocciante et Noa**) sont les mêmes que ceux de la version de spectacle, dite *Intégrale*. Montée et descente en Yo-Yo pour le rap, comme à l'habitude, le *Hier, aujourd'hui, demain* du 3e Œil passant du 4e rang au 10e et *A mon tour d'briller* de Zoxea rétrogradant à la 31e place. *André Rieu en concert*, violoniste valseur, 33e, fait mieux que le *Bercy 98* des 2 Be 3, boys band, 50e.

هكذا من الاصل

Christoph Marthaler propulse douze virtuoses de l'inutile dans l'espace dramatique européen

La troupe du Schauspiel de Hambourg présente la nouvelle création de l'auteur suisse

Le metteur en scène et auteur suisse Christoph Marthaler est l'invité du Schauspielhaus de Hambourg à la faveur de sa nouvelle création, *Die Spezialisten*, nouvelle variation virtuose d'un artiste européen en prise avec la mémoire du continent et les incertitudes douloureuses de son avenir. On ne verra vraisemblablement pas ce spectacle en France, pour des raisons platement matérielles. Dommage.

DIE SPEZIALISTEN (LES SPÉCIALISTES), de Christoph Marthaler. Mise en scène de l'auteur. Avec Stephan Bissmeier, Eva Brumby, Jean-Pierre Cornu, Judith Engel, Altea Garridon, Ueli Jäggi, André Jung, Barbara Nüsse, Josef Ostendorf, Karin Pfamatter, Clemens Sienknecht, Thomas Stache. DEUTSCHES SCHAUSPIELHAUS, Kirchenallee 39, Hambourg. Tél. : 00-49-40-24-87-13. De 14 à 59 DM (de 7,16 à 30,16 €). En alternance, jusqu'en juillet.

HAMBOURG
de notre envoyée spéciale

Christoph Marthaler n'est pas connu en France à hauteur de son talent. Ce Suisse de quarante-sept ans, formé à l'école de la musique et du théâtre, est invité depuis dix ans par les plus grandes scènes de langue allemande, à Berlin, Hambourg, Vienne, ou Salzbourg. Il alterne les spectacles de son cru, comme *Stunde Null...*, chronique de la reconversion allemande à la fin de la guerre, et les classiques, comme *Les Trois Sœurs*, de Tchekhov, exilées dans le no man's land de l'Est aujourd'hui, ou *Casimir et Caroline*, de Horvath, miroir de la désespérance ordinaire. Il pioche aussi dans le domaine musical : un *Pierrot lunaire* de Berg, de toute première grandeur, une *Vie parisienne* tout droit débarquée des cars de touristes de Pigalle, ou *Kassandra*, de Michael Jarrell, qui a été vue à Nanterre/Amandiers mi-février.

Jusqu'à présent, les spectacles de Christoph Marthaler n'ont eu droit qu'à de fugaces présentations en France, à Créteil, Dijon, Strasbourg, Rennes, depuis que le Festival d'automne a invité *Murx den Europäer, murx ihn, murx ihn (Etrangle l'Européen, étrangle-le...)*, en 1995. *Les raisons de cette déficience ne sont pas toutes mauvaises : Christoph Marthaler signe des spectacles souvent imposants, avec beaucoup de personnages et des décors qui nécessitent des scènes d'envergure. Dans l'Hexagone, rares sont les théâtres qui peuvent accueillir des productions comme La Vie parisienne* ou *Casimir et Caroline*. De plus, ces productions, onéreuses, sont nécessairement présentées à perte.

Les Spécialistes ne viendront donc probablement pas en France. Ils sont taillés pour le Schauspiel de Hambourg, vaste vaisseau, et pour sa troupe, guère mobile parce que retenue à demeure par la pratique de l'alternance. Qui sont ces *Spécialistes* ? Comme souvent avec Marthaler, des gens moins ordinaires que puérils : enfermés dans un domaine qu'ils se sont inventé, rassemblés, par hasard, dans un lieu sans ancrage – un avion, agrandi jusqu'à l'absurde, avec une rangée de sièges repliables collés sur un côté, des hublots sur l'autre. Marthaler est obsédé par les boîtes, l'enfermement, le tournis immobile des actions répétitives – une image quasi beckettienne de la vie.

DÉBRANCHÉS PAR TÉLÉCOMMANDE

Les voilà donc : douze hommes et femmes, tendance Tergal, qui se rassemblent sans raison en chœur dans un cockpit vide et chantent le kyrie du *Requiem allemand*, de Brahms, en l'interromptant d'un *I can Boogie* propulsé du bout des lèvres, avec une impassibilité féroce. Ensemble et totalement isolés, chacun dans une histoire dont la teneur apparaîtra par éclats. On apprendra d'un homme qu'il peut chanter deux cent cinquante hymnes. D'un autre, qu'il connaît tout sur les fils à quoi se suspendre. D'un troisième, qu'il est l'as des plateaux tenus par la main gauche. D'une femme, qu'elle sait se taire en trente-deux langues et percevoir immédiatement les concepts... Il y a aussi cet homme qui ne peut pas oublier. Il était responsable des archives d'une entreprise de Hambourg, et mêle le récit impitoyablement précis de l'histoire de la firme pendant la guerre à des micro-événements sans rapport.

Ces spécialistes de tout et de rien sont dérisoires mais pas pitoyables. *« Où vole t-on ? »*, demande l'un. *« Je ne sais pas. On fuit »*, répond un autre, jouant sur la proximité des mots allemands voler et fuir. Par moments, les spécialistes sont pris de sorte de crise d'épilepsie nées de l'impuissance à opérer dans leur champ. Ils se livrent alors à des actions épuisantes et hilarantes. S'accrochent à des poteaux, tête en bas. S'empoignent et se jettent. Le non-sens devient total. Il faut qu'une hôtesse, clope au bec, s'interpose, armée d'une télécommande qu'elle braque dans leur direction. Ça les « débranche ». Ils sont nulle part, dans une heure zéro de la société en mal de travail, où Karl Marx a sa place, avec Charles Fourier, Paul Virilio et Viviane Forrester, dont *L'Horreur économique* est largement citée dans le programme du spectacle.

Brigitte Salino

L'électricité sans émotion du contre-ténor David Daniels

DAVID DANIELS (contre-ténor), ANTOINE PALLOCK (piano). Œuvres de Haendel, Caldara, Purcell, Cesti, Lotti, Gluck, Poulenc, Messager, Sauguet. Salle Gaveau, le 24 février.

Il y a comme de l'électricité dans l'air, dans le hall bondé de la Salle Gaveau. Ambiance très « dancing queens », jeunes groupies des deux sexes, surexcitées, mêlées à des mélomanes d'allure traditionnelle. Le mot d'ordre est passé : *« Il est en train de monter très fort*, dit un homme à sa compagne. *J'ai lu des articles. On parle beaucoup de lui... »* Des jeunes gens bien mis jouent sans pitié des coudes pour échanger au plus vite le billet qu'ils avaient acheté pour le concert à l'origine prévu dans la charmante bonbonnière du Théâtre du Musée Grévin.

Philippe Maillard, l'organisateur, doit se frotter les mains : David Daniels, jeune contre-ténor américain, est entre-temps parvenu aux guichets de la starisation, et le public se presse au portillon. Un disque est paru (Virgin Classics), des airs de Haendel virevoltants, où il vocalise à l'aise et tire quelques larmes dans *Ombra mai fu*, un classique des tessitures médianes *« farinellisé »* – répertoire depuis également repris par une Cecilia Bartoli en voie de baroquisation (son dernier récital chez Decca).

David Daniels fait l'inverse. Ainsi que ses collègues, Jochen Kowalski (qui dit tout haut détester les « baroqueux »), Robert Expert, Brian Asawa et quelques autres, il ne voit pas ce qui l'empêcherait de récupérer le répertoire des mezzo-sopranos, voire des sopranos. Le répertoire et les mauvaises habitudes : à quoi bon enregistrer avec les spécialistes de la musique ancienne si c'est pour venir donner des *arie antiche*, ces arrangements douteux pour piano (dans un style entre Schubert et Bellini) d'airs baroques que les professeurs de chant imposent depuis des lustres aux élèves comme étaient imposés les « Classiques favoris » aux jeunes pianistes ?

PIÈTRE ACCOMPAGNEMENT

Pourquoi donner des arrangements piteux d'airs de Purcell alors que Britten les a magnifiquement « réécrits » pour voix et piano ? Encore faudrait-il que David Daniels fit appel à un pianiste d'envergure. Au lieu de cela, c'est un « chef de chant », dans l'illustration la plus navrante de cet emploi, qui lui brode un accompagnement au petit pied, d'une mesquinerie de son inimaginable. David Daniels est un vrai professionnel. Il sait chanter, il a travaillé son legato, il fait entendre avec un rien d'ostentation sa capacité à tenir de longues phrases sans les couper de respirations intempestives.

Le timbre est joli (il ne nous touche personnellement pas), le vibrato régulier, les aigus faciles, quoiqu'ils aient tendance à devenir aigrelets dans le suraigu. La voix n'est pas large, mais l'émission est excellente. Le mélange des registres est inexistant dans le grave, trop faible de substance.

L'émotion tente de s'immiscer dans des airs plus tendres ou plus élégiaques, mais la couleur et l'expression ne permettent pas le frisson. Quant à cette « envie » de chanter Poulenc et l'ineffable *Berceuse créole* de Sauguet, elle nous semble aussi étrange que la décision que prendrait un rebec de jouer l'*Arpeggionne* de Schubert. Mais les « groupies » n'en ont cure. On ne voudrait pour rien au monde gâcher leur plaisir.

Renaud Machart

L'éducation par l'estampe

L'ENFANT ET L'UKIYO-E. Maison de la culture du Japon, 101 *bis*, quai Branly, Paris 15e. Mº Champ-de-Mars. Du mardi au samedi, de 12 heures à 19 heures ; nocturne le jeudi jusqu'à 20 heures. Tél. : 01-44-37-95-01. 30 F (4,57 €). Jusqu'au 13 mars. Catalogue, 142 pages, 130 F (19,82 €).

Les images du monde flottant, traduction littérale de l'ukiyo-e japonais, sont connues dans le monde occidental depuis la dernière moitié du XIXe siècle – on sait le rôle joué par ces estampes auprès des impressionnistes. La Maison de la culture du Japon en présente une très belle série, toutes consacrées à l'enfance. Ce choix peut paraître paradoxal. Ces gravures sur bois sont nées à l'époque Edo (1603-1868), tandis que l'archipel nippon, soustrait aux influences extérieures, vit un long moment de paix et de prospérité. Le monde flottant, c'est celui des quartiers de plaisirs, des maisons de thé et des théâtres, des acteurs et des courtisanes. Les *bijin-ga*, ou estampes de belles femmes, sont particulièrement recherchées des amateurs.

Mais à la fin du XVIIIe siècle, une vague de puritanisme rend plus difficile la diffusion de ces images considérées comme subversives. Les artistes tournent alors la difficulté en accolant à ces beautés un enfant ou deux : les courtisanes devenaient ainsi des mères de famille respectables, saisies dans différents moments de la vie quotidienne. Ce qui ne les empêchait pas de dévoiler une partie de leurs charmes, mais pour la bonne cause : le kimono entrouvert facilite l'allaitement d'un nourrisson, le désordre de la toilette autorise toutes les licences, à condition que ce soit sous les yeux d'un rejeton. Les plus grands artistes de l'époque, Utamaro, Harunobu, Yoshifuji, Hiroshige ou Kuniyoshi, allaient collaborer à cette entreprise de moralisation forcée. Mais les collectionneurs ne s'arrachèrent pas ces planches, qui sont d'autant plus précieuses aujourd'hui.

A côté de ces mères à l'enfant, on trouve d'autres images fortes, quand elles illustrent des contes populaires (*La Vieille Ogresse des montagnes*, d'Utamaro), ou empreintes d'une grande fraîcheur quand elles accompagnent des chansons, des syllabaires, des pièces à découper ou à monter.

Avec l'ère Meiji et l'ouverture du pays vers l'Occident, les estampes vont faciliter la diffusion des coutumes *« civilisées »*, par exemple l'art de monter à bicyclette ou de prendre le train. Cette technique va également servir à imprimer les premiers livres scolaires, au prix d'un affadissement considérable.

Emmanuel de Roux

SORTIR

PARIS

Georgette Dee
Difficile de parler de Georgette Dee sans être lyrique : elle est sublime, comme on peut le dire sans snobisme. Sublime parce que venue d'ailleurs, vivant ailleurs, sur les scènes berlinoises, qu'elle enflamme dans sa longue robe noire dénudant ses épaules, chantant, racontant, jouant. En Allemagne, c'est une star, qui remplit aussi bien des théâtres comme la Volksbühne que le cabaret le plus couru de la ville, Bar Jeder Vernunft (jeu de mots qui reviendrait à dire : sans raison). Georgette Dee est un homme, un travesti, un ange né d'un rêve de Marlene et d'une gueule de bois de Fassbinder. Elle est considérée en Allemagne comme une « diseuse », joli mot oublié en France depuis le temps des Bouffes de Guibert. Accompagnée de Terry Truck au piano, elle chante Brecht ou Hollander, à grands coups de vodka, avec un talent et une grâce à fendre l'âme. Elle est à Paris pour un soir, pour la première fois : willkommen-bienvenue à Georgette Dee !
Théâtre national de Chaillot, place du Trocadéro, Paris-16e. Mº Trocadéro. Le 2, à 20 h 30. Tél. : 01-53-65-30-00. 60 F et 120 F (9,15 € et 18,29 €).

Le Cabaret latin de Karine Saporta
Ce Cabaret latin promet d'être l'événement de ce printemps. Les excellents interprètes de Karine Saporta, entraînés au tango et aux rythmes latinos par Francisco Terto, montent sur scène pour une revue, où éclate le plaisir à danser. La volupté du corps retrouvé, magnifié. Voyage au cœur de l'imaginaire sud-américain. Personne n'y résistera. Bal pour tous à l'issue du spectacle avec les musiciens Eduardo Garcia et Juan Carlos Rossi.
Le Cabaret sauvage, Parc de La Villette, Espace « au bord du canal », Paris-19e. Du 26 février au 11 avril (relâche lundi et mardi). Tél. : 08-03-075-075. De 50 F à 110 F (7,62 € et 16,77 €).

Ani Di Franco
Le flot des *songwriters* féminins apparus ces deux dernières années – à la suite du festival américain Lilith Fair – est peu épargné par la mièvrerie. On chérira d'autant plus le fort caractère d'Ani Di Franco, dont la guitare en bois et le chant folk-punk exposent les blessures d'une féminité sans fausse pudeur.
Le Divan du monde, 75, rue des Martyrs, Paris-9e. Mº Pigalle. Le 26, à 19 h 30. Tél. : 01-44-92-77-66. 110 F (16,77 €).

Chaurasia
Le plus grand des flûtistes indiens fait précéder son habituel récital (avec Chubankar Banerjee aux tablas) d'une création pour flûte bansouri, tabla et orchestre de chambre. *Adi Anant* marie l'art des *râgas* de la musique indienne et les arcanes mélodiques de la musique classique occidentale. Pandit Harprasad Chaurasia et Pablo Cueco en sont les compositeurs, Henri Tournier le directeur artistique. L'Ensemble Transes européennes, qui le joue avec le flûtiste indien, est dirigé par Patricio Villaroel.
Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris-4e. Mº Châtelet. Les 26 et 27, à 20 h 30. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F (14,48 €).

Gordon Beck, Marcel Sabiani, Gilles Naturel
Après l'Italien Antonio Farao, c'est au tour d'un autre pianiste, britannique celui-là, de bénéficier du soutien de la rythmique formée par le contrebassiste Gilles Naturel et du batteur Marcel Sabiani. Gordon Beck est un pianiste d'une élégance qui ne cède jamais à l'excès de stylisme, un homme de jazz discret et profond.
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris-1er. Mº Châtelet. Les 26 et 27, 22 h 30. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F (12,20 €).

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Fermeture des usines Renault à Vilvorde
de Jan Bucquoy (Belgique, 1 h 25).
Les Grandes Bouches
de Bernie Bonvoisin (France, 1 h 45).
Hygiène de l'assassin
de François Ruggieri (France, 1 h 20).
Liens secrets (*)
de Michael Oblowitz (Etats-Unis, 1 h 38).
La Ligne rouge
de Terrence Malick (Etats-Unis, 2 h 50).
Rien sur Robert
de Pascal Bonitzer (France, 1 h 45).
(*) Film interdit aux moins de 12 ans.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

FESTIVALS

Hommage à Steven Spielberg
De *Duel*, son premier film réalisé en 1971, à la série des *Indiana Jones*, en passant par *Les Dents de la mer, La Couleur pourpre, E. T., 1941, La Liste de Schindler*, le Cinéma Mac-Mahon présente une rétrospective des films du cinéaste américain Steven Spielberg.
Mac-Mahon, 5-7, avenue Mac-Mahon, Paris-17e. Mº Etoile. Du 26 février au 15 mars. Tél. : 01-43-80-24-81. 40 F.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Les Voyages du faune
d'après Colette, mise en scène de Susana Lastreto.
Cartoucherie-Théâtre du Chaudron, route du Champ-de-Manœuvre, Paris-12e. Mº Château-de-Vincennes. Les 26 et 27, à 20 heures ; le 28, à 16 heures. Tél. : 01-43-28-97-04. 50 F.

« Musiques à danser, musiques à écouter »
« Italie baroque ». *Il Ballarino*, chorégraphie, ensemble instrumental. Œuvres de Cavalieri, Frescobaldi, Piccinni, Vecchi, Kapsberger, Marini (musiques et danses de société, versions chorégraphiées et transcriptions pour instruments seuls).
Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris-19e. Mº Porte-de-Pantin. Le 27, à 16 h 30. Tél. : 01-44-84-44-84. 80 F.

Sylvain Beuf, Eric Le Lann, Antonio Farao
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-1er. Mº Châtelet. Les 26 et 27, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

Jimmy Oihid
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10e. Mº Château-d'Eau. Le 26, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Sick of it All
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris-18e. Mº Anvers. Le 26, à 19 h 30. Tél. : 01-44-92-45-45. 121 F.

Sheila
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris-8e. Mº Opéra. Les 26 et 27, à 20 h 30 ; le 28, à 17 heures. Tél. : 01-47-42-25-49.

RÉSERVATIONS

Le Cid
de Corneille, mise en scène de Declan Donnellan.
Bouffes du Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, Paris-10e. Du 3 au 27 mars. Tél. : 01-46-07-34-50. De 70 F à 130 F.

La Flûte enchantée
de Mozart, livret d'Emmanuel Schikaneder. Friedemann Layer (direction), Robert Wilson (mise en scène), avec Rainer Trost/Kurt Streit, Gillian Webster/Barbara Havemann, Marie-Ange Todorovitch.
Opéra Bastille, 130, rue de Lyon, Paris-12e. Du 6 au 25 mars. Tél. : 0-836-69-78-68. De 60 F à 650 F.

Festival Banlieues Bleues
avec Diane Reeves, Mal Waldron « New York Trio », Ahmad Jamal Trio, Eddy Louiss, Archie Shepp & Le Gospel...
Dans le département de la Seine-Saint-Denis. Du 9 mars au 16 avril. Tél. : 01-49-22-10-10.

Festival Chorus des Hauts-de-Seine
Avec Julien Clerc, Faudel, Jacques Higelin, Zazie, Macéo Parker, Cheb Mami, Zachary Richard...
Dans une soixantaine de lieux. Du 12 au 31 mars. Tél. : 01-47-74-51-11.

Alpha Blondy
Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris-19e. Le 13 mars, à 20 h 30. Tél. : 01-42-08-60-00. 162 F.

Liane Foly
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris-9e. Les 30 et 31 mars et le 8 avril. Tél. : 01-47-42-25-49. De 190 F à 270 F.

DERNIERS JOURS

28 février :
Lucien Pissarro et le postimpressionnisme anglais
Musée Tavet-Delacour, 4, rue Lemercier, 95 Pontoise. Tél. : 01-30-38-02-40. 20 F.

L'Atelier
de Jean-Claude Grumberg, mise en scène de Gildas Bourdet.
Théâtre Hébertot, 78 bis, boulevard des Batignolles, Paris-17e. Tél. : 01-43-87-23-23. De 100 F à 250 F.

George Dandin ou le Mari confondu
de Molière, mise en scène de Catherine Hiégel.
Comédie-Française Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris-6e. Tél. : 01-44-39-87-00. De 65 F à 160 F.

Les Huissiers
de Michel Vinaver, mise en scène d'Alain Françon.
Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris-20e. Tél. : 01-44-62-52-52. De 80 F à 160 F.

Berthe Morisot, Degas, Manet, Renoir
Musée Marmottan-Claude Monet, 2, rue Louis-Boilly, Paris-16e. Tél. : 01-42-24-07-02. 40 F

VENDREDI 26 FÉVRIER

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

18.30 Nulle part ailleurs. Invité : Jean-Paul Rouvre, 3 Color Red, André Guelfi. — Canal +
19.10 Le Rendez-vous. Invitées : Michèle Fitoussi et Malika Oufkir. — LCI
19.30 Envoyé spécial, les années 90. Irak, la bombe atomique. Les pisteurs. Invités : Marie-Hélène Labbé, Sylvain Jouty. — Histoire
20.50 Thalassa. Les Perles de Darwin. — France 3
21.55 Faut pas rêver. *Turquie : Le destin d'Inel.* France : La boule lyonnaise. Taïwan : Les scooters ne meurent jamais. Invité : Paco Ibanez. — France 3
22.40 Bouillon de culture. Migration et métissage. Invités : Serge Gruzinski, Rachid Djaïdami, Sophie Ponchelet, Amin Maalouf, Thomas Vincent. — France 2
23.10 Sans aucun doute. La guerre des voisins. *Invitée : Virginie Lemoine.* — TF 1

DOCUMENTAIRES

20.15 Palettes, Nicolas Poussin (1594-1665). Admirable tremblement du temps : *Les Quatre Saisons.* — Arte
20.30 Au bonheur des jeux vidéo. — Forum Planète
20.35 La Rivière des soucis. — Planète
20.45 Une saga scandinave [2/2] — Histoire
21.40 Les Orangs-outans avec Julia Roberts. — Odyssée
22.00 Zoo, état des lieux. [2/6]. Zoos trois étoiles. — Planète
22.10 Grand format. Tango suédois. — Arte
22.30 Je ne sais pas lire, mais je me soigne. — Forum Planète
22.55 Portraits de gangsters. *[4/10]. Bonnie and Clyde.* — Planète
23.00 Le Téléphone. — Odyssée
23.20 Les Dossiers de l'Histoire. Les Locataires de Staline. La Maison sur le quai. — France 3
23.40 Les Grandes Expositions. L'impressionnisme et le paysage français. — Planète
0.50 La Case de l'Oncle Doc. L'Histoire du mandat [1/2]. — France 3

SPORTS EN DIRECT

18.30 Football. Championnat d'Europe indoor 1999. Demi-finale. — Eurosport
20.25 Basket-ball. *Match amical.* France - Yougoslavie. — Eurosport

MUSIQUE

22.15 Coppelia, de Leo Delibes. Par l'Orchestre philharmonique de Londres, dir. Georg Solti. — Mezzo
22.15 Quincy & Friends. — Muzzik
22.45 Roméo et Juliette, de Berlioz. — Mezzo
23.20 Leopold Stokowski. *Roméo et Juliette*, de Tchaïkovski. Par l'Orchestre de la Radio suisse italienne. — Muzzik
0.35 *Le Live du vendredi.* Alain Bashung : Confessions. — M 6

TÉLÉFILMS

20.30 Flairs ennemis. Robin Davis. — Festival
20.45 Les Jeux d'Eros. Heidi Kranz. — Arte
20.55 *Le Fils de l'étoile du matin.* Mike Robe [2/2]. — TMC

SÉRIES

20.15 Ellen. Ellen's Improvement. — RTL 9
20.30 L'Homme de nulle part. Le néant total. — Canal Jimmy
20.40 Chicago Hospital, la vie à tout prix. Panique aux urgences. Valse hésitation. — RTL 9
20.40 Tekwar. Tekpolice. — 13ème Rue
20.55 Boulevard du palais. La Jeune Fille et la Mort. O. — France 2
20.55 *Soirée sitcom.* — Téva
21.00 McCallum. Le Régime miracle. O. — Canal +
21.25 Le Visiteur. Télépathie. — Série Club
21.30 Expériences interdites. L'arme suprême (v.o.). — 13ème Rue
22.00 Les Prédateurs. Chambre 17. O. — 13ème Rue
22.35 Hercule Poirot. L'express de Plymouth. Le guêpier. — TMC
22.40 X-Files. Vengeance d'outre-tombe. Lazare. O. — M 6
22.45 Dream On. *[3/3]. La deuxième grande histoire jamais contée.* — Canal Jimmy

Le Monde TÉLÉVISION

FRANCE 2

20.55 Boulevard du Palais

Inspirée des romans de Thierry Jonquet, le spécialiste des intrigues noires et glauques – *La Jeune Fille et la Mort* est une libre adaptation des *Orpailleurs*, réalisée par Jacques Malaterre –, voici une nouvelle série policière qui promettait. Malheureusement, on ne comprend rien à l'histoire, noyée sous une multitude d'intrigues périphériques. Mais y a-t-il quelque chose à comprendre ?

FRANCE 3

23.20 Les Dossiers de l'Histoire

L'immeuble devait offrir à l'élite du nouveau régime soviétique un *espace de liberté. Mais le paradis* socialiste tourna vite au cauchemar. Les auteurs de *La Maison sur le quai* ont donné la parole aux témoins directs. Victimes des camps ou témoins de l'arrestation de leurs parents, ils livrent devant la caméra des récits saisissants de la vaste purge des cadres du parti bolchevik, entre 1936 et 1938.

ARTE

23.40 Andreï Roublev ■■■

Au XVe siècle, un moine peintre d'icônes est tourmenté par les problèmes de la création artistique dans une Russie ravagée par les Tartares *et dominée par la haine et* la violence. Cette fresque grandiose fut longtemps tenue sous le boisseau par les autorités soviétiques. Finalement autorisé hors compétition au Festival de Cannes 1969, *Andreï Roublev* fit découvrir Tarkovski. En v.o.

FILMS

17.40 Les Disparus de Saint-Agil ■■ *Christian-Jaque (France, 1938,* N., 100 min) O. — Ciné Classics
19.20 Le Cirque ■■■ Charlie Chaplin (Etats-Unis, 1928, N., muet, v.o., 70 min) O. — Ciné Classics
19.30 Hellzapoppin ■■ Henry C. Potter (EU, 1941, N., v.o., 90 min) O. — Cinétoile
21.00 La Peau douce ■■■ François Truffaut (France, 1964, N., 115 min) O. — Cinétoile
21.00 Pat Garrett et Billy le Kid ■■ Sam Peckinpah (Etats-Unis, 1973, 120 min) O. — Ciné Cinéma 3
21.15 L'Eau froide ■■ *Olivier Assayas (France, 1994,* 95 min) O. — Cinéstar 1
22.05 Plus dure sera la chute ■■ Mark Robson (Etats-Unis, 1956, N., v.o., 110 min) O. — Ciné Classics
22.55 A Talent for Loving ■■ Richard Quine (Etats-Unis, 1969, v.o., 110 min) O. — Cinétoile
23.25 Les Pleins Pouvoirs ■■ Clint Eastwood (Etats-Unis, 1996, 114 min) O. — Canal +


ARTE

23.40 Andreï Roublev ■■■ Andreï Tarkovski. Avec Anatoli Solonitzine, Mikhaïl Kononov (URSS, 1966, N. et couleur, v.o., 200 min) O — Arte
0.20 Voyage à Tokyo ■■■ Yasujiro Ozu (Japon, 1953, N., *v.o., 125 min)* O. — France 2
0.50 Ludwig ou le crépuscule des dieux ■■■ Luchino Visconti [2/2] (Fr.- It.- All., 1972, v.o., 125 min) O. — Ciné Cinéma 3
0.55 C'était demain ■■ Nicholas Meyer (Etats-Unis, 1979, 110 min) O. — Ciné Cinéma 1
1.20 Les Trois Visages de la peur ■■ Mario Bava (Italie - France, 1963, v.o., 95 min) O. — Canal +

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

18.30 Exclusif.
19.05 Le Bigdil.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Sacrée Robin.
23.10 *Sans aucun doute.* La guerre des voisins.
1.00 Formule foot.

FRANCE 2

18.20 Copain, copine ■ Film. Howard Zieff. O.
19.55 1 000 enfants vers l'an 2000.
20.00 Journal, Météo, Point route.
20.55 Boulevard du palais. La Jeune Fille et la Mort. O.
22.40 Bouillon de culture. Migration et métissage.
23.55 Journal, Météo.
0.15 *Ciné-club. Cycle Japon.*
0.20 Voyage à Tokyo ■■■ Film. Yasujiro Ozu (v.o.). O.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 19-20 de l'information. Météo.
20.05 Cosby. O.
20.30 Tout le sport.
20.50 Thalassa. *Les Perles de Darwin.*
21.55 Faut pas rêver. Turquie : Le destin d'Inel. France : La boule lyonnaise. Taïwan : Les scooters ne meurent jamais.
22.55 *Météo, Soir 3.*
23.20 Les Dossiers de l'Histoire. Les Locataires de Staline, la Maison sur le quai.
0.20 Libre court.
0.50 La Case de l'Oncle Doc. L'Histoire du mandat [1/2].
1.45 Nocturnales. Jazz à volonté.

CANAL +

► En clair jusqu'à 21.00
18.30 Nulle part ailleurs.
20.30 Allons au cinéma ce week-end.
21.00 McCallum. Le Régime miracle. O.
22.40 Jour de foot.
23.25 Les Pleins Pouvoirs ■■ Film. Clint Eastwood. O.
1.20 Les Trois *Visages de la peur* ■■ Film. Mario Bava (v.o.). O.

ARTE

19.00 Tracks.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 *Palettes, Nicolas Poussin* (1594-1665). Admirable tremblement du temps : *Les Quatre Saisons.*
20.45 Les Jeux d'Eros. Téléfilm. Heidi Kranz. O.
22.10 Grand format. Tango suédois.
23.40 Andreï Roublev ■■■ Film. Andreï Tarkovski (v.o.). O.

M 6

18.25 Loïs et Clark. O.
19.20 Mariés, deux enfants. O.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Notre belle famille. O.
20.40 Politiquement rock.
20.50 Classé confidentiel. Téléfilm. Tony Randel. O.
22.40 X-Files, l'intégrale. Vengeance d'outre-tombe. O. Lazare. O.
0.35 Le Live du vendredi. *Alain Bashung : Confessions.*

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. *Roland Edighoffer.*
21.00 Black And Blue.
22.10 Fiction. *Le Grillon et la Mule,* de Fortunato Seminara.
23.00 Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.05 Concert franco-allemand. Œuvres de Mozart, Schoenberg.
22.30 Musique pluriel. Œuvres d'Arrigo, Tanaka, Partridge.
23.07 Jazz-club. Invités : Marcel Sabiani, Gilles Naturel, Gordon Beck.

RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. Œuvres de Piazzolla, Copland. Par l'Orchestre philharmonique de New York, dir. Leonard Bernstein. 20.40 Anton Rubinstein, compositeur. Œuvres de Chopin, Rubinstein, Mendelssohn, Tchaïkovski.
23.00 Les Trois Vœux op. 42. Opéra de Loewe. Par l'Orchestre *symphonique du Südwestfunk* de Baden-Baden, dir. Peter Falk.

SAMEDI 27 FÉVRIER

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

12.10 et 17.10 Le Monde des idées. Thème : Une pensée unique ? *Invité : Pierre Rosanvallon.* — LCI
21.20 Botero ou l'art démesuré. *Invités : Georges Begou ;* Pascal Bonafoux ; Gilbert Lascault ; Daniel Marchesseau. — Forum Planète
23.25 Les Années Lénine. Invités : François-Xavier Coquin ; Pierre Lorrain ; Pierre Rigoulot ; Jacques Sapir. — Forum Planète

MAGAZINES

13.45 Savoir plus santé. Cancer : nouveaux progrès. — France 2
14.15 Bouillon de culture. Migration et métissage. Invités : Serge Gruzinski ; Rachid Djaïdami ; Sophie Ponchelet ; Amin Maalouf ; Thomas Vincent. — TV 5
17.05 Reflets, images d'ailleurs. *La Sosuho. Agora, le restaurant* de Maïté. Capoera do Brasil. Le Agbadja revisité par Lao. Invités : Capoera do Brasil. — TV 5
17.30 Envoyé spécial, les années 90. Irak, la bombe atomique. Les pisteurs. Invités : Marie-Hélène Labbé. — Histoire
18.15 La Marche du siècle. Pauvreté : le cri du cœur. Invités : Véronique Colucci ; Lucien Duquesne ; André Gardes ; Marine Chéreau ; Christine Lebas ; Karim-Robert Morand-Kaci ; Martine Lecorre. — TV 5
19.00 Histoire parallèle. Semaine du 27 février 1949 : *deux Europes en vis-à-vis.* Invité : Jean-François Deniau. — Arte
20.30 Le Club. Pierre Granier-Deferre. — Ciné Classics
20.35 Planète animal. L'arche, 2 000 ans après [7/16] : les crocodiles. — TMC
21.05 Thalassa. *Le Grand Master des Bahamas.* — TV 5
21.40 Metropolis. Réflexion sur l'éducation. Pirandello et les *Pitoëff* : théâtre et politique, etc. — Arte
21.40 Planète Terre. Les croisades : De Constantinople à Jérusalem [2/4]. — TMC
22.15 Envoyé spécial. La part de l'ombre. Les violons de Boulogne. — TV 5
23.10 Tout le monde en parle. Les femmes entre elles. Où est passée la chanson française ? Invités : Michèle Bernier ; Cachou ; Lio ; Stéphend ; Shere Hite ; Thierry Séchan ; Rachid Taha ; Zebda et Uderzo ; Robert Hue ; Pascal Sevran ; Gérard Darmon ; Richard Bohringer. — France 2

DOCUMENTAIRES

17.45 La route de Bolivar. [2/2]. Profil d'un continent. — Planète
17.45 La Survie des animaux. — TSR
18.05 Les Grandes Heures d'Anne de Bretagne. — Odyssée
18.45 Envoyé spécial en enfer. [1/4]. Mission à Beyrouth. — Planète
19.00 Brocéliande, entre légende et réalité. — Odyssée
19.40 Les Grandes Batailles du passé. *[17/28]. Yorktown 1781.* — Planète
19.55 Pinochet, un dictateur face à ses victimes. — Odyssée
20.10 Protection rapprochée. [3/8]. — France 3
20.35 Dancing in the Street. [1/10]. Whole Lotta Shakin'. — Planète
20.45 L'Aventure humaine. Un train entre ciel et terre. — Arte
21.35 *Promenades sous-marines.* [4/26]. Cruels coraux. — Planète
21.40 Le Louvre imaginaire. — Odyssée
22.30 Les Beaux-Arts à l'école. — France 3
22.30 URSS. [1/3]. 1900-1939 : la Révolution confisquée. — Forum Planète
23.00 Les Descendants. [3/13]. Les Indiens des tribus du Nord. — Histoire
23.05 La Naissance des Alpes. — Odyssée
23.15 Ashkenazy, Born in the USSR. — Muzzik
0.45 Portraits de gangsters. [4/10]. Bonnie and Clyde. — Planète

SPORTS EN DIRECT

13.00 Ski. Coupe du monde. Slalom géant messieurs (2e manche). — Eurosport
13.30 Ski. *Coupe du monde.* Descente sprint dames (2e manche). — Eurosport
14.25 Tennis. Open Gaz de France : demi-finales. — Paris Première
14.30 Cyclisme. Het Volk. — AB Sport
15.00 Biathlon. Coupe du monde. Poursuite *messieurs.* — Eurosport
16.00 Combiné nordique. Championnats du monde. Ski de fond en sprint individuel 7,5 km. — Eurosport
16.05 Rugby. Bouclier européen. Finale : Bourgoin - Montferrand. — Canal +
16.30 Biathlon. Coupe du monde. Poursuite *dames.* — Eurosport
17.00 Cyclisme. Tour de Valence. Dernière étape. — AB Sport
17.50 Football. Championnat de D 2 : Laval - Cannes. — Eurosport
20.00 Tennis. Tournoi messieurs de Londres : demi-finales. — Eurosport
22.10 *Boxe thaï.* Réunion de Marseille. — Canal +

MUSIQUE

17.40 Carla Bley. *Escalator over the Hill.* Jazz à Vienne 1998. — Muzzik
17.45 Mozart. *Sonate et Fantaisie pour piano.* Daniel Barenboïm, piano. — Mezzo
18.30 Berlioz. *Roméo et Juliette.* Par l'Orchestre symphonique et *le Chœur de la Radio* bavaroise, dir. Sir Colin Davis. — Mezzo
19.10 Ligeti, Schumann et Prokofiev. Par l'Orchestre symphonique de la Radio de Francfort, *dir. Dmitri Kitajenko.* — Muzzik
20.30 Carmen. Mise en scène d'Alfredo Arias. Par l'Orchestre et les Chœurs de l'Opéra national de Paris, dir. Frédéric Chaslin. — Mezzo
20.59 Soirée Robert Schumann. — Muzzik
23.10 Bizet. *La Symphonie « Roma ».* Par l'Orchestre symphonique de la RTSI, dir. J.-C. Casadesus. — Mezzo
23.35 Kat Onoma. Saint-Malo, 1997. — Paris Première
0.10 The Nat « King » Cole Shows 3 et 4. Octobre 1957. — Muzzik

THÉÂTRE

0.35 Le Ruban. Pièce de Feydeau. Mise en scène de Régis Santon. — France 3

TÉLÉFILMS

18.30 La Faute. André Cayatte. — Festival
20.30 Les Secrets de la princesse de Cadignan. J. Deray. — Festival
20.55 Les Caprices du destin. Guy Green [1 et 2/2]. — Téva
22.10 Les Histoires secrètes d'Enid Blyton. — Disney Channel
22.15 Duo. Yannick Flot. — Festival
21.00 Schumann, romance perdue. Steve Ruggi. — Muzzik
23.10 Alerte à la blonde. Worth Keeter. O. — TF 1

SÉRIES

18.30 Homicide. Le vieil homme et la mort. — Série Club
19.45 La Vie à cinq. Accords et désaccords. — Téva
20.00 3e planète après le Soleil. Moby Dick (v.o.). — Série Club
20.10 Cracker III. Enfance sans partage. O. — Ciné Cinémas
20.50 Charmed. Le livre des ombres. — M 6
20.55 Le Refuge. La Finette. — France 3
21.00 Cop Rock. Oil of Ol'Lay (v.o.). — Canal Jimmy
22.15 The Practice. Chien méchant. Premier degré (v.o.). — *Série Club*
22.40 Spectromania. Eaux troubles. — Arte
1.05 Friends. [1 et 2/2]. *Celui qui retrouve* son singe (v.o.). — France 2

Le Monde TÉLÉVISION

FRANCE-MUSIQUE

19.30 La Fiancée vendue

Créée à Prague en 1866, *La Fiancée vendue* est le plus connu des opéras de Smetana. Pourtant son départ fut assez laborieux et le compositeur dut le retoucher à cinq reprises avant de voir le public s'en enticher. L'introduction d'un ballet se révéla décisive. La valeur dramatique du livret et la séduction de la partition mêlant la fraîcheur de l'inspiration mélodique à la couleur locale firent le reste.

CINÉ CLASSICS

***23.00 Stromboli* ■■■**

Pour sortir d'un camp de personnes *déplacées, Karin, jeune* femme des pays baltes, épouse Antonio, *un soldat démobilisé qui* la ramène sur son île volcanique de Stromboli. *Elle* ne peut s'adapter. Ingrid Bergman venait de quitter Hollywood pour entrer dans la vie et l'œuvre de Rossellini. A l'époque (1949), le « scandale » de cette liaison étouffa la grandeur de ce film... diffusé en v.o.

ARTE

23.30 Music Planet

Inusables, incontournables, indémodables... revoici les Rolling Stones. Dans *Gimme Shelter*, un *document légendaire* d'Albert et David Maysles sur la tournée des Stones *aux Etats-Unis, en 1969,* marquée par le meurtre d'un *jeune Noir. Ce témoignage* impressionnant sera précédé de la rediffusion d'un numéro *du magazine* « Tracks » consacré aux préparatifs *de la tournée* mondiale de 1997.

FILMS

13.10 Ginger et Fred ■■■ Federico Fellini (France - Italie, 1986, 120 min) O. — Cinéstar 1
13.20 America, America ■■■ Elia Kazan (Etats-Unis, 1963, N., v.o., *170 min)* O. — Cinétoile
16.05 Plus dure sera la chute ■■ Mark Robson (Etats-Unis, 1956, N., 110 min) O. — Ciné Classics
16.10 Hellzapoppin ■■ *Henry C. Potter (Etats-Unis, 1941, N.,* v.o., 90 min) O. — Cinétoile
20.40 Association de malfaiteurs ■■ Claude Zidi (France, 1986, 110 min) O. — TSR
20.45 Broken Arrow ■■ John Woo (Etats-Unis, 1996, 105 min) O. — RTBF 1


COLL. CHRISTOPHE L.

23.00 Stromboli ■■■ *Roberto Rossellini.* Avec Ingrid Bergman, Mario Vitale (Italie, 1949, N., v.o., 110 min) O. — Ciné Classics
23.00 Les 39 Marches ■■ *Alfred Hitchcock (Grande-Bretagne,* 1935, N., v.o., 85 min) O. — Cinétoile
23.40 Le Sous-sol de la peur ■ Wes Craven (Etats-Unis, 1991, 105 min) O. — TSR

COLL. CHRISTOPHE L.

0.25 Les Oiseaux ■■■ Alfred Hitchcock. Avec Rod Taylor, Tippi Hedren *(EU, 1962, v.o.,* 120 min) O. — Cinétoile
0.40 Randonnée pour un tueur ■ Roger Spottiswood (Etats-Unis, 1988, 110 min) O. — Cinéstar 2
1.00 Ludwig ou le crépuscule des dieux ■■■ Luchino Visconti [2/2] (France - Italie - Allemagne, 1972, 130 min) O. — Ciné Cinéma 2
1.30 Où est la maison de mon ami ? ■■ Abbas Kiarostami (Iran, 1987, v.o., 85 min) O. — Arte
2.05 L'Eau froide ■■ Olivier Assayas (France, 1994, *95 min)* O. — Cinéstar 1
2.25 Une femme disparaît ■■ Alfred Hitchcock (Grande-Bretagne, 1938, N., v.o., 95 min) O. — Cinétoile
2.25 Traquée ■■ *Ridley Scott (Etats-Unis, 1988,* 105 min) O. — Cinéstar 2
4.00 1941 ■■■ Steven Spielberg (Etats-Unis, 1979, v.o., 115 min) O. — Cinétoile

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

15.45 Flipper. O.
16.40 Dingue de toi. O.
17.10 Xéna, la guerrière. O.
18.05 Sous le soleil. O.
19.05 Melrose Place. O.
19.50 Bloc modes.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Drôle de jeu. Spéciale neige.
23.10 Hollywood Night. Alerte à la blonde. Téléfilm. Worth Keeter. O.
0.45 Certains Leeb jazz à Nice.

FRANCE 2

15.15 Samedi sport. 15.20 Tiercé. 16.00 Rugby. *Coupe de France.*
17.50 et 18.49, 19.15 Samedi sur canapé.
17.55 Friends. O.
18.50 Sur la vie d'ma mère. O.
19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 Le monde est petit.
20.00 Journal, Météo.
20.55 Le Plus Grand Cabaret du monde.
23.10 *Tout le monde* en parle. Les femmes entre elles. Où est passée la chanson française ?
0.45 Journal, Météo.
1.05 Friends. Celui qui retrouve *son singe [1 et 2/2] (v.o.).* O.
1.50 Bouillon de culture. Migration et métissage.

FRANCE 3

15.40 Couleur pays.
18.10 Expression directe.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.10 Protection rapprochée.
20.40 Tout le sport.
20.55 Le Refuge. La Finette. O.
22.30 Les Beaux-Arts à l'école.
23.30 Météo, Soir 3.
23.55 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ?
0.25 et 2.15 Saturnales. Journal des spectacles. 0.35 Le Ruban. Pièce de Georges Feydeau.

CANAL +

16.05 Rugby. Bourgoin - Monferrand.
► En clair jusqu'à 20.35
18.15 Décode pas Bunny.
19.00 T.V. +.
19.59 Jean-Luc et Faipassa. O.
20.00 Daria. O.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Samedi comédie. 20.35 H. Une histoire de mari. O. 21.00 Blague à part. Star. O. 21.20 Spin City. Coup de froid. O. 21.45 South Park. Varicelle. O.
22.10 Boxe thaï. Réunion de Marseille.
0.00 L'Héritage de la haine ■ *Film. James Foley.* O.
1.50 Coup de foudre *et conséquences* ■ Film. Andy Tennant (v.o.). O.

LA CINQUIÈME/ARTE

15.30 Pi égale 3,14...
16.05 Sur les chemins du monde. Météorites. [1/2]. 16.50 Urgence planète. 17.25 Civilisations en danger.
18.20 Va savoir.
19.00 Histoire parallèle. Semaine du 27 février 1949 : *Deux Europes en vis-à-vis.*
19.45 Météo, Arte info.
20.05 Le Dessous des cartes. Euroland.
20.15 Monty Python Live at the Hollywood Bowl. [2/3]. O.
20.45 L'Aventure humaine. Un train entre ciel et terre.
21.40 Metropolis.
22.40 Spectromania. [4/6]. *Eaux troubles.* O.
23.30 Music Planet. Rolling Stones. Tournée mondiale 1997.
0.00 Gimme Shelter ■ Film. David Maysles, Albert Maysles *et Charlotte Zwerin (v.o.).* O.
1.30 Où est la maison de mon ami ? ■■ Film. Abbas Kiarostami (v.o.). O.

M 6

15.10 La Belle et la Bête. V.
16.10 Raven. O.
17.10 Mission casse-cou. O.
18.10 Bugs. O.
19.05 Turbo. Magazine.
19.45 Warning.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Plus vite que *la* musique.
20.40 Ciné 6.
20.50 *La Trilogie du samedi.* 20.50 Charmed. Le livre des ombres. O. 21.50 The Sentinel. *La remplaçante.* O. *22.45 Buffy contre les vampires.* La soirée de Sadie Hawkins. O.
23.35 Brit Awards 99.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Fiction. Arthur Schnitzler.
22.35 Opus. Philippe Sarde, trente ans de cinéma.
0.05 Le Gai Savoir.

FRANCE-MUSIQUE

19.07 A l'Opéra.
19.30 La Fiancée vendue. Opéra de Smetana. Par le Chœur de l'Opéra et l'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo, dir. Zdenek Macal.
23.07 Présentez la facture.

RADIO CLASSIQUE

19.00 Intermezzo. Œuvres de Suk, Dvorak, Smetana.
20.00 Les Soirées. *L'école de Mannheim. Symphonie* op. 3 nº 2, de Stamitz ; *Concerto en mi majeur*, de Richter ; *Quintette* op. 11 nº 1, de Bach ; Œuvres de Jimmelli, Rousset, Cannabich, Stamitz, Von Weber.
22.00 Da Capo. Archives Francis Poulenc. Œuvres de Brahms, Bach, Scarlatti, De Falla, Ravel, Satie, Poulenc, Roussel, Stravinski.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA
- O Tous publics
- O Accord parental souhaitable
- O Accord parental indispensable *ou interdit aux moins de 12 ans*
- O Public adulte Interdit aux moins de 16 ans
- O Interdit aux moins de 18 ans

Les cotes des films
- ■ On peut voir
- ■■ A ne pas manquer
- ■■■ Chef-d'œuvre ou classique

Les symboles spéciaux de Canal +
- DD Dernière diffusion
- ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

هكذا من الاصل

Le Monde
SAMEDI 27 FÉVRIER 1999

Européennes : Sami Naïr en campagne « au cas où »

Si elle existe, il dirigera la liste MDC

DIJON (Côte-d'Or)
de notre envoyée spéciale

Est-ce une campagne « comme si » ? Ou une campagne « puisque que » ? S'agit-il de la simple mise en jambes de la vraie tête de liste d'une vraie *« liste de la gauche républicaine »*, lancée par Jean-Pierre Chevènement au congrès du Mouvement des citoyens à Créteil (Val-de-Marne), les 6 et 7 février, ou bien un tour de chauffe pour intimider un PS un peu trop libéral, encore trop fédéraliste, et peu empressé de donner de belles places sur sa liste à ses collègues « citoyens » ? Sami Naïr, délégué interministériel au codéveloppement et aux migrations internationales, candidat *« proposé »* par M. Chevènement, ne le sait peut-être pas lui-même. Dans le doute, il a entamé sa campagne « suspense », jeudi 25 février à Dijon, avant de la poursuivre, vendredi, à Soissons et Laon.

DEUX DÉSACCORDS AVEC LE PS

« La campagne de Sami Naïr est ouverte ! » Le député « citoyen » de la Côte-d'Or, Roland Carraz, qui accueille son *« ami »* pour une conférence de presse à Dijon, fait tout pour *« faire du candidat virtuel »* du MDC *« un candidat réel »*. Enthousiaste, il l'emmène rencontrer des militants à l'antisocialisme bien réel. L'un d'eux, peintre réaliste amateur, offre son portrait à la tête de liste. Le maire de Chenôve a aussi tapissé les murs des toutes nouvelles affiches « 4 par 3 » qui vantent, en couleur, *« la gauche républicaine »* de Sami Naïr, tête de la *« liste présentée par le Mouvement des citoyens avec Jean-Pierre Chevènement »*. Une liste *« principielle »* de gens qui *« partagent les mêmes valeurs »*, précise le professeur de sciences politiques Sami Naïr, désespéré que, au Parti communiste, on soit passé *« de l'idéologie des camarades à celui des potes »*.

Sami Naïr veut quand même s'expliquer. Il cite Thomas Mann, Renan, Pascal. *« J'espère pouvoir être aussi proche que possible de la vérité dans ce que je vous dirai, au-delà des intérêts conjoncturels et des petits calculs »*, s'excuse le *« non-professionnel »* devant les journalistes. *« La vertu*, assure-t-il, *n'est jamais loin de la vérité. »* Il existe, souligne-t-il, deux *« points de désaccord »* avec le PS. Le premier, *« discriminant »*, touche au modèle républicain : *« La notion de fédération d'Etats-nations ne veut rien dire. Elle n'a pas de contenu »*, note-t-il, avant de plaider pour une *« communauté d'Etats-nations »*. La seconde bataille porte sur la Banque centrale, qui *« ne doit pas être autonome, et intégrer dans ses statuts la lutte contre la pauvreté »*. *« On ne fait pas une liste pour faire une liste. Nous ferons la nôtre sauf si le PS est d'accord avec ce que je dis. Ce n'est pas encore le cas. Donc, sauf coup de théâtre ou plutôt de tonnerre, je quitterai mon statut de candidat putatif. »*

A quand la fin du suspense ? *« Nous n'avons pas intérêt à prolonger cette attente trop longtemps »*, juge le tout récent vice-président du MDC, compagnon de route de longue date, mais qui ne possède sa carte que depuis le dernier congrès du parti. Le 6 mars, le MDC se réunit en conseil national. Lionel Jospin et Jean-Pierre Chevènement se seront vus d'ici là. Avant la fin mars, Jean-Yves Autexier (MDC) et Alain Bergougnioux (PS) sauront donc s'ils doivent continuer à polir la déclaration commune à laquelle ils travaillent. Georges Sarre saura s'il faut faire imprimer plus que les deux cents affiches *« Sami Naïr »* déjà tirées et continuer à négocier avec *« la première banque de la zone euro »*, comme dit la campagne de publicité de SG Paribas. Ou bien arrêter là les frais.

Ariane Chemin

Alain Richard lance une réflexion sur l'évolution des lycées militaires

Un rapport parlementaire s'inquiète de « tentations extrémistes »

LE MINISTÈRE de la défense a décidé, jeudi 25 février, d'ouvrir *« une réflexion d'ensemble »* sur l'évolution des lycées militaires, dont il rendra publics les résultats dans deux mois. Cette initiative survient après des incidents disciplinaires, notamment des violences à l'encontre d'un élève au Prytanée de La Flèche (Sarthe), et après la parution d'un rapport de la commission de la défense à l'Assemblée, particulièrement sévère et fondé, qui fait état du *« risque de voir un esprit malsain s'emparer des classes préparatoires »*, autrement appelées « corniches ».

Il existe aujourd'hui six lycées militaires (quatre pour l'armée de terre, un cinquième pour l'armée de l'air et un dernier pour la marine) qui rassemblent 4 100 élèves, de la sixième aux classes préparatoires aux concours d'entrée des grandes écoles d'officiers. Dans l'un de ces établissements – celui de La Flèche –, qui sont contrôlés par les armées et dont le corps enseignant est fourni par l'éducation nationale, un élève de première a subi, selon *Le Canard enchaîné* du mercredi 24 février, des brimades sans que la direction ait réagi. Il a été hospitalisé. Ses parents ont porté plainte. Une enquête de commandement a été ordonnée. Le Front national, présidé par Jean-Marie Le Pen (FNUF), a aussitôt pris la défense du Prytanée, estimant qu'il s'agissait d'*« un procès en sorcellerie »* et que le commandement de l'école avait fait preuve de *« son honnêteté »*.

Avant même cet incident, dont un porte-parole des armées a qualifié d'*« anodin »* le point de départ, un rapport rédigé par Bernard Grasset, député PS de Charente-Maritime, avait attiré l'attention du ministre de la défense, Alain Richard, sur ce qui se passe dans les lycées militaires et sur la nécessité d'ouvrir davantage l'accès aux écoles d'officiers à des candidats venus de l'université, et pas seulement aux élèves des « corniches militaires ». Sinon, a écrit le rapporteur parlementaire, *« le risque existe de voir un esprit malsain s'emparer de ces classes préparatoires »*, sans compter les brimades et le bizutage qui subsistent dans ce genre de collectivités. Selon l'élu socialiste, cet état d'esprit peut développer et entretenir à la longue des *« tentations extrémistes »* dans l'armée et *« une vision messianique »* de son rôle.

DIVERSIFIER LE RECRUTEMENT

S'ils rendent service à des parents issus de la corporation militaire et soumis à une mobilité extrême, mais aussi aux jeunes soucieux d'avoir un parcours scolaire stable, *« ces établissements*, écrit M. Grasset, *posent toutefois la question de l'existence de classes préparatoires axées directement vers le recrutement de diverses écoles d'officiers »*.

Le recours à ces « corniches » pour fonder le recrutement des grandes écoles d'officiers est jugé, par le rapporteur, trop systématique. Cette pratique illustre le risque de « ghettoïsation » qui attend une armée de métier coupée de la collectivité nationale. Il convient donc, conseille la commission de la défense, d'*« aérer au maximum »* les « corniches » et de favoriser, davantage qu'on ne le fait, les filières d'accession aux écoles d'officiers qui permettraient d'intégrer des jeunes titulaires d'un diplôme d'ingénieur ou d'une maîtrise de l'enseignement supérieur.

Le député n'épargne pas, non plus, le corps enseignant. La durée d'affectation des professeurs civils dans ces établissements militaires, *« face à des élèves disciplinés et dans un univers sécurisé »*, ne devrait pas dépasser cinq années. Sinon, note-t-il, les professeurs perdraient contact avec la réalité, au détriment de la qualité de l'enseignement.

M. Grasset se fait l'écho d'une crainte liée à la professionnalisation des armées, à savoir la *« dérive »* qui pourrait naître d'une institution militaire isolée dans ses casernes, *« inadaptée à la société moderne »*, soumise à *« une tentation extrémiste »* et se considérant comme *« l'ultime gardienne de valeurs et d'un intérêt national qui transcenderaient les structures démocratiques du pays »*. A ce jour, écrit-il, ces éventualités ne paraissent pas constituer *« une véritable menace »* et le renforcement des liens armée-nation est *« le meilleur rempart à une telle dérive »*.

La réflexion ouverte au ministère de la défense a pour but d'imaginer *« l'évolution, l'ouverture et la façon d'améliorer les prestations »* de ces lycées militaires. Déjà, en juillet 1998, M. Richard, qui s'était adressé aux officiers des promotions sortantes de Saint-Cyr, les avait appelés à se soucier d'être *« à l'écoute des perceptions du reste de la société, et pas uniquement de l'intérieur de l'institution militaire »*.

Jacques Isnard

L'épiscopat allemand défie le Vatican à propos de l'avortement

L'ÉPISCOPAT ALLEMAND refuse de céder aux pressions de son aile la plus conservatrice et du Vatican à propos de la participation de l'Eglise catholique aux centres de consultation avant avortement. Un an après la publication d'une lettre du pape (*Le Monde* du 29 janvier 1998) visant à interdire la délivrance – dans les centres de planning familial gérés par l'Eglise – du certificat imposé par la loi avant toute interruption de grossesse, la Conférence des évêques d'Allemagne a proposé, jeudi 25 février, un compromis qui a toute chance d'être refusé par Rome.

L'Eglise garderait le droit de délivrer le certificat (*schein*), mais celui-ci serait complété par un autre document écrit, recensant les droits et toutes les formes d'aide aux femmes enceintes. Mgr Karl Lehman, président de la Conférence des évêques, a tenu à préciser qu'un tel compromis ne pourrait être mis en œuvre qu'avec l'accord du pape. Il avait déjà obtenu une fin de non-recevoir du cardinal Josef Ratzinger, préfet de la congrégation vaticane pour la doctrine de la foi. Il y a fort à parier que la réponse de Jean Paul II ne soit pas très différente.

Cette épreuve de force dépasse la seule question des rapports, souvent tumultueux, du catholicisme allemand avec Rome. Elle touche au rôle même des institutions d'Eglise dans une société sécularisée. Dans sa lettre de janvier 1998, le pape avait exigé la suppression, non pas des centres catholiques de planning familial (265, sur 520 centres gérés par l'ensemble des Eglises et un total de 1 685 centres agréés), mais de la délivrance des certificats que les militants anti-avortement appellent *« permis de tuer »*. Si l'épiscopat obtempérait, les centres catholiques n'auraient plus qu'à fermer leurs portes. Les femmes ne viendraient plus. Le principe de la protection de la vie serait sauvé, mais l'Eglise se priverait de la possibilité de dissuader une femme d'avorter.

LE NOMBRE D'IVG EN HAUSSE

Ce débat intéresse l'opinion allemande bien au-delà des cercles des Eglises. La lettre de Jean Paul II avait été vivement critiquée par les sociaux-démocrates et les Verts, alors dans l'opposition au chancelier catholique Helmut Kohl. Aujourd'hui, la polémique sur l'avortement rebondit, en raison de ce conflit touchant les centres de consultation, mais aussi de la proposition du nouveau gouvernement fédéral de Gerhard Schröder d'autoriser la mise sur le marché de la pilule abortive RU 486.

La proposition de compromis avec le Vatican rendue publique jeudi prouve que la minorité conservatrice de l'Eglise, conduite par le cardinal Joachim Meisser, archevêque de Cologne, et Mgr Johannes Dyba, évêque de Fulda, peine à imposer son point de vue. Si Mgr Dyba, bête noire des chrétiens progressistes, a depuis longtemps interdit le fameux certificat dans son diocèse, une autre personnalité de la hiérarchie, Mgr Kampaus, évêque libéral du Limbourg (Francfort), vient de regretter publiquement que, dans ces débats sur l'IVG et la protection de la vie embryonnaire, l'Eglise *« parle bien peu des femmes d'abord concernées »*.

Le nombre des avortements croît en Allemagne. De janvier à mars 1998, on en a compté 35 000 (soit 5 000 de plus qu'au dernier trimestre de 1997). Ces chiffres sont souvent rappelés dans les Eglises catholique et protestante (à peu près à égalité de fidèles) comme preuve supplémentaire de l'intérêt, pour elles, de garder une présence active dans les centres avant IVG. *« Il faut, par tous les moyens, offrir davantage de secours aux personnes en détresse »*, écrivait Mgr Lehman, en septembre 1998, dans une revue chrétienne. Mais rien n'indique que ce point de vue l'emporte sur les pétitions de principe fixées à Rome.

Henri Tincq

SIAM, un logiciel de simulation des mutations au service des profs

BLANC, c'est perdu. Bleu turquoise, c'est bien parti. Bleu outremer, c'est gagné, ou presque. Grâce au nouveau système d'information et d'aide pour les mutations (SIAM), disponible sur le site Internet du ministère de l'éducation nationale (www.education.gouv.fr), les professeurs peuvent désormais analyser, en couleur, leurs chances d'obtenir une nouvelle affectation. Premier chantier ouvert par Claude Allègre lors de son arrivée rue de Grenelle, la déconcentration du « mouvement » national des enseignants et des personnels d'éducation et d'orientation du second degré est en marche. Ceux qui veulent changer d'académie ou obtenir un premier poste ont jusqu'au 28 février pour formuler leur demande.

Si le bon vieux Minitel est toujours disponible pour indiquer ses voeux, le ministère joue la carte des nouvelles technologies pour « vendre » les bienfaits de sa nouvelle politique de mutation. SIAM permet aux enseignants d'accéder à leur dossier personnel, de connaître leur barème – les points obtenus suivant leur ancienneté dans un poste, leur nombre d'années en zone d'éducation prioritaire ou encore leur situation familiale –, de découvrir la liste des postes vacants, d'estimer leur chance de mutation dans une académie ou dans un département et de saisir leur souhaits.

« Ce nouveau système permet aux personnels d'être acteur de leur mutation, estime Hélène Bernard, directrice de l'administration au ministère de l'éducation nationale. *De plus, pour beaucoup d'enseignants SIAM, est la première occasion d'utiliser Internet ou même, pour certains, un ordinateur. »* Depuis sa mise en place, fin janvier, SIAM a enregistré 280 000 connexions contre 90 000 par télématique. Si le nouveau logiciel semble très prisé pour les simulations, les vieux réflexes reprennent le dessus lors de la saisie des voeux : près de 13 000 dossiers ont été déposés sur Minitel contre 5 100 par Internet.

RÉPONSES EN AVRIL

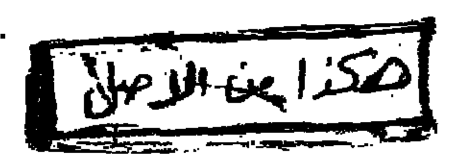
« A priori, les demandes de mutation devraient être du même ordre de grandeur qu'en 1998 », assure Marie-France Moraux, directrice des personnels enseignants. Parmi les 400 000 personnes concernées, quelque 110 000 demandent chaque année un changement d'affectation et environ 50 000 obtiennent satisfaction. Les résultats de ce premier mouvement inter-académique seront livrés en avril. Puis les professeurs qui souhaitent changer de poste à l'intérieur de leur académie pourront consulter SIAM jusqu'au 2 mai. Les affectations définitives devraient être affichées au plus tard le 18 juin.

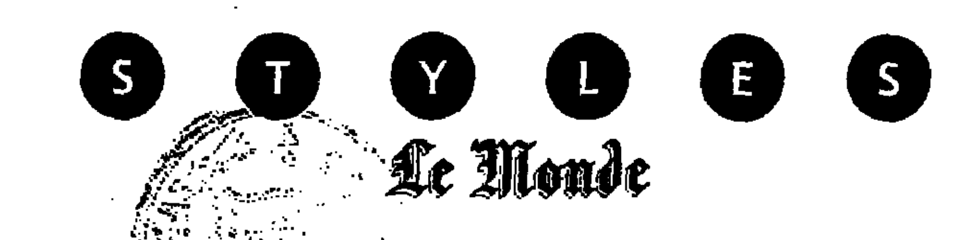
Au Syndicat national des enseignements de second degré (SNES-FSU), qui s'était opposé à la déconcentration du mouvement, Danielle Hémery, responsable du secteur emplois-mutations, s'inquiète de *« ce nouveau système de mutation à l'aveugle qui ne permet plus d'affiner sa demande au-delà du département. Cela risque de réduire la mobilité des professeurs »*. Mais elle reconnaît que des améliorations ont été apportées au contenu des dossiers individuels, qui comportent désormais un calcul automatique du barème, sésame pour obtenir un retour au pays, un rapprochement de conjoints ou un lycée réputé.

Sandrine Blanchard

Tirage du *Monde* daté vendredi 26 février 1999 : 518 442 exemplaires. 1 - 3







Le Monde

la mode en capitales



L'énergie du rêve

bug ou pogue ? A l'heure où les fronts se plissent, où les cravates se nouent, où les cartes bancaires tremblotent et où les aiguilleurs du ciel frémissent, un autre XXIe siècle semble se dessiner à travers les formes, les matières d'un univers sensible sans peur ni secousses, ouvert au hasard et à l'utopie. Formes épurées, matières techniques projettent le présent dans l'optimisme. L'incompétence cadenassée derrière ses lourds costumes gris ou le négligé à la française ne semblent plus pouvoir résister à cette vague de fond. Affranchie de ses carcans, la mode masculine célèbre à la fois le plaisir retrouvé des détails qui signent une allure et celui, plus neuf, de la fonction inspirée du sport, du mouvement, de la vitesse. L'ergonomie devient un art de vivre, le voyage s'accessoirise d'essentiels poids plume. Entraîné comme une machine, avant d'être culpabilisé pendant les années 90, le corps retrouve ses codes de séduction, aussi élégant à la maison qu'en ville la nuit. Au sommaire encore de ce nouveau « Cahier Styles Hommes », des villes et des hommes. Stockholm, Chicago, Londres et l'empire de la British Cut, sans oublier Paris qui crépite, animé par de nouvelles personnalités, de nouvelles adresses et de nouveaux paris : en tête, Alber Elbaz, dont la première collection de prêt-à-porter Yves Saint Laurent Rive Gauche sera présentée au Carrousel du Louvre le 8 mars, à l'occasion des collections féminines de l'hiver 1999. Sans rien dévoiler, il promet des « classiques nerveux ».

Laurence Benaïm

COMPTE A REBOURS
Un grain de [illegible] et satin noir, un smoking Yves Saint Laurent Rive Gauche pour Alber Elbaz, dont la première collection de prêt-à-porter pour la maison YSL sera présentée [illegible] à Paris.

Photo Patricia Canino.

SUPPLÉMENT AU MONDE DU 27 FÉVRIER 1999, N° 16824. NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT.

TENDANCE

un printemps

Soumis à l'ordre du corps, le luxe moderne se radicalise. Tissus compacts, bandes réfléchissantes et zips en tous sens redéfinissent un prêt-à-vivre de plus en plus technique. Car cette saison l'affaire est dans le Scratch

Équiper les jambes plutôt que seulement les vêtir... Avec du Kevlar, utilisé pour la fabrication de gilets pare-balles et les bottes de déminage, ou encore du Cordura, une fibre artificielle imperméable dix fois plus résistante. La marque Dockers, qui ouvre son premier magasin parisien ce printemps – quatre millions de paires de pantalons vendues en Europe en 1998 –, affronte le XIXe siècle sous le signe de la haute technologie : *« Le monde virtuel n'a rien à voir avec la réalité. Pour la prendre à bras-le-corps, il vous suffit d'une bonne vieille paire de jambes, comme solide interface avec le sol, pour vous télétransporter hors de la maison et surfer sur l'herbe, la neige ou le béton... Ça, c'est du concret. »* L'homme bionique ou l'humanoïde des séries télé des années 70 serait-il de retour ? Sur Cyberland, la réalité rejoint l'utopie : entre la Swatch Beat – qui affiche le temps réel et le temps universel Internet – et les parkas à masque intégré antipollution de Massimo Osti – nouveau consultant de Dockers pour la collection de l'été 2000 –, le futur entre à pieds joints dans l'univers urbain. Dernier must des *night clubbers* londoniens, l'Atom Bag, en Stomatex, un tissu imperméable, jusque-là réservé aux vêtements de sports et aux tenues militaires. Les frontières traditionnelles entre le corps et l'espace se trouvent bouleversées par de nouveaux rythmes, de nouveaux modes de vie, voire de survie. Sur les cadrans-capsules des montres en plastiques de Pulsar ou G. Schock, l'heure digitale s'affiche de la même manière que sur le nouveau VitalScan de Braun, le premier tensiomètre poignet. Profilées, souples, les formes se superposent dans une série de jeux d'illusion : là, un appareil photo en Titane (le Fujifim Fotonex Tiara) a la taille d'une carte bancaire, ici, un ordinateur (l'iMac, de Macintosh) semble reproduire dans l'espace un rasoir géant, et la Smart, une basket de Schtroumpf en marche. Les formes semblent pouvoir se compacter et s'étendre à l'infini.

Après l'ère de l'effacement, les mains jouent à nouveau avec le vêtement. Les détails se font utilitaires, qu'il s'agisse de poches ou de col montant doublé de polaire (Celio Sport). L'ergonomie s'impose naturellement, des lunettes de sport (les Smith aux verres interchangeables en fonction de la lumière), à la nouvelle chaise Please, de Steelcase Strafor, leader européen des espaces tertiaires. L'étude du dos en position assise a permis de mettre au point ce siège « intuitif », à dossier en deux parties, aussi flexible que la colonne vertébrale. *« Le bien-être n'est pas un délit de fuite, il apprivoise le présent »*, annonce-t-on chez Steelcase. Là où le luxe d'hier s'emmitouflait dans ses refuges, le luxe moderne se radicalise, soumis à l'ordre du mouvement. Il joue le beau dans la fonctionnalité à l'extrême, alors que sous l'influence de Ralph Lauren, Prada Sport, de Final Home et de son manteau coupe-vent à quarante-quatre poches, lancé en 1994, par Kosuke Tsumura, disciple d'Issey Miyake, blousons zippés et bandes Velcro envahissent les collections de prêt-à-porter.

Des volumes parachutes et anatomiques de WLT aux nouvelles lignes (Hugo Boss Sport), la course s'accélère : la chaussure de « running », représentant à elle seule près d'un quart des ventes de chaussures de sport en France – des ventes totales de quatorze millions de paires, selon le panel Nielsen. Après le corps-machine des années 80, et le corps-cocon des années 90, obsédé par le confort et l'effacement de la personne, le muscle retrouve un relief et une intelligence dans un rapport plus complice et plus actif avec les objets de son environnement. Le village global se soumet à ces nouveaux concepts, qu'il s'agisse des sacs « mains libres » – le Task de Mandarina Duck, ou d'un nouveau type de mobilier. Trente ans après les expériences libératrices du design, l'utopie revient charmer la vie : ainsi le prouvent les prototypes créés sur une idée de Lisa White par le groupe Glassex (Matali Crasset, Olivier Peyricot) : propositions interactives pour une nouvelle manière d'habiter, comme le tapis de souris à taille humaine intégrant un centre multimédia. Du tabouret transformable en matelas, au tee-shirt multiclimatique, en passant par la lampe en gel baladeuse, l'objet se fait caméléon technologique, emblème d'un « cadre de vie en devenir » idéalement adapté « aux nomades d'esprit ».

L. B.



POIDS PLUME
Blouson zippé à capuche en Nylon blanc transparent, et pochette coordonnée, Prada ; pantalon de jogging en Nylon transparent, Jean Colonna, et montre en métal chromé, Spoon de Seiko.



CARAPACE
Coupe-vent à bandes réfléchissantes et poches à scratch en polyester et polyuréthane, fendu sur les côtés, Marithé et François Girbaud.
Stylisme Pauline Boyer.
Photos Patricia Canino.

aérodynamisme
sac au corps

En 1999, plus question de traîner un attaché-case ou de coincer un porte-document sous son bras. Comme une carapace ou une seconde peau, le nouveau bagage doit se fondre au corps de son utilisateur. *« Task est le résultat d'une recherche sur les formes qui enveloppent le corps et permettent de porter le sac comme un vêtement, plutôt que de le transporter »*, dit-on chez Mandarina Duck pour vanter les mérites de ce fourre-tout poids-plume qui se pose en biais sur la poitrine. Armée de pantalons multipoches et de coupe-vent à géométrie variable, la génération nomade sait compartimenter ses désirs, entre poches pour le portable, pour les magazines ou l'organiseur électronique. De Prada à Gucci, la mode délaisse les besaces de moine pour adopter ces cartouchières de voyage dans les défilés. Plus seyantes que des bananes de duty-free, les ceintures multipoches et les holsters – pochette plate coincée sous l'aisselle – donnent des allures d'agent secret en transit. Trekking, spécialisé dans ces gadgets de baroudeur, a même conçu une ceinture-portefeuille retenue par une boucle de sécurité à code et un modèle avec podomètre intégré.

Pour les plus gros volumes, le design s'inspire souvent du sport technique comme le sac à dos Bobibee – aux courbes arrondies d'un bobsleigh – destiné aux aventuriers du bitume qui transportent des objets fragiles (ordinateur portable, appareil photo...). Sa forme incurvée suit les lombaires. Bien loin de la valise en carton, la nouvelle ligne de Samsonite « 1000 Series/Classic » est profilée comme une voiture, avec des modèles au placage chromé gris métallisé, carmin ou noir, des poignets en cuir et des coques en ABS. Primé à la biennale de design de Saint-Etienne (Loire), le sac à dos « Avant 55 » de Lafuma est une carapace aérodynamique qui mêle aux impératifs des excursions une poche organiseur, une poche moussée pour caméra, un porte-document et un porte-accessoires sanglé sous le sac... Entre la randonnée urbaine et les escapades de l'extrême, les fonctions se mélangent.

A.-L. Q.

ergon

ergonomique



PROFIL
Naja II, des lunettes en Nylamide anallergique et profilé, plaquette de nez antidérapante, Bollé.

DÉCOLLAGE
Mocassins à larges brides Scratch et semelles compensées en caoutchouc, Prada, et pantalon en coton polyester Stretch blanc avec zips d'aération, Prada Sport.

confort et haute protection

● *Culte.* La nouvelle ligne Prada Sport, blouson imperméable en Nylon gris, 1 250 F (191 €), poncho en Nylon rouge, 3 000 F (457,35 €), baskets, 1 150 F (175 €), sac d'épaules, 1 650 F (252 €).

● **Assise.** Le fauteuil de bureau « Please » de Steelcase Strafor, équipé du système LTC2 (lombaire, thoracique, cervical), neuf collections de revêtements, à partir de 3 350 F (511 €).

● *Transformable. Manteau « Travel cocoon » en Nylon*, zippé aux genoux pour se transformer en trois-quarts, capuche-cagoule hermétique, poches zippées intérieures, cordons protecteurs aux poignets, 2 250 F (343 €), Alain Mikli, tél. : 01-45-82-01-11.

● **Courbes.** Un stylo en aluminium poli présenté dans un boîtier en polypropylène, de 390 F (59 €) le stylo à bille à 520 F (79 €) le plume, Mandarina Duck.

● **Fièvre.** Un thermomètre auriculaire pliable pour prendre sa température en une seconde, grâce à la technique infrarouge, Thermo Scan IRT 2020, Braun, 399 F (61 €), dans les grands magasins.

● **Protection.** Deux produits en un, l'Extrême Stick pour les lèvres et la Crème écran total IP 20 tout confort sur une seule cordelette pour *ne pas les perdre*, 40 F (6 €), Dermophil.

● **Outdoor.** Des chaussettes randonnée en fibre Coolmax, qui draine la transpiration, marine, beige ou vert, à partir de 70 F (11 €). Une parka ouatinée haute protection, respirante, résistante au vent, Damart, à partir de 995 F (152 €). Un tee-shirt à col cheminée zippé en micro-polaire noir, *229 F (35 €)*, Célio.

● **Vision.** Lunettes à monture mixte solaire en acétate de cellulose au toucher satiné noir, cristal ou écaille, 880 F (134 €), Alain Mikli.

● **Mains libres.** Le sac « Cloud Nine » de Jansport, en Cordura 1 000 deniers, qui permet grâce à l'*airlift system* (un gel *élastomère présent dans les bretelles), de mieux répartir le* poids, environ 699 F (107 €).

● **Techno.** La nouvelle montre « Skin Jelly » (3,9 mm d'épaisseur), disponible en noir, vert jeune pousse et orange sorbet ; la « Swatch Beat », qui affiche le temps Internet, comporte un compte à rebours jusqu'à l'an 2000, une alarme, et une animation créée par trois auteurs de dessins animés, 400 F (61 €).

● **Tout-terrain.** Le pantalon « Element Pant », en Keprotec, Kevlar, Scotchlite et Teflon laisse glisser l'eau et les taches et réfléchit la lumière jusqu'à 200 mètres, ligne « Equipment for legs » (de 700 F à 1 790 F – 107 € à 273 €), à découvrir dans la nouvelle boutique Dockers rive gauche à partir du 11 mars.

● **Semelle.** Sandale officielle de l'équipe américaine de canoë-kayak depuis 1992, la Teva fait son incursion en ville avec ses coussins absorbeurs de chocs et son support renforcé de la voûte plantaire, 199 F à 700 F (30 € à 106 €), Teva. Sandales tout-terrain en nubuck gris et semelles caoutchouc, cordon de serrage aux talons, 599 F (91 €), Caterpillar, tél. : 01-56-03-60-00

nomades

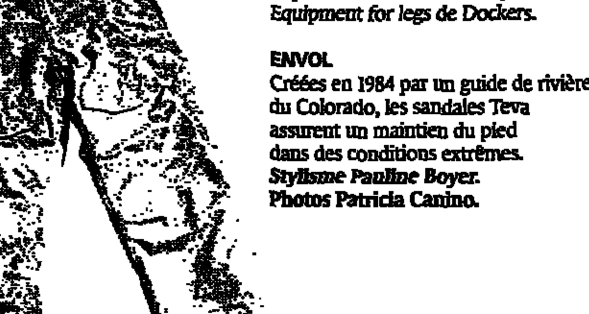
le kit de l'urbain pressé

Comment pouvait-on respirer librement avant de découvrir The Ionic Breeze Air Purifier, un appareil si*lencieux de la taille* d'une petite lampe qui capture les particules de poussière ou de pollen, les bactéries ou autre virus qui, *jusque-là*, s'agitaient à portée de nos sinus (229 dollars – 197 euros, 1 292 francs) ? Comment « être à l'aise dans ses pompes » sans le *Ionic Shoe* Freshener, cet instrument qui ressemble à une paire de jumelles et qui s'emboîte dans les chaussures pour y neutraliser les odeurs et les bactéries (59 dollars – 51 euros, 333 francs) ? Comment dormir sur ses deux oreilles sans le flic-flac apaisant de la pluie ou les doux bruissements d'une nuit d'été, recréés par le Original Ultra Heart and Sound Soother with Six Sounds (100 dollars – 86 euros, 564 francs) ? Spécialisé dans les gadgets pour hommes pressés, le catalogue américain, *The Sharper Image Catalog* (tél. : 1-800 344-44-44 et sur Internet : www.sharperimage.com) *présente donc le* trousseau indispensable de la surconsommation.

L'univers de la beauté est bien sûr très présent : de la trousse de toilette et ses dix instruments indispensables (Personal Care kit, 49 dollars *– 42 euros, 276 francs) au Turbo* Groomer pour épiler en toute discrétion les poils du nez ou des oreilles (39 dollars – 34 euros, 220 francs) en passant par la brosse à cheveux massante, New Massaging *Hair* Brush (*49 dollars – 42 euros*, 276 francs). Compacts, légers, les derniers instruments électroniques bombardent les informations. Le World Calendar Alarm-Clock qui tient dans une poche et permet de prendre ses rendez-vous pour les cent ans à venir (20 dollars –17 euros, 113 francs) ; le Seven Language Translator, comme son nom l'indique, traduit des phrases en sept langues : anglais, allemand, espagnol, français, italien, néerlandais et suédois (45 dollars – 39 euros, 254 francs) et le Talking *Dictionnary* récite 310 000 définitions à la demande (199 dollars – 171 euros, 1 123 francs).

Face à la demande, l'offre se multiplie. A titre d'exemple, le paranoïaque trouvera chez Spy Shop (spyshop.com) son bonheur, du microphone dissimulé dans un crayon (150 dollars – 129 euros, 847 francs) à la *caméra vidéo miniature* (299 dollars – 257 euros, 1 687 francs) et l'homme d'affaires itinérant cherchera chez Travel Smith les vêtements infroissables et les bagages les plus ergonomiques (catalogue Travel Smith tél : 1-800 950-16-00, *www.travelsmith.com*).

P. R.



ARTICULÉ
Le Snow Pant en Nylon enduit de Teflon et doublé d'une membrane imperméable et ventilée, zip latéral, *Equipment for legs* de Dockers.

ENVOL
Créées en 1984 par un guide de rivière du Colorado, les sandales Teva assurent un maintien du pied dans des conditions extrêmes.
Stylisme Pauline Boyer.
Photos Patricia Canino.



élégance intérieure



ROOM SERVICE
Sur Nico, sculpteur, un pyjama en satin de soie blanche à rayures marine gansé, sous une veste d'intérieur en cachemire noir avec un col châle en velours, Lanvin.
Stylisme Pauline Boyer.
Photos Patricia Canino.

Du coton aux microfibres climatiques, de la chambre au salon, le « homewear » joue l'antistress et s'affiche en douceur, alternative au cache-misère du téléspectateur en jogging-savates

Demain, *la maison sera itinérante. L'homme davantage nomade portera des vêtements adaptés à toutes les circonstances, qui se superposeront en couches, par exemple. La différence entre tenue d'intérieur et tenue d'extérieur s'estompera.* » Pour Jean-Charles de Castelbajac, ces temps futurs où l'homme-escargot transportera, dans sa coquille, sa garde-robe, seraient l'aboutissement d'une révolution intérieure déjà en marche. Revu et corrigé par une décennie de magazines « déco », l'univers de la maison, où l'on cultive le bien-être et l'esthétique a changé. Castelbajac peut parler de son « kit confort » : « *Des plaids en cachemire, des robes de chambre fabriquées à Londres, des sweat-shirts en cachemire et quelques objets fétiches plus intimes.* »

Plus accueillante, la maison est aussi plus « intelligente ». La mode du domicile transformé en deuxième bureau nous vient des Etats-Unis, tout comme celle du jogging qui, dans cet univers informel, remplace le costume-cravate. Les Américains renouvellent leur « homewear », en cochant des vêtements confortables en coton ou laine polaire dans les catalogues de J. Crew, Urban Outfitters ou Eddie Bauer. Des marques comme Calvin Klein, Donna Karan ou Ralph Lauren ont pris le train en marche, proposant une gamme moderne de sous-vêtements – caleçons près du corps, tee-shirts – à la frontière du « homewear ». Dans ce domaine, la France est pionnière avec Coup de Cœur, Loft by Design ou Laurence Tavernier, sociétés créées dans les années 80.

« *Le but est de détrôner cet affreux jogging en inventant des modèles doux et confortables qui restent élégants* », dit Laurence Tavernier, qui habille la famille en pyjamas, robes de chambre ou vestes d'intérieur. Chez Loft, la pochette de trois caleçons et tee-shirts assortis en gris foncé, gris clair et blanc, a été vendue à 500 00 exemplaires. « *Il y a un désir de plus en plus de vêtements douillets, issus du sportswear, que l'on peut porter chez soi comme à la ville* », analyse Patrick Frèche, président de Loft.

Sur les premières classes long-courriers, Air France offre aux passagers des ensembles, polo et pantalon droit, créés par Coup de Cœur, roi du caleçon depuis 1983. Aujourd'hui, les grands de la lingerie, comme Hom, montent au créneau: « *Ce que l'on porte chez soi après une journée de stress doit être confortable et procurer un certain plaisir* », explique Dominique Raffali, président de Hom.

Les modèles restent classiques: joggings, pantalons droits, tee-shirts ou vestes amples. L'innovation vient des nouvelles matières, douces et lavables à volonté. Chez Laurence Tavernier, on utilise des mélanges flanelle-Lycra, ou du Modal, une fibre cellulosique, fabriquée en Autriche par Lenzing, qui se porte comme une seconde peau. Chez Patagonia, on vend très bien les sous-vêtements techniques en Capilène : caleçons longs, tee-shirts avec col cheminée et fermeture à glissière, conçus pour l'extérieur et portés comme survêtements. Le catalogue *Somewhere* (La Redoute) propose des sous-vêtements en jersey soyeux fabriqués dans une microfibre climatique, le Viloft (Accordis). On parle aussi de la Filifine distribuée par Tergal fibres. Du Pont de Nemours vient d'ailleurs de sortir un cahier de tendances de lingerie masculine à base de Lycra. « *Des caleçons cycliste ou pêcheur, des tee-shirts aux manches longues et ras du cou aux couleurs neutres, parfois mélangées (deux blancs différents). Des lignes sobres, mais raffinées grâce au travail sur les empiècements* », explique Agnès d'Anselme, styliste conseil pour Du Pont.

Nouveau marché, le « homewear » inspire les créateurs des griffes de luxe. Chez Lanvin, Dominique Moriotti a imaginé un « jogging couture » en cachemire et laine, gris anthracite et violet, avec pull ras de cou assorti. « *L'homme à la maison recherche des lignes nettes, sans détail, et en même temps veut s'entourer de matières sensuelles* », explique Véronique Nichanian, directrice de la mode masculine chez Hermès, qui conseille pull-over et pantalon en cachemire Stretch, « *soyeux et compact à la fois* ».

Mais la mode à la maison reste souvent le produit d'une habitude : les plus british – une élite – portent sur un pantalon de flanelle, une veste d'intérieur et un nœud papillon; les plus classiques préfèrent le pyjama, la robe de chambre et les mules, en cuir, daim, feutre ou lin; les plus traditionnels, le confort douillet d'un pyjama en pilou-pilou et des charentaises en lainage – modèle le plus vendu au Bon Marché. Enfin, les inconditionnels de l'exotisme revêtiront un kimono aux couleurs acidulées signé Charvet ou une grande chemise en soie de thé venue de Canton sur un pantalon large, créés par la Taïwanaise Sophie Hong. Avec bien sûr des babouches au pied. A moins qu'ils n'emboîtent le pas à John Fitzgerald Kennedy en chaussant les mêmes mocassins canadiens faits main, en peau de cerf.

Pascale Richard



COCON
Gilet zippé et pantalon coulissé en épais jersey de coton écru, Lanvin sport, et pull en maille style nid d'abeille, Hermès.

CHEVET
Plaid jacquard en mohair, dans un camaïeu de gris, de brun ou de jaune, Hermès.



cachemire et compagnie

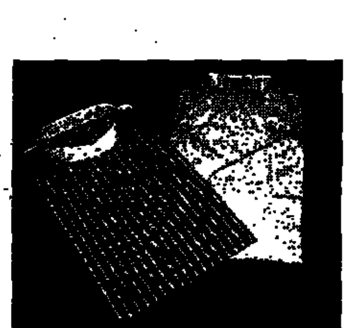
● **Catalogue.** *Somewhere* de La Redoute. Tél. : 03-20-69-60-00. Commande de catalogues en ligne : *J. Crew* : http ://www.jcrew.com *Eddie Bauer* : http ://www.eddiebauer.com
● **Cocon.** Céline, pour les cols roulés en cachemire 2 fils (2 900 F – 442 €). Hermès, pour les pulls en cachemire et shetland double face (environ 5 000 F – 762 €). Malo, pour les robes de chambre en cachemire (environ 6 000 F – 914 €). Lanvin, pour les joggings couture en cachemire, la veste (3 600 F – 549 €) et le pantalon (2 200 – 335 €).
● **Polaires.** Pantalon large et pull assorti (535 F – 82 €), La Corderie.
● **Caleçons.** Loft, pour la pochette tee-shirt et caleçon (295 F – 45 €) boxer en coton Stretch (230 F – 35 €), Calvin Klein.
● **Joggings.** En nid d'abeille chez Muji, le pantalon (295 F – 45 €) et le sweat à capuche (195 F – 30 €).
● **Plaids.** En laine réversible (1 125 F – 172 €) Hilton Mc Conico pour Alcôves, Au Bon Marché. Châle Laddaki en pashmina tissé main (5 500 F – 883 euros), au Cachemirien.
● **Couleur.** Sur-chemises à carreaux en coton chez Co & KO par Jeanne-Blanche de Castelbajac (à partir de 900 F – 137 €).
● **Soie.** La CFOC, pour les vestes en shantung (1 350 F – 206 €). Chemise en soie teintée au thé et laquée Sophie Hong (1 700 F – 259 €). Kimono en soie sauvage (6 075 F – 926 €), Charvet.
● **Chaussons.** Mules en daim coloré chez Charvet (775 F – 118 €). Mocassins LB Evans (1 290 F – 197 €). Les charentaises de la Cordonnerie anglaise au Bon Marché (249 F – 38 €).
● **Pyjamas.** En pur coton (800 F – 122 €), Laurence Tavernier. Pyjama sur mesure (à partir de 1 700 F – 259 €), délai de fabrication trois semaines, monogramme (à partir de 65 F – 10 € la lettre), Charvet. Pyjama en coton (1 775 F – 271 €), et en soie (2 950 F – 450 €), Sulka.

harmonie pyjama de luxe

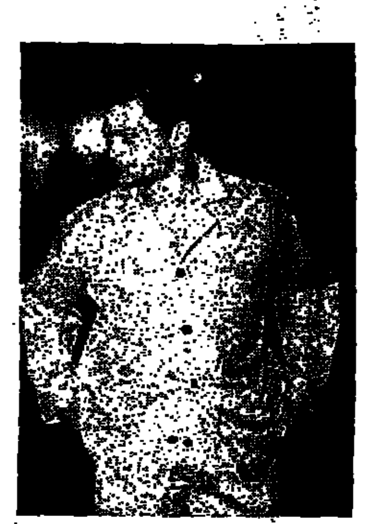
Loin des tue-l'amour défraîchis, il cultive la nostalgie hollywoodienne en deux pièces sur mesure avec monogramme

Rien n'est plus simple qu'un pyjama... et pourtant chez Sulka, installé depuis 1911 à Paris, rue de Castiglione, chaque pyjama, fait à la main, exige 22 heures de travail ! Cette marque mythique, créée à New York, en 1895, par un émigré alsacien, Léon Wormser et Amos Sulka, a habillé en son temps les Mellon, Rockfeller et Vanderbilt et séduit Hollywood : Cary Grant, Fred Astaire et Gary Cooper étaient des clients réguliers, avant que Robert De Niro n'immortalise à l'écran, dans le film *Casino*, le raffinement de la robe de chambre en soie, tissée en Italie, suprême tenue d'intérieur. « *C'est au début du siècle et en Grande-Bretagne que le pyjama commença à remplacer couramment la chemise de nuit pour les hommes* », raconte Maguelonne Toussaint-Samat dans son *Histoire technique et morale du vêtement* (Bordas, 1993). Si, depuis son apparition, le pyjama – déformation de l'*epae-jama*, tenue de cotonnade portée aux Indes et rapportée par les colons portugais au XVII[e] siècle – n'a guère changé de coupe, c'est dans le sur-mesure, dans le choix du tissu – soie ou popeline – et de la couleur – tons vifs ou pastel – que l'on pourra le personnaliser. Un pyjama bleu pâle sera par exemple rehaussé d'un passe-poil bleu foncé et décoré d'un monogramme brodé. Chez Charvet, spécialiste du sur-mesure pour homme depuis 1838, on cite en exemple ce couple qui, chaque année, commande, pour elle comme pour lui, pyjamas et robes de chambre coordonnés et assortis aux couleurs d'un prochain voyage : bleu et blanc pour la Suède ou jaune éclatant pour un pays de soleil... pour une éternelle nuit de noces.

P. R.

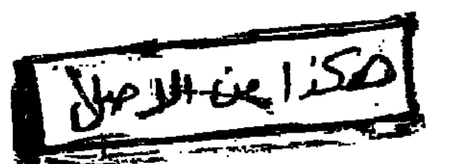


RITZ
Chemise de nuit en popeline rayée avec col et poignets blancs et haut de pyjama gansé de marine, Charvet.

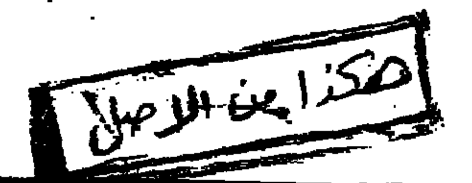


CRILLON
Veste de pyjama à rayures côtelées gris perle et blanc en coton, Zegna.




هكذا عن الأصل





CAPITALE

stockholm

les nouveaux conquérants

A l'avant-garde de la consommation, la capitale suédoise affronte le XXIe siècle sous le signe du fonctionnalisme. Mode, design, gastronomie : entre tenues anti-froid et restaurants végétariens high-tech, la « Little Quick City », exalte la rationalité scandinave



Rarement depuis les années 70, la Suède n'avait été aussi à la mode. Elue capitale *culturelle européenne en 1998,* Stockholm semble renouer avec l'énergie créatrice qui avait su, en *son temps, porter les rêves démo*cratiques d'un « design pour tous », réinventant le quotidien avec *des objets simples de l'école* scandinave : meubles en bois clair, accessoires en acier, lampes en *verre transparent, tendance aux* formes sobres et élégantes imprégnées du style fonctionnaliste de Aalto et Saarinen (*table tulipe* dessinée pour Knoll). Cette force d'innovation que l'on retrouve aujourd'hui dans l'industrie (Ericsson, Saab, Astra, Ikea, H&M...) et qui irrigue tous les domaines de la vie sociale, faisant de la Suède un modèle de croissance pour ses voisins scandinaves, n'a pourtant rien de commun avec la lumière fugace des modes. Il y a, dans la nature de ce pays, quelque chose de profond et de vrai, une sorte de bonheur secret jalousement entretenu. Stockholm, à sa manière, traduit cet heureux mélange de traditions et de modernité extrême, de respect quasi religieux de la nature et de vitalité urbaine.

Une énergie palpable *s'en dégage.* La « Little Quick City », selon l'expression du journaliste Claes Britton, *est même considérée comme* un marché test pour de nombreux produits innovants. Téléphones portables, *matériel informatique* domestique, connexions Internet, câble et satellite se vendent mieux *que dans* le reste *de l'Europe.* La Suède est le premier marché européen pour les télécommunications *mobiles et l'équipement des foyers* en micro-ordinateurs, faisant de Stockholm une sorte de « Telecom Valley ». Le pays du *groupe Aba* est aussi devenu l'un des plus importants centres de recherche mu*sicale du groupe NRJ, dont* les études ont révélé la très grande réactivité du marché suédois aux *tendances. L'Europe a ainsi décou*vert les tubes d'Aqua, Robbie Williams, Oasis, The Verve, et les ryth*mes techno bien après leur sortie* en Suède. Le prêt-à-porter s'impose de la même manière. Les stars *du sport comme le joueur de ten*nis Björn Borg, le skieur Börje Salming, ou le footballeur Tomas Bro*lin ont su profiter de ce marché en* lançant leurs propres marques (vêtements, sous-vêtements, chaussures, *parfums*), bénéficiant tout de suite d'une certaine popularité auprès des jeunes.

Stockholm n'est pourtant pas une capitale de la mode à proprement parler. Les Suédois ne jouent pas avec le *vêtement comme le* font les gens du Sud. Le climat y est sans doute pour beaucoup, privilégiant les *tenues confortables*, techniques et fonctionnelles. Paradoxalement, dans une ville soucieuse de son image, le vêtement *exprime moins* le désir de paraître que celui de se protéger d'une météo capricieuse. Coupe-vent, capuches, *pantalons* multipoches, vestes amovibles, sacs ergonomiques soulignent par touches intelligentes le besoin d'apprivoiser sans contraintes un environnement hostile. Une tendance déjà largement exploitée par les designers qui, à l'image du géant Ikea, créent du mobilier et des accessoires conçus pour la vie : un kit de survie pour nomade urbain baptisé « Quite simply » rassemblant couverts, fiasque, linge de maison dans un petit sac à dos, ou bien, plus ambitieux, l'habitat *minimal de Mats Theselius, une ca*bane en bois de 2 mètres sur 2 à monter soi-même avec un lit, une table, une chaise, un réchaud et un livre, pour fuir la ville et se ressourcer. Son agence de voyages, Swap Your Life, présentée à Sturegallerian dans le cadre de l'année culturelle qui vient de s'achever, propose même de changer de style de vie pour un week-end ou une journée. *« Swap Your Life ne vous emmènera pas une semaine aux Canaries, mais, si vous êtes président d'une importante société vous pourrez devenir, pour un jour, chauffeur de bus ou boucher... »*

A côté de projets futuristes qui tracent les lignes d'un avenir maîtrisé, le concept de « l'essentiel » trouve des prolongements jusque dans l'art de vivre et l'alimentation. Au café Gâteau, la boulangerie-pâtisserie chic de Stockholm, les petits déjeuners sont construits autour du « functional food » : des formules « antirhume » aux vitamines et à l'ail, « sportifs » au ginseng et aux fruits ou bien « beauté » concentrée en vitamines B. Chez Meaning Green (« *food with a meaning* » : la nourriture qui a du sens), une chaîne de restauration rapide végétarienne, on offre des guides de nutrition avec la liste des allergies aux produits et aux colorants. Désormais, pour entretenir leur teint pâle et leurs lèvres roses, les jeunes filles stylées délaissent le traditionnel « Hot Dog Stand », servi à tous les coins de rues, pour l'ambiance plus cosy des coffee shops de la ville. Détournée, modernisée, aménagée, la gastronomie suédoise résiste pourtant bien. Les îles de l'archipel en font même une croisade pour attirer les touristes. Le projet intitulé Skargardssmak 1996 (« Archipelago Flavour ») prévoit de porter le niveau de la restauration locale à une reconnaissance internationale.

En dépit d'une fréquentation touristique très inférieure à celle des pays du sud de l'Europe, Stockholm séduit et attire. Les Jeux olympiques de 2004 ne viendront pas ? Qu'importe. Sir Terence Conran, lui, y sera, en 1999 avec son restaurant, le nouveau Berns. Stockholm bouge au diapason des grandes capitales, prête, au seuil d'un nouveau siècle, à accélérer le cours de sa mue.

Bruno Lellouche

ESTERMALN
Veste droite trois boutons en coton Stretch Jil Sander, pantalon cigarette en coton blanc, Bill Tornade, pull à col cheminée à côtes en cachemire blanc, Hermès, baskets en nubuck marine Camper et montre Kinetic de Seiko.



STUREPLAN
Sur Bruno Danto, décrypteur de tendances à La Toute Petite Agence, un pull en coton gris perle, Olivier Strelli.

BIBLIOTEKSGATAN
Blouson en gabardine de laine, Lanvin Studio, polo en piqué de coton et pantalon *en gabardine de coton,* Hermès, claquettes en toile de coton, Prada.
Stylisme Pauline Boyer. Photos Patricia Canino.

gourou

Henrik Mattsson, expert ès tendances

Le style suédois, simple et équilibré en toutes choses, est en train de changer : « La force des immigrés bouscule les vieilles traditions »...

Clair et calme, comme son propriétaire. Voilà ce qui frappe lorsque l'on pénètre dans le bureau-appartement d'Henrik Mattsson, une immense pièce lumineuse à deux pas du marché d'Estermalm, au cœur de Stockholm. Une sérénité qui tient sans doute autant à une philosophie du dépouillement qu'au style impeccable de notre hôte : cet expert en tendances, consulté par de grands groupes suédois (Volvo, Ikea, Saab) et auteur d'une série de livres de prospective intitulés BLOC (le nom de son entreprise), ne se laisse pas abuser par les modes. Vingt ans de métier lui ont appris à observer. Pour détecter les tendances, il voyage peu, lit beaucoup, écoute énormément. « *Trop d'information encombre,* explique-t-il. *Je préfère me fier à mon instinct.* » Sa méthode, il l'a forgée aux côtés de la Hollandaise Li Edelkoort, l'une des grandes prêtresses des bureaux de style parisiens, éditrice du fameux magazine *View on.* Pour lui, si l'esprit suédois, que l'on retrouve chez Colette, se vend bien aujourd'hui, c'est qu'il correspond à un « *besoin d'essentialité* » : le style frais, simple, fonctionnel, équilibré en toutes choses. *« Le design contemporain en est une illustration. On y retrouve cette volonté très particulière de tempérance et de justesse. »* Mais il ajoute : *« Stockholm n'est pas que cela. »* Son image tranquille comme un tableau de Carl Larsson est en train de changer. Confrontée au défi de l'intégration de nouvelles cultures, la ville bouillonne d'une énergie nouvelle : *« L'immigration a apporté beaucoup à la ville sur le plan culturel. La gastronomie, les vêtements, la musique, les nouveaux styles sont aujourd'hui initiés par les minorités les plus influentes : finlandaise, turque, iranienne, polonaise, yougoslave. »* Stockholm pratique d'ailleurs à leur égard une politique de *« préférence extranationale »* qui favorise la diversité d'origine dans les entreprises. L'idée est d'apporter du sang neuf. *« En matière de mode,* ajoute Henrik, *les émigrants martèlent leur message et finissent par l'intégrer au milieu où ils vivent. En même temps, ils portent un regard neuf sur la ville. Ils sont une contre-culture et un enrichissement permanent... »*

B. L.

guide

● **Shopping.** *Biblioteksgatan est* l'épicentre de la mode : Ralph Lauren (au 12), Armani (au 3) et *DKNY (au 6) ont élu domicile* dans cette rue qui débouche sur la place Stureplan où se concentrent *restaurants et bars branchés ; un* lieu très fréquenté les soirs d'été.
NK est le grand magasin chic de Stockholm où l'on achète des vêtements de marque (Paul and Friends, Boss, Jil Sander, Calvin Klein...) et des objets de décoration (Tricia Guild, Ralph Lauren Home, Alva Aalto, Italia...). Hamngatan 18, tél. : 46-8-762-88-06.
La boutique Björn Borg présente une ligne de sous-vêtements, de sacs, d'accessoires auxquels s'est *ajoutée une gamme de parfums.* Les thèmes de ses campagnes de publicité « The myths of Swe*den » tournent en dérision* les clichés sur la Suède. Birber Jarlsgatan 25, tél. : 46-8-411-54-20.
Dunderdon, *marque suédoise de* vêtements de travail créée en 1903, a été redessinée pour correspondre au marché de l'*active wear*. On la trouve à côté des lignes Carhartt et Cat au magasin Solo, tél. : 46-8-611-64-41. Smalandsgatan 20. www.dunderdon-.com

● **Sortir.** Spy Bar : la boite de nuit des gens de la mode. Birgen Jarlsgatan 20, tél. : 46-8-54-50-37-00. Café Opéra : bar, restaurant, boîte de nuit dans un décor baroque. La cuisine de qualité est un mélange d'inspiration traditionelle suédoise et d'influence internationale. C'est l'un des rendez-vous mondains de la ville. Operahuset, tél. : 46-8-676-58-07. Biblos : un restaurant branché où s'organisent les soirées mondaines de Stockholm. Le footballeur Tomas Brolin avait choisi cet endroit pour le lancement de sa marque de chaussures du même nom. Entrée sélective. Biblioteksgatan 9, tél. : 46-8-611-80-30.

● **Bruncher.** Waynes Cofee : on y déguste des sandwiches suédois au saumon avec un thé au lait servi dans d'énormes mugs, en lisant *Self Service, Swenka Dagbladet* ou *Le Monde.* Kungsgatan 14, tél. : 46-8-791-00-86.

● **Dîner.** Sture Hof : une bonne *introduction à la cuisine suédoise :* saumon gravlax ou fumé, harengs, écrevisses et autres plats typiques *comme le fameux wallenbergare.* Chic et traditionnel. Stureplan 2, tél. : 46-8-440-57-30.

● ***Visiter.*** *Le nouveau Musée d'art* moderne dessiné par l'architecte espagnol Rafael Moneo entouré *de jeunes designers suédois* est un hommage rendu au style scandinave avec un mélange de bois, de *verre et d'acier.* Jusqu'au 7 mars 1999 sont exposées les œuvres du peintre et sculpteur Jean Fautrier. *Skeppsholmen, tél. : 46-8-519-55-*20. www.moderamuseet.se

● **S'évader.** L'archipel de Stockholm compte plus de 24 000 îles éparpillées dans la Baltique. Un week-end à Sandham ou à Ute donne le sentiment d'être au bout du monde, à quelques heures de bateau du centre- ville. On peut y louer de petits cottages de bois rouge (la couleur locale) équipés d'un sauna et d'une passerelle qui mène à la mer. Office suédois du tourisme et des voyages, 18, boulevard Malesherbes, 75008 Paris, tél. : 01-53-43-26-27.

● **Stockholm à Paris.** Le café des lettres : ambiance intimiste dans la cour de la Maison des écrivains. Le restaurant suédois propose un buffet traditionnel (le Smargasbord) le dimanche à l'heure du brunch.
53, rue de Verneuil, 75007 Paris, tél. : 01-42-22-52-17. Le cercle suédois est la plus ancienne et la plus importante association suédoise à Paris. Pour faire partie du club et participer à ses dîners-débats, ses concerts, ses fêtes, il faut être parrainé par un Suédois (membre ou non) et payer une cotisation annuelle (1 350 F – 206 €).
242, rue de Rivoli, 75001 Paris, tél. : 01-42-60-76-67. La boutique Svenskt où Eva et Charlotte proposent une sélection de meubles, de tapis, textiles, livres de design et objets de décoration scandinave. 11, rue Payenne, 75003, tél. : 01-44-78-80-11.

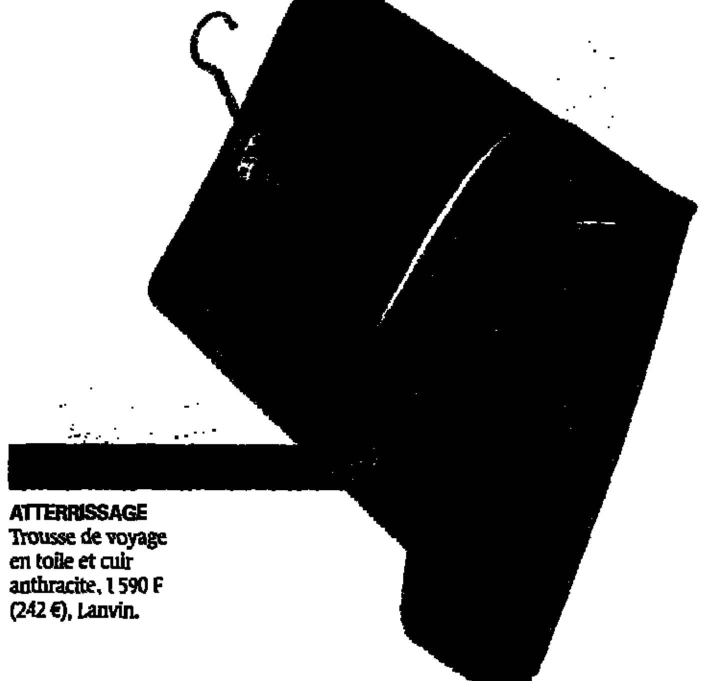
● **La Suède vue par elle-même.** *Le livre du photographe Lars* Tunbjörk porte un regard froid sur la middle-class suédoise à travers une collection de clichés surprenants. On en ressort un peu amer, mais loin des idées reçues sur la Suède et ses habitants. *Landet Utom Sig (Country Beside Itself),* par Lars Tunbjörgk.

embarquement

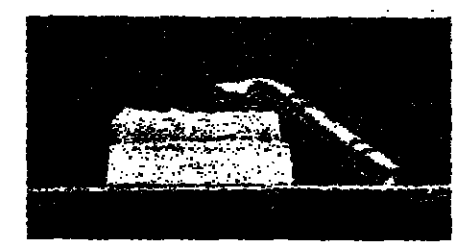
Dans l'épure, formes et matières collent à l'esprit d'un style à toute épreuve, qui retrouve le sens du voyage dans le plaisir et la fonction, et célèbre en vol les noces égoïstes de l'utile et du beau. Avec les nouvelles matières synthétiques, toile brute et cuir se retrouvent en première classe, épousent des formes faciles à vivre et à transporter, et éloignent d'un coup de vent les clichés de l'homme en voyage, toujours trop figé ou trop froissé.

ESCALE
Visière de cuir gris éléphant, 1 690 F (258 €), Yves Saint Laurent Rive Gauche, lunettes bandeau sport, à verres fumés. 800 F (122 €) Oliver by Valentino.

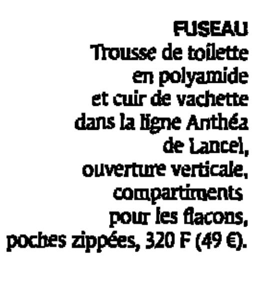
TROPIQUES
Sac plat en toile brute beige et chocolat. 1 250 F (191 €). A droite, les mules assorties, 830 F (127 €), vendues dans une pochette, le tout Prada.



ATTERRISSAGE
Trousse de voyage en toile et cuir anthracite, 1 590 F (242 €), Lanvin.



TRANSFERT
Rasoir en aluminium et support en métal brossé, 200 F et 850 F (30 € et 130 €), Emporio Armani Gift Collection.



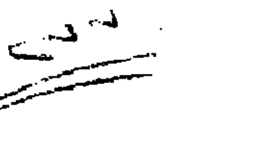
FUSEAU
Trousse de toilette en polyamide et cuir de vachette dans la ligne Anthéa de Lancel, ouverture verticale, compartiments pour les flacons, poches zippées, 320 F (49 €).





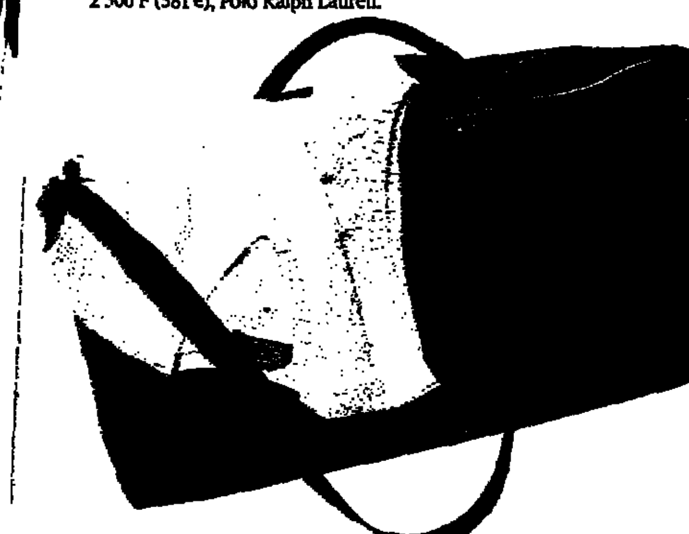
EN ROUTE
Deux nouvelles baskets de ville à bandes Velcro, l'une verte et marron, 1 600 F (244 €), Gucci, l'autre à bandes grises, 1 350 F (206 €), Miu Miu.



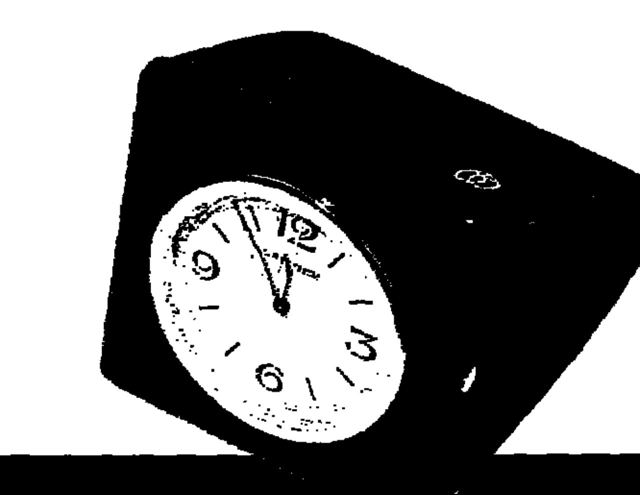




poids plume



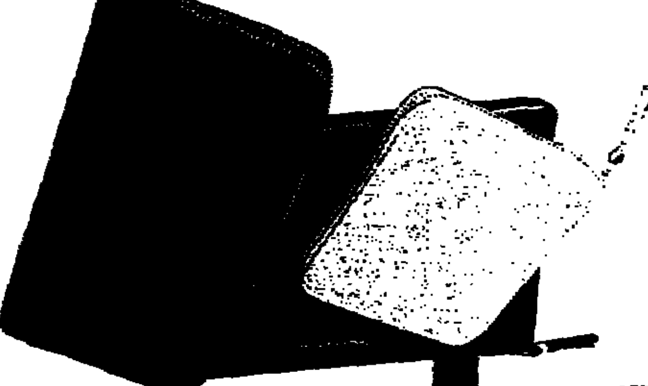
WEEK-END
Sac de voyage en cuir noir, Y's *de Yohji Yamamoto*, 3 650 F (556 €). Dessus, un pull sans manches en cachemire torsadé écru. 2 500 F (381 €), Polo Ralph Lauren.



JET-LAG
Pendulette-réveil de voyage, avec cadran Pasha, sigle double C entrelacés en or 18 carats, 2 100 F (320 €), Cartier.



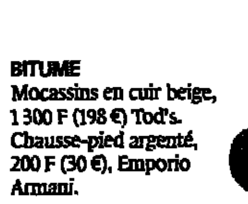
CABINE
Porte-CD *en cuir* noir, 2 210 F (337 €), Trussardi.

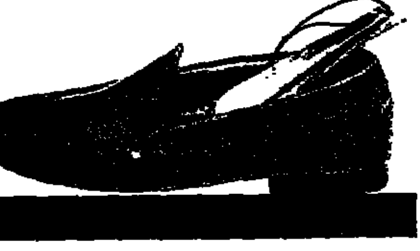


VISA
Pochettes de cuir, trois tailles, orange, 510 F (78 €), noire, 330 F (50 €), bordeaux, Comme des Garçons.

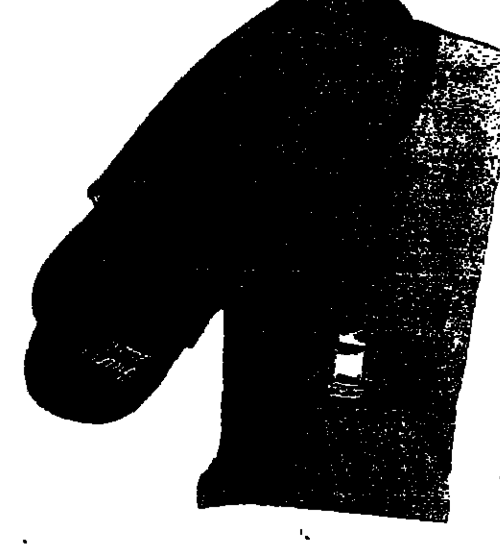


URGENCE
La nouvelle Swatch Beat, avec heure locale, heure d'un autre fuseau horaire et temps universel Internet, 400 F (61 €), Swatch.





BITUME
Mocassins en cuir beige, 1 300 F (198 €) Tod's. Chausse-pied argenté, 200 F (30 €), Emporio Armani.



ROOM SERVICE
Vendue dans une *pochette assortie*, une paire de mules en peau gris souris, 775 F (118 €), Charvet.

Photos Joseph Benita. Réalisation Benjamin Galopin.



Londres

la « british cut » selon Savile Row

Signe de reconnaissance dans la City, adaptation civile de la coupe militaire, le costume londonien signe comme un gage de sincérité. Enseignes séculaires et jeune garde de tailleurs veillent sur le sacro-saint club du sur-mesure, le « bespoke »

La décontraction égoïste du costume italien – porté pour soi-même – prend peu à peu le pas sur le discret panache du costume anglais, gage de tenue et signe de reconnaissance. Jusque dans la coupe sur mesure, les épaules tombantes et le revers drapé dament le pion à la taille haute et au triple entoilage, sur lesquels fantasmaient nos grands-pères et qui, les décennies passant, ont troqué leur statut de parangon universel pour n'être plus qu'un aimable anglicisme.

A Savile Row, « Mecque » du « bespoke couture » (le vêtement sur mesure), ce lent cataclysme passe inaperçu. En coulisse de New Bond Street la tapageuse où Ralph Lauren ouvre un nouvel espace, cette petite rue au calme Vieille Angleterre, reçoit les Bentleys sous la protection d'enseignes immémoriales – Huntsman (1809), Henry Poole (1806)... – et de vitrines d'une impressionnante humilité masquant un univers masculin aussi secret et silencieux qu'un club. Malmené par le prêt-à-porter, démodé par la kermesse des années 60-70, ce village de grands artisans continue d'incarner le label ultime du chic, auquel se réfèrent – pour ou contre – les créateurs anglais de mode masculine. Directeur artistique de Givenchy, l'outrageant Alexander McQueen ne tire-t-il pas gloire d'avoir manié le ciseau chez Anderson & Sheppard, fournisseurs du prince Charles ?

Entre les écussons qui attestent les plus nobles fréquentations, trônent des insignes de régiments. Depuis toujours, c'est ici qu'on vêt les galonnés, gent sans fantaisie, mais pointilleuse jusqu'à l'obsession. La plus ancienne maison (1785), Gieves & Hawkes, eut pour pères un tailleur de la Navy et un tailleur de l'armée de terre, singularité qui lui valut bien des clients et une bombe de l'IRA. Relevant que les standards britanniques ont des aïeux dans la marine – pour le caban et le blazer – ou la cavalerie – la veste trois boutons, dont les poches obliques peuvent se fouiller en plein galop, Paul Maskell, directeur du bespoke, avance que la *british cut* – la coupe anglaise – pourrait n'être qu'une adaptation civile de la coupe militaire... D'où ces tissus lourds, cette allure de cuirasse...

. Paul Maskell rétorque : « *Les tissus légers ne vont pas à la coupe anglaise : le Super 120 trahit les bretelles, le costume fin s'abîme... Chez nous, on vient acheter du passé, de la sécurité. Le premier costume bespoke paraît flou, imprécis, mais il s'améliore avec le temps.* » Allez expliquer cela aux étrangers, qui composent aujourd'hui près de la moitié de sa clientèle – le *sabiro* désigne même en japonais un costume sur mesure ! Pour le reste, Gieves & Hawkes, qui se prévaut d'avoir habillé sur mesure, outre le quart des fortunes d'Angleterre, doit désormais – comme bien d'autres – sa prospérité aux cadres de la City... ainsi qu'au prêt-à-porter.

Même à Savile Row, les temps ont changé. Si les vestales du bespoke (ils ne sont plus qu'une dizaine) déplorent l'invasion des magasins de prêt-à-porter, ils n'en lorgnent pas moins sur la réussite de Richard James, un nouveau venu au passé de grossiste, qui, en six ans d'activité, a bien rajeuni la rue. « *Cette ère du prêt-à-porter n'est plus celle où le père intronisait son fils chez le tailleur, mais où les jeunes clients, réagissant avec violence contre la dictature des marques et la globalisation, cherchent à combiner tradition et création. Aux cadres qui viennent s'acheter un uniforme, je propose un bespoke centré sur l'individu : coupes classiques, mais couleurs nouvelles et tissus confortables.* » Elton John et Oasis l'ont élu pour incarner les standards du nouveau Savile Row : pantalon étroit, veste souple, à pans longs et larges.

L'heure est donc à la résurrection. Au prix de quelques entorses au purisme... Des écriteaux en japonais, une pincée de tissus italiens – même si chacun proclame fièrement que « *les tissus anglais sont les meilleurs au monde* », voire, murmure-t-on, une exécution partiellement réalisée ailleurs.

Le Savile Row « hors-les-murs » s'étend toujours plus. En attendant d'ouvrir boutique à Paris, le médiatique afro-anglais Oswald Boateng siège dans la rue voisine. Il se réclame de Savile Row, mais ne coupe pas lui-même – « *il y a de très bons tailleurs grecs, turcs ou italiens...* » – pour mieux se concentrer sur les couleurs et les motifs des tissus. A défaut d'être son activité la plus lucrative, le bespoke authentifie la qualité de son prêt-à-porter, qui décline la coupe la plus classique dans des couleurs étincelantes et rares. « *Mes costumes,* proclame-t-il, *ne sont pas moins confortables que ceux d'Armani, mais on les remarque.* »

Autre artiste afro-anglais du bespoke, Kenneth Charles Mac Donald préfère l'humour au fringant. L'homme, qui travaille à quelques rues de là dans une échoppe embrumée de Gitanes, fit ses classes il y a bien longtemps chez Douglas Haywood, ouvrit boutique sur King's Road à l'enseigne de Marx, avant de dessiner les tenues du groupe punk Public Image. Ses vieux fans restent friands de ses créations burlesques, d'un chic impeccable et violemment hors mode : « *J'aime les vieux tissus anglais très lourds, les pois, les pantalons taille haute...* » Le jeune tailleur du moment a nom Timothy Everest. A la naphtaline dorée de Savile Row, il a préféré l'anonymat de la City – son principal vivier de clients, mais non le seul : il a habillé Tom Cruise pour le film *Mission Impossible*, joue les consultants du drapier Guy Dormeuil et se fait distribuer à Paris par Maria Luisa. Timothy Everest explique son succès par l'attention qu'il prête au caractère et aux goûts de chacun : « *Un Japonais m'a commandé une veste de campagne anglaise : j'ai assorti la couleur à son teint.* » On doit à cet élève du génial Tommy Nutter une veste d'un tombé parfait, avec des plis en guise de fentes, des tissus travaillés à l'horizontale... Son imagination ne demande qu'à s'élancer avec des clients armés de désirs précis et singuliers. Une denrée rare, dans la City : « *Après les audaces* camp *des années 80,* explique-t-il, *les banquiers en reviennent à l'uniforme Old Money.* » Impeccablement correct, donc très complexe à réaliser. Mais pour Timothy Everest, le bespoke est une vocation, non un colifichet pour vendre du prêt-à-porter : « *Je maintiens,* dit-il, *la flamme de la tradition.* » Tant mieux, car la relève est loin d'être assurée. Peu de jeunes ambitionnent un apprentissage d'ouvrier tailleur, à des salaires de garçon de restaurant...

Sourde à ces menaces, la demande continue de grimper. L'avisé Paul Smith a tenu à coiffer sa nouvelle boutique de Nottinghill Gate – un quartier très « hype » – d'un étage dédié au bespoke, où des anciens de Savile Row coupent à vos mesures les modèles du prêt-à-porter maison. Au motif que l'omniprésence du prêt-à-porter confine désormais à la saturation. Le noble artisanat du bespoke deviendrait alors le matériau mythique où la movida cossue rêve de graver ses goûts...

Jacques Brunel

MAYFAIR
Sur le créateur de souliers Christian Louboutin, un costume avec gilet croisé en fin lainage super 110 quadrillé anthracite, Dormeuil by Timothy Everest, chemise en voile de coton écru Etro, cravate Hugo Boss, pochette en soie imprimée et parapluie Lanvin, chaussures Church's.
Stylisme Pauline Boyer. Photos Patricia Canino.



NEW BOND STREET
Veste en lin sable gansé de gros grain taupe sur le col, les poches et les poignets et chemise à col haut en popeline rayée écru, beige et blanc, cravate à motifs fleuris, le tout Paul Smith, montre en or blanc à bracelet alligator, Cartier.

guide

● **Gieves & Hawkes.** 1, Savile Row, London WIX 2JR, tél. : 0171-434-2001. Un choix de 20 000 tissus, où manque la vigogne – trop nouveau riche. De plus en plus de costumes pour femmes. En option, la rayure tennis au nom du client. Un costume sur mesure y vaut 2 200 £ (3 163 € 20 749 F) et se livre en dix semaines, moyennant trois essayages.

● **Richard James.** 13, Savile Row - WI Londres, tél. : 0171-437-28-74. A poches droites ou inclinées, deux fentes et quelques détails, le costume confectionné après sept semaines et trois essayages – est vendu quelque 1 400 £ (2 013 €, 13 204 F), suivant le tissu, et confectionné sur place dans les règles de l'art. Très beau prêt-à-porter.

● **Oswald Boateng.** 9, Vigo Street, London WIX 1AL, tél. : 0171-6868. Le *wonder-boy* du nouveau Savile Row. Des doublures flashy et des couleurs jamais vues dans une coupe archiclassique. Pour businessmen très swing. Costumes *bespoke* autour de 1 900 £ (2 731 €, 17 920 F).

● **Kenneth Charles MacDonald.** 57, Brewer Street, London WIR 3FD, tél. : 0171-494-3906. Veste à chevrons bicolore, portée avec un pantalon doublé de soie rose, manteau papal prince de Galles... Les audaces résolument passées de mode – mais parfaitement élégantes – d'un trublion de la Vieille Garde. Costume sur mesure autour de 1 000 £ (1 438 €, 9 431 F).

● **Hilditch & Key.** 73, Jermyn Street, London SWIY 6NP, tél. : 0171-930-5336. Jermyn Street est le Savile Row de la chemise. Chez ce Charvet centenaire de Londres, pas moins de quinze mesures sont reportées, avant la coupe, sur un patron en kraft. Choix de cinq cols, de trois triplures (plastique, or, argent, bronze) et de mille tissus, dont de splendides cotons Sea Island et même le denim. Les chemises sur mesure se commandent par six, à 135 £ (194 €, 1 273 F) l'unité.

● **Paul Smith.** 122, Kensington Park Road, London WI1 2EP, tél. : 44-171-727-3553. Costume sur mesure livré en huit semaines (trois essayages) à partir de 965 £ (1 387 €, 9 101 F). Tissus luxueux d'Italie (notamment de chez Zegna), broderies réalisées en Inde. Trois couleurs de doublures.

● **Timothy Everest.** 32, Elder Street Spitafields, London El 6BT, tél. : 0171-377-5770.

هكذا بعن الاصول

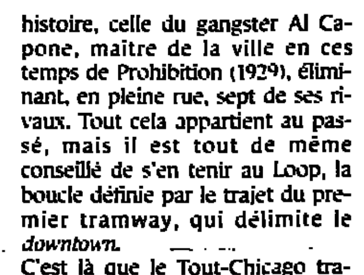
(Publicité)

chicago

le sport chic sur les rives du Michigan

Ville d'architecture que magnifient les noms de Frank Lloyd Wright et de Louis H. Sullivan, la « Windy City » (Cité ventée) collectionne les images cultes dans un véritable brassage d'hommes, de rythmes et d'influences, avec jazz et cigares de rigueur

On l'appelle *Windy City*, la cité ventée. Car lorsque le vent glacé, venu du Canada, souffle sur le lac Michigan, souvent gelé en hiver, et s'engouffre dans les canyons des gratte-ciel, mieux vaut troquer le chapeau d'Al Capone pour un bonnet de laine bien vissé sur les deux oreilles. Mais qu'importe le blizzard ou les chutes de neige, les habitants de Chicago aiment leur ville passionnément. Ils vous racontent avec émotion, le Grand Feu (*Great Fire*) de 1871 qui a, en partie, détruit la ville, et, en chuchotant, les émeutes d'avril 1968, brutalement réprimées par les policiers du maire, Richard Dailey. Ils vous parlent avec fierté de l'enfant du pays, l'architecte Frank Lloyd Wright qui, sur les traces du bâtisseur du début du siècle, Louis H. Sullivan, a fait de Chicago une ville d'architecture, créant, à Oak Park, l'Ecole de la Prairie. Et puis surtout, sans jamais le nommer, ils font allusion au Grand Lac qui rythme les saisons : patins à glace l'hiver, sports aquatiques (on peut s'y baigner) et promenades sur la plage, le long du quartier résidentiel de North Shore Drive, l'été. C'est dans ce lac Michigan que se jette la Chicago River, teinte en vert, chaque année, au mois de mars, pour la fête irlandaise de Saint-Patrick. Ils s'emportent si vous leur parlez de New York – on surnomme souvent Chicago, troisième ville américaine avec 10 millions et demi d'habitants, la « Petite Pomme » : on peut être du Midwest et s'intéresser à autre chose qu'au bétail ! Pour vous convaincre, ils évoquent quelques-uns de leurs illustres concitoyens : le père de Mickey, Walt Disney, l'architecte Mies Van der Rohe (il n'est pas né à Chicago mais y a dessiné de nombreux immeubles), le cinéaste Vincente Minelli, l'acteur John Belushi, une pléiade d'écrivains parmi lesquels John Dos Passos et Ernest Hemingway, le basketteur Michael Jordan, et les deux femmes les plus célèbres du moment : la *First Lady*, Hillary Clinton, et l'animatrice de télévision, Oprah Winfrey, qui enregistre son show dans les studios de Randolph Street. Dans un souffle, ils marmonnent que « *Chicago est une ville de quartiers* », ceux des Noirs, des Mexicains, des Polonais, des Allemands, des Irlandais, des Portoricains ou des Juifs. Puis ils vous laissent seul juge, avec des images plein la tête : celles de *Scarface*, de *L'Arnaque* ou des *Intouchables*, des films qui racontent tous la même histoire, celle du gangster Al Capone, maître de la ville en ces temps de Prohibition (1929), éliminant, en pleine rue, sept de ses rivaux. Tout cela appartient au passé, mais il est tout de même conseillé de s'en tenir au Loop, la boucle définie par le trajet du premier tramway, qui délimite le *downtown*.



LOOP
Sur Cyril Brulé, directeur de l'agence de mannequin Viva, veste en peau de renne Hermès, polo rayé noir et blanc en coton viscose Missoni, pantalon en gabardine de laine super 120, Boss by Hugo Boss et mocassins en cuir blanc Prada.
Stylisme Pauline Boyer. Photos Patricia Canino.



GOLDEN COAST
Costume trois-pièces en lainage gris et cravate rayée, polo Ralph Lauren, chemise en coton Daniel Crémieux, chaussures à bouts « fleuris » Church, montre en acier Chaumet.
Cache-poussière en veau velours Ralph Lauren et attaché-case Zero Halliburton.

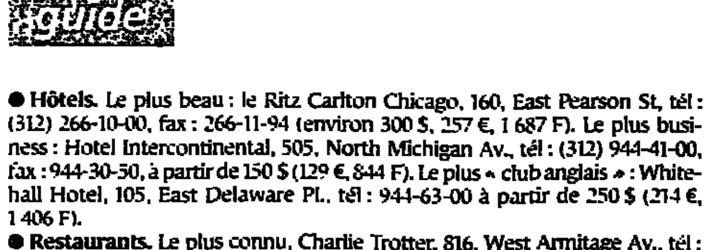
C'est là que le Tout-Chicago travaille, dans la finance, au Stock Exchange, dans la publicité, chez Walter Thompson ou Leo Burnett, ou au siège social d'une des quarante grandes sociétés comme Sara Lee ou McDonald's. Et si l'on ne vit pas à Chicago, on est de passage dans cette ville qui, chaque année, accueille 35 000 congrès. Des allées et venues qui justifient l'ouverture par Ralph Lauren, en octobre dernier, de son fleuron mondial sur quatre étages. Mais ce sont les créateurs italiens – Brioni, Versace, Armani, Zegna... – qui remportent la palme. Ils sont présents partout, dans les grands magasins – Marshall Field, créé en 1868 ou Barney's, implanté depuis cinq ans, dans les boutiques feutrées de Magnificient Mile, le Madison Avenue local, et ses rues adjacentes. C'est aussi là que l'on trouve Sulka, rajeuni, qui expose des Harley-Davidson en devanture, Dunhill, qui, dans deux boutiques voisines, installées dans le centre commercial de la Water Tower, offre mode et cigares, ou Ultimo sur Oak Street : « *Il y a trente ans, lorsque j'ai commencé à montrer les créateurs européens, j'étais la seule. Aujourd'hui, il y a peu de différences entre New York et Chicago. On y est seulement un peu moins dépensier et un peu plus conservateur* », explique Joan Weinstein, la grande dame de la mode, propriétaire d'Ultimo mais aussi des boutiques Armani, Jil Sanders et Sonia Rykiel.

On se rencontre dans les clubs, le Racket Club ou le Chicago Club où on organise, pour les jeunes filles, des bals de débutantes, ou dans les *charities*, toujours en *black tie*. Généreux, les plus riches contribuent à l'essor de l'Opéra, du Musée d'art contemporain ou du Art Institute of Chicago, qui abrite une incroyable collection de tableaux Impressionnistes français. Est-ce parce que le site actuel de la ville fut découvert par deux Français, Jacques Marquette et Louis Jolliet, que Chicago, jumelée avec Paris depuis la visite de Jacques Chirac en 1996, aime la France. Dans cette métropole où on apprécie le bien manger, le bien boire et le cigare, on dîne français à l'Everest ou chez Savarin.

Lorsqu'ils ne sont pas en représentation, les hommes d'affaires s'habillent *cool*, préférant les lignes sportives de Versace « Veri Uomo », ou les costumes fabriqués au Canada par Matteo Maas. Des tenues décontractées pour faire le tour des galeries et des magasins de décoration à Bucktown. On s'habille en jeans pour assister aux exploits sportifs des Cubs (base-ball), des Bears (football) et bien sûr des Bulls (basket). Et le froid dans tout cela ? On l'ignore, en superposant les épaisseurs comme le font les grands sportifs, en multipliant les accessoires – écharpes, gants, bonnets (Ultimo, Marshall Field), en choisissant, pour les plus fortunés, un manteau tout cachemire (Dunhill, 2 000 dollars – 1 745 euros, 11 449 francs) pour la journée, une veste en cuir fourrée signée Lamatta, pour le week-end. Surtout, on se réchauffe avec le blues. Dans la ville d'Otis Rush et de Muddy Waters, une nouvelle génération – peut-être la dernière ? – a pris le relais. On écoute Buddy Guy chez Legends, un club plus fréquentable que les boites de jazz du quartier noir, où l'on ressuscite les accents inoubliables de la clarinette de Benny Goodman.



Pascale Richard



guide

● **Hôtels.** Le plus beau : le Ritz Carlton Chicago, 160, East Pearson St, tél : (312) 266-10-00, fax : 266-11-94 (environ 300 $, 257 €, 1 687 F). Le plus business : Hotel Intercontinental, 505, North Michigan Av., tél : (312) 944-41-00, fax : 944-30-50, à partir de 150 $ (129 €, 844 F). Le plus « club anglais » : Whitehall Hotel, 105, East Delaware Pl., tél : 944-63-00 à partir de 250 $ (214 €, 1 406 F).

● **Restaurants.** Le plus connu, Charlie Trotter, 816, West Armitage Av., tél : (312) 248-22-28. Les plus français : Everest, 440, South La Salle, tél : (312) 663-89-20 ; Ambria, 2 300, North Lincol Park West, tél : (773) 472-59-59 ; Avanzare, 161, East Huron St, tél : (312) 337-80-56 ; Savarin 713, North Wells St, tél : (312) 255-95-20 ; Harvest on Huron, 217, West Huron, tél : (312) 587-96-00 ; Confusion, 1616, North Damen, tél : (773) 772-71-00 ; Feast, 1 835 West North Av., tél : (773) 235-63-61. Dans le quartier de Bucktown, Soulkitchen, 1 576 North Milwaukee Av., tél : (312) 773-97-42 ; Bar Louie, 1 704, North Damen St.

● **Clubs.** Legends, 754, South Wabash, tél : (312) 427-11-90 ; House of Blues, 329, North Dearborn St, tél : (312) 923-20-05. Pour livres et affiches sur le blues : The Blue Chicago Store, 534, North Clarke St.

● **Cigares.** Les « gros calibres » sont bien vus dans la ville, que l'on appelle aussi « Cigar City ». On les achète chez Alfred Dunhill, North America Ltd, 835, North Michigan Av., tél. : (312) 467-44-55 ou à Updown Tobacco, un magasin tenu par une grande dame du cigare, Diana Gits, 1550, North Wells St., tél. : (312) 337-80-05. On les fume au Harry's Velvet Room, un saloon nostalgique, 534, North Clark St., tél. : (312) 828-07-70 ou chez Havana, une « cantine » cubaine avec un bar en sous-sol, 230, West Kinzie St., tél. : (312) 595-01-01.

● **Mode.** Barney's, 25, Oak Street ; Marshall Field's, 111, North State St ; Ultimo, 114, Oak Street ; In Chicago for Men, 61, Oak St ; Water Tower Place, 835, North Michigan Avenue, où l'on trouve pour les hommes Dunhill (niveau 2) et Bigsby & Kruthers (niveau 7). Ralph Lauren, angle Michigan Av. et East Chicago Av.

● **Pour le sportswear.** Countyseat, 55, E. Washington Av.

● **Design.** A Bucktown : Emblezar, 1 639, North Damen Av. ; Eclectic junction, 1 630, North Damen St. A Oak Park, pour visiter la maison-atelier de Frank Lloyd Wright, tél : (708) 848-19-76.

empire

le fleuron de Ralph Lauren

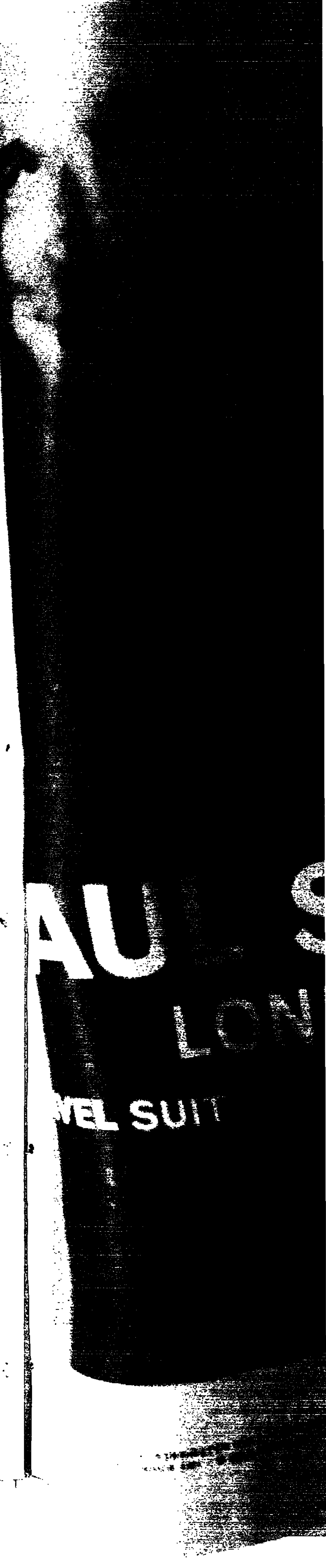
Le puissant designer américain inaugure un nouveau temple griffé : 4 000 mètres carrés dédiés à une éternelle « country party »

« *Si j'habitais Chicago, je serais content de l'ouverture de cette nouvelle boutique Ralph Lauren* », annonce Ralph Lauren lui-même, très fier de l'inauguration en novembre dernier du fleuron de sa marque au 750 North Michigan Avenue. Si vous connaissez déjà le magasin parisien, place de la Madeleine, ou la maison mère new-yorkaise, installée dans l'immeuble Rhinelander – une copie du château de Blois – sur Madison Avenue, vous ne serez pas dépaysé. Plus « english » que jamais, à Chicago, Ralph Lauren a vu plus large – avec 4 000 mètres carrés, c'est le magasin le plus étendu portant son nom –, plus somptueux – sur les murs est exposée une collection de tableaux digne d'un musée –, plus complet aussi.

Sur quatre étages, on y trouve toute la gamme des collections : mode homme, mode femme, mode enfantine, chaussures, bagages, équipements équestres, parfums, tenues sportives de « Polo sportswear » et décoration au quatrième étage. Une maison entièrement Ralph Lauren comme pouvait la rêver le designer américain qui, depuis trente et un ans, s'évertue avec succès (3,5 milliards de dollars – 3 milliards d'euros, 19,68 milliards de francs – de chiffre d'affaires cette année) à convertir les consommateurs à sa vision du monde : une éternelle *country party* dans la campagne anglaise pour les parents, un séjour prolongé au *college* pour les plus jeunes, le tout mâtiné d'une touche d'exotisme pour les voyageurs friands de safaris.

Pionnier, suivi par Calvin Klein ou Tommy Hillfiger, Ralph Lauren a compris que le marketing pour être efficace devait être global et mondial. Au printemps prochain dans cette boutique de Chicago, Ralph Lauren ouvrira un restaurant. Au menu : cuisine italienne concotée par le chef du Vico, cantine favorite de Ralph Lauren à New York. « *Je voulais pouvoir aller déjeuner dans un endroit qui ressemble à mon magasin* », ajoute ce dernier.

P. R.





هكذا من الاصل

(Publicité)

ADRESSES

Alain
8, rue Saint-Claude, 75003,
tél. : 01-42-77-55-80.
Emporio Armani
149, bd Saint-Germain, 75006,
tél. : 01-53-63-33-50.
Au Bon Marché
Tél. : 01-44-39-80-00.
Hugo Boss
Tél. : 01-44-17-16-70.
Brioni
36, rue du Fbg-Saint-Honoré, 75008,
tél. : 01-42-65-73-76.
Le Cachemirien
12, rue de l'Echaudé, 75006,
tél. : 01-43-29-93-82.
Camper
25, rue du Vieux-Colombier, 75006,
tél. : 01-45-48-22-00.
Cartier
Tél. : 01-42-18-54-00.
Céline
3, avenue Victor-Hugo, 75016,
tél. : 01-45-01-79-41.
Celio Sport
Tél. : 01-42-68-30-41.
Jean-Jacques Cérémonie
36, rue de Buci, 75006 Paris,
tél. : 01-43-54-25-56.
Charvet
28, place Vendôme, 75001,
tél. : 01-42-60-30-70.
Chaumet
56, rue François-Ier, 75008,
tél. : 01-44-77-24-00.
Church's
Tél. : 01-47-05-75-21.
Colette
213, rue Saint-Honoré, 75001,
tél : 01-55-35-33-90.
Jean Colonna
Au Printemps Haussmann
Comme des garçons
40, rue Etienne-Marcel, 75002,
tél. : 01-42-36-91-54.
Compagnie française de l'Orient et de la Chine
170, boulevard Haussmann, 75008,
tél. : 01-53-53-40-80.
Au Cor de Chasse
40, rue de Buci, 75006,
tél. : 01-43-26-51-89.
La Corderie
1, rue Dupetit-Thouars, 75003
tél. : 01-44-78-02-92.
Daniel Crémieux
6, bd Malesherbes, 75008,
tél. : 01-42-66-54-50.
Centre Marc Delacre
17, avenue George-V, 75008,
tél. : 01-40-70-99-70.
Institut Desfossés
19, avenue Matignon, 75008,
tél. : 01-43-59-95-13.
Dockers Store
142, bd Saint-Germain, 75006,
tél. : 01-40-64-03-03.
Dormeuil
Tél. : 01-69-32-82-00.
Etro
177, bd Saint-Germain, 75007,
tél. : 01-45-48-18-17.
L B Evans
Tél. : 01-55-39-90-90.
Galeries Lafayette
40, bd Haussmann, 75009,
tél. : 01-42-82-34-56.
Marithé et François Girbaud
38, rue Etienne-Marcel, 75002,
tél. : 01-53-40-74-20.
Gucci
2, rue du Fbg-Saint-Honoré, 75008,
tél. : 01-44-94-14-70,
renseignements lunettes
au 01-48-63-22-39.
Hermès
24, rue du Fbg-Saint-Honoré,
tél. : 01-40-17-47-17.
Sophie Hong
Tél. : 01-48-04-93-57.
Jansport
Tél. : 01-40-03-69-69.
Calvin Klein
56, avenue Montaigne, 75008,
tél. : 01-43-59-10-10.
Ko and Ko
Tél. : 05-55-34-10-10.
Lancel
8, place de l'Opéra, 75009,
tél. : 01-47-42-37-29.
Lanvin
52, rue Bonaparte, 75006,
tél. : 01-53-10-35-00.
Ralph Lauren
2, place de la Madeleine, 75001,
tél. : 01-44-77-53-50.
Loft by Design
56, rue de Rennes, 75006,
tél. : 01-45-44-88-99.
Malo
12, avenue Montaigne, 75008,
tél. : 01-47-20-26-08.
Mandarina Duck
Tél. : 01-43-26-68-38.
Alain Mikli
tél. : 01-45-82-01-11.
Missoni
43, rue du Bac, 75007,
tél. : 01-45-48-38-02.
Miu Miu
10, rue du Cherche-Midi, 75006,
tél. : 01-45-48-63-33.
Muji
27, rue Saint-Sulpice, 75006,
tél. : 01-46-34-01-10.
Nickel
48, rue des Francs-Bourgeois, 75003,
tél. : 01-42-77-41-10.
Patagonia
Tél. : 01-41-10-18-18.
Evelyn Paul
11, rue d'Assas, 75006,
tél. : 01-45-48-78-84.
Prada
Tél. : 01-53-23-99-40.
Printemps Haussmann
Tél. : 01-42-82-50-00.
Paul Smith
22, boulevard Raspail, 75007,
tél. : 01-42-84-15-30.
Steelcase Strafor
Tél. : 03-88-64-63-18.
Yves Saint Laurent
6, place Saint-Sulpice, 75006,
tél. : 01-43-29-43-00.
Jil Sander
52, avenue Montaigne, 75008,
tél. : 01-44-95-06-70.
Olivier Strelli
7, boulevard Raspail, 75007,
tél. : 01-45-44-77-17.
Sulka
2, rue de Castiglione, 75001,
tél. : 01-42-60-38-08.
Swatch
Tél. : 03-81-48-14-15.
Laurence Tavernier
7, rue du Pré-aux-Clercs,
tél. : 01-49-27-03-95.
Tod's
50, rue du Fbg-Saint-Honoré, 75008,
tél. : 01-42-77-22-51.
Bill Tornade
44, rue Etienne-Marcel, 75002,
tél. : 01-42-33-66-47.
Trekking
Tél. : 04-42-57-05-90.
Trussardi
8, place Vendôme, 75001,
tél. : 01-55-35-32-50.
Yohji Yamamoto
42, rue Etienne-Marcel, 75002,
tél. : 01-45-08-82-45.
Ermenegildo Zegna
10, rue de la Paix, 75001,
tél. : 01-42-61-67-61.
Zero Halliburton
Tél. : 04-78-35-62-01.

nuits

en ville

A l'heure où de nouvelles adresses illuminent les nuits parisiennes, le smoking perd son apprêt pour entrer dans la danse, alors que les codes se mélangent avec éclat

Du Royal Mondétour au café Man Ray, Paris retrouve son énergie la nuit dans de nouveaux lieux. Entre l'artiste déstructuré en polo noir et la parodie de maître d'hôtel en spencer ajusté, une nouvelle attitude s'impose le soir. Après le kaléidoscope de couleurs des années disco, la dictature du sportswear avait culpabilisé l'élégance, réduite à l'image apprêtée du smoking, façon « La croisière s'amuse » ou les réceptions de l'ambassadeur. Sous l'impulsion des couturiers italiens et surtout des rythmes techno, l'envie de briller revient dans la mode. On recherche un nouvel art de vivre sans tomber dans les manuels d'élégance à la *Comment s'habiller* de Pierre de Trévières en 1929. Dans ce souci du détail, chapeau claque, manteau kimono, escarpins à large noeud de faille et trois paires de gants blancs étaient les indispensables des bals et des soirées à l'Opéra, où l'obligation de revêtir le smoking disparut dans le désastre de 1940. Cet emblème des mondanités modern style, apparu à la fin du XIXe siècle comme un vêtement d'intérieur que les hommes passaient au fumoir, se fait plus discret dans les rayonnages. Le Printemps Haussmann n'a plus que trois références de smoking et les ventes de nœuds papillon sont passées de 5 % à 1 % au rayon cravate du grand magasin. D'ailleurs, chez Yohji Yamamoto – l'adresse obligée pour les vernissages et les soirées d'architectes –, ce tour du cou est plus un clin d'œil humoristique qu'une parure de style pour accompagner redingotes et chemises blanches. Chez Ermenegildo Zegna, les ventes de l'habit rigide en grain de poudre se sont effondrées de 60 % en dix ans, et il a été remplacé par des costumes au tomber souple en laine et soie ou en super-120 dans la ligne Soft.

Aujourd'hui, à chaque homme sa solution. Des cocktails du Four Seasons de New York aux soirées « Voyoux » du Gibus à Paris, la nuit a ses tribus et ses repaires identitaires. Les audaces gay ont bousculé la rigueur du vestiaire masculin. Chez Gucci, Tom Ford assouplit la veste de smoking avec un pantalon large à taille élastiquée en cuir souple ou en coton lavé. Mais, pour s'agiter sur les *dance floors*, les pantalons en gabardine de laine se parent de broderies de plumes, de strass ou de poches peau de serpent. Pour faire corps avec ce vêtement – présenté avec un marcel ou un tee-shirt de coton blanc –, les amateurs devront dépenser entre 13 000 et 30 000 francs... (entre 1 982 et 4 573 euros). Sans se limiter aux plumes, au cuir et à la fourrure des collections milanaises, une vague de jeunes stylistes allège l'idée de l'élégance.

Si le smoking d'Yves Saint Laurent est devenu un classique féminin – avec une entrée remarquée à La Redoute en 1996 –, c'est du côté de l'homme qu'il cherche à retrouver une modernité perdue. « *Je présente une version décalée du soir traditionnel, en monochrome, avec smoking et chemise de taffetas noir* », explique Hedi Slimane, styliste de la ligne homme d'Yves Saint Laurent. Eric Bergère le décoordonne en mariant le pantalon en grain de poudre avec une veste de velours, « *ce tissu des écrins du monde entier* ».

L'allure ton sur ton éclipse les erreurs de goût des imprimés tape-à-l'œil. « *J'aime la cravate quand on ne la voit pas. Elle structure le buste par des effets de brillance* », explique Hedi Slimane, pour qui « *l'élégance du soir passe par des jeux de lignes et la plus grande des sobriétés* ».

La silhouette s'assouplit pour un passage en douceur du jour à la nuit. Chez Hermès, Véronique Nichanian propose un soir informel, décontracté, avec des vestes-chemises en lin et soie sans entoilage pour suivre le galbe du corps, des pulls en cachemire ou en fine laine. « *Le soir, la maille donne à l'homme un chic nonchalant, une nouvelle façon de bouger* », précise la styliste. Le pantalon est plus souple, plus large. « *Les habitudes évoluent. Les hommes ont plus conscience d'eux-mêmes, il y a plus d'individualité du vêtement.* » L'été, le corps prend ses aises dans des tenues d'intérieur revisitées. Eric Bergère travaille l'amplitude du pyjama, avec liquette et pantalon à taille élastiquée, et Hedi Slimane pare les nouveaux dandys de peignoirs en grain de poudre ivoire.

Pendant ce temps, certains restent sur une idée de l'élégance casino à la James Bond, comme Brioni, qui habille l'agent secret britannique depuis 1995. Soixante-dix pièces à plus de 14 000 francs (2 134 euros) – smoking, costumes – ont été réalisées pour les besoins de Pierce Brosnan et de sa doublure dans *The World is not enough*, qui sortira le 19 novembre 1999. Le tailleur des Abruzzes, qui fabrique chaque modèle en plus de 20 heures – trois heures sont nécessaires dans le prêt-à-porter traditionnel –, attend aussi avec impatience le passage à l'an 2 000, persuadé que les ventes de smokings vont décupler à l'occasion du réveillon. Des vestes en pure soie brodées de feux d'artifice en fil d'or et d'argent aux blazers à boutons d'or siglés du double M, Brioni prépare déjà l'événement dans une effervescence ostentatoire.

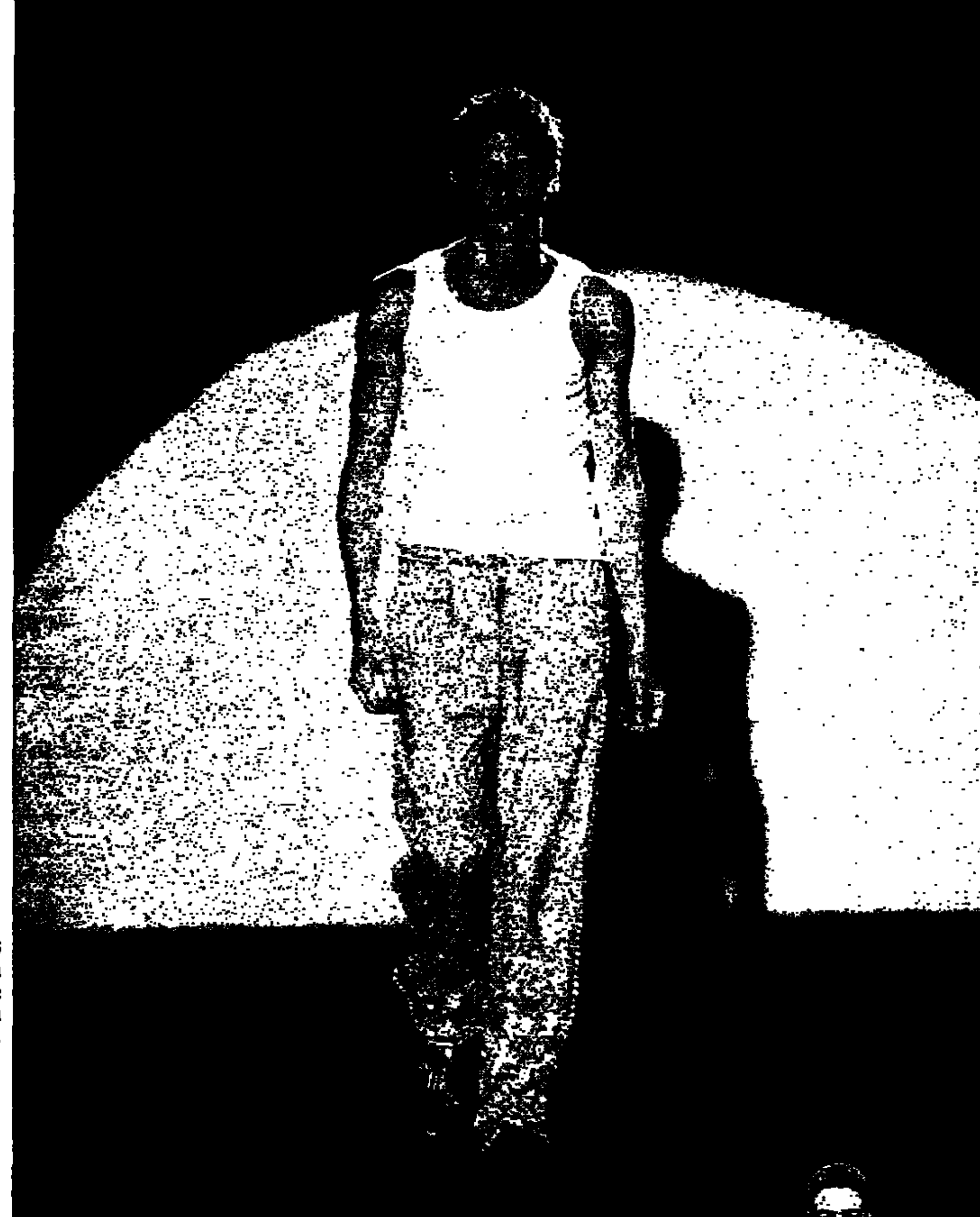
Anne-Laure Quilleriet

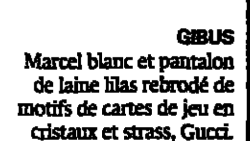
PALACE
Peignoir et pantalon en grain de poudre ivoire, dessinés par Hedi Slimane pour Yves Saint Laurent Rive gauche

nuits en ville

Pantalons brodés de cristaux et vestes à revers de satin, la nuit retrouve le panache qu'elle avait perdu depuis la fin des années 70 sous le règne des derniers dandies

SPOON
A gauche, porté avec des mules en cuir, un smoking droit avec un bouton en laine, un revers de satin et un col V en soie, Lanvin.





GIBUS
Marcel blanc et pantalon de laine lilas rebrodé de motifs de cartes de jeu en cristaux et strass, Gucci.

guide

● **Cocktail.** Location d'un smoking et de ses accessoires, 390 F (59 €) chez Jean-Jacques Cérémonie, installé rue de Buci depuis 1867. 460 F (70 €) le smoking pour trois jours, de 600 F (91 €) à 1 000 F (152 €) une jaquette au Cor de Chasse fondé en 1875.

● **Grain de poudre.** Smoking avec chemise à col cassé, ceinture en soie fantaisie et nœud papillon, environ 18 000 F (2 744 €), Brioni.

● **Beauté.** Le soin « Biogenie » avec détoxication de la peau, application de gel nourrissant, tonification et remodelage, massage, 570 F (87 €), centre Marc Delacre. Chez un maître-barbier, rasage au coupe-chou, massage, application de serviettes chaudes et de talc, 80 F (12 €), Alain. *Gel tenseur « Lendemain de fête »*, Nickel, 175 F (27 €). Préparation du visage pour un soir, 365 F (56 €), Institut Desfossés.

● **Lounge.** Boutons de manchette rectangulaires ou ovales, en ébène et argent, 750 F (114 €) et modèle en métal et motif hologramme, 255 F (39 €), Paul Smith. Pull poids plume en cachemire et soie, 3 550 F (541 €), Hermès. A porter sous un costume noir, un pull noir à col V en coton Stretch, 1 300 F (198 €), Lanvin par Dominique Morlotti.

● **Chemise.** Chemise sur mesure à choisir parmi six mille tissus – trois semaines de délai, 1 700 F (259 €), Charvet. Modèle sur mesure à col cassé en coton ou polyester coton, 350 F (53 €) ou 950 F (145 €) les trois, Camaïeu. Une chemise blanche de Yohji Yamamoto, de 700 F (106 €) le modèle en coton de la ligne Y's à 3 000 F (457 €) celui en soie surpiquée avec col lavallière.

● **Rendez-vous.** *Lô Sushi*, le sushi-bar décoré par Andrée Putman avec un tapis roulant de 41 mètres, de 15 F à 100 F (2 € à 15 €) les deux pièces. 8, rue de Berri, 75008 Paris, tél. : 01-45-62-01-00. Spoon, la cuisine du monde par Alain Ducasse, 250 F (38 €) et 300 F (46 €). Réserver une semaine à l'avance. 14, rue de Marignan, 75008 Paris, tél. : 01-40-76-34-44. Installé près des Halles, Le Royal Mondétour, ancien temple des gens de la mode de la fin des années 70 rouvre ses portes, 14, rue Mondétour, 75001 Paris, tél. : 01-42-36-85-50.

● **Un soin à New York.** Avon Centre. Trump Tower, 725, Vth Avenue, tél. : (212) 755-AVON. Bliss. 568, Broadway at Prince Street, 2nd floor, tél. : (212) 219-89-70. Elizabeth Arden Red Door Salon and Spa. 691, Vth Avenue, tél : (212) 546-02-00. Paul Labrecque Salon and Spa. Au club sportif *Reebok, 160, Columbus Avenue, tél. : (212) 362-68-00. Origins Feel Good* Spa. Au Centre sportif de Chelsea Piers, tél. : (212) 336-68-00, avec le « buddy spa experience », les collègues de bureaux peuvent se faire masser côte à côte. Miano Viel for Men Salon and Spa. Tél. : (212) 980-32-22. Barber Spa. 373, Madison Avenue, tél. : (212) 986-29-05.

LÔ SUSHI
En haut, veste et pantalon en laine et soie, Giorgio Armani.

FOUR SEASONS
A droite, smoking en cachemire poids-plume, chemise en soie à col cassé et un imper en soie et polyuréthane, Cerruti Arte.

ALCAZAR
Ci-dessus, costume deux boutons en soie et lin marine, et chemise en popeline de coton blanc, Hermès.
Stylisme Pauline Boyer.
Photos Patricia Canino.

new york apparence 99

La beauté devient après la forme et la réussite un atout de maître

Aux Etats-Unis, « souffrir pour être belle » se conjugue aussi au masculin. Pour se montrer sous leur meilleur jour, les Américains, qui, en 1997, ont dépensé 3,7 milliards de dollars – 3,17 milliards d'euros, 20,8 milliards de francs – en produits et en soins, n'hésitent pas à fréquenter les centres de beauté, les spas (25 % de la clientèle en moyenne est masculine). *« Les hommes deviennent vite des habitués, prennent rendez-vous d'une fois sur l'autre, pour plusieurs services à la fois : un massage du corps (une heure), une coiffure (une demi-heure), une manucure (une demi-heure), au total deux heures prises sur le déjeuner »*, explique Wendy Clark, directrice du Avon Centre à New York, où, pour éviter toute attente, une cabine de coiffure expresse a été aménagée pour les hommes. Chez Bliss, le spa des stars new-yorkaises, les lundis ont été surnommés « Macho Mondays » : ce jour-là, seuls les hommes ont accès au hammam et au bar, où ils peuvent se servir une bière en lisant le Robb Report ou « G. Q. ». Chez Elizabeth Arden, on a prévu des packages just for men, comme par exemple le Groom's day package (massage, coupe des cheveux, manucure), pour que le futur soit aussi pimpant que la mariée (115 dollars – 99 euros, 647 francs). Dans ses instituts, ils se font soigner de la tête aux pieds : coiffure, teinture des cheveux (toutes les quatre semaines en moyenne), traitement de peau, pédicure, manucure et massage. Les plus courageux affrontent l'épreuve de la cire chaude dans les cabines d'épilation pour le corps (épilation du dos chez Elizabeth Arden, 75 dollars – 64 euros, 422 francs) ou le visage. Chez Avon, Eliza, spécialiste de l'épilation des sourcils (la séance 60 dollars – 51 euros, 337 francs), suit régulièrement une clientèle masculine. *« Nous avons mis au point une trousse d'épilation spéciale homme, pour qu'ils entretiennent à domicile la ligne de leurs sourcils ou puissent eux-mêmes s'épiler les poils disgracieux du nez ou des oreilles »*, explique Eliza (commercialisée chez Avon à partir de février).

Etre rasé de près, c'est bien sûr, pour un homme, le soin le plus basique. Sur Madison avenue, deux Français, Eric Malka et Myriam Zoui, ont ouvert avec succès un *Barber spa*, où l'on coupe la barbe à l'ancienne. *« Pour des raisons d'hygiène, les Américains redoutaient ce rasage traditionnel. Aujourd'hui, certains de nos clients ne peuvent plus s'en passer et ne se rasent plus eux-mêmes »*, explique Erik Malka. Le rasage royal – rasage et soin de peau – (45 dollars – 39 euros, 253 francs) est particulièrement demandé dans ce *Barber spa*, où l'on utilise les produits européens de l'art du rasage.

P. R.